

## Mémoires politiques 2 - Leader Azhari

Des articles

Dans le contexte de la poursuite de la guerre qui a éclaté entre l'armée soudanaise, dirigée par le lieutenant général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide, dirigées par le lieutenant-général Muhammad Hamdan Dagalo, En raison de l'incapacité de l'une ou l'autre des parties à résoudre la guerre à sa manière dit (Hemedti), le 15/04/2023, et au vu de jusqu'à présent, cette guerre est devenue ouverte à toutes les possibilités, surtout à la lumière de l'ambiguïté qui entoure la situation militaire sur le terrain, car on ne sait pas précisément qui contrôle quoi, surtout à la lumière du conflit. La gravité des déclarations et des déclarations émises par les deux parties, et la difficulté de vérifier leur authenticité sur la base de sources futures.

Dans cette optique, l'objectif de cette étude est de suivre et d'anticiper les scénarios futurs de guerre entre les l'armée et les Forces de soutien rapide, surtout à la lumière de l'échec des paris des deux parties sur la réalisation d'un accord rapide et décisive, car il apparaît que les données militaires et les faits sur le terrain n'ont pas changé ! B le 15/04/2023 jusqu'à maintenant. L'étude s'appuiera sur le déclenchement des chaleurs beaucoup dans leur approche de la question sur la base de scénarios conditionnels, où les conditions et les exigences pour la réalisation de chaque scénario sont suivis et analysés, identifiant le ou les scénarios les plus probables.

Plusieurs observations générales doivent être prises en compte comme cadre général de réflexion sur les perspectives d'avenir.

de la guerre entre l'armée et les Forces de Soutien Rapide :

Premièrement, la guerre a lieu cette fois entre les deux plus grandes forces militaires du Soudan, à savoir les Et les Forces de soutien rapide. Ensemble, ils constituaient les deux ailes de la composante militaire, comme le Rapid Les forces de soutien sont juridiquement subordonnées aux forces armées et sont soumises aux ordres du commandant. Compte tenu des capacités militaires et des capacités possédées par chaque partie, cela renforce la... et le supérieur. La possibilité que la guerre se poursuive pendant une période plus longue, ce qui rendrait ses répercussions catastrophiques pour l'État et la société.

Deuxièmement, la guerre se déroule pour la première fois à l'intérieur de la capitale, Khartoum, dans ses trois villes, et quelques autres villes, tandis que les guerres dont le Soudan a été témoin dans le passé se sont déroulées à la périphérie et les zones rurales, que ce soit dans le sud, au Darfour ou à l'est du Soudan. Sachant que la capitale compte trois villes C'est le centre du pouvoir et de la gouvernance, où se trouvent les sièges des agences et autorités officielles, le les principaux sièges des entreprises et des banques, la plupart des grandes usines et les sièges des missions diplomatiques. Le déclenchement de la guerre à l'intérieur de la capitale peuplée entraîne des résultats catastrophiques en termes de nombre de morts et blessés et l'ampleur de la destruction des structures, des infrastructures et des biens. Public et privé, ainsi que les blessures

L'État est dans un état de paralysie, isolé en quelque sorte du monde extérieur. Avec le déclenchement de la guerre entre l'armée et les Forces de soutien rapide, de nombreux pays ont rapidement évacué leurs diplomates. missions et sponsors du Soudan, et ont fermé leurs ambassades et consulats. De plus, les guerres urbaines sont généralement complexe et difficile à résoudre.

Troisièmement, les expériences de guerres internes dont le Soudan a été témoin dans la phase post-indépendance, au Sud, le Darfour, le Nil Bleu ou le Kordofan Sud confirment clairement que ces guerres ont duré de nombreuses années. grâce à des facteurs internes et externes. Par exemple, et c'est là que réside le danger de la guerre actuelle, la guerre dans le sud dure depuis des décennies. L'armée et les Forces de soutien rapide, comme elles peuvent se poursuivre pendant une longue période, surtout si elle s'étend à d'autres États, aux forces tribales et ethniques et aux forces armées. les mouvements s'impliquent, ainsi que l'intervention des Certaines puissances extérieures, qu'elles soient régionales ou internationales.

Quatrièmement, quelles que soient les causes directes de la guerre entre l'armée et les forces de soutien rapide, cette la guerre ne peut être comprise indépendamment d'un certain nombre de défis et de problèmes majeurs dont le Soudan a souffert. - et souffre - dans la phase post-indépendance, plus particulièrement : du processus hésitant de construction du État national. Dans les temps modernes, les élites post-indépendance n'ont pas réussi à construire un État national démocratique fondé sur sur les fondements et les principes de la citoyenneté, et capable d'absorber le pluralisme sociétal, ethnique, tribal, religieuse, et régionale, et en la transformant en une source de force et d'enrichissement, au lieu d'être une source de Conflits et guerres. Dans ce contexte, il est possible de comprendre les nombreuses guerres internes dont le Soudan a été témoin la phase post-indépendance, dont l'une s'est terminée par la sécession du sud en 2011. Parmi les Élargir le rôle politique de l'armée. Depuis l'indépendance du Soudan en les défis sont également De 1956 à 2023, l'armée a dirigé le pays pendant plus de 55 ans, ce qui Dédié au phénomène de politisation de l'armée. À cela s'ajoutent de nombreuses divisions au sein des élites. politique, et son incapacité chronique à construire un niveau minimum de consensus national, sans parler d'un consensus profond. l'élite est contrôlée par l'élite. Différences et contradictions entre le centre et les marges ou périphéries. Historiquement, le Nil Sur les clés du pouvoir et de la richesse, qui ont conduit à un approfondissement de la situation politique, économique et sociale marginalisation dans de nombreuses régions du Soudan, ce qui a contribué à l'émergence de mouvements de rébellion armée et alimenté des guerres civiles et des conflits prolongés.

Cinquièmement, les guerres internes nécessitent généralement des interventions extérieures, qu'elles soient de la part d'États ou d'acteurs armés non étatiques. Le Soudan a connu ce phénomène lors des guerres qui ont éclaté après l'indépendance, surtout la guerre dans le sud. Si la guerre en cours en soutien aux Forces rapides se poursuit longtemps, il est probable que des interventions extérieures se produiront en faveur de cela entre l'armée et les forces armées Actuellement, l'un ou l'autre parti, selon les agendas et les intérêts des intervenants, ce qui alimente le poursuite de la guerre.

Compte tenu des observations précédentes, il existe plusieurs scénarios pour l'avenir de la guerre entre...

Et avec

L'armée et les Forces de soutien rapide. La première est de résoudre la guerre en faveur de l'une des parties. Deuxièmement, les deux parties acceptent un cessez-le-feu permanent et engagent des négociations menant à une solution politique. Troisièmement, la guerre continue par intermittence à court terme. Quatrièmement, le glissement vers une guerre civile généralisée.

L'étude aborde chacun de ces scénarios de manière assez détaillée.

#### Premier scénario : La guerre se résout en faveur de l'une des parties

Ce scénario semble peu probable, car aucun parti n'a jusqu'à présent réussi à remporter une victoire décisive. Il ne semble pas non plus que d'entre eux ont la capacité d'y parvenir dans un avenir proche. Et la raison

La principale raison en est la nature et la spécificité de l'équilibre des forces entre les deux camps en guerre, qui leur permet de continuer à se battre plus longtemps. Si l'armée possède une supériorité en termes d'aviation, d'artillerie et autres armes lourdes, alors les Forces de soutien rapide possèdent en premier lieu la capacité de manœuvre et de vitesse.

Mouvement basé sur des armes légères et moyennes. Le théâtre d'opérations est également représenté

Dans la capitale Khartoum, avec ses trois villes, et dans la région du Darfour, elle fait valoir la capacité de mettre fin à la guerre en faveur de tel ou tel ' fête plus difficile et complexe.

Même s'il est difficile d'imaginer la capacité des Forces de soutien rapide à vaincre l'armée, cette dernière ne peut pas facilement résoudre la confrontation en sa faveur, car les combats à l'intérieur des villes limitent sa capacité à utiliser ses armes lourdes à grande échelle. C'est pourquoi certains observateurs de terrain ont souligné que l'équation de la guerre au Soudan repose désormais sur le contrôle de l'armée. de l'espace aérien et le contrôle au sol des Forces de soutien rapide, alors que l'armée utilise la puissance aérienne pour bombarder le quartier général et les rassemblements des Forces d'Appui Rapide, tandis que ces dernières se propagent au sein des quartiers peuplés et pratiquent les coups et blessures. courir. La confrontation entre les deux camps apparaît donc proche d'une guerre mobile au sein des villes et des quartiers résidentiels. quartiers [1].

Par ailleurs, l'apparition d'une scission majeure au sein des Forces d'Appui Rapide, dans un sens qui est dans l'intérêt de l'armée et lui permettre de résoudre l'affrontement en sa faveur est peu probable, compte tenu de la structure tribale de ces forces, d'une part, et la fidélité de ses membres à Hemedti d'autre part. Mais même à supposer que l'armée soit capable, pendant une certaine période temps, d'imposer une sorte de contrôle sur la capitale, Khartoum, cela ne signifie pas la fin de la guerre, comme l'affirme le Rapid Les forces de soutien peuvent poursuivre une guérilla à l'intérieur de la capitale par le biais de petits groupes, tout en ouvrant d'autres fronts. affrontement avec...

L'armée, notamment dans la région du Darfour, où appartiennent les tribus auxquelles appartiennent de nombreux membres des Forces de soutien rapide sont basés. La région a déjà été témoin - et est témoin - d'affrontements entre l'armée et le Soutien Rapide.

militaires, causant des centaines de morts et de blessés, en plus du déplacement de milliers de personnes.

En plus de ce qui précède, la composition ethnique et tribale de la région du Darfour et l'héritage du conflit sanglant dont il est témoin depuis des années, en font un environnement propice à la poursuite d'un état de guerre, qui ne sera pas se limitera à l'armée et aux Forces de soutien rapide uniquement, mais impliquera des forces tribales et ethniques, et c'est ce que s'est réellement produit entre les deux tribus. Le peuple Masalit d'origine africaine et certaines tribus arabes du Darfour occidental. Les affrontements dans la région rappellent la guerre du Darfour qui a éclaté en 2003 et ses conséquences désastreuses. répercussions [2].

Deuxième scénario : les deux parties acceptent un cessez-le-feu permanent et entament des négociations menant à un

solution politique

Ce scénario est également jugé peu probable, en raison du manque de conditions pour sa réalisation sur le terrain. La réalité, au premier rang de laquelle se trouve la conviction des deux parties de la difficulté de remporter la victoire dans cet affrontement, et il n'y a donc pas d'autre alternative que la négociation, et la présence d'une réelle pression internationale les obligeant à mettre fin aux combats et accepter des négociations sérieuses pour mettre fin à la guerre. En outre, il existe d'autres facteurs qui font que ce scénario est peu probable, notamment : les deux parties sont entrées dans la confrontation, échangeant de vives accusations, et la guerre entre eux est devenue un match à somme nulle. Chaque parti essaie au moins de parvenir à une réalisation militaire tangible qui renforcera sa position de négociation au cas où elle serait contrainte de négocier pour mettre fin à la guerre.

Ce qui indique la faiblesse de la possibilité de ce scénario, c'est le fait que les deux parties n'ont pas respecté les nombreux accords de trêve qu'ils ont acceptés, chaque partie commençant à accuser l'autre de violer ces trêves, ce qui confirme leur refus d'entamer des négociations politiques sérieuses qui mettraient un terme à la guerre, comme celle-ci l'a fait devenir, à leur avis, l'équivalent d'une lutte fatidique. L'incapacité de l'armée à résoudre la guerre en sa faveur met son rôle et son statut sont en jeu. La défaite des Forces de soutien rapide signifie aussi sa fin.

Dans le cadre de la médiation saoudo-américaine, qui s'est accompagnée d'une menace américaine d'imposer sanctions contre les individus responsables de menaces à la sécurité et à la stabilité au Soudan, l'armée et le Soutien rapide

Les forces ont accepté des négociations dans la ville saoudienne de Djeddah. Les résultats de ces négociations, entamées le 06/05/2023, a révélé le manque de sérieux entre les deux parties pour parvenir à une solution politique qui mettrait un

fin à la guerre. Le 11/05/2023, les délégations de négociation des deux parties ont signé la « Déclaration de Djeddah », qui n'est qu'une déclaration de principes, qui stipulait ce qui suit : « Nous, soussignés, les Soudanais

Forces armées et Forces de soutien rapide, confirment, à travers cette déclaration, nos obligations fondamentales au titre

la loi internationale." "[3] . Aux termes de la Déclaration de Djeddah, les deux parties s'engagent à assurer la protection des civils.

à tout moment, notamment en leur permettant de passer en toute sécurité pour quitter les zones d'hostilités actives sur une base volontaire dans le direction de leur choix et de s'abstenir de toute attaque susceptible de se produire.

Elle provoque des dommages civils accidentels, et l'obligation d'évacuer, de s'abstenir de prendre le relais, de respecter et de protéger tous les particuliers.

et les installations publiques telles que les installations médicales, les hôpitaux, les installations d'eau et d'électricité, s'abstenir de les utiliser à des fins

à des fins militaires et permettre le passage rapide de l'aide humanitaire sans aucun obstacle. La déclaration interdit

les deux parties de recruter des enfants, de détenir arbitrairement des civils et de toutes formes de torture[ 4].

Malgré l'importance des principes contenus dans la Déclaration de Djeddah, celle-ci n'impliquait pas que les deux parties conviennent d'un accord.

une trêve humanitaire ou un cessez-le-feu temporaire afin de mettre en œuvre ces principes. Après un deuxième cycle de négociations

entre représentants de l'armée et des Forces de soutien rapide, ont annoncé les deux pays parrains des négociations

dans une déclaration commune publiée le 20/05/2022, la signature d'un accord de cessez-le-feu à court terme entre l'armée et le Soutien Rapide

Forces, qui entrera en vigueur 48 heures après le début des négociations. La signature dure sept jours et peut être

prolongé pour une autre période avec l'accord des deux parties.

Bien que l'armée et les Forces de soutien rapide aient annoncé leur attachement à l'accord de cessez-le-feu à court terme,

il s'agit toujours d'un engagement partiel, qui aboutit à un état de calme relatif.

Parce que les deux parties continuent de le violer. Cela a été confirmé par les deux pays parrains des négociations de Djeddah,

le Royaume d'Arabie saoudite et les États-Unis d'Amérique, dans une déclaration commune publiée le 27/05/2023, dans laquelle le

La déclaration indiquait que « les deux parties au conflit ont informé Riyad et Washington de leur engagement à faciliter cela ».

l'aide humanitaire et le rétablissement des services de base au profit du peuple soudanais. Les interdictions ont gêné ceux

efforts.

Consciente que le cessez-le-feu actuel n'a pas été pleinement respecté, l'armée soudanaise

Les forces ont pris en compte les actes commis par les Forces de soutien rapide et les Forces armées soudanaises.

« Les deux parties conviennent de le prolonger, même s'il n'est pas pleinement respecté, afin de donner plus de temps aux acteurs humanitaires pour mener à bien cette mission.

œuvre vitale » [5]. Dans ce contexte, l'armée et les Forces de soutien rapide ont convenu de prolonger l'accord à court terme

cessez-le-feu, qui se termine le lundi 29/05/2023 au soir, pour 5 jours supplémentaires. Cependant, les violations du cessez-le-feu ont continué[6].

Avant la fin de la période de cinq jours, plusieurs développements importants liés au cours de la guerre se sont produits. Sur

Le 31 mai 2023, l'armée soudanaise a annoncé la suspension de sa participation aux pourparlers de Djeddah, sous prétexte de

le manque d'engagement des Forces de soutien rapide à mettre en œuvre les exigences de la « Déclaration de Djeddah ». Dans ce contexte,

le porte-parole officiel des forces armées soudanaises, le général de brigade Nabil Abdullah, a souligné que les forces armées sont

prêts à mettre en œuvre leur engagement constitutionnel et national d'éliminer la rébellion et de sécuriser la patrie et le

citoyen, et cela se produira dans les prochains jours [7] .

Al-Burhan avait anticipé cette décision avec des déclarations frappantes qu'il avait faites lors de sa deuxième comparution depuis le début de l'année.

guerre, lors de son inspection de certains sites des forces armées, au cours de laquelle il a souligné que « les forces armées n'ont pas encore utilisé

toute leur force meurtrière pour ne pas détruire le pays, mais si l'ennemi (les forces de soutien) n'obéit pas... (ou ne répond pas),

nous serons obligés d'utiliser notre force maximale... et les forces armées resteront

Il est prêt à se battre jusqu'à la victoire, et qu'il contrôle complètement tous les sites militaires au Soudan, et que les rebelles ne le feront pas. pouvoir prendre le contrôle de ce pays, et cette victoire est inévitablement proche » [8]. Cette déclaration révèle un aspect de la complexité de la guerre au Soudan, car l'objectif d'une victoire rapide de l'armée est devenu farfelu. Beaucoup s'interrogent également sur la force meurtrière que l'armée soudanaise n'a pas encore utilisée, d'autant plus qu'elle a déjà eu recours à l'aviation et à l'artillerie. Selon ces déclarations, l'expansion de l'usage des armes lourdes par l'armée signifie davantage de destructions dans la capitale.

Suite à la suspension par l'armée de sa participation aux pourparlers de Djeddah, les deux pays parrains des négociations pourparlers, le Royaume d'Arabie saoudite et les États-Unis d'Amérique, ont annoncé dans une déclaration commune émis le 01/06/2023 la suspension des pourparlers de Djeddah entre l'armée et les Forces de soutien rapide en raison de violations graves et répétées du cessez-le-feu par les deux parties. . La déclaration considérait que les deux côtés de le conflit « prétend représenter les intérêts du peuple soudanais, mais leurs actions ont accru les souffrances » des Soudanais et a mis en danger l'unité nationale et la stabilité régionale. Dans leur déclaration commune, les deux Les pays ont affirmé qu'ils étaient prêts à reprendre les négociations dès que les deux parties auraient pris les mesures nécessaires pour construire confiance. Ainsi, cette déclaration condamne les deux belligérants et les tient tous deux responsables de la poursuite de la guerre.

Guerre[9].

Ces évolutions ont conduit les États-Unis d'Amérique à imposer, le 01/06/2023, des sanctions à la fois à l'armée et les Forces de soutien rapide, dans le but de demander des comptes aux responsables des atteintes à la sécurité, la paix et la stabilité au Soudan en raison des violations répétées de l'accord de cessez-le-feu. Ces sanctions incluait l'imposition de restrictions sur l'octroi de visas d'entrée à des personnes spécifiques, y compris des responsables des forces armées. militaires, les Forces de soutien rapide et les dirigeants du régime de l'ancien président Omar al-Bashir, ainsi que sanctions économiques qui incluait - selon le site Internet du Département du Trésor américain - deux entreprises affilié aux Forces de soutien rapide et à deux sociétés affiliées. Pour les forces armées[10].

Quoi qu'il en soit, les sanctions américaines contre le Soudan représentent une sorte de pression qu'ils exercent Washington a approché les deux côtés de la guerre dans le but de les forcer à entamer des négociations sérieuses afin d'aboutir à un accord. Pour parvenir à une solution un accord de cessez-le-feu permanent avec un engagement à mettre en œuvre ses dispositions en prévision de cet accord. Conflit politique. Malgré cela, certains pensent que ces sanctions pourraient ne pas atteindre les objectifs escomptés. objectif, à la lumière de la longue expérience du Soudan et d'autres pays face aux sanctions américaines. Bien que Washington ait imposé sanctions contre le régime de Béchir depuis le milieu des années 1990, ces sanctions n'ont pas porté atteinte au régime. Économique les sanctions peuvent également affaiblir l'armée et les forces de soutien rapide à des degrés divers, mais elles peuvent pouvoir les contourner de diverses manières, comme l'a fait le régime de Bashir. Même si l'imposition de sanctions supplémentaires contre les deux parties belligérantes par les États-Unis d'Amérique pourraient les pousser à accepter des trêves temporaires pour livrer l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin, cela ne s'attaque pas aux racines du conflit, car cela nécessite de s'engager dans des négociations sérieuses. négociations, menant à un cessez-le-feu global.

Le feu ouvre la voie à un règlement politique global qui mettrait un terme à la guerre et prévoit une route

plan pour faire face à ses effets et réaliser une transition vers un régime civil démocratique [11]. Sans cela, il est probable

que la guerre actuelle se transformera en un conflit long et prolongé qui pourrait conduire à la désintégration du pays.

État soudanais.

Malgré la suspension des pourparlers de Djeddah et l'escalade des combats entre l'armée et le Soutien Rapide

Forces armées, les délégations de négociation des deux parties sont restées à Djeddah et ont engagé des pourparlers indirects avec les

encouragement des deux pays parrains des négociations. Le 09/06/2023, les deux pays ont annoncé que le

les délégations de négociation des Forces armées soudanaises et des Forces de soutien rapide sont parvenues à un accord de cessez-le-feu

dans tout le pays pendant une période de 24 heures, à partir de six heures (heure de Khartoum) du matin chaque samedi,

correspondant au 10/06/2023. Selon l'accord, « la nouvelle trêve sera sous stricte surveillance. Pour les deux parties

pour respecter cette trêve, les deux facilitateurs seront contraints d'adhérer aux intentions des deux parties... et dans le cas où ils ne le feraient pas

Et un

Pourparlers [12] en raison de la courte période de temps pour cette trêve, il n'est pas prévu d'examen. Compte tenu du report de la conférence de Djeddah

Pour avoir des effets tangibles sur le cours de la guerre, surtout depuis les affrontements armés entre les

deux fêtes se déroulaient à la veille de l'armistice dans la zone militaire stratégique au sud de la capitale,

Khartoum, qui comprend le commandement du corps blindé et le complexe des industries de défense de Yarmouk,

qui est considérée comme l'installation de fabrication militaire la plus importante du Soudan. D'où le contrôle des installations

pour les deux belligérants. Alors une fois que ça se termine

C'est un objectif important pour l'industrialisation militaire

Lors de la trêve, les affrontements reprennent entre les deux parties [13].

Ainsi, les négociations de Djeddah et les résultats qu'elles ont donnés jusqu'à présent ont révélé l'existence d'un large fossé

entre l'armée et les Forces de soutien rapide, et leur refus de faire de véritables concessions,

d'autant plus qu'Al-Burhan avait anticipé les négociations en soulignant que leur objectif était d'arrêter les combats

seulement, et qu'il n'y avait pas de place pour parler d'une quelconque action politique à ce stade. Il a estimé que le

le retrait des forces de soutien rapide des zones résidentielles et de service constitue la base correcte d'un cessez-le-feu,

et sans cela, aucune négociation ne sert à rien, comme il le dit [14]. Il est toutefois inconcevable que le

Les Forces de soutien rapide quitteront les zones résidentielles de la capitale et de ses trois villes, car cela leur permet

avec des avantages de combat contre l'armée, d'autant plus que leurs membres sont formés à la guerre urbaine.

L'insistance de l'armée à retirer les forces de soutien rapide des villes est également perçue par le commandement de soutien rapide.

Artillerie lourde. Ajoutée

Il s'agit d'un plan de l'armée visant à le cibler en dehors des villes en utilisant

Par ailleurs, la multiplicité et le chevauchement des points et zones d'affrontement armé entre les deux parties dans la capitale et

ses trois villes rend difficile la mise en œuvre d'un mécanisme garantissant un contrôle efficace du cessez-le-feu.

Mais même en supposant qu'un cessez-le-feu à plus long terme soit conclu ultérieurement, l'objectif principal sera probablement de

aborder les problèmes et les situations humanitaires. Par conséquent, des questions fondamentales resteront en suspens, telles que

comme l'évacuation rapide des villes, surtout après une guerre contre l'armée, et la localisation des villes.

Les forces armées et l'avenir du soutien

forces armées, l'accord-cadre concernant les modalités d'une solution politique après un cessez-le-feu, comme le souligne Hemedti,

Il est nécessaire de revenir à l'accord-cadre, alors qu'Al-Burhan voit la nécessité de formuler un nouvel accord, comme l'ancien

L'accord consolide le statut des Forces de soutien rapide comme l'une des agences régulières, tandis qu'Al-Burhan l'a dissoute après

C'est une force rebelle. L'ancien accord n'inclut pas non plus certaines forces politiques le déclenchement de la guerre, compte tenu

Et les mouvements armés, un sujet que l'armée souligne sur la nécessité d'aborder dans un nouvel accord [15].

#### Troisième scénario : La guerre continue par intermittence à court terme

Ce scénario est considéré comme le plus probable à court terme, surtout compte tenu de l'absence continue

Les facteurs qui obligent les deux parties à accepter un cessez-le-feu permanent et à engager des négociations sérieuses pour parvenir à un accord global solution politique, ainsi que l'incapacité de l'un ou l'autre d'entre eux à remporter une victoire décisive.

En conséquence, cela met fin à la guerre. Dans ce scénario, la guerre restera largement confinée à...

L'armée et les Forces d'Appui Rapide, et qu'elles resteront essentiellement stationnées dans la capitale et ses trois villes, et

un certain nombre d'autres villes, notamment dans la région du Darfour [16].

Les violences sont moins intenses, notamment en cas d'épuisement. Dans ce scénario, il est probable que les forces des deux parties deviendront plus fortes.

épuisés, et les ressources et capacités nécessaires à la guerre diminueront pour chacun d'eux. Il n'est pas non plus improbable que

des partis extérieurs interviendront pour apporter un soutien militaire à tel ou tel parti, selon ses priorités et ses intérêts, ce qui

alimenter la poursuite de la guerre. Mais dans un pays comme le Soudan, avec sa composition complexe et la présence de nombreux

mouvements armés sur son territoire, tribaux, ethniques et régionaux, il est peu probable que la guerre reste confinée entre l'armée

et les Forces de soutien rapide, et centré sur la capitale et ses trois villes, car il pourrait sombrer dans le pire ou le pire.

pire scénario. Plutôt catastrophique, un scénario de guerre civile totale.

#### Quatrième scénario : glisser vers une guerre civile généralisée

Si les affrontements armés entre l'armée et les Forces de soutien rapide se poursuivent pendant une période relativement longue, alors...

Cela pourrait se transformer en une guerre civile globale, surtout à la lumière de la profondeur des divisions verticales de la société soudanaise sur le plan politique.

d'une part, et l'héritage des guerres civiles prolongées dont le pays a été témoin dans la phase post-indépendance, les répercussions

qui se poursuivent encore aujourd'hui. Ce scénario repose sur plusieurs éléments, dont : l'absence d'un

autorité civile centrale, car il n'y a pas eu de gouvernement au Soudan depuis le coup d'État mené par Al-Burhan contre les civils.

composante de l'autorité de transition, représentée par

Dans le gouvernement d'Abdullah Hamdok du 25/10/2021, le Conseil de souveraineté de transition était préoccupé par la guerre avec

les Forces de soutien rapide, outre la fracture des appareils et des institutions de l'État due à l'état de guerre, et ce

Cela entraîne le chaos et l'insécurité.

Ce scénario implique également de transférer les affrontements entre l'armée et les Forces de soutien rapide vers d'autres États et villes,

et l'intervention de forces tribales et ethniques, de milices armées et d'organisations politiques pour soutenir tel ou tel parti. L'état

Le chaos sécuritaire peut pousser les forces tribales et ethniques à s'engager dans des affrontements armés, à l'instar de ce qui s'est passé lors de la Seconde Guerre mondiale.

Région du Darfour. De plus, les mouvements rebelles



Les forces armées, dont beaucoup devaient être intégrées à l'armée soudanaise, pourraient redevenir actives. Certains d'entre eux pourront peut-être imposer leur contrôle sur certaines zones du Soudan, d'autant plus que les deux forces qui étaient en place coopérant pour faire face à ces mouvements (l'armée et les Forces de soutien rapide) sont devenus des ennemis jurés et engagés dans une guerre d'usure qui risque d'être longue.

En plus de ce qui précède, l'expansion de la portée de la guerre permettra aux puissances extérieures d'intervenir en soutien tel ou tel parti en fonction de ses intérêts et de ses agendas, ce qui alimentera la poursuite de la guerre.

L'histoire des guerres civiles au Soudan, en Somalie, au Liban, en Libye, au Yémen et en Syrie en est le meilleur témoignage [17]. Il On sait que les parties impliquées dans les guerres civiles recherchent généralement un soutien militaire et économique auprès de parties extérieures, notamment en afin de renforcer leur capacité à affronter leurs adversaires et à poursuivre la guerre. Les guerres soudanaises font également suite à un modèle horrible

Cette guerre lui arrivera. Cela commence par des affrontements. Jour après jour familial, le sort qui s'annonce devient clair . Comme il s'avère C'est féroce et chaque parti promet une victoire rapide et décisive. Cela n'arrive jamais

Avant, il était difficile de parvenir et de maintenir un cessez-le-feu. Les deux parties ne veulent pas se retrouver dans une situation critique, ou si « Son allié » [18]. Arrêtés ci est temporaire se produira

Quant au Soudan, cela conduira à un état de chaos qui pourrait conduire à... Ce scénario est désastreux

L'État est fracturé et déchiré, à l'instar de ce qui s'est produit en Somalie, en Libye et au Yémen, où il n'y a pas d'État.

l'autorité centrale et certaines parties du territoire de l'État deviennent sous le contrôle de milices et de mouvements armés. Ce

Ce scénario entraînera également une aggravation de la situation humanitaire en raison de l'ampleur des destructions et des dévastations.

dans les infrastructures, ce qui entraînera une escalade des déplacements massifs et des déplacements forcés, et peut-être des massacres fondés sur des critères ethniques, ainsi que la transformation du pays en une arène de polarisation régionale.

et internationale [19]. Cette situation aura également de graves répercussions négatives au niveau régional, en particulier dans les pays voisins du Soudan. Ces significations ont été exprimées par l'ancien Premier ministre soudanais

Ministre Abdallah Hamdok en déclarant : « Si le Soudan devait en arriver au point d'une véritable guerre civile, la Syrie, le Yémen et la Libye ce ne seraient que de petits duels »[20].

Conclusion

Les données et les développements de la guerre qui a éclaté entre l'armée et les Forces de Soutien Rapide le 15 avril 2023 suggèrent la possibilité que cette guerre se poursuive pendant une longue période, et elle pourrait se transformer en une guerre qui comprend d'autres États et les forces tribales y sont impliquées. Éligibilité complète si étendue géographique

Des mouvements ethniques et armés, ainsi que des partis extérieurs, régionaux et internationaux, y sont intervenus selon leurs agendas et leurs intérêts. Ainsi, cela rappellera l'héritage des guerres internes au Soudan, qui se sont poursuivies pendant des années, voire des décennies. Ce scénario aura des répercussions catastrophiques, non seulement sur l'État et société soudanaise, mais aussi au niveau régional. La désintégration de l'État soudanais, l'absence de pouvoir central l'autorité, la militarisation de la société et l'expansion des acteurs armés non étatiques, tout cela

Et d'autres auront un impact sur les pays voisins du Soudan, d'autant plus que la plupart d'entre eux souffrent de conditions internes fragiles.

Ce scénario catastrophique peut-il être évité ? C'est là le véritable défi.

---

[1] . Pour plus de détails, voir : Ahmed, « Observateurs : le soutien rapide contrôle le terrain... et l'armée contrôle l'espace aérien », journal Asharq Al-Awsat, basé à Londres, 9/05/2023. Disponible sur le lien <https://aawsat.com/> :le suivant

[2] . Pour plus de détails, voir : D. Amani Al-Taweel, « Quel avenir attend le Soudan au lendemain des combats ? », M Arabie indépendante, 18/04/2023, disponible sur le lien

Goule Wael; <https://www.independentarabia.com/node/442501> :le suivant

"La région soudanaise risque d'exploser... Que se passe-t-il au Darfour ?" Al-Hurra, 023/5/1, disponible.

Au lien suivant : [/05/01/2023sudan.com.alhurra.wwwhttps://](https://05/01/2023sudan.com.alhurra.wwwhttps://) ; Au moins 90 morts dans des affrontements entre les Masalit et les tribus arabes du Darfour occidental, Soudan Tribune, 26/04/2023. Disponible à le lien suivant :

<https://sudantribune.net/article273380/>

[3]. Voir : « Déclaration de Djeddah »... 7 clauses dans l'armée soudanaise et « Accord de soutien rapide », Londres-  
[com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) journal Asharq Al-Awsat, 12/05/2023, disponible au lien suivant :

[4]. Voir : référence précédente.

[5]. Voir : Préparation au Soudan pour prolonger la trêve, Asharq Al-Awsat, basé à Londres journal, 28/05/2023. Disponible sur le lien suivant : [com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) Voir aussi : Les deux parties au M. Les combats soudanais continuent de violer la trêve, selon le journal londonien Asharq Al-Awsat, 24/05/2023, disponible.

Sur le lien suivant : [com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/); Calme relatif, entrecoupé de bruits de coups de feu, la journée après l'entrée en vigueur de la trêve au Soudan, Al-Hurra, 23/05/2023. Disponible sur le lien.

Suivant : [/2023/05/23sudan.com.alhurra.www://https/](https://2023/05/23sudan.com.alhurra.www://https/) ; Malgré la trêve... de violents affrontements avec des forces lourdes et armes légères à Khartoum Bahri et Omdurman, Al Arabiya. Net, 24/05/2023 <https://www.alarabiya.net/>

arab-and- Le lien suivant est disponible

[/monde/soudan/24/05/2023](https://monde/soudan/24/05/2023)

[6] . Pour plus de détails, voir : Affrontements au Soudan : l'armée et les forces de soutien rapide conviennent de prolonger la trêve actuelle de cinq jours, NEWS BBC Arabic, 29/05/2023. Disponible sur:

<https://www.bbc.com/arabic/middleeast-65743073> :Suivant lien

[7] . Voir : Soudan.. L'armée explique la raison de la suspension de sa participation aux pourparlers de Djeddah, Al-

Hourra, 01/06/2023. Disponible sur le lien suivant :

<https://www.alhurra.com/mark-alswdan/2023/06/01/>

Il a brandi une « force meurtrière » pour affronter le Soutien rapide, selon le journal Asharq Al-Awsat[8] . Voir : Al-Burhan Yal M.

[com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) Londres, 31/05/2023, disponible au lien suivant :

[9]. Pour plus de détails, voir : Affrontements au Soudan : Washington et Riyad annoncent la suspension des les pourparlers de Djeddah entre les deux parties au conflit, NEWS BBC Arabic, 6/1/2023. Disponible sur le lien.

le suivant:

<https://www.bbc.com/arabic/middleeast-65784299>

[dix] . Pour plus de détails, voir : En raison de « violations graves »... suspension des pourparlers de Djeddah et les sanctions américaines contre les partis soudanais, Al Jazeera. Net, 02/06/2023. Disponible sur le lien Suivant : /6/2/2023/net.aljazeera.wwwhttps/ ; L'Amérique utilise l'arme des sanctions contre les deux côtés du conflit au Soudan, Arabie indépendante, 6/2/2023. Disponible sur le lien.

<https://www.independentarabia.com/node/458131> :le suivant

[11] . Pour plus de détails, voir : Mona Abdel Fattah, « Les sanctions américaines changent-elles le cours de la M. Guerre soudanaise ? », Independent Arabia, 6/5/2023, disponible sur le lien suivant :

<https://www.independentarabia.com/node/459181/>

[12]. Voir : Muhammad Al-Amin Yassin , « Soudan... Contrôle strict des tests de la trêve des intentions » M. [com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) Journal londonien Asharq Al-Awsat, 10/06/2023, disponible au lien suivant :

complexe industriel dans [13] . Pour plus de détails, voir : Affrontements et incendies à proximité d'une base militaire M. Khartoum, Al-Hurra, 08/06/2023, disponible sur le lien

Suivant : /2023/06/08sudan/com.alhurra.www://https/ ; Muhammad Al-Amin Yassin, « Confrontations

sur les zones militaires stratégiques de Khartoum », le journal Asharq Al-Awsat [com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) ; M.

Après le début d'une trêve pour la période de Londres, le 8/06/2020, il était disponible au lien suivant :

24 heures.. Calme à Khartoum et peu d'espoir pour les civils, Al-Hurra, 10/06/2023. Disponible sur

Lien suivant :

<https://www.alhurra.com/sudan/2023/06/10/>

[14]. Voir : Al-Burhan met en garde contre la possibilité que la guerre s'étende à d'autres États du Soudan, basé à Londres

[com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) Journal Asharq Al-Awsat, M. 8/05/2023, disponible au lien suivant :

Plutôt, la détermination militaire [15]. Pour plus de détails, voir : Samir Ramzi, « La solution négociée est précieuse ».

Initiatives de cessez-le-feu et avenir du conflit au Soudan », Emirates Policy Center,

04/05/2023. Disponible sur le lien

<https://epc.ae/ar/details/scenario/mubadarat-waqf-itlaq-alnar-the> suivant

[alsuwdan-fi-alnizae-wamustaqbal](#) ; Aidaroos Abdel Aziz, « Hemedti à Asharq Al-Awsat : Nous contrôlons la capitale... et il n'y a aucune crainte d'ingérence extérieure », le journal londonien Asharq M.

Al-Awsat, 03/05/2023, disponible sur le lien suivant :

<https://aawsat.com/home/article/4305061/>

[16]. Pour plus de détails, voir : Muhammad Al-Arabi, « Les scénarios de choc au Soudan... Sont-ils suivis ?

les traces de la Libye et du Yémen ? Al-Jazeera.net, 19/04/2023. Disponible sur le lien suivant :

<https://www.aljazeera.net/midan/reality/politics/2023/4/19/>

Stratfor, « À surveiller alors que la violence s'intensifie au Soudan »

Évaluations, Stratfor.com,

21/04/2023. <https://worldview.stratfor.com/article/what-watch-violence-sudan-escalates>

[17]. Pour plus de détails, voir : Jamal Abdel Qader Al-Badri, « Les craintes de guerre civile menacent le Soudan avec M. « Chapitre sept », Arabie indépendante, 22/04/2023, disponible sur le lien

Bou Kamil ; <https://www.independentarabia.com/node/443766> :le suivant

Raphael, « Le cauchemar de la guerre civile au Soudan... Un coup dévastateur qui pourrait prolonger la violence », Al-

Hourra, 17/04/2023. Disponible sur le lien

<https://www.alhurra.com/sudan/2023/04/17> :le suivant

International Crisis Group, « Arrêter la descente du Soudan dans une guerre civile à grande échelle »

Déclaration, 20/04/2023. <https://>

[www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/stopping-sudans-descent-](https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/stopping-sudans-descent-)

[guerre civile à part entière](#)

[18]. Regarder:

Alex de Waal, « La descente du Soudan vers le chaos », Foreign Affairs, <https://>

[www.foreignaffairs.com/sudan/sudans-descent-](https://www.foreignaffairs.com/sudan/sudans-descent-) 4/27/2023

[chaos](#)

[19]. Pour plus de détails, voir : D. Hamdi Abdel Rahman Hassan, « The Battle for Sudan : Prospects de confrontation entre l'armée et le soutien rapide », articles, Centre d'études Al-Ahram

Politique et stratégie, 19/04/2023, disponible sur le lien  
Pourquoi », Al-Fattah Abd Mona ; <https://acpss.ahram.org.eg/News/18861.aspx> :le suivant

La crise soudanaise semble insoluble ? », Arabie indépendante, 25/05/2023. Disponible sur : [https://www.independentarabia.com/  
node/455221](https://www.independentarabia.com/node/455221) : Suivant lien

[20] . Pour plus de détails, voir : Hamdok : Le déclenchement de la guerre civile au Soudan constituera un  
29/04/2023. Disponible sur le lien suivant : Au monde, le journal londonien Asharq Al-Awsat, "cauchemar."

<https://aawsat.com/home/article/4302171/>

Le Soudan est confronté à une crise étouffante renforcée par l'impasse politique, exacerbée par le déclenchement de affrontements armés le 15 avril 2023 dans plusieurs États et villes soudanais entre les forces armées dirigées par Le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan et les forces de soutien rapide dirigées par le lieutenant-général Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), au milieu de l'échec de... à contenir le conflit malgré les pressions régionales et internationales. mouvements pour trouver une issue à la crise dans le pays.

L'évolution de la scène opérationnelle sur la scène soudanaise révèle l'insistance des deux parties au conflit et ! ignorant les appels de la communauté internationale à mettre fin aux combats qui font rage dans le pays. Sur sa décision, Askar En espérant entamer des négociations sur un règlement définitif du conflit, ce qui renforce mes craintes Les pays directement voisins du Soudan de la poursuite du conflit qui menace la stabilité de la région dans son ensemble.

Caractéristiques de la scène soudanaise actuelle

Le contexte général au Soudan se caractérise par une plus grande complexité, une caractéristique qui a accompagné au déclenchement du conflit militaire actuel en scène depuis le renversement du régime Ingaz en avril 2019 Le pays. Les caractéristiques les plus marquantes de la scène actuelle au Soudan peuvent être notées comme suit :

1- Une bataille d'influence entre deux projets opposés : deux projets menés par Al-Burhan et Hemedti « Rasin » après la chute de Même le Soudan est considéré comme doté d'un système de gouvernement de transition Le régime de sauvetage en 2019 et le début de la phase de transition, qui a conduit au déclenchement d'une crise politique conflit qui s'est rapidement transformé en affrontement militaire entre les deux partis les plus influents au Soudan au cours de la dernière quatre années.

Chaque parti aspire à renverser l'autre parti dans le but d'imposer sa vision sur la scène soudanaise et façonner son avenir en vue de prendre le pouvoir dans le pays après la fin de la phase de transition actuelle.

Compte tenu de la difficulté de rencontrer les deux projets dans un espace commun de dialogue, du moins dans un avenir prévisible À l'avenir, la confrontation militaire risque de se poursuivre jusqu'à ce qu'une des parties au conflit exclue l'autre du conflit. Toute la scène politique.

2- Poursuite des affrontements armés : Depuis leur éclatement dans la capitale, Khartoum, les affrontements armés entre Soudanais

L'armée et les forces de soutien rapide se sont concentrées sur un certain nombre de sites stratégiques, tels que les aéroports et certains territoires souverains.

siège social, dans une tentative de les contrôler afin d'affirmer une supériorité qualitative aux dépens de l'autre partie. Le

les affrontements se sont rapidement étendus à un certain nombre d'États et de villes soudanaises, entraînant une escalade attendue du conflit.

[\[1\]](#)

Cela a causé la mort d'environ 387 personnes et en a blessé 1 928 autres, selon les déclarations des autorités soudanaises.

Syndicat des médecins. Malgré les tentatives de la communauté internationale pour parvenir à des trêves humanitaires entre les deux parties

conflit depuis le début, les combats se sont poursuivis entre les forces belligérantes dans certaines régions soudanaises comme Khartoum,

[\[2\]](#)

Omdurman et Darfour, sur fond d'accusations mutuelles des deux parties de violation de la trêve.

3- Guerre de l'information : Il s'agit d'une bataille parallèle au conflit militaire qui se déroule dans le pays, à travers laquelle les deux parties

le conflit, en particulier le soutien rapide, tentent de cacher la vérité sur l'évolution du théâtre opérationnel dans le but de

A de faire plus d'exercice tromper l'opinion publique soudanaise et neutraliser la communauté internationale par peur.

Pressions exercées de part et d'autre du conflit, en plus d'affaiblir le moral des soldats soudanais en préparation de leur

un éventuel retrait et la résolution définitive du conflit.

D'un autre côté, l'armée soudanaise a prêté attention aux efforts des Forces de soutien rapide pour déformer son image auprès des autorités locales.

et international en diffusant des informations trompeuses, et a lancé une contre-campagne en publiant plusieurs

déclarations visant à nier les allégations formulées par les Forces de soutien rapide concernant l'évolution du conflit sur la

Cela mine la confiance et suscite la peur chez les gens terrain et de rassurer l'opinion publique soudanaise face à la peur.

Citoyens.

4- L'absence des forces politiques sur la scène : Les deux côtés du conflit soudanais continuent d'ignorer les appels répétés

par la plupart des forces et partis politiques soudanais d'arrêter immédiatement les combats et de commencer

Cela a conduit à l'internationalisation du conflit [\[3\]](#) Dans un processus de négociation pour mettre fin et régler le conflit

Les tentatives internes d'endiguement, car le poids de ces forces diminue à l'heure actuelle au fur et à mesure qu'elles

empiétant au milieu de l'évolution du conflit militaire actuel. L'avenir pourrait en être affecté Le parti le moins puissant

Les forces politiques et civiles de la scène politique soudanaise au cours de la prochaine étape et les conséquences du conflit actuel.

5- La poursuite des évacuations de ressortissants étrangers : Il s'agit d'un indicateur important qui reflète l'ampleur des

évolutions au niveau du théâtre de campagne dans les zones de combat. Cela laisse également présager une escalade des affrontements armés entre

les deux parties au conflit à court terme. Un certain nombre de pays ont annoncé l'évacuation de leurs ressortissants de

Soudan au cours des derniers jours, comme les États-Unis d'Amérique, la Chine, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, le

Pays-Bas, Suède, Danemark, Finlande, Turquie, Japon, Espagne, Grèce, Libye, Jordanie, Afrique du Sud, Kenya et autres.

6- Détérioration du système de santé : Le conflit a fait des dizaines de victimes et des centaines de blessés, 71% d'entre eux sont des hôpitaux, qui se sont arrêtés environ qui a fait pression sur les Soudanais incapable de travailler dans les zones de combat, selon les déclarations du Syndicat des médecins soudanais, en raison de la manque de médicaments et d'aide médicale, ce qui menace l'effondrement du système de santé du pays, et son répercussions sur la sécurité de la communauté.

Récits d'Al-Burhan et Hemedti dans le conflit

Les tactiques et politiques des deux parties depuis le début des affrontements armés dans le pays reflètent la transformation du conflit en un jeu à somme nulle qui pourrait en prolonger la durée au cours de la période à venir. Chaque parti a ses propres calculs stratégiques dans ce conflit en cours dans le pays. D'un côté, l'armée soudanaise G lui à l'intérieur, se rend compte de la nécessité de monopoliser la force militaire et de ne pas permettre la présence d'une grande armée En faveur de l'armée soudanaise, il lui donne plus de légitimité et d'influence Le conflit a été résolu par des moyens militaires à l'intérieur du Soudan.

C'est pourquoi l'armée renforce ses efforts, au milieu de ce conflit, pour dépouiller la légitimité politique sur laquelle repose le Les Forces de soutien rapide comptent légitimer leur présence dans la réalité soudanaise et pousser à son démantèlement ou à son retrait. l'obligeant au moins à s'intégrer dans les forces armées soudanaises aux conditions de ces dernières, ce qui pourrait aboutir à l'exclusion d'Hemedti de la scène. L'ensemble du processus politique au cours de la prochaine étape, en plus de l'élimination des et des incubateurs internationaux soutenant ses forces, en plus de protéger le Soudan du dilemme des conflits régionaux et l'alignement international et devenir une arène ouverte aux tensions entre les pays, tout en soutenir l'ambition politique de l'institution aspirant à jouer un rôle régional dans la région. L'armée soudanaise a demandé de présenter un candidat ayant des chances de remporter les prochaines élections présidentielles au pays sera renforcé.

D'un autre côté, Hemedti cherche fermement à confirmer sa légitimité et celle de ses forces en tant que figure difficile. dans les équations politiques et militaires au Soudan, dans le contexte de l'ambition politique croissante du Rapide Commandant de soutien, peut-être pour diriger le pays à l'avenir après la fin de la phase de transition, qui est Qu'est-ce qui l'a poussé à justifier son implication dans ce conflit par ses prétentions à défendre la démocratie, à protéger la transition démocratique dans le pays et le transfert du pouvoir aux civils. Hemedti est également bien conscient que renforcer sa puissance militaire et l'équilibrer avec l'armée soudanaise servira ses ambitions futures en la scène soudanaise.

Hemedti tente donc d'ébranler la confiance d'une grande partie des citoyens dans les forces armées et de transformer l'opinion publique contre ses dirigeants à la lumière des accusations croissantes portées contre eux d'appartenance à l'ancien régime et ciblant les civils lors de bombardements aériens, en profitant du mécanisme médiatique dont disposent les Forces de soutien rapide. Depuis le début du conflit, ce qui laisse présager la possibilité de recourir à un réseau d'experts dans le domaine des médias pour gérer la bataille à travers les médias et les réseaux sociaux aux niveaux local et international. Même si le conflit est pas résolu, la communauté internationale pourrait faire pression pour des négociations entre les deux parties



Le conflit, qui pourrait représenter une opportunité pour Hemedti de négocier son maintien sur la scène politique sans faire de compromis majeurs.

concessions, et d'obtenir des garanties sur l'avenir de ses forces et son avenir lors de la prochaine étape.

#### Récits des pays voisins dans le conflit

Les pays voisins du Soudan ont leurs calculs stratégiques concernant l'escalade du conflit militaire et la possibilité

dont certaines s'étendent au-delà des frontières soudanaises, menaçant la sécurité et la stabilité régionales, d'autant plus que le Soudan est en pleine croissance.

importance stratégique grâce à sa situation géographique, qui en fait un point de contact stratégique entre la région de l'Afrique de l'Est

- y compris la Corne de l'Afrique et la Mer Rouge. - Et les régions du Sahel et de l'Afrique centrale, où le Soudan est en contact avec cinq

pays d'Afrique subsaharienne : Érythrée, Éthiopie, Soudan du Sud, Afrique centrale et Tchad. Les calculs de ces pays en faveur du

Le conflit soudanais peut être décrit comme suit :

1- Soudan du Sud : Il est considéré comme le plus touché par la poursuite du conflit à l'intérieur du Soudan, d'autant plus qu'il menace

environ 800 000 réfugiés du Soudan du Sud stationnés sur le territoire soudanais pour retourner à nouveau à Juba, ce qui représente

une pression croissante sur eux compte tenu de la faiblesse des infrastructures et de l'augmentation

Les taux de pauvreté et la fragilité des conditions politiques et sécuritaires. Juba craint l'expansion du conflit pour atteindre le

frontière entre elle et Khartoum, qui pourrait voir l'infiltration de certains éléments armés dans les territoires du sud pour

échapper aux combats, qui pourraient encore les déstabiliser.

La poursuite du conflit affecte également négativement l'industrie pétrolière, car elle entrave le processus de transport du pétrole depuis...

Oh, ce qui exacerbe Au sud jusqu'à Port-Soudan, à l'est du Soudan - 170 000 barils par jour

les pertes économiques et financières pour les deux pays. Alors que les craintes du Soudan du Sud s'accroissent quant à l'avenir du

accord de paix fragile conclu en 2018, d'autant que le Soudan est l'un des garants de cet accord, ce qui le pousse

à rapprocher les points de vue des parties belligérantes à Khartoum dans l'espoir d'un cessez-le-feu et d'un début de règlement du conflit.

2- Ethiopie : Addis Abeba craint une activité accrue des mouvements armés à la frontière avec le Soudan en cas d'expansion

du conflit dans le pays. Elle craint également l'éventualité d'une présence de la milice Wagner dans

Soudan dans la période à venir, car il n'accepte pas la présence de davantage de puissances internationales dans son environnement immédiat.

voisinage en raison de la menace qu'ils représentent pour sa stabilité et l'influence éthiopienne dans la région. Addis-Abeba est également

de plus en plus préoccupé par le retour des réfugiés éthiopiens déplacés au Soudan au milieu de la récente guerre en Éthiopie

vers leur pays, ce qui représente une pression sur le gouvernement fédéral éthiopien et pourrait exacerber les conflits.

Et des conflits ethniques dans certaines régions éthiopiennes.

Le conflit soudanais affecte les routes vitales menant à l'Éthiopie, d'autant plus que ce pays dépend fortement du port de Port Soudan pour son transport.

commercer avec le monde extérieur via la mer Rouge.

L'Éthiopie pourrait considérer le conflit au Soudan comme un nouveau point de départ pour une influence régionale en Afrique de l'Est, grâce à ses efforts pour jouer un rôle un rôle de médiation dans l'espoir de mettre un terme aux combats entre les deux parties.

Le conflit, dont Addis-Abeba pourrait profiter pour désengager le Soudan et l'Égypte sur le dossier du barrage éthiopien au cours de la période période à venir, en plus d'atténuer la gravité de la position soudanaise à l'égard de la crise controversée de la région de Fashqa entre les deux pays et parvenir à des accords amicaux à ce sujet.

3- Érythrée : L'inquiétude des Érythréens augmente quant à la possibilité du retour de plus de 234 000 réfugiés érythréens du Soudan

en raison de l'aggravation du conflit. Asmara craint les menaces des mouvements armés - qui pourraient être actifs en raison de la

Conflit soudanais - à l'intérieur de l'Érythrée. Certains éléments érythréens pourraient être impliqués dans le conflit - si la situation s'aggrave

dans l'étape suivante - en combattant aux côtés de l'une des parties belligérantes, en particulier du Soutien rapide, dans le cadre d'une tentative du président érythréen

Isaias Afwerki pour renforcer son influence dans l'équation du règlement.

C'est à l'intérieur du Soudan qu'il faut prendre part au conflit en

l'avenir.

4- Tchad : Il est également plus vulnérable aux risques, d'autant qu'il partage plus de 1 400 kilomètres de frontières avec le Soudan, qui

renforce les craintes d'une infiltration accrue de rebelles sur le territoire tchadien et la possibilité que certains mouvements rebelles tchadiens s'y joignent.

le conflit au Soudan au profit de l'un d'entre eux. Sa périphérie, qui pourrait constituer le noyau de futurs groupes rebelles menaçant

l'État tchadien. N'Djamena craint la possibilité d'un déclin rapide du soutien à la région du Darfour et de la sécurité

conséquences qu'elle pourrait imposer et qui menacent la sécurité et la stabilité de la partie tchadienne, qui craint également les dangers de la

Le groupe de sécurité russe Wagner s'implique dans le conflit, se plaçant aux abords de la frontière tchadienne de trois côtés :

Libye, Soudan et Afrique centrale. Outre l'inquiétude croissante quant à la possibilité d'établir des relations de coopération

entre Wagner et certains mouvements armés tchadiens actifs dans la région.

Le conflit soudanais empêche également l'État tchadien de bénéficier des ports soudanais, notamment celui de Port Soudan,

ce qui pourrait constituer une crise économique pour le Tchad étant donné qu'il s'agit d'un pays enclavé au Sahel. Pendant ce temps, les craintes des Tchadiens sont

croissante du conflit qui s'étend jusqu'à ses frontières dans les zones d'accueil des réfugiés, d'autant plus que le Tchad a jusqu'à présent reçu davantage de réfugiés.

plus de 20 000 réfugiés soudanais, ce qui pourrait accroître les pressions économiques et sécuritaires sur le gouvernement de N'Djamena pendant la

période à venir.

5- Afrique Centrale : Craint l'exode d'un grand nombre de réfugiés soudanais vers le pays, et la pression que cela exerce sur la

la faiblesse des infrastructures et de l'économie nationale. Outre la crainte de l'activité de nombreux mouvements armés à la frontière

entre les deux pays, et la possibilité que certains d'entre eux soient impliqués dans le conflit soudanais, ce qui pourrait exacerber

avec la situation sécuritaire sur place ainsi que les relations tendues avec Khartoum. En revanche, l'implication de Wagner

dans le conflit et son déploiement au Soudan peut représenter un message de réassurance pour le régime au pouvoir à Bangui, qui utilise

Les forces de Wagner pour affronter les mouvements armés rebelles dans le pays et y sécuriser l'élite dirigeante.

6- L'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) : L'Autorité a présenté une initiative le 27 avril

2023, pour tenter de trouver une issue à la crise soudanaise, et dans le cadre des travaux sur le principe des solutions africaines aux crises africaines adopté par l'Union africaine. L'initiative comprenait deux propositions fondamentales concernant la prolongation de la trêve humanitaire pour une période de 72 heures supplémentaires dans le pays dans le but de poursuivre des évacuations de ressortissants étrangers dans le pays et poursuite des efforts en faveur d'un cessez-le-feu, en plus de l'envoi de des représentants de l'armée soudanaise et un soutien rapide au Soudan du Sud pour les négociations.

Ô Soudan (le Conseil de souveraineté de transition au pouvoir) et profitez L'Initiative Ejad - que vous présidez actuellement - vise à...

Dans lequel l'Éthiopie exerce une forte influence - pour renforcer sa présence sur la scène soudanaise afin de tenter d'amener le les points de vue des deux parties au conflit se sont rapprochés en vue de parvenir prochainement à un accord de cessez-le-feu, surtout après

Ce qui se passe est une question interne soudanaise qui peut être résolue par le biais d'organisations. La sécurité de l'ONU

Le Conseil a reconnu que ce qui est régional, qui ferme la portée d'une intervention internationale - du moins au stade actuel - et élargit la portée des parties régionales africaines pour contenir le conflit et ses parties dans l'espoir de trouver

Par conséquent, l'un des problèmes auxquels se heurte cette initiative est celui d'un règlement global à court terme. Malgré la ambiguïté de ses voies possibles, se limitera-t-elle à un consensus sur la prolongation de la trêve humanitaire ou aura-t-elle réellement un rôle dans la conclusion d'un règlement politique ?

Riques potentiels

La poursuite du conflit militaire actuel au Soudan pourrait compromettre les acquis de la phase de transition qui a suivi

la chute du régime de sauvetage en avril 2019, qui ramènera l'État soudanais à la case départ et menacera son

l'avenir avec davantage de tensions et de troubles politiques et sécuritaires, d'une manière qui exacerbe les craintes régionales des pays voisins.

pays sur l'expansion du conflit et la menace qui pèse sur leur sécurité et leur stabilité. court terme.

Compte tenu de l'expansion du conflit et de l'insistance des deux parties à poursuivre les combats jusqu'à ce que la bataille soit résolue,

Oh, il pourrait être difficile de laisser la place à une quelconque médiation de la part de la communauté internationale à cet égard. ! Askar

Dans un avenir proche, à moins que les grandes puissances ne menacent d'appliquer des sanctions dissuasives - dans un court laps de temps - contre les deux parties belligérantes pour les forcer à se conformer aux appels régionaux et internationaux visant à mettre fin immédiatement aux combats.

Les données actuelles sont comme une bombe à retardement régionale, en particulier

Dans l'ensemble, le Soudan est en bonne santé

Au sein d'une ceinture régionale truffée de crises et de conflits, ce qui peut rendre...

Il est situé géographiquement

La poursuite et l'aggravation du conflit constituent un tournant dans la transformation du Soudan en un point chaud régional pour les

attirant davantage de mouvements armés et d'organisations terroristes actives dans des régions géographiquement voisines telles que le

Région du Sahel et Libye. Ce qui menace à son tour la sécurité régionale des pays voisins immédiats.

---

[1]. Ce qu'il faut surveiller alors que la violence au Soudan s'intensifie, RANE, 21 avril 2023, disponible sur : <https://bit.ly/41Vm4zh>

---

[2]. Alind Chauhan, Pourquoi le dernier conflit au Soudan a suscité l'inquiétude de tant de pays à travers le monde, 24 avril 2023, disponible sur : <https://bit.ly/41vsCop>

[3]. Michelle Gavin, Soudan en crise, Council on Foreign Relations, 20 avril 2023, disponible sur : <https://on.cfr.org/3oHfsGi>

[4]. Le point de vue du Guardian sur le conflit au Soudan : général contre général contre le peuple, The Guardian, 18 avril 2023, disponible sur : <https://bit.ly/3H9cZdZ>

Les événements au Soudan s'accroissent vers le pire, les violents combats qui ont éclaté dans la matinée du samedi 15

En avril (2023), entre les forces de ce que l'on appelle les Forces de soutien rapide et les forces de l'armée soudanaise, qui sont

Selon ce qui prévaut dans les milieux soudanais, le Soudan et son peuple sont mis en place connue sous le nom de composante militaire selon

Il visait la transformation progressive vers une forme de gouvernement civil à la croisée des chemins et le processus politique qui a suivi.

dangereux. Les combats et les affrontements militaires illimités sont en eux-mêmes un indicateur d'un grave danger.

Le démantèlement des armées nationales à l'aide d'outils locaux ou étrangers, ou une combinaison des deux, est devenu connu et observé dans le passé.

Les plans des puissances internationales et de leurs alliés régionaux visant à approfondir les divisions dans les pays ciblés, dans un but de développement durable.

contrôle sur eux et sur leurs destins, au service de plans stratégiques ayant des implications liées au conflit au sommet de la scène internationale

système.

Le Soudan, avec sa situation africaine et arabe, représente un foyer attrayant pour de tels projets de conflit de grande envergure, qui ne peuvent être repoussés que par

une société cohésive et solide, unie par toutes ses composantes civiles et militaires, accompagnée d'un système politique qui protège la

droits de toutes ces composantes, sous le couvert de la loi et de la constitution acceptées par tous. Un défaut dans l'un de ces deux complémentaires

les conditions, le contenu et le comportement, pourraient conduire à...

Aux conséquences indésirables, c'est ce à quoi le Soudan est confronté en ce triste moment, alors qu'il lutte

Le Soudanais avec son frère soudanais, à la lumière de justifications et de raisons qui n'ont rien à voir avec l'intérêt du

pays et du peuple, et sont dominés par des ambitions personnelles, qui ont entravé tous les efforts déployés au cours des mois.

Malgré le passé, le Soudan est au début d'un processus politique censé porter un certain espoir

Parmi certaines des lacunes qui ont dû être comblées étape par étape, afin que toutes les composantes soudanaises puissent être intégrées dans

façonner l'avenir de leur pays.

Les raisons invoquées pour justifier les Forces d'appui rapide, dirigées par Mohamed Hamdan Dagalo, vice-président du Conseil de souveraineté,

entamer le processus de contrôle des installations militaires stratégiques, notamment les aéroports militaires, les quartiers généraux du gouvernement, la radio et la télévision,

et les aéroports civils, ainsi que la fermeture des routes menant à la capitale, Khartoum, et aux grandes villes, ne semblent pas convaincants. Le plan pour le

mouvement simultané des forces de soutien dans plus d'une direction et plus d'une ville, depuis la nuit du mercredi 4 avril

12, révèle une planification préalable et n'est pas décrit comme un « assaut » de l'armée contre un quartier général de soutien rapide.

Je réagis juste à quoi

La justification que la propagande des forces de soutien a tenté de mettre en avant, dans le but de montrer la légitimité de la défense de ceux

quartier général et punir les forces armées et leurs dirigeants.

Cette justification apparente et de propagande ne cache pas qu'il existe de profonds désaccords entre le commandant du soutien

forces armées et les dirigeants des forces armées concernant le processus d'intégration des forces de soutien dans la structure générale de la

forces armées, comme condition nécessaire à l'unité de la composante militaire et à sa soumission à la loi, à la constitution et aux coutumes

applicable dans tout pays où prévalent des conditions normales. On sait que ce désaccord repose sur la nature de ses forces d'appui

Une situation particulière, tant par ses origines remontant à 2003 en tant que groupe armé pratiquant la guérilla connue sous le nom de

Les « Janjaweed » et les services majeurs qu'ils ont rendus au régime du président déchu Al-Bashir en écrasant la rébellion du

peuples non arabes du Darfour pour protester contre leur marginalisation par

Al-Bashir et son régime, ce qui a incité Al-Bashir à récompenser le chef des Janjaweed et ses forces en leur accordant des garanties juridiques spéciales.

légitimité, ce qui a facilité leur présence sur la scène politique et sécuritaire sans limites, comme ils le font. ne respecte pas les contrôles en

Il réglemente le travail des forces armées, jouit de la liberté de mouvement et possède de grands quartiers généraux répartis dans tout le Soudan.

sans aucune surveillance. C'est une indépendance qui la dispense d'être soumise aux lois, contrairement aux forces régulières. Beaucoup

des questions se posent sur les sources de son armement et de son financement, entourées de mystère et de oui-dire, notamment

concernant le contrôle de Dagalo et de sa famille sur les mines. L'or au Darfour.

Il est probable que le processus d'intégration dans les forces régulières, qui constitue une composante importante et essentielle de toute politique

processus qui amène le Soudan à un régime civil constitutionnel, a suscité une grande sensibilité parmi les membres de ces forces,

Décolle notamment parmi leurs hauts dirigeants, qui considèrent l'intégration régulière comme une méthode.

Ils jouissent, surtout de l'influence directe, cachée et apparente sur eux, de tous les privilèges que le système politique général leur accorde.

Nous aussi, nous y sommes habitués au Soudan dans son ensemble, et leur impose des restrictions et des responsabilités qu'ils n'ont pas.

Leur présence écrasante dans l'économie soudanaise, notamment dans les mines d'or, qui représente un facteur majeur de

Dans la grande richesse du Commandement de soutien rapide, malgré les conditions complexes de l'économie soudanaise dans son ensemble.

Il est vrai ici que le désaccord apparent réside dans le refus de Dagalo de conduire le lieutenant-général Al-Burhan à la tête de l'armée.

forces armées dans la phase de transition convenue dans l'accord-cadre qui devait être signé en avril

6, alors que Dagalo exigeait que la direction des forces armées soit greffée sur les Forces d'Appui Rapide, qui seront progressivement

ministre, que j'ai rejeté intégré. , pour une personne civile comme premier Avec

Critique de l'armée soudanaise pour son soutien rapide en tant qu'éléments Avec un membres des forces armées, côte à côte

force militaire indisciplinée, et son intégration soulèvera de nombreux problèmes de discipline et de loyauté au sein de la structure générale

de l'armée soudanaise, d'autant plus que les forces de soutien comprennent des éléments non soudanais et venus des pays voisins,

ce qui imposera de lourdes charges à l'armée dans la prochaine étape.

Des raisons étroitement liées aux ambitions personnelles, à la richesse économique et à l'évasion des règles susmentionnées expliquent le

épidémie de Discipline juridique parmi les leaders du soutien rapide et objectivité

L'ampleur de l'évasion avec laquelle les Forces de soutien rapide ont tenté de justifier leur décision de se battre, alors que les militaires illégaux

action révélée, car elle vise à libérer le Soudan de la prétendue « occupation égyptienne ». Peut-être que cela donne de la légitimité et de la popularité

soutien à sa démarche visant à contrôler le Soudan et son peuple, et à soumettre...

Les Forces armées soudanaises pour leurs objectifs. Cela reflète la constitution psychologique et intellectuelle de ceux qui ont joué

rôle sans précédent dans l'incitation à la haine parmi le grand public un Ces forces sont étroitement liées au régime Bashir, qui

le peuple soudanais envers l'Egypte et les Egyptiens, ce à quoi l'Egypte officielle et populaire répond en embrassant des milliers de

Soudanais qui y sont venus pour échapper à la détérioration des conditions de vie dans leur pays et préfèrent

Résidence et vie en Egypte, où ils sont traités confortablement comme les Egyptiens sont traités en tout.

On sait que l'Égypte souhaite coopérer avec toutes les armées arabes et mener des exercices conjoints conformément aux programmes, visant à renforcer la coopération militaire et sécuritaire sur la base de la vision de

Un arabisme solide qui vise à protéger la sécurité nationale arabe, à établir la stabilité dans l'environnement régional dans son ensemble et affronter les gangs de passeurs, le crime organisé et les groupes armés extrémistes religieux. La présence de forces égyptiennes limitées à

L'aéroport soudanais de Méroé fait partie des plans de formation conjoints annoncés avec les forces armées soudanaises, et toute falsification de ces faits constituent un reproche à son éditeur et exposent ses buts malveillants et ses objectifs au service des forces aspirant à nuire à l'humanité.

intérêts communs soudanais et égyptiens. Il n'y a aucun doute dans l'esprit de tout patriote égyptien et soudanais

sécurité commune.

Mon objectif est que les forces égyptiennes et leurs forces sœurs soudanaises restent un bouclier

Ces combats tragiques, annoncés par Dagalo, se poursuivraient pendant des jours jusqu'à la victoire sur les forces

des forces armées pour son pays, et qu'il apportera du bien au peuple et conduira à une transformation démocratique, et rejetant

toute médiation dans un souci de calme et de négociation ultérieure, soulève en réalité de nombreux doutes sur

L'avenir, en particulier le processus politique et les médiations du Quatuor, de l'ONU et de l'Afrique, et comment ils n'ont pas été pris en compte

ces sensibilités et ambitions néfastes, et a imaginé que la force d'autopropulsion de l'accord-cadre pourrait

surmonter tous ces problèmes profonds, et que l'exclusion de certaines composantes soudanaises qui avaient des réserves sur des parties importantes

de l'accord-cadre, il ne crée pas d'obstacles qui auraient dû être traités plus sérieusement pour rendre le

processus politique inclusif et non discriminatoire, avant de s'engouffrer dans des étapes incomplètes.

D'une part, il est inconcevable qu'une force de seulement 100 000 combattants irréguliers, sans plus d'expérience et sans plus

que les armes armées Les guerres de guérilla, la pratique de violations contre les citoyens et la création de crises sont douces, pour pouvoir s'étendre

leur contrôle sur les forces régulières dotées d'un armement plus important et d'une plus grande expérience du combat, de l'administration et des communications.

Ils peuvent alors étendre leur contrôle sur un pays aussi diversifié et géographiquement vaste que le Soudan, et imposer un système politique qui

reflète les caprices de ses dirigeants. Il est probable que des combats auront lieu

Le rejet de toute médiation prendra en réalité plusieurs jours, voire plusieurs semaines, et conduira à la destruction des forces de RSF.

infrastructures et sa dissolution, en traitant ceux qui refusent comme une milice rebelle contre le droit public et en soumettant ses dirigeants à

Mais si la médiation est acceptée après cela `essais ultérieurs.

Quelques jours de combats, comme l'espèrent les multiples médiateurs travaillant à l'intérieur du Soudan, ne seront qu'une période de répit, car l'élément de

la confiance entre les forces armées et les Forces de soutien rapide, dans leur ensemble, est tout aussi grande que la confiance de la composante civile dans

Et pas seulement entre les dirigeants d'ici et les dirigeants de là-bas, il est devenu absent

Les auteurs des coups d'État et de la tendance à détruire le pays sont brisés et ne peuvent être réparés que par la souffrance.

Grave.

Les composantes de la situation soudanaise, telles que mentionnées ci-dessus, font référence à un grand saut vers l'inconnu que personne ne connaît.

sauf Dieu Tout-Puissant. Dans un cas, il peut y avoir une lueur d'espoir, à savoir que les combats prendront fin le plus rapidement possible.

et il n'y aura plus aucune faction ni aucun groupe armé irrégulier.

Des formes, et avec elles disparaissent des ambitions personnelles sans précédent de piller et de détruire un grand pays, qui mérite une meilleure compagnie.

Avec fierté et dignité.

Son peuple est le bienvenu



Lundi 25 octobre 2021, l'armée soudanaise a pris une mesure attendue pour dissoudre le gouvernement de transition institutions et mettre fin au partenariat avec les Forces de liberté et de changement, ce qui suscite des inquiétudes quant à la l'avenir de la réforme politique dans le pays. Cette décision intervient quelques semaines seulement après l'échec d'une tentative de coup d'État visant à s'emparer du pays. pouvoir par des loyalistes au régime du président déchu Omar al-Bashir, et au milieu d'avertissements répétés selon lesquels les tensions entre les dirigeants civils et militaires au Soudan était au bord de l'effondrement. Peut-être que tout cela soulève de nombreuses questions sur l'avenir de la transition politique au Soudan dans un contexte extrêmement complexe et imbriqué environnement régional.

Il est clair qu'il existe des signes de soutien de la part des secteurs populaires au mouvement correctif de l'armée, comme décrit par le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan, commandant en chef de l'armée soudanaise Les forces. Le Mouvement pour la Justice et l'Égalité a accusé le gouvernement d'Abdalla Hamdok de constituer la principale raison de l'intervention de l'armée. Elle a dit que quelques fonctionnaires monopolisaient la décision. faire et a refusé d'engager le dialogue. Le groupe, dirigé par le ministre des Finances Jibril Ibrahim, était le d'abord à exprimer publiquement son soutien à l'armée, mais il l'a également exhorté à mettre fin à l'état d'urgence et à libérer les prisonniers. détenus et nommer un gouvernement civil pour gérer les activités quotidiennes.

Plus tôt en octobre (2021), le groupe a participé à un sit-in de masse pro-militaire à Khartoum qui exigeait le limogeage du gouvernement de transition. Un autre groupe pro-militaire qui s'est détaché du Freedom et le Mouvement pour le Changement a également salué ces mesures exceptionnelles, affirmant qu'elles étaient organisées par J'espère que le palais présidentiel soutiendra l'armée car sa mission est accomplie. D'autre part, le Conseil All-Beja des Lunettes, dirigé par M. Turk dans l'est du Soudan, mettra fin au sit-in. Les défenseurs les plus éminents de l'armée étaient la réouverture de Port-Soudan et la fin de la fermeture en les villes de l'Est.

### Double leadership dans l'institution militaire

Il est important de souligner la nature de l'institution militaire au Soudan, car elle comprend, outre le forces régulières fondées sur la discipline et les valeurs de professionnalisme militaire, les Forces de soutien rapide, une unité paramilitaire issue des milices Janjawid précédemment soutenues par le régime de Bashir et qui Elle a été accusée d'avoir commis des violations pendant le conflit du Darfour. On retrouve ici une double direction militaire : le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan, commandant en chef des forces armées soudanaises, d'une part, et le lieutenant-général Muhammad Hamdan Dagalo (Hemedti), commandant du soutien rapide, en revanche. Le rapport officiel d'al-Burhan semble être que le doigt accusateur est pointé contre lui par la Cour pénale internationale de La Haye. , où, et cela ne s'est pas produit Al-Bashir et d'autres ont été accusés d'avoir commis des crimes contre l'humanité pendant le conflit au Darfour en

Début des années 2000. La preuve n'est pas non plus comptée en lignes

Les islamistes, ce qui est rare parmi les généraux de haut rang sous le régime de Béchir, fidèle aux Frères musulmans.

Cela a peut-être aidé le Soudan à sortir de l'isolement international dont souffrait le régime de Béchir. Derrière Burhan

Il s'agit du général Hemedti, commandant des Forces de soutien rapide. Al-Burhan entretient une longue relation avec Hemedti. Al-Burhan

était commandant au Darfour, où il a lancé l'armée et les forces de soutien

des milliers de personnes ont été déplacées et environ 2,7 millions de personnes ont été déplacées Campagne violente et rapide pour contrer l'insurrection. 300

En outre, un million de personnes ont été éloignées des campagnes militaires et des conflits sanglants dont a été témoin le Darfour. Et

avec "Je ne suis responsable d'aucune action Al-Burhan lui-même a parlé des atrocités qui ont été commises et a déclaré un jour :

« Comme toutes les forces régulières. » C'est honteux au Darfour... Pour moi, je combattais un ennemi

En 2015, Al-Burhan et Hemedti ont coordonné le déploiement des forces soudanaises et des combattants de soutien rapide au Yémen pour

combattre avec les forces de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre les rebelles Houthis alliés à l'Iran. Les deux hommes sont crédités du

fait que lors du soulèvement contre Al-Bashir, ils ont refusé les ordres

Ils ont dispersé les manifestants par la violence, mais ils les ont rencontrés dans le camp de sit-in.

### La dialectique de la correction de cap et de la révolution corrective

La polémique surgit sur la description du mouvement de l'armée soudanaise le 25 octobre, comme le message envoyé par

En raison de l'état de chaos et de la grave division entre... Le lieutenant-général Al-Burhan a déclaré qu'il s'agissait d'une correction de cap donnée

Composantes du gouvernement de transition. Al-Burhan n'a pas suspendu les travaux sur l'ensemble du document constitutionnel, mais il l'a fait

Mettre en œuvre certains articles qui stipulent un partenariat avec les Forces de Liberté et de Changement. Il a annoncé le

suspension des dispositions des articles 11 et 12 relatives à la formation et aux pouvoirs de la Souveraineté de Transition

Conseil. Cela signifie qu'Al-Burhan deviendra le chef incontesté de l'État et commandant en chef des forces armées.

Forces de liberté et de changement. Al-Burhan était censé céder la présidence du Conseil souverain à un

président civil le 17 novembre 2021. L'un des articles les plus importants annulés était l'article 15 concernant le

nomination et pouvoirs du Conseil des ministres de transition, les Forces de la liberté et du changement ayant le pouvoir de le faire.

nommer le président du Conseil. Grâce à cette perturbation, Al-Burhan devient en mesure de nommer un gouvernement

de chiffres qualifiés, article 24 Une organisation nationale dotée d'une large base populaire et caractérisée par son efficacité et son indépendance. Comme c'était

Le paragraphe 3, qui stipule que le Conseil législatif de transition sera composé de 67% des personnes choisies par le

Forces de la Déclaration de Liberté et de Changement et 33% des forces autres que celles qui n'ont pas signé la Déclaration

de liberté et de changement. Ainsi, l'armée devient libre de former le conseil législatif de transition, qu'Al-Burhan

promis serait composé de jeunes.

Ce qui mérite un examen attentif, c'est qu'Al-Burhan a aboli l'article 71 concernant la dissolution du Conseil militaire,

ce qui signifie qu'il peut à nouveau exercer un rôle de surveillance efficace dans la gestion du processus de transition. Le paradoxe

qui rappelle l'expérience du président tunisien Kais Saied dans l'interprétation du texte constitutionnel est une confirmation

La preuve en est qu'il a fondé ses décisions sur le document constitutionnel, puisque l'article 78 stipule que ce document constitutionnel

Le document ne peut être modifié ou annulé qu'à la majorité des deux tiers des membres du Conseil législatif. Et en

En cas d'absence de ce conseil, le Conseil de Souveraineté et le Conseil des Ministres ont provisoirement adopté

législation et lois.

Dans la tradition africaine, c'est le moment où la scène politique atteint un état de blocage, où le potentiel est épuisé.

Pour candidature Dans toutes les autres voies démocratiques légitimes, il ne s'agit peut-être pas d'un « coup d'État correctif ».

Non seulement cela, mais c'est peut-être la seule option. Le Congrès national africain en Afrique du Sud a pris les armes contre le régime d'apartheid dans leur pays des années 1970 jusqu'au début des années 1990. Thomas Sankara a également réalisé une

coup d'État révolutionnaire contre l'élite fanatique au Burkina Faso en 1983. Le scénario de « coup d'État correctif » le plus marquant

C'est l'expérience ghanéenne sous la direction du lieutenant-colonel John Jerry Rawlings (1981-2001). Le Ghana était

capable, avec l'aide des institutions financières internationales, d'établir un nouveau départ. Aujourd'hui, le pays est considéré comme un modèle

Son approche de la bonne gouvernance et de la démocratie est imitée par la plupart des autres pays d'Afrique. Ancien président américain

Barack Obama l'a confirmé lors de sa visite historique dans la capitale, Accra, lors de sa première tournée africaine. Le comportement de Burhan est-il

de vrais objectifs, alors que l'Union africaine a gelé le Soudan conformément à ces traditions ? Cela peut sembler quel que soit le

l'adhésion jusqu'à ce que les institutions du régime civil soient rétablies.

Introductions et raisons de l'intervention de l'armée

Les Forces pour la Liberté et le Changement et le Conseil Militaire de Transition ont conclu des accords de partage du pouvoir

dans un délai d'un mois pour former un conseil souverain au Soudan, dont il a été convenu qu'il se poursuivrait pendant une période de transition de 39 mois.

Un mois Cependant, lors de la première Le règlement de l'arrangement prévoyait également qu'à compter du 20 août 2019, 21 des depuis

période susmentionnée, un président militaire serait choisi par l'armée, qui lui succéderait ensuite pour une durée de 18 ans.

La prochaine élection sera celle d'un président civil, à condition que les élections aient lieu après la période de partage convenue. Un mois

Autorité. Le Premier ministre, qui sera nommé par les Forces de Liberté et de Changement, assume la présidence

du Conseil des ministres, à l'exception des ministres qui dirigent les ministères de la Défense et de l'Intérieur,

où le gouvernement de transition dirigé par Abdalla Hamdok est le premier depuis sa nomination par l'armée. Le

Coup d'État de 1989 qui ne reflète pas les traditions du régime militaire dominant.

Le gouvernement de Hamdok a accepté diverses réformes progressistes, comme l'abolition de toute loi restreignant les droits des femmes à

étudier ou s'habiller comme ils le souhaitent. Il a également criminalisé la pratique de la mutilation génitale

Cependant, il n'a pas réussi à redresser une économie chancelante. Le Féminisation à travers la coutume de l'excision féminine.

diverses politiques de l'administration Hamdok ont fait l'objet de sévères critiques, comme l'annulation des subventions sur les carburants,

l'augmentation des tarifs d'électricité et l'augmentation des dépenses consacrées aux forces de sécurité et aux agences gouvernementales. Cependant, le

Les désaccords au sein du Conseil de souveraineté ne portaient pas sur l'économie, mais plutôt sur la structure de l'économie.

Guerre du Darfour.

Armée soudanaise et forces armées

Crimes de sécurité et de guerre commis pendant la

La Cour pénale internationale demande de juger Al-Bashir et d'autres membres de son administration pour

entre crimes contre les droits de l'homme au Darfour à partir de 2003. La division est devenue claire

a coopéré avec les partis du gouvernement de transition, où la faction civile du gouvernement

2021 dans les affaires contre La Cour pénale internationale doit aller de l'avant. Ils ont tous deux signé un accord en août

Les accusés, dont le président déchu Omar al-Bashir. Cela n'est certainement pas conforme à la vision de l'armée, car

à cause du procès d'Al-Bashir, de nombreux militaires eux-mêmes seront dénoncés et accusés d'avoir commis des crimes

contre l'humanité. Le lieutenant-général Al-Burhan a explicitement refusé de livrer Al-Bashir à l'Internationale.

Cour criminelle. Ainsi, alors que le Conseil des ministres a accepté de remettre les suspects à la CPI, la Sécurité de l'État

La Cour, qui comporte une composante militaire, ne l'a pas fait.

Une autre source de division pourrait être représentée par l'enquête sur le massacre de Khartoum en juin.

« Voleurs et meurtriers », selon les récits des Forces de liberté , 2019, qui est également représenté

Et changer. En effet, le chef de la commission d'enquête, Nabil Abed, a lui-même déclaré le 4 mai 2021, que « le

le résultat pourrait conduire à un coup d'État ou à des troubles massifs dans les rues.

21 septembre Une tentative des restes du régime précédent de prendre le pouvoir. dans Il y avait aussi le

passé, lorsque le gouvernement soudanais a annoncé qu'il avait déjoué une tentative de coup d'État menée par des forces toujours fidèles à

Béehir. Les putschistes ont tenté de prendre le contrôle du bâtiment de la radio à Omdurman, mais ils ont échoué. Quarante soldats étaient ,

Après que le Premier ministre Hamdok ait insisté sur le fait que arrêté Oh

En raison des tentatives des restes depuis la chute du régime précédent d'avorter La tentative de coup d'État manquée n'était qu'une extension

Transformation démocratique civile.

Implications et questions pour l'avenir

1- Répercussions économiques et sécuritaires : L'intervention de l'armée risque d'avoir de graves conséquences.

Le Soudan a récemment été retiré de la liste américaine des États soutenant le terrorisme.

Les États-Unis ont promis de fournir un soutien financier au gouvernement de transition. Le Fonds monétaire international

et le gouvernement Hamdok a convenu d'un accord d'allègement de la dette d'une valeur de 50 milliards de dollars. Tout cela a été mis en péril après

les décisions exceptionnelles et la dissolution du partenariat avec les Forces de Liberté et de Changement. Là

On craint que le Soudan ne sombre aujourd'hui dans un état de chaos, si les masses sont mobilisées et si l'intensité des mouvements populaires

les manifestations dans les rues soudanaises s'intensifient.

Depuis 2019, les mesures prises par le gouvernement de transition pour relancer l'économie malmenée du pays se sont multipliées.

profondément impopulaire auprès de certains larges secteurs de la population. En conséquence, le sentiment sur le terrain est divisé selon

Certaines personnes, confrontées à des difficultés croissantes en raison des réformes soutenues par le FMI, sont favorables à la chute des

Le gouvernement Hamdok. Fin septembre, la Banque mondiale a effectué sa première visite au Soudan depuis près de 40 ans.

années où

Avec le Premier ministre Abdallah Hamdok et le président du Conseil David Malpass engagés dans des négociations sur le gel de l'aide, son

Excellence Abdel Fattah Al-Burhan et Ministre des Finances Jibril Ibrahim. Avec le ministère des Affaires étrangères, après l'armée

pris le pouvoir, cela aura des répercussions majeures sur l'économie, et le Soudan pourrait connaître une autre « révolution du monde ».

estomacs. Le sénateur américain Chris Coons a écrit sur...

Twitter : « En tant que président du comité sénatorial chargé de financer l'aide étrangère, je me suis battu dur pour obtenir de nouveaux  
assistance au Soudan pour soutenir la transition du pays vers la démocratie et un régime entièrement civil. Ce  
l'assistance prendra fin si l'autorité du Premier ministre Hamdok et de l'ensemble du gouvernement de transition  
n'est pas restauré.

2 - Redessiner la carte des équilibres régionaux : Les événements au Soudan pourraient avoir des conséquences géostratégiques  
répercussions au niveau régional et au-delà. La direction militaire de Khartoum va probablement changer  
la dynamique politique en cours entre le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie dans le conflit sur le territoire éthiopien.  
Barrage Renaissance avec un rôle plus actif. L'Éthiopie s'inquiète également de la possibilité que le Soudan  
Dans le conflit éthiopien en se rangeant ouvertement du côté des forces du Tigré.

3 - L'avenir de la relation avec Israël : Comment la prise du pouvoir par l'armée au Soudan  
affecter la normalisation avec Israël ? Certains diront peut-être que si l'objectif de l'armée soudanaise en signant l'accord  
l'accord de normalisation avec Israël visait à se débarrasser des sanctions américaines, puis le récent accord de l'armée  
ces décisions sont susceptibles d'entraîner le retour de ces sanctions et le report de l'accord.  
Les différences idéologiques les plus marquantes entre la composante civile étaient Israël ou l'abandonner complètement  
La composante militaire des autorités du gouvernement de transition au Soudan est représentée par la normalisation avec Israël, et par  
États-Unis, et donc l'annulation des accords abrahamiques négociés par les États-Unis. Le Soudan va devenir membre des Nations Unies  
La loi de 1958 interdisant toute relation diplomatique avec Tel-Aviv. Bien que le processus de normalisation  
Cependant, cela a tourmenté les dirigeants soudanais, a été lent en raison des conflits chroniques qui existaient  
Le processus de normalisation a connu des progrès notables au cours de l'année écoulée, notamment une visite au Soudan de  
L'ancien ministre du Renseignement Eli Cohen a accepté la visite d'une délégation de sécurité soudanaise de haut niveau  
en Israël. S'il est trop tôt pour savoir quelles conséquences les troubles au Soudan entraîneront dans la normalisation  
processus, certains scénarios futurs peuvent déjà être élaborés. Il est peu probable que l'Occident accepte le contrôle militaire de  
pouvoir, et si le contrôle de l'armée continue, les États-Unis pourraient réimposer des sanctions au Soudan. Ensuite nous  
Nous pourrions voir Khartoum se retirer de l'accord de paix négocié par les États-Unis avec Israël.

En conclusion, la plus grande crainte est que le Soudan ne sombre dans un état de chaos et de violence si l'état de  
une grave polarisation politique se poursuit. Il n'est pas non plus possible d'exclure la possibilité de groupes non affiliés  
avec l'Accord de paix de Juba revenant au port des armes. Au Darfour, il y a le Mouvement de libération du Soudan,  
dirigé par Abdel Wahid al-Nur, et dans les monts Nouba au Kordofan méridional, il y a le Parti populaire soudanais.  
Mouvement de Libération-Nord, dirigé par Abdel Aziz al-Hilu. Tous deux bénéficient du soutien populaire et ont démontré  
une force militaire considérable. Ils étaient tous deux engagés dans des pourparlers de paix avec le gouvernement et avaient confiance en Abdullah.  
Hamdok. Les récentes actions de l'armée pourraient annoncer une reprise du conflit.

Les problèmes les plus urgents au Soudan restent peut-être l'économie, la démocratie et la paix.  
L'absence de consensus national conduit à davantage de violence et d'effusion de sang. En juillet 2019, au lendemain

événements violents, le « Quatuor » international composé des États-Unis, du Royaume-Uni, du Royaume-Uni

En collaboration avec l'Union de l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ils ont travaillé ensemble

L'Union africaine, pour faire pression en faveur d'une solution négociée, ce qui a été fait après le renversement de Béchir

régime. Il pourrait s'avérer nécessaire de mettre en place un processus similaire, même s'il implique de nouvelles parties civiles, pour parvenir à un accord national.

consensus et ramener le Soudan sur la voie d'une transition politique saine.

Pas du tout, c'était lu d'un côté

La crise actuelle au Soudan n'est pas résolue

Tout le monde : les forces politiques soudanaises, la communauté internationale, la plupart des experts et observateurs, et même ses vols vers la capitale, Khartoum, il y a trois jours. Et regarde

Compagnies aériennes qui volent

Les préliminaires de cette crise se sont cristallisés en trois étapes : La première est liée aux déterminants de la relation entre les partis, qui est le document constitutionnel signé en août 2019. Le deuxième est lié à la gestion des interactions entre les partis politiques eux-mêmes après la tentative de coup d'État manquée qui a eu lieu. a eu lieu le 21 septembre dernier. Le troisième se concentre sur les crises à l'est du Soudan et leurs répercussions de la tentative de coup d'État avortée fin septembre dernier.

Au cours de ces trois étapes, il y a des raisons directes à la confusion qui règne sur la scène politique soudanaise sur une période de plus de plus de deux ans après le succès de la révolution soudanaise qui a mis fin au règne d'Omar al-Bashir, et ils peuvent être détaillés

dans ce qui suit.

#### La crise du document constitutionnel

Suite au parti pris des forces armées soudanaises en faveur de la révolution soudanaise et à la destitution de l'ancien président Omar el-Béchir du pouvoir le 11 avril 2019, un premier accord politique a été finalisé entre le conseil militaire dirigé par le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces pour la liberté et le changement, composées des partis soudanais et des syndicats professionnels représentés par l'Association des professionnels. Suivant le l'expulsion d'Al-Bashir, il a été convenu de former un conseil souverain commun qui posséderait les pouvoirs du Président de la République et dirigera une période de transition de trois ans à l'issue de laquelle des élections générales auront lieu. Cependant, ce conseil a eu lieu au cours des mois d'avril et mai 2019, alors qu'une bataille persistait pour savoir qui diriger le corps militaire au fil des années. Il a pris la tête du leadership, et les civils ont rejeté cela et ont annoncé le fin des négociations à cet égard le 19 mai 2019. Les Forces de Liberté et de Changement se sont appuyées sur leur jour soutien des masses et a eu recours à la rue pour résoudre le conflit. En effet, les cortèges révolutionnaires se sont précipités vers le quartier général du commandement général de l'armée pour faire pression, lors d'un sit-in ouvert qui a été dispersé le 3 juin 2019, faisant des victimes et des cas de viols.

Les rapports entre les parties à l'équation politique soudanaise : Cette crise s'est prolongée pendant plusieurs mois jusqu'à a été résolu dans le cadre d'un document constitutionnel signé en août 2019, qui a donné aux civils le droit pour présider le conseil souverain, mais deux ans après, la composante militaire a assumé cette direction. Et ça peut

Régler les relations entre les parties.

On dit que ce document était caractérisé par sa fragilité et n'était pas décisif

La première raison de cette fragilité est qu'elle a été compromise en raison de deux facteurs :

Le premier est la pression exercée par les forces marginales et les mouvements armés pour que des accords politiques soient conclus avec eux pour parvenir à la paix.

prévaloir sur le document constitutionnel, comme l'accord de paix de Juba signé en octobre 2020 entre les Soudanais

Le gouvernement et les mouvements armés ont abouti à dépasser la période de trois ans de la période de transition pour l'étendre à quatre ans.

années, et le Conseil Souverain a été élargi, Et la formation de nouveaux conseils comme partenaires pour la période avec le

centre. Le résultat transitionnel direct des élites politiques issues des marges réconciliées s'accommodant de l'extension de la

période transitoire d'un an est l'apparition d'une crise concernant la question de savoir quand la présidence du Conseil prendra fin

2022 parce que

remis au premier rang ou en juin.

Selon

Conseil présidentiel de la composante civile : est-ce en novembre 2021

prolonger la période de transition ?

Deuxièmement, le non-respect des exigences du document, notamment en ce qui concerne l'achèvement des structures de la période transitoire.

D'un conseil législatif, d'une cour constitutionnelle, etc., et donc le document constitutionnel n'est plus un déterminant solide

Il est invoqué par les parties, car des accusations ont été échangées entre les composantes civile et militaire à l'égard de chacune d'entre elles.

la responsabilité du parti dans l'entrave à la cristallisation et à l'inauguration des structures de la période de transition.

#### Déséquilibre des pouvoirs entre les parties à l'équation

!

Un certain nombre d'acteurs politiques 2020 avec

Pour les rencontres que j'ai eues à Khartoum en décembre

Selon Al-Sudania, on peut dire que les débuts de la révolution contre Al-Bashir en 2018 se sont cristallisés

par l'influence directe des révolutions dans la région arabe à cette époque, alors que les organisations professionnelles commençaient à organiser leur

journaux pour mener une opposition contre Al-Bashir dont le but ultime était d'affaiblir le régime et de se révolter contre lui.

Dans ce contexte, l'Association des professionnels soudanais s'est formée et a tenté de destituer Al-Bashir en septembre.

2013, lorsque la colère a éclaté contre le régime soudanais avec des manifestations massives, mais qu'il a réussi à les boucler.

manifestations avec intervention brutale des forces de sécurité, faisant plus de 200 victimes. L'Association des Professionnels

poursuivi sa lutte politique, mais sur la base de revendications liées aux salaires, et ces fondements se sont développés en

2019 avec l'intervention des Forces du consensus national (une des alliances d'opposition contre Al-Bashir).

L'Association des Professionnels a mené la révolution soudanaise dans un cadre large qui a eu lieu le 1er janvier 2017.

2020 et a été nommée Alliance pour la liberté et le changement. C'est l'alliance qui a mené la révolution et qui a inclus tous les acteurs politiques.

partis, mouvements sociaux et organisations de la société civile, et son noyau solide était l'Association des professionnels. Sur

Au cours des deux années de la période de transition, l'Alliance Liberté et Changement et l'Association des Professionnels ont été

exposé à des facteurs d'érosion et de division, pour plusieurs raisons, notamment :

- Le rôle de la composante militaire dans l'élaboration de l'accord de paix de Juba en 2020, et ce qui en a résulté avec

les mouvements armés, d'une manière qui a incité à la fois...

De prendre du poids, notamment dans le cadre de ses relations



Le gouverneur du Darfour, Minni Arko Minawi, et le ministre des Finances, Khalil Ibrahim, pour s'être rangés à ses côtés dans la direction du reste du phase de transition et en annonçant leur désengagement de l'Alliance pour la liberté et le changement, appelée Charte du consensus.

La division nationale, qui a cristallisé les manifestations du 16 octobre et dont les partisans ont organisé un sit-in devant le Palais républicain.

- Le Parti communiste s'est désengagé de l'Alliance pour la liberté et le changement, sur fond de souveraineté commune formule de conseil entre les composantes civile et militaire, considérant cela comme une erreur stratégique basée sur ce qui Il appelait cela un partenariat de sang. Ce retrait a contribué à la division de l'Association des Professionnels sur fond de des élections internes qui n'ont produit que des membres du Parti communiste, ce qui a été rejeté par le reste des composantes.

- La tendance de certaines composantes de Liberté et Changement issues de partis à caractère nationaliste à soutenir le composante militaire dans les interactions politiques, et contribuer à accroître son poids vis-à-vis des autres partis politiques, ce qui a conduit à dans un relâchement de Freedom and Change, l'incubateur politique du gouvernement exécutif dirigé par Abdullah Hamdok, en une manière qui a poussé ce dernier à adopter une initiative recherchant l'unité de la liberté et du changement afin de maintenir son poids La politique dans l'équation.

- L'Association des Professionnels divisée entre partisans du Parti Communiste et autres partisans de la Liberté et du Changement les partis, le premier groupe exerçant une pression politique sur le reste des composantes sous l'égide de l'état de changement. Le partenariat approuvé dans le document constitutionnel entre la composante civile et la composante militaire Pour désactiver dans « est basé sur cela ». « Partenariat du sang Gérer la période transitoire, un partenariat baptisé

Les commissions d'enquête sur les événements du sit-in au commandement général des forces armées, qui a été dispersé de force 3 juin 2019, entraînant des décès.

Dans le rapport de force en faveur du composant Le résultat final de ces interactions prolongées a été un échec Concernant l'affaiblissement Militaire, malgré les nombreuses pressions qui se sont développées au niveau international 2020 l'accepte ses capacités ; Au niveau américain, le Congrès a adopté une loi en décembre Les partis démocrate et républicain obligent le Département d'État américain à détailler sa politique et ses procédures dans le domaines de soutien aux droits de l'homme et à la transparence, en particulier au niveau Le président américain est également tenu de soumettre un rapport trimestriel sur les progrès de son administration dans ce processus, ainsi que les politiques et procédures globales de soutien à la période de transition et à la transformation démocratique.

Crise à l'est du Soudan

Le problème de l'est du Soudan apparaît comme une cause directe de l'ampleur de la détresse et des pressions causées par le conflit. Empowerment Removal Committee aux éléments du régime Bashir aux niveaux politique et économique, ainsi que la volonté de affaiblir la composante civile, comme l'a déclaré Muhammad Al-Amin Turk, chef du Conseil suprême des conseils de Beja au Soudan oriental. a appelé à la fin des travaux du Empowerment Removal Committee, à la formation d'un nouveau conseil militaire pour représenter le six régions du Soudan, ainsi que le changement du gouvernement de Hamdok, le tout sous l'égide de la revendication

En annulant la voie Est dans l'accord de paix de Juba signé entre le gouvernement et les factions armées en octobre

2020

Les trois revendications pour la région du Soudan oriental ont entraîné une confusion sur la scène politique et des échanges d'accusations.

concernant les parties responsables de son expansion, malgré sa menace pour la sécurité nationale soudanaise, alors que la région de l'Est contrôle

La communication du Soudan avec le monde depuis la plate-forme de la mer Rouge et sa fermeture affectent les approvisionnements vitaux de l'État, qui répondent à

70 % de ses besoins proviennent de l'étranger, notamment de

Le carburant, la nourriture et les médicaments sont des approvisionnements devenus rares sur les marchés au cours de la période écoulée. La fermeture du

La région du Soudan oriental affecte également les économies de l'État du Soudan du Sud à travers l'exportation de pétrole, dont les ressources constituent

le port de Bashayer, qui presque la majorité du budget sud-soudanais et sont exportés de Lequel

a été fermé, ainsi que tous les ports de l'est du Soudan. Dans ce contexte, une partie de la rue politique soudanaise considère que le

les événements à l'Est ont été organisés dans le but de ne pas céder la présidence de l'autorité de transition aux civils

composant.

### La crise de la tentative de coup d'État manquée

À la suite de la tentative de coup d'État manquée annoncée le 21 septembre, les deux côtés de l'équation politique soudanaise ont cherché à

à exploiter l'événement à leur avantage, la composante civile étant tenue pour responsable de l'échec du coup d'État en raison de l'échec du

le gouvernement et son incubateur politique pour faire face à l'aggravation des crises au niveau économique qui affectent la vie des gens. tous les jours,

et le souci de partager les positions, tandis que la composante civile considérait ces accusations comme un prélude à une politique réaliste.

coup d'État contre cela.

Le soutien américain à la composante civile dans cette bataille a contribué à la cristallisation de la position de l'Association des Professionnels.

exiger de mettre fin au partenariat avec la composante militaire et de céder toute autorité à la composante civile, une mesure qui a été

recommandé par le secrétaire d'État à la sécurité du peuple soudanais. La composante militaire a répondu en disant :

"Les forces armées et le retrait des gardes des forces de sécurité conjointes de l'Empowerment Removal Committee et d'environ 22 sites

Économiquement, c'était sous sa juridiction. Il a également interrompu les réunions avec la composante civile et accusé certains d'entre eux

Ses membres avaient une « double loyauté » et le premier vice-président du Conseil de souveraineté, le lieutenant-général Mohamed

Hamdan Dagalo, a déclaré : « Nous avons une rue », en réponse aux brimades de liberté et de changement dans la rue soudanaise, notamment

Cela laisse présager la possibilité d'affrontements entre les forces révolutionnaires et les affiliés du régime de Bashir et

le Front National Islamique, sous le couvert de l'accumulation d'armes dans la capitale soudanaise et dans d'autres régions.

Dans ce contexte, Jibril Ibrahim, le ministre des Finances, et Minni Arko Minawi, le gouverneur de la région du Darfour, ont annoncé leur

exige de changer de gouvernement et d'élargir la base de participation politique, alors que certaines formations tribales ont organisé un sit-in

le 16 octobre avec leurs partisans. Rappelons que du passé, à un moment où le Premier ministre Dr. Abdullah Hamdok tentait de mettre fin

la crise politique, en formant un comité de sept partis, comme le Conseil central de l'Alliance pour la liberté et le changement

a répondu en rejetant les axes proposés pour le dialogue politique, notamment en ce qui concerne la portée de l'élargissement de la participation politique,

qui était stipulé qu'il ne devait pas provenir de l'ancien régime. Yasser Arman a déclaré que l'expansion pourrait provenir de l'ancien

régime.

Les Comités de Résistance et le Parti Communiste, lors de la dernière conférence de presse pour la Liberté et le Changement, où le Parti Central  
Le Conseil s'est appuyé sur ses bases populaires déjà manifestées pour soutenir le principe de transformation le 21 octobre, ce qui  
revêt un grand symbolisme dans l'histoire politique démocratique, avec de grandes foules lors de la Journée soudanaise, malgré la bonne volonté du gouvernement.  
erreurs connues. Soudanais et son incubateur politique Liberté et Changement.

Le point final de la crise dans les interactions politiques entre les composantes civile et militaire a été fixé par le lieutenant-général  
Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil souverain, dans une déclaration publiée il y a quelques heures annonçant la dissolution  
du gouvernement et du Conseil de transition et l'imposition de l'état d'urgence tout en suspendant certains  
articles du document constitutionnel, après une campagne massive d'arrestations de membres du Conseil. Le Conseil Souverain,  
le gouvernement et certains dirigeants de partis politiques.

Dans cette déclaration, des assurances ont été apportées aux niveaux interne et externe. Sur le plan interne, il a annoncé le  
formation d'un gouvernement compétent après une période de ce qu'il a appelé « désaccord politique » et engagement envers Juba  
Document de paix, ainsi que la résolution de la crise à l'Est et l'inauguration des structures de transition d'un conseil législatif, un

Pour le document  
Cour constitutionnelle, etc. Sur le plan extérieur, il s'est engagé à transmettre le pouvoir conformément aux...  
constitutionnel, mais en 2023

D'une manière générale, on peut dire que l'étendue de la capacité à créer une stabilité politique au Soudan sera mise à l'épreuve.  
Dans l'étape suivante, à la lumière de deux facteurs : Premièrement, la position de la communauté internationale en particulier  
Les États-Unis étaient au courant de cette évolution qui s'est produite alors que l'envoyé du président américain Jeffrey Feltman était à Khartoum,  
ce qui se traduira par l'état de l'interaction régionale en termes de soutien ou non à la dissolution du gouvernement et  
le conseil souverain.

Le deuxième est la position interne, au niveau public, sur cette évolution et l'état de l'interaction avec elle, en particulier dans  
à la lumière de la grave crise économique dont souffre le grand public et à laquelle il aspire à mettre fin.  
La présence de comités de jeunesse dans les quartiers soudanais, le déclenchement de certaines manifestations et la disparition  
de la deuxième rangée des dirigeants des partis soudanais, ce qui pourrait donner lieu à des affrontements attendus qui pourraient prendre un caractère violent.

Composants L'une des principales raisons des guerres civiles soudanaises qui se prolongent depuis 1955 est la multiplicité des conflits.

L'armée soudanaise, y compris les possibilités ouvertes d'instabilité politique. Cette crise fait désormais surface avec le refus du Commandant des Forces d'Appui Rapide, le Général de Corps d'Armée Mohamed Hamdan

Ils ont décidé de s'intégrer à l'institution militaire officielle, au vu des tensions clairement visibles entre les deux composantes.

Dans ce contexte, nous discutons des caractéristiques des composantes militaires soudanaises et de la nature de leurs orientations politiques et militaires.

poids. Nous sommes également exposés aux répercussions politiques liées à cette multiplicité militaire au Soudan et à sa diversité.

entre une institution officielle, d'une part, et des formations dont la classification oscille entre factions armées et milices, d'autre part.

l'autre main.

Caractéristiques des formations militaires

Le Soudan a connu des formations militaires irrégulières au début de son histoire, suite au déclenchement de la guerre civile entre le Nord et le Nord.

et au Soudan du Sud en 1955, ce qui a donné naissance aux mouvements « Ananya 1- », puis « Ananya 2 », qui ont combattu les

guerre civile contre le centre de Khartoum jusqu'en 1972 jusqu'à ce qu'un accord de paix soit conclu en vertu duquel l'armée

les composants ont été intégrés

Des irréguliers dans l'armée officielle, et il est possible que des citoyens sud-soudanais rejoignent l'armée nationale du Soudan. Mais après

Une nouvelle rébellion éclata contre le centre, dirigée par John presque une décennie

Garang en 1983, formant le « Mouvement populaire du Soudan du Sud » alors qu'il avait le grade de capitaine dans l'armée nationale, une guerre qui

s'est poursuivi jusqu'en 2005.

De la même manière, des composantes militaires irrégulières ont été générées au Darfour, dans les Monts Nouba et sur le Nil Bleu, en conséquence directe

de la guerre au Darfour qui a éclaté en 2003, en plus de la négligence des Nouba et du Nil Bleu dans le cadre de la paix de Naivasha

Accord. La plupart des formations ont été reprises par le Mouvement Populaire pour la Libération de chaque région selon ses

nom, car ils se sont impliqués dans des conflits Militaire est le nom

d'une force armée contre les forces armées soudanaises pour des raisons liées à la marginalisation politique et au développement.

La nature et l'étendue de ses revendications Les poids militaires et politiques de toutes ces composantes variaient selon les situations

Son expression des blocs de population qu'elle représente, ainsi que le montant du soutien extérieur qu'elle a reçu. Mais l'ironie est que

Le gouvernement soudanais lui-même, à l'époque d'Al-Bashir, a eu recours à la formation d'une milice irrégulière conformément à un décret officiel de

2013, pour des raisons liées à deux enjeux : premièrement, réduire le fardeau des forces régulières qui combattaient les composantes

les opposant de plusieurs côtés au Soudan.

Cela a affecté son efficacité. Deuxièmement, l'ancien président Omar al-Bashir a cherché à protéger son système politique du

l'armée se retourne contre elle.

Au moment de sa création, la taille des Forces de soutien rapide atteignait 5 000 membres, dont la plupart venaient du

Les clans arabes « Mahamid » et « Mahariya », ainsi que les forces de Muhammadin Ismail de la tribu « Zaghawa », qui se sont divisées

de l'Armée de libération du Soudan au Darfour, ainsi que de la tribu « Zaghawa ». Immédiatement.

La formation des Forces de soutien rapide a pris forme sur environ une décennie, en commençant par la demande d'asile du gouvernement.

Pour que les tribus arabes appelées « Janjaweed » s'engagent dans une guerre par procuration en leur nom dans la région du Darfour, la communauté internationale

Les pressions exercées sur Khartoum ont conduit à l'abandon des « Janjaweed » et à l'arrêt du paiement de leurs salaires, jusqu'à ce qu'une décision soit prise.

Une évolution qualitative a eu lieu en 2007 pour ces forces avec le renforcement du poste de nouveau commandant des forces.

Muhammad Hamdan Dagalo (Hemedti), et les forces opèrent désormais sous la juridiction des services de renseignement soudanais.

et ont des pouvoirs pour protéger les frontières.

La découverte d'or dans l'État du Nord Darfour en 2012. Les forces Janjaweed, qui avaient été

Avec

Musa Hilal (oncle d'Hemedti) sur ses positions, 800 personnes ont été tuées dans cette bataille

Je le conduisais à l'époque

En personne

2017 Le fournisseur d'or représente 40 % des ressources du gouvernement. Et avec l'avènement de l'année

Soudanais, où Hemedti contrôlait les zones minières et jouait le rôle d'agent du gouvernement, son oncle, qui était

arrêté en novembre de la même année. Quant à Ali

avec Le gouvernement soudanais va vendre de l'or après

concourir au niveau militaire. Les Forces de soutien rapide ont désormais des rôles régionaux auprès du gouvernement soudanais.

Yémen.

approbation en 2015 d'envoyer un bataillon de forces régulières pour servir avec les forces de la coalition arabe en

Les résultats des relations régionales et les capacités financières des Forces de soutien rapide ont abouti à la formation

d'un empire financier pour Muhammad Hamdan Dagalo, et des forces militaires estimées à 20 000 membres qui transportaient

ils ont mené des opérations de combat et ont également pris le contrôle des camps des Nations Unies au Darfour, dont ils se sont retirés après la fin de la guerre.

la mission de maintien de la paix au début de cette année.

Sur le plan politique, le changement d'allégeance politique d'Hemedti et son alignement avec le camp de la révolution soudanaise en 2019

a entraîné un changement d'équilibre qui a conduit au renversement de l'ancien président Omar al-Bashir, ce qui a assuré à Hemedti

grande influence politique dans l'équation post-révolutionnaire.

Renforcez-le avec les voix médiatiques des journaux et des sites Web qui ont une influence sur l'opinion publique soudanaise et

influencer les interactions politiques.

Le problème du pluralisme militaire

Pour la coopération militaire entre les forces armées soudanaises et certains

L'Accord de paix de Juba constitue la base

Organisations militaires irrégulières au Soudan, l'accord stipulant l'intégration de ces organisations dans l'armée officielle

forces armées, selon des procédures spécifiques. Mais les forces de soutien

Al-Suriyya n'était pas partie à cet accord et il s'agit du type d'organisation militaire irrégulière le plus courant.

Récemment fusionné, le . C'est peut-être ce qui explique le refus pratique de son leader, Hemedti poids au sol actuellement

Que ses forces Cela pose un problème pour l'avenir de la stabilité politique au Soudan, en particulier

Un partenaire dans les arrangements de sécurité liés à la paix au Darfour.

On peut dire que la position d'Hemedti repose sur un état d'intimidation exercé par les Forces de soutien rapide contre les

institution militaire au lendemain de la révolution, avec le soutien des Forces de Liberté et de Changement,

qu'il s'agisse de partis politiques ou d'organisations de la société civile, qui sont des forces qui craignent le contrôle des forces.

forces armées à gouverner, d'autant plus que les éléments de la composante militaire officielle appartenaient pour la plupart à un comité qui était

", ce qui signifie la destitution d'Al-Bashir politiquement appelé à l'époque « l'atterrissage en douceur ». Le souhait qui concernait ce qu'un

Alors que son régime continue.

Au président du Conseil de transition, Abdel Fattah Ces équilibres politiques ont conduit Hemedti à ne pas être un représentant

La preuve en est qu'on parle d'intégrer les Forces de soutien rapide dans les forces armées, et que les forces de maintien de la paix

Les forces au Darfour impliquées dans la mise en œuvre de l'Accord de Juba Salem sont des forces de sécurité conjointes des deux côtés. Cette situation

a permis à Hemedti d'avoir une présence politique dans tous les dossiers internes, notamment les dossiers de paix soudanais. Cette situation

Pour l'establishment militaire et l'opinion constituait une provocation

Cette année est due à de nombreuses considérations, dont la plus importante est que les Forces de soutien rapide ont confisqué les ressources minérales.

sont selon les données des institutions militaires. Ils ne sont pas militairement qualifiés pour travailler pour elle, et ses membres

Connu aux niveaux académique et technique.

Dans l'opinion publique On peut dire que l'escalade des tensions entre Al-Burhan et Hemedti est apparue perceptible.

et des observateurs extérieurs, à la lumière de deux étapes : la première, la libération de l'oncle d'Hemedti, Moussa, sur ordre d'Al-Bashir.

Il n'a pas été libéré après la révolution et il est l'un des plus importants Hilal, qui a été emprisonné

Le deuxième concerne les chefs des tribus arabes du Darfour, qui ont l'influence nécessaire pour empêcher les membres du conseil de voyager.

hors du pays sans autorisation. Cela semble être le cas Délivrer une preuve est une ordonnance

La décision est intervenue dans le contexte d'une ingénierie globale visant à réduire l'influence d'Hemedti et à l'empêcher d'exercer

rôles politiques, notamment dans les dossiers de paix soudanais, puisque le gouvernement négocie actuellement avec le mouvement Abdel Aziz.

L'un des mouvements armés les plus importants du Darfour, dirigé par Al-Helu se trouve dans les Monts Nouba et on s'attend à ce que le dossier d'Al-Salem soit ouvert

avec Abdul Wahid Nour.

Il semble qu'Hemedti ait prêté attention aux tentatives visant à le saper, ce qui l'a incité à contester la décision rendue par

le Président du Conseil de transition et voyager sans autorisation en Turquie, et conclure des accords économiques avec cette dernière,

à quoi a répondu la fuite d'une vidéo de la participation du frère d'Hemedti à la dispersion du sit-in du commandement général de l'armée.

L'armée pendant la révolution. L'opération soudanaise, qui fait toujours l'objet d'une enquête approfondie, n'a donné aucun résultat

Aucun résultat précis pour l'instant.

Il semble que cet état de tension laisse présager des frictions armées entre les deux camps de l'armée soudanaise.

composante, d'autant plus qu'Al-Burhan, et derrière lui les forces armées, sont soutenus par les forces

De nombreux enjeux régionaux et internationaux, notamment les États-Unis d'Amérique, qui ont publié la veille une déclaration

Manifestations en faveur du droit des martyrs à disperser le sit-in, faisant indirectement référence aux Forces de Soutien Rapide dans un contexte

manière négative.

#### Deux voies principales

Sous le signe de cette tension, les camps de chaque parti assistent à un processus de préparation maximale, d'autant plus qu'il a

s'est propagée aux canaux de l'opinion publique, et la scène s'est ouverte à un certain nombre de scénarios, qui conduisent tous à...

Dans la catégorie de l'instabilité politique, et peut-être de la fin de la période de transition, les plus marquantes sont deux voies :

La première est d'exercer davantage de pression sur Hemedti, depuis le canal des preuves de la commission d'enquête jusqu'à la dispersion du sit-in.

incidents, qui peuvent entraîner un conflit armé menaçant l'entité de l'État, et les forces armées peuvent recourir à la prise du pouvoir

dans ce cas, pour résoudre la situation, ce qui est un scénario poussé par les dirigeants de l'ancien régime. .

La seconde est que l'affrontement ait lieu, mais dans un cadre calculé, entre les deux côtés de la direction tribale arabe, Musa Hilal.

et son neveu Hemedti, et qu'elle se limite à épuiser les Forces de soutien rapide présentes dans

Darfour, ce qui affaiblit ses capacités militaires, mais cela réduit les risques d'affrontement dépassant les limites de l'ingénierie de son

partis, et explosant à plus grande échelle entre les forces officielles de l'institution militaire et d'autres institutions irrégulières,

ce qui aura des répercussions importantes non seulement sur le Soudan, mais aussi sur la région en général. général.

Les interactions soudanaises actuelles semblent ouvertes à des équilibres critiques et à des orientations futures incertaines, malgré les la destitution du président Omar al-Bashir du pouvoir, puis le succès du mouvement de protestation visant à destituer le ministre de la Défense Awad Ibn Auf dans les prochaines 24 heures. Peut-être que la source de ces doutes est liée à un certain nombre de faits. Le premier est le nature des tendances du Conseil militaire lui-même et de l'étendue de la confiance des forces du mouvement dans la question du transfert le pouvoir aux civils. Le deuxième facteur est la tension entre les forces politiques concernant la future équation politique au Soudan. et la nature de ses éléments. Le troisième facteur réside dans les forces armées qui transportent des armes à l'intérieur de la capitale soudanaise, l'ampleur des contrôle effectif des magasins d'armes et s'il existe d'autres forces dotées de capacités armées.

Enfin, la position des mouvements armés au Darfour et dans les Monts Nouba semble différente de celle de la « Liberté ». et Changement », et il ne fait pas partie intégrante de ce mouvement ni de ses propositions politiques. Peut-être que cela explique l'absence de la première délégation de négociation de la « Déclaration de liberté et de changement » avec le Conseil militaire de représentants. Les forces de la soi-disant marge au Soudan. Cela a abouti à une position négative de la part d'Abdel Wahid. Mohamed Nour – le leader du Mouvement de libération du Soudan au Darfour – contre le mouvement.

Le contexte régional de ces interactions semble également être relativement différent, dans la mesure où l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis soutiennent l'actuel conseil militaire sur les plans économique et politique, avec en toile de fond à la fois le président du conseil et son adjoint assumant la responsabilité des tâches des forces soudanaises dans la coalition de soutien à l'Égypte en « soutenant les choix du peuple soudanais », et « sa confiance dans la légitimité du Yémen, alors qu'il s'accroche à l'armée », et anticipe les dangers des tensions entre les forces politiques pour la sécurité et la stabilité des institutions étatiques soudanaises.

Dans ce contexte, on peut dire que les interactions politiques entre les deux côtés de l'équation politique actuelle au Soudan sont encore loin d'un consensus dans un avenir proche, et pourrait annoncer la poursuite du mouvement pour une longue période encore au cours de laquelle le Soudan pourrait être exposé à des affrontements armés, notamment au Darfour. L'abdomen mou dans lequel vous testez habituellement l'équilibre des forces entre les membres.

Plusieurs raisons expliquent la situation de crise actuelle entre les parties à l'équation interne soudanaise, qui

nous résumons ainsi :

Premièrement, la composition du conseil militaire lui-même ; Même si son président - Abdel Fattah Burhan Abdel Rahman - bénéficie une acceptation basée principalement sur un soutien régional, compte tenu de son rôle de soutien à la coalition de légitimité dans la guerre au Yémen, trois des membres de ce conseil sont indiqués comme étant d'accord avec le mouvement nationaliste.



La Révolution islamique, comme le lieutenant-général Omar Zain al-Din, qui a travaillé comme directeur du bureau de Nafi, Ali Nafi, le puissant homme de sécurité, ou Jalal al-Sheikh, qui travaillait comme adjoint de Gosh, le plus célèbre service de renseignement soudanais directeur, ainsi que Tayeb Babiker, directeur de la police.

Deuxièmement la politique de la junte militaire liée au régime d'Omar el-Béchir. Malgré l'annonce par le Conseil du l'arrestation d'Omar al-Bashir et des symboles de son régime et leur placement dans la prison de Cooper, ainsi que la saisie d'importantes sommes d'argent l'argent de la résidence de l'ancien président dans sa résidence, il n'y a aucune preuve de cela pour l'instant, car personne n'a visité ces lieux détenus et aucune photo n'a été diffusée depuis leurs zones de détention, tandis que des rumeurs circulent sur les présence de détenus. Dans des fermes privées de la zone de Soba, ce qui met en jeu la crédibilité du conseil militaire.

Il y a une crise de confiance entre le chef du conseil militaire, Abdel Fattah al-Burhan, et les forces civiles sur plusieurs questions, et la conviction de ces forces qu'il doute de leur capacité à prendre le pouvoir, et leur manque de confiance en son volonté de le faire, malgré l'annonce par le conseil de sa volonté de céder le pouvoir après avoir étudié les propositions qui lui ont été présentés.

Quatrièmement, le Conseil militaire a cherché à plusieurs reprises à démanteler le sit-in au commandement général en utilisant des méthodes douces, et puis a récemment annoncé explicitement la nécessité de démanteler les barricades autour du commandement général pour ouvrir le moyen de déplacement et de transport.

Cinquièmement, reporter l'abrogation de la loi sur l'ordre public, qui donne à la police le pouvoir de contrôler la vie sociale des citoyens et leurs choix personnels, constitue une opportunité de jeter des soupçons sur les tendances idéologiques des militaires conseil et l'étendue de son parti pris envers certaines politiques attribuées historiquement au Mouvement national islamique au Soudan.

Sixièmement, la tension qui existe entre le mouvement de protestation, d'une part, et les élites du parti islamique national. En revanche, les mouvements ayant des intérêts dans l'ancien régime, qui possèdent les principales sources de richesse et contrôlent les trajectoires économiques du pays, car ces forces cherchent à faire partie de la future équation politique. À cette fin, il fait deux choses : Premièrement, il communique avec le Conseil militaire, fait pression sur lui et présente des approches sur la forme de régime souhaitée. La seconde est la tentative de démanteler les Forces de Liberté et de Changement, dans le cadre desquelles les forces politiques soudanaises, tant historiques et modernes, sont inclus, ainsi que l'Association des Professionnels, en essayant de diaboliser cette dernière (le noyau de la principale opposition) en tant que représentant des communistes, comme le disent leurs discours sur les plateformes ou sur les réseaux sociaux.

Septièmement, la position du Conseil militaire sur le recours excessif à la force que les autorités soudanaises pratiquent désormais contre tout soutien au mouvement de protestation de Khartoum dans les camps du Darfour.

Huitièmement, le Conseil militaire a décidé de nommer de nouveaux employés à certains postes, notamment dans les médias, de élites affiliées à l'ancien régime, peut-être en raison d'un manque de connaissance des élites professionnelles du pays.

Divers domaines sur fond de fracture entre le régime précédent et ses élites appartenant au parti national islamique

Mouvement, et le reste des élites professionnelles.

Il semble que le discours qui implique une sorte d'extrémisme et de condescendance envers le mouvement de protestation pourrait ouvrir la voie à

porte ouverte aux dangers d'une désintégration de l'équation actuelle des acteurs et d'un état plus fluide, en raison de considérations

liés à la composition du conseil militaire d'une part, et aux capacités du mouvement de protestation d'autre part,

et les problèmes de tensions entre les forces politiques. De la troisième main. Au niveau du Conseil Militaire, le Vice-Président

du Conseil - Mohamed Hamdan Dagalo Hemedti - Commandant des Forces d'Appui Rapide, se caractérise par son approche

à un type d'alliances changeantes et instables, et dans la plupart des cas, il ne se rangera pas du côté des politiques dures du conseil militaire contre le

manifestants. Sur un autre plan, la présence de symboles de l'ancien régime au sein du conseil et rejetés par la rue rend

la possibilité de désaccords possibles, ce qui menace la cohésion du conseil militaire lui-même.

Quant à l'ampleur du mouvement de contestation, on remarque qu'il est présent dans les régions et quartiers de la capitale, en

en plus du sit-in au commandement général. Son leadership a également accumulé une expérience politique au cours des dernières années.

cinquante ans passés à organiser des soulèvements, à formuler des alliances et à négocier avec l'establishment militaire soudanais, tout cela

autant de facteurs qui rendent ce mouvement susceptible de décliner aux yeux du conseil militaire.

Certes, les scénarios les plus dangereux seront ceux liés aux affrontements dans les rues entre les islamistes et le reste.

des forces politiques mobilisées contre eux.

Des articles

Il semble que le changement du système politique au Soudan soit devenu inévitable en raison de son incapacité à mettre en œuvre ses fonctions fondamentales envers le peuple soudanais, d'une part, et la poursuite des protestations contre lui pendant plus en revanche, plus d'une semaine sur une vaste zone du territoire national de l'État du Soudan. Cependant, la taille de ce changement, ou le degré de sa radicalité, est encore incertain jusqu'à présent, en raison de l'imbrication de nombreux facteurs, la plupart dont sont internes, même si les facteurs régionaux et internationaux ont un rôle influent compte tenu des répercussions que que le vide du pouvoir au Soudan pourrait avoir sur la sécurité régionale et internationale. Cela peut être important au début suivre l'état des protestations et leurs causes, puis leurs transformations, avant d'en arriver aux limites potentielles de changement.

#### Développement des protestations

Des manifestations contre le régime soudanais ont éclaté dans la ville d'Atbara, dans le nord-est du Soudan, pour des raisons directes liées à la pénurie de pain et de carburant, et à la pénurie d'argent liquide dans les banques, au point que les gens n'ont plus capacité à obtenir leur épargne. La série de manifestations s'est intensifiée pour s'étendre aux villes d'Al-Ghadaref, Madani, Al-Rabak, Botsudan, puis Khartoum ces derniers jours.

On peut dire que ces manifestations étaient des manifestations populaires par excellence, auxquelles se sont ensuite ralliés les partis politiques. et le Syndicat des Professionnels. Elle a commencé par un caractère socio-économique, mais s'est rapidement cristallisée avec des revendications politiques appelant à pour changer le système politique, notamment à la lumière de sa responsabilité directe dans la détérioration des conditions de vie, et L'aspiration du président Omar al-Bashir à briguer un nouveau mandat présidentiel qui pourrait être ouvert lors des élections de 2020, et le Le soutien du Mouvement Islamique à cette approche, ce qu'il a confirmé lors de sa récente neuvième conférence : au cours de laquelle il a annoncé son soutien à la candidature d'Al-Bashir à un nouveau mandat ; Ceci malgré le fait que le Soudan a atteint 30 ans de gouvernement, qui a incité les manifestants à incendier les sièges du Parti du Congrès national au pouvoir dans toutes les villes où les protestations ont éclaté, en plus de saisir le contenu du Bureau de la Zakat de biens et de vivres et de distribuer eux. Pour confirmer leur participation aux manifestations, les partis unioniste et national ont publié des déclarations dans soutien à ces manifestations et, lors de leur sixième jour, elles étaient dirigées par le Syndicat des professionnels soudanais, qui a adopté la remise d'un mémorandum à la Présidence de la République comprenant un seul point, qui était d'exiger que le président Omar al-Bashir quitte le pouvoir. Dans ce contexte, le Syndicat a diffusé ce mémorandum à des représentants de l'Union européenne et des ambassades de nombreuses capitales internationales, au cours desquelles des manifestations des communautés soudanaises ont également éclaté devant les ambassades soudanaises pour soutenir la demande de Le président Al-Bashir doit démissionner.

Malgré l'interruption des études à tous les niveaux par le gouvernement à Khartoum et dans l'État de Sennar, les manifestations

ont maintenu leur continuité et leur expansion quantitative et géographique. Ces manifestations ont semé la confusion

les positions présidentielles et gouvernementales à leur sujet. Alors que le chef du renseignement, Salah Gosh, accusait

les manifestants d'être un outil entre les mains des renseignements israéliens, ou les cellules du Darfour affiliées à l'opposant Abdel

Wahid Nour, le président Al-Bashir jugé - à la veille de remettre le mémorandum de démission au Républicain

Palais - contenir les manifestants en reconnaissant la légitimité du mouvement citoyen et en promettant

des réformes radicales et des projets de développement. Mais il revient rapidement sur sa position, accusant les opposants

de Gezira, état d'être des « traîtres » et des « agents », déplacés par des mains étrangères, étant donné ce qu'il a décrit comme son

La position « de principe » et le siège du Soudan par l'Occident !!! La politique d'escalade du président Al-Bashir a été

liée à la capacité des forces de sécurité à empêcher les manifestants d'atteindre le Palais républicain et

son évaluation selon laquelle les outils sécuritaires de répression sont toujours efficaces.

Au niveau des services de sécurité, on constate également une certaine disparité et confusion, comme les partis pris de l'armée

Des commandants en faveur des manifestations sont apparus à Atbara dès les premiers jours, ce qui a renforcé les craintes quant aux

possibilité d'un coup d'État militaire mené par des éléments affiliés au Front national islamique, dans le but de contenir le

manifestations de masse et opérer un changement formel. En lui déracinant la tête, le régime n'a fait qu'exiler Mohamed Hamdan, ce qui

permet de préserver les intérêts des élites existantes. Cela a coïncidé avec Dagalo Hemedti, le commandant de la

Forces de soutien rapide, jouant un rôle dans la répression des manifestants. Mais l'Armée nationale a rapidement lancé un

déclaration la veille de la manifestation du palais dans laquelle il affirmait son ralliement à ses dirigeants, et le

cohésion entre tous les services de sécurité de l'État : l'armée, la police, les Forces d'Appui Rapide et l'Intérieur

Service de sécurité. Cependant, Hemedti revint une fois de plus pour exprimer son désaccord sur cette situation, et même

a critiqué les conditions existantes, soulignant une fois de plus que ses forces n'étaient pas impliquées dans la répression des manifestations

par les Soudanais, tout en donnant un sentiment de légitimité à ces protestations et en exigeant la nécessité d'améliorer la vie des Soudanais

#### Scénarios ouverts

Le récent soulèvement populaire ne semble pas surprenant aux observateurs des affaires soudanaises, car les tensions politiques dans ce pays

Le Soudan a vécu longtemps et l'instabilité sécuritaire au Darfour et au Kordofan Sud a eu des conséquences négatives.

impact sur la stabilité de l'État. En outre, le pouvoir absolu exercé par le président Al-Bashir au cours de la dernière période

est devenu un sujet de préoccupation internationale. De nombreuses initiatives régionales ont été lancées pour remédier à ces problèmes.

congestions, tant au niveau africain que dans ce que l'on appelle le

Le président sud-africain Mbeki, ou les initiatives du Golfe depuis les élections de 2015, qui reposaient sur l'offre d'un

une sortie sûre pour Bashir en échange de sa protection contre les poursuites devant la Cour pénale internationale. Cependant,

ces initiatives n'ont pas réussi à résoudre la crise du régime soudanais. L'initiative de Mbeki a échoué

semaine avant le déclenchement des manifestations dues aux rivalités entre les forces du « Soudan Call » (un

coalition d'opposition). L'initiative du Golfe n'a pas non plus réussi à atteindre son objectif en raison de l'incapacité des parties à parvenir à un accord.

D'accord avec Al-Bashir.

La situation sécuritaire au Soudan est encore compliquée par les relations étroites qui unissent le régime à l'islam politique.

organisations, notamment les Frères musulmans, et la présence de cellules dormantes pour ISIS, Al-Qaïda et les

Parti islamique de libération, sans parler de l'incursion du salafisme dans certains aspects de la vie quotidienne au Soudan, dont certains sont

se transformant notamment en un style salafiste djihadiste. Dans les régions d'Afrique de l'Est et centrale.

Dans ce contexte, il ne semble pas que la position internationale et régionale permettra au régime d'étendre son recours aux

violence contre le peuple soudanais cette fois-ci, pour plusieurs raisons, notamment le fait que les protestations populaires soudanaises et

les manifestations semblent se poursuivre et des dirigeants spécifiques se sont formés, représentés jusqu'à présent par le

Syndicat des Professionnels, en plus de son expansion. Géographique. Sous l'égide de cet état global de

manifestations, des fuites sont apparues - non confirmées - dans la rue politique sur l'implication de membres de la Sécurité populaire

Service (un service secret) pour liquider des manifestants non armés à balles réelles, et cela explique peut-être la chute de

le nombre de victimes est estimé par Amnesty International à 37 morts hier (25 décembre), et les Soudanais

Le gouvernement reconnaît ce chiffre, même s'il admet qu'il n'y a eu que huit morts. Le passage à la

la liquidation physique des civils signifie la possibilité que le Soudan s'ouvre à un conflit civil armé, en particulier en

à la lumière de la prolifération des armes au sein de la société soudanaise due à la propagation des conflits d'une part, et de la

présence de tendances parmi les élites Le gouvernement soudanais au pouvoir et influent pourrait compter sur les armes

pour se protéger et protéger ses biens de la colère du peuple soudanais.

Dans le cas où le Soudan s'ouvrirait au scénario d'un conflit armé, cela signifierait l'apparition d'un vide de pouvoir,

car cela apporte des sources de menaces qui permettront au Soudan de se transformer en un état d'effondrement complet, avec la sécurité pour tous.

pays entourant le Soudan, ce qui aura un impact direct sur l'ouverture du Darfour à un état de chaos sécuritaire en

ajout. en Libye, ce qui constituerait une menace pour les intérêts des pays voisins,

en Égypte et au Tchad, et en soutien à la situation sécuritaire fluide dans la région du Sahel et du Sahara, une situation qui en particulier

Paris et Washington doivent résister. Ce vide de pouvoir affectera sans aucun doute la sécurité de la mer Rouge

et le dossier yéménite, qui inquiète l'Égypte et les pays du Golfe. Ces raisons peuvent nous expliquer l'échec du Qatar à

aller de l'avant dans le soutien au Soudan, malgré l'allusion de le faire lors d'un appel entre le prince Tamim et le président Al-

Béchir. Cela explique également la visite importante du ministre égyptien des Affaires étrangères Sameh Choukry et du directeur du renseignement, le major

Le général Abbas Kamal, à Khartoum.

Tout d'abord, l'auteur de ces lignes croit fermement à la solution soudanaise à l'escalade de la crise politique soudanaise,

rompre avec le passé et maintenir la stabilité souhaitée. En d'autres termes, les Soudanais seuls et personne d'autre ne devraient prendre  
prendre les devants et détenir la solution à leur crise et à l'avenir de leur pays. Par conséquent, l'unité des Soudanais est en  
conformément à une nouvelle charte politique, constitutionnelle et sociale stricte. C'est vital pour résoudre la crise et pour le succès

d'efforts louables pour trouver une solution stratégique à ce problème.

D'un autre côté, nous devons également être réalistes et objectifs, car la crise soudanaise a d'importantes répercussions régionales.  
et les ramifications internationales. Par exemple, il est nécessaire de prendre en compte des dizaines de décisions du Conseil de sécurité de l'ONU.  
résolutions qui ont été publiées dans le passé en vertu du Chapitre Sept de la Charte des Nations Unies concernant les Soudanais  
conflit au Darfour, dont le plus important est la résolution 1593 du Conseil de sécurité des Nations Unies, publiée au titre du chapitre sept,  
qui a renvoyé la situation au Darfour devant la Cour pénale internationale de La Haye en 2005, et il existe également une  
Résolution du Congrès intitulée « Loi sur la paix et la responsabilité au Darfour et loi sur la responsabilité en matière de paix ».

(2006, qui est une législation américaine originale.

Il existe également de nombreuses décisions et déclarations publiées par le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine, en plus  
au fait que le Soudan représente un point fixe dans les réunions et les couloirs du Conseil de paix et de sécurité africain,  
les institutions de l'Union européenne et le Conseil des droits de l'homme.

Surtout, la mission politique de l'ONU connue sous le nom d'UNITAMS se démarque.

Il a été mandaté conformément à la résolution 2524 du Conseil de sécurité émise en vertu du Chapitre VI de la Charte des Nations Unies en juin.  
2020, afin d'aider les Soudanais à parvenir à une transition politique démocratique et à la paix. C'est ce qui a poussé l'ONU  
mission ces jours-ci pour s'engager à encourager les Soudanais à dialoguer entre eux afin de trouver une solution à  
leur crise. .

Il est également mentionné dans ce contexte que la plupart des résolutions internationales et des négociations internationales concernant la crise soudanaise  
reposent sur une position ferme selon laquelle la situation au Soudan représente une menace pour la sécurité régionale et internationale et  
la paix, en particulier à la lumière des crises et des guerres dans les pays voisins tels que le Soudan du Sud, l'Éthiopie, la Somalie, la Libye,  
Tchad et Afrique centrale, en plus des situations fragiles dans la Corne de l'Afrique et dans la région du Sahel en général.

Personne n'est donc surpris par les efforts régionaux et internationaux visant à aider les Soudanais à trouver une solution à leurs problèmes.  
crise politique qui menace l'effondrement et la fragmentation de l'État, en particulier à la lumière de l'escalade de la crise.  
révolution contre le coup d'État, et son coût élevé en vies humaines et parmi les jeunes, en raison de la répression des autorités.

Le coup d'État a bloqué l'horizon d'une solution politique et l'a « enraciné » dans la gouvernance, dans une tentative de fortifier et de protéger le coup d'État.  
leadership des mesures et procédures nationales et internationales de responsabilisation par le biais de la Cour pénale internationale.

Annoncer

Ce contexte confirme clairement que l'intersection entre le national, le local, le régional et l'international est absolument nécessaire.  
pour délimiter l'ampleur de la crise soudanaise, et ce phénomène est inhérent aux affaires soudanaises depuis plus de 30 ans, que

Depuis l'époque du défunt régime de Béchir, qui s'est livré à de graves violations des droits des citoyens soudanais, en  
outre son implication dans des interventions négatives et imprudentes à dimension régionale et internationale qui représentaient un  
violation flagrante du droit international, qui a exposé le Soudan à des sanctions internationales, ce qui

Briser l'isolement du pays à l'époque de l'ancien régime autoritaire.

Après le succès de la glorieuse Révolution de décembre qui a renversé le régime de Béchir en avril 2019, de nombreux acteurs régionaux et  
Les puissances internationales sont descendues au Soudan, essayant de contenir ou d'exploiter le nouveau régime formé après le renversement du Soudan.  
le régime Bashir, conformément à leurs intérêts et priorités stratégiques. Il ne fait aucun doute que cette soit extérieure de...

Le cas soudanais montre et incarne clairement la contradiction entre les intérêts régionaux et internationaux, d'une part, et  
Les intérêts vitaux et stratégiques soudanais d'autre part.

Il est vrai que les intérêts et les stratégies des puissances régionales et internationales ne sont pas nécessairement identiques ou homogènes.  
concernant le Soudan, mais la plupart des intérêts régionaux et internationaux ne sont pas à la hauteur et diminuent devant le « plafond » des  
les aspirations et les aspirations du peuple soudanais à une révolution complète et réussie ou à un changement révolutionnaire radical.

Par conséquent, ce mouvement politique au centre et en marge de la crise reste un grand défi pour le succès ou l'échec du  
efforts régionaux et internationaux pour contribuer à résoudre la crise soudanaise.

Dans ce contexte, il existe quelques exemples qui reflètent la réalité des différends et des conflits entre régions et  
axes et parties internationaux concernant la crise soudanaise, ce qui à son tour a eu un impact négatif sur l'unité et  
indépendance des partis soudanais :

- L'axe tripartite arabe, composé de l'Égypte, de l'Arabie saoudite et des Émirats, était son
- Des approches et des positions quasiment coordonnées à l'égard de la crise soudanaise et de ses acteurs au début de l'automne  
du régime de Béchir et la formation du système de partenariat civil et militaire qui est né de ses ruines, au sein du  
cadre de l'approche axe dans la région et dans le monde, sauf qu'il existe de réelles divergences et  
différences qui sont apparues dans l'approche d'un pays et d'un autre dans cet axe en ce qui concerne l'avènement du  
crise, l'Égypte, qui se caractérise par une relation historique profonde avec le Soudan, a de multiples  
dimensions, dont la plus importante est le voisinage direct de la frontière, en plus des déterminants du conflit  
sur les eaux du Nil, outre les considérations vitales du conflit historique entre l'État égyptien et l'État éthiopien,

Par exemple là

Toutes ces données et faits stratégiques relient toute approche égyptienne de la situation au Soudan à une question directement liée à

La sécurité nationale stratégique de l'Égypte. C'est pourquoi les responsables égyptiens défendent souvent leur politique à l'égard du Soudan en disant :

que si le Soudan brûle, l'étincelle et les fragments parviendront directement à leur pays.

En cela, ils tentent de faire la distinction entre le rôle sensible et juste du rôle égyptien et le rôle de certains autres acteurs régionaux secondaires.

pays impliqués dans les affaires soudanaises, mais la réalité est que l'approche et les positions égyptiennes sont basées sur une sensibilité excessive

envers les révolutions soudanaises qui impliquent les programmes d'un régime civil démocratique, ce qui rend l'Égypte officielle méfiante à l'égard des civils.

Les bellicistes, et donc historiquement, préfèrent soutenir exclusivement le pouvoir de l'establishment militaire soudanais officiel.

C'est pourquoi de nombreux partis soudanais et internationaux affirment que l'Égypte adopte le coup d'État de Burhan, mais ils sont contrariés par son

faiblesse et manque de rigueur dans la résolution des problèmes.

Bien entendu, ce soutien et l'adoption par l'Égypte de la direction de l'establishment militaire n'incluent pas le soutien rapide.

Commande. L'Égypte considère avec prudence et une nette suspicion la personnalité du commandant du soutien rapide, le général Mohamed

Hamdan Dagalo, mais cela ne veut pas dire qu'il ne s'occupe pas des dirigeants civils soudanais des dirigeants des groupes armés.

Les dirigeants politiques, et ces dirigeants sont souvent hébergés au sein

partis et mouvements, comme il l'a fait

relations avec les efforts visant à résoudre la crise.

• D'un autre côté, l'approche des Émirats arabes unis est basée sur des considérations de lutte contre les mouvements politiques islamiques et économiques.

intérêts et accroître son influence dans la Corne de l'Afrique et sur le continent africain en général, en plus de

considérations et exigences géostratégiques liées à sa guerre au Yémen et à son besoin de combattants soudanais. Donc,

bien que les Émirats arabes unis aient pénétré l'élite politique civile, comme l'Égypte, ils préfèrent un régime militaire au Soudan, et donc

soutient les chefs militaires, notamment le général Hemedti, commandant des Forces de soutien rapide. Quant au Royaume

de l'Arabie Saoudite, sa priorité est sa guerre existentielle au Yémen, dans laquelle elle fait intervenir des soldats soudanais, en plus des

considérations d'intérêts économiques et d'influence régionale. Dans la région, ce qui a poussé l'Arabie Saoudite à suivre

suivre la même voie que l'Égypte et les Émirats arabes unis : ne pas sous-estimer la pression et l'implication américaines dans le soutien aux

militaire, mais les forces européennes et internationales qui demandent à ces pays de faire pression sur Al-Burhan et Hemedti pour qu'ils

se retirer du coup d'État et faire place à un régime civil complet.

• Dans le contexte du continent africain, son union joue un rôle important dans la résolution de la crise soudanaise, car elle est le

organisation ayant la compétence et le mandat de préserver et de maintenir la paix et la sécurité en Afrique. C'était

clair dans la médiation de l'Union africaine entre les civils et les militaires et l'achèvement du partenariat fragile

entre eux conformément au document constitutionnel, qui a duré deux ans jusqu'à ce qu'il soit avorté par

preuve. Avec son coup d'État du 25 octobre 2021, mais il y a des critiques sur le rôle de l'Union africaine dans la crise soudanaise.

crise, car beaucoup voient son approche de la crise comme étant orientée vers



Les militaires, car ce syndicat est un club de certains présidents dictatoriaux qui ne préfèrent pas forcément  
régime civil et démocratique au Soudan.

• De l'autre côté, il y a Israël, qui est entré dans la ligne de crise soudanaise. Il a été initialement introduit par le  
militaires, dans le but d'assurer leur position au pouvoir en partant du principe qu'il s'agit du passage fortifié vers  
l'administration américaine. Il est vrai que le gouvernement Hamdok a proposé des relations avec la partie israélienne, mais c'était  
une tentative qui n'a pas décollé. Sur une base stratégique ou sur une politique étrangère solide, certains observateurs affirment donc que le  
Les efforts du précédent gouvernement Hamdok s'inscrivaient dans le cadre du conflit entre les civils et les civils.

composantes militaires sur la gestion du dossier des relations extérieures, en plus des considérations de  
satisfaire certaines des parties régionales impliquées dans la normalisation avec Israël, mais « l'État hébreu » ne le fait pas.

ont une profonde influence au Soudan, car leurs relations sont superficielles et limitées à la direction des factions du  
l'establishment militaire.

• Dans le contexte international, les pays de la Troïka (États-Unis et Royaume-Uni) ont déployé des efforts  
et Norvège), outre la France, ont déployé des efforts importants pour soutenir le gouvernement de transition dirigé par  
Hamdok, qui a aidé le Soudan à s'intégrer dans le système financier et économique international, ce qui l'a distingué

La situation s'est poursuivie jusqu'au coup d'État du 25 octobre, et les efforts des Américains et des Européens ont contribué à mettre fin à la situation.  
pression sur Burhan. Pour réduire la violence contre les manifestants civils pacifiques, il ne fait aucun doute que  
les efforts de l'administration Biden et son implication dans la crise méritent d'être salués. Cependant, le  
L'administration américaine manque toujours d'une vision stratégique unifiée concernant la crise au Soudan, alors que les efforts et  
les approches sont dispersées entre les deux parties du Congrès, le Département d'État et le gouvernement américain.

communauté du renseignement.

Enfin, pour que l'initiative de la mission onusienne visant à résoudre la crise réussisse, il faut œuvrer pour faire pression sur Al-Burhan.  
mettre fin à la violence contre les manifestants pacifiques, en plus de freiner la violence contre les civils dans les zones de conflit qui sont  
on assiste à un effondrement de la sécurité, comme c'est le cas au Darfour. Il faut également faire pression sur Al-Burhan et ses  
partenaires à reculer. À propos des procédures de coup d'État.

D'autre part, l'unité des partis soudanais conformément à une nouvelle charte politique et constitutionnelle et à un

Un centre de leadership unifié est une étape clé vers la solution. La représentation des partis politiques et des mouvements armés est  
un droit important, mais la carte de l'action révolutionnaire et politique a radicalement changé, il est donc nécessaire  
que les jeunes des comités de résistance et les victimes des guerres prennent les devants. Les déplacés, les réfugiés et  
forces sociales sorties du sein de la crise, efforts et formules de solutions, et cette étape est essentielle à la lumière de laquelle  
le succès ou l'échec des efforts nationaux, régionaux et internationaux dans ce contexte est décidé.

Ce qui témoigne d'intenses interférences politiques internes et externes.

Il est important de se concentrer sur les questions majeures liées aux racines de la crise, telles que les questions de justice et  
responsabilité, parvenir à une paix globale, à l'économie et au droit électoral, afin que la communauté internationale  
une initiative ou un processus politique ne se transforme pas en un nouveau processus de quotas qui aggrave et complique la crise, tout comme  
la pression sur les pays de la région est inévitable. Alors ne continue pas à approfondir

Désaccords entre Soudanais ou encouragement des ambitions militaires pour faire avorter les aspirations des Soudanais

pour un régime civil démocratique. Il est également important pour l'unité de la communauté régionale et internationale dans son effort de conciliation.

efforts, et surtout, s'abstenir d'utiliser le conflit entre les axes qui les opposent au Soudan pour le bien

d'un régime civil démocratique là-bas.

Les répercussions du conflit entre le Soutien Rapide et l'armée sur le processus politique au Soudan

---

Cet article d'analyse traite des répercussions du conflit entre l'armée et le Soutien Rapide sur le territoire.

processus politique au Soudan après la montée des craintes d'affrontements armés entre les deux forces après des différends

Des différends liés à des questions internes et régionales ont fait surface entre Muhammad Hamdan Dagalo et Abdel Fattah al-Burhan.

Le rythme des désaccords s'est intensifié entre certains des dirigeants de l'armée soudanaise, Abdel Fattah Al-Burhan,

Shams Al-Din Al-Kabashi et Yasser Al-Atta, ainsi qu'entre le commandant des Forces de soutien rapide, Hamdan

Dagalo, et son frère, Abdel Rahim Dagalo (1),

Après une série d'échanges médiatiques au cours des dernières semaines ; Cela a touché

les questions controversées les plus importantes liées à la nécessité d'intégrer un soutien rapide dans les forces armées, ainsi que

Sur l'avenir du processus politique, en particulier les points liés à l'achèvement du chemin de la démocratie civile

transition; En formant un gouvernement civil qui gèrera la période de transition jusqu'à son terme en organisant des élections libres et équitables.

élections (2).

Les craintes d'un déclenchement d'affrontements armés entre les forces de soutien rapide et les forces armées se sont accrues après

des différends ont fait surface entre Muhammad Hamdan Daglo et Abdel Fattah al-Burhan, des différends liés aux conflits internes et

questions régionales (3). Sur la base de ce qui précède, ce document analytique abordera les répercussions du conflit entre

l'armée Soutien rapide au processus politique au Soudan.

Premièrement : le soutien rapide : émergence, montée en puissance et influence

Au Soudan, le recours aux milices, aux formations militaires et aux groupes armés irréguliers n'est pas une nouveauté. Ces forces

activement participé à la guerre civile au Soudan du Sud : la Défense populaire, l'Armée de la paix et les forces amies, jusqu'à

la signature de l'Accord de paix global à Nairobi ( 4).

Après le déclenchement de la rébellion au Darfour en 2003, le gouvernement a de nouveau eu recours et s'est souvent appuyé sur

milices armées. En raison de nombreux facteurs et considérations, notamment : la nature de la guerre choisie par les mouvements armés ;

Elle s'appuyait sur la stratégie de blitzkrieg, qui repose sur la règle : « frapper et fuir », et les armées régulières échouent souvent.

Réaliser des victoires dans cette guerre (5) . Il ne faut pas oublier la dimension ethnique et civile qui assombrit ces

guerres, représentées par la présence d'un grand nombre de membres des groupes qui se sont rebellés au sein des forces armées comme

des soldats et des sous-officiers, ce qui fait craindre au gouvernement une rébellion au sein de l'armée. Dans le cas où

mener des opérations militaires qui vont au-delà des coutumes militaires et des règles du droit international humanitaire (6).

Il fallait créer des forces qui suivraient la même méthode pour affronter les mouvements armés qui  
eu recours à des guerres d'usure. Comme il ne s'agit pas de contrôler ou de conserver des villes et des villages, mais plutôt de  
épuiser et épuiser l'autorité en place (7) .

Les milices armées que le gouvernement a utilisées au Darfour pour réprimer la rébellion des mouvements armés ont  
développé, en commençant par les milices Janjaweed, puis en passant par les forces de garde-frontières opérant sous le commandement de  
Forces armées. Finalement, en 2013, les Forces de soutien rapide ont été créées, qui ont absorbé tous les éléments du  
les forces des gardes-frontières et toutes les autres milices au Darfour (8). Ils se sont affiliés à la Sécurité Nationale et  
Service de renseignement sous la direction du général de brigade Muhammad Hamdan Dagalo. C'était une chose étrange ;  
Aucun chef de milice n'a reçu de grade militaire. Ces forces ont participé à des batailles décisives. Ce qui a contribué à  
l'augmentation de son influence, comme la bataille de Goz Dongo en avril 2015, en plus des batailles avec les  
Mouvement populaire de libération du Soudan dans le Nil Bleu et le Kordofan Sud (9).

Un décret a été pris en avril 2016 plaçant ces forces sous la tutelle du Président de la République,  
Commandant en chef des forces armées. En janvier 2017, le Parlement a adopté les Forces de soutien rapide  
Loi; En tant que forces indépendantes affiliées à la Présidence de la République (10).

Quoi qu'il en soit, il ne peut être caché aux rôles régionaux et internationaux qui ont directement contribué à  
leur rôle dans la limitation de la propagation La montée en puissance et la reconnaissance des Forces de Soutien Rapide, notamment  
criminalité organisée transfrontalière telle que la traite des êtres humains et l'immigration illégale, en particulier dans le  
Désert du Sahara suite à l'effondrement du régime de Mouammar Kadhafi en octobre 2011. Cela s'ajoute au  
la participation active des Forces de soutien rapide à la tempête décisive au Yémen aux côtés des Forces  
La coalition arabe en mars 2015. Nul doute que la montée du Soutien rapide est aussi liée  
Salut dans Avec le bruit des ailes au sein du gouvernement soudanais ; Où Taha Othman Al-Hussein a joué un rôle central  
Cela (11).

Lors des protestations et manifestations qui ont éclaté au Soudan de décembre 2018 jusqu'à la chute du président  
régime d'Omar al-Bashir en avril 2019, et le parti pris du Comité de sécurité en faveur de  
face aux aspirations de la rue cherchant à renverser le régime d'Omar Hassan al-Bashir, des accusations ont émergé  
contre lui de la responsabilité du... massacre du commandement général à Il y a eu un changement aussi Prise en charge rapide en support  
de juin 2019 (12).

!  
Oh, dans la négociation qui a conduit à la signature Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti, a joué un rôle central  
Sur le document constitutionnel, en août 2019, après quoi la composante militaire (l'armée et le soutien) et le  
les forces politiques (les Forces de liberté et de changement) ont conclu un partenariat à tous les niveaux de gouvernement. Aussi  
Le Commandant des Forces d'Appui, Mohamed Hamdan Dagalo, a pu contribuer directement au succès de  
les discussions qui ont eu lieu dans la capitale du Soudan du Sud, Juba, et qui ont abouti à la signature de l'Accord sur le Soudan  
Accord de paix entre le gouvernement de transition et les mouvements armés (Justice et Égalité – Armée de Libération).

Soudan, dirigée par Minni Arko Minawi, l'Alliance soudanaise (Alliance des mouvements de libération), en octobre 2020. Le Rapid

Le soutien a également permis de créer un empire économique grâce au commerce de l'or et au contrôle des mines de Jebel Amer, de Sango, du Nil, le Nil Bleu et le Kordofan Sud, ainsi que des entreprises liées à la construction et à la sous-traitance. (13).

Deuxièmement : Points de discorde entre Rapid Support et l'armée

En juin 2021, le Premier ministre soudanais démissionnaire, Abdallah Hamdok, a lancé une initiative visant à renforcer la voie du transition civile démocratique; Il a souligné la nécessité de réformer les services de sécurité et militaires et de surmonter les points de désaccord.

Ce qui confirme que les points de désaccord sont anciens et renouvelés (14), et les plus marquants de ces points sont :

#### 1. Intégrer le soutien rapide dans l'armée

L'accord-cadre a été signé entre la composante militaire « l'Armée et l'Appui Rapide » et les forces politiques « l'Armée et l'Appui Rapide ». Forces de liberté et de changement et le Conseil central » le 5 décembre 2022, et l'une de ses dispositions les plus importantes était un plan pour une réforme sécuritaire et militaire, qui est censée se dérouler à travers une conférence à laquelle participent les forces politiques.

Adhérer à l'accord de Juba Mouvements civils et armés

Pour la paix, cela passera par l'initiation du processus d'intégration et de démobilisation des éléments des Forces de Soutien Rapide. et les Forces du mouvement armé. Dans le même temps, l'accord-cadre indiquait que le Président de l'État est le

Commandant suprême des forces de soutien rapide (15) .

Certains analystes estiment que le différend entre Al-Burhan et Hemedti porte sur l'avenir politique de chacun d'eux, et c'est ce qui se passe.

Cela ressort clairement de la demande d'Al-Burhan d'intégrer le soutien rapide dans l'armée comme condition.

Poursuivre le processus politique. Même si cela était mentionné dans l'accord-cadre, il existait des différences plus profondes, et dans le même contexte Cela fera l'objet d'un accord et servira peut-être de base aux calendriers de l'opération rapide.

Soutenir les demandes de restructuration et de réforme de l'armée, comme le stipule l'accord de paix de Juba (16).

Certains pensent que la fusion du Soutien Rapide signifie qu'Hemedti et les dirigeants du Soutien Rapide perdront les acquis

accumulées depuis son ascension à la fin de l'ère du président déchu, Omar al-Bashir, en plus des risques qui en découlent.

En conséquence, des menaces pèsent sur lui, notamment la possibilité d'être jugé pour des accusations liées à des crimes et violations au Darfour.

Et le Nil Bleu et la dispersion du sit-in du commandement général en 2019. Le processus d'intégration du soutien rapide ne sera pas

facile, car cela n'est pas seulement lié à l'élaboration d'un plan technique, ni même à la disponibilité d'allocations financières, mais plutôt à une étroite collaboration.

(17). à la position de ses dirigeants, notamment Mohamed Hamdan Dagalo, sur la scène politique plan. C'est étroitement lié

#### 2. Le processus politique

Dès le premier instant, Mohamed Hamdan Dagalo a confirmé son soutien au processus politique et à la passation du pouvoir à un civil.

gouvernement. En conséquence, on peut dire qu'il cherche constamment à gagner en légitimité et en reconnaissance.

Par les forces politiques afin de rester efficace sur la scène politique. Pour ce faire, il a construit un réseau

A partir d'alliances politiques, tantôt avec l'armée, tantôt avec les forces de la Déclaration de Liberté et de Changement, et en tant que

En conséquence, il a obtenu de grands gains politiques. Il a souligné à plusieurs reprises la nécessité de remettre le pouvoir aux civils, et ne pas permettre que des manifestants soient attaqués. Il a également confirmé ses remords d'avoir participé au coup d'État du 25 octobre 2021 (18).

Peut-être que l'intérêt d'Hemedti en exigeant le transfert du pouvoir aux civils est d'obtenir la reconnaissance de lui par les forces politiques comme un partenaire de la transition et de travailler avec eux pour faire face aux pressions des forces armées. et depuis

Avec la formation du premier gouvernement de transition, Hemedti a fait ses premiers pas vers l'établissement des bases du contrôle sur

la fonction publique, en contrôlant les travaux publics et les employés, notamment dans le secteur des enseignants et des électriciens (19).

Certains rapports ont révélé qu'un certain nombre d'employés travaillent chez Hemedti ; Elle emploie environ huit mille personnes

diverses spécialisations, et ils travaillent dans des entreprises commerciales, industrielles et médiatiques et dans des organisations civiles, et ces employés

recevoir environ six mille dollars. Les inquiétudes de l'armée découlent de cette évolution, d'autant plus que le Soutien Rapide a relations privilégiées avec les mouvements

Il a insisté sur l'accord de paix au Soudan à Juba et s'est présenté comme un adversaire.

Celui qui est armé

Il flirte avec eux parfois. Cependant, le nœud du litige réside dans le contexte de l'accord-cadre

Aux islamistes,

même si le Soutien rapide, dirigé par Hemedti, s'est engagé à former un gouvernement civil limité, tandis que l'armée s'est engagée à former un gouvernement civil limité.

à la formation d'un gouvernement à large assise doté d' [un consensus national \(20\)](#).

Troisièmement : Le rôle extérieur : arabe

Des pays comme l'Égypte et les Émirats arabes unis sont considérés comme des alliés de l'ensemble du monde.

Les forces militaires au pouvoir au Soudan, dirigées ensemble par Al-Burhan et Hemedti ; Donc les positions de ces pays

Cela varie en cas de litige entre les deux hommes. L'Égypte, en particulier, est considérée comme l'allié le plus important de l'establishment.

Militaire, et cette tendance s'est accentuée après l'arrivée au pouvoir du président égyptien Abdel Fattah El-Sisi. La scène d'Al-Burhan donnant aux militaires

le salut rendu à Sissi au Caire ne sera pas oublié. D'après cette photo, on a compris que...

Cela reflète l'intimité de la relation entre les deux parties. Patrick Smith, rédacteur en chef du magazine Confidential Africa, affirme que le

Les Egyptiens préfèrent Al-Burhan car il a reçu sa formation militaire au Caire (21).

Même si les États-Unis d'Amérique sont plus proches des forces civiles soudanaises et soutiennent la transition démocratique, avec la possibilité d'un

un conflit éclatant entre l'armée et le Soutien Rapide, sa position sera décisive en faveur de l'armée. Le Caire cherche à renforcer

Les relations de Washington avec les forces soutenant Al-Burhan

Via Saleh Gosh, ancien directeur du renseignement, qui réside au Caire (22).

Quant aux relations entre Abdel Fattah Al-Burhan et les deux pays des Émirats d'Arabie Saoudite, elles sont distinguées et ont coopération mutuelle dans divers domaines. Toutefois, la relation entre Muhammad Hamdan Dagalo, commandant des Forces de soutien rapide,

Avec les Émirats arabes unis, c'est particulier ; Là où le Soutien Rapide lui exporte de l'or, ce qui est

Hé. Hemedti et sa famille contrôlent les mines

Des exportations évaluées à 16 milliards de dollars par an

L'or au Darfour via la société Al-Junaid, qui investit d'énormes sommes d'argent, fait probablement gagner Hemedti

L'homme le plus riche du Soudan (23).

En février 2022, le commandant des Forces d'Appui Rapide, Mohamed Hamdan Dagalo, a mené

une visite d'une semaine à Moscou. Les discussions avec les Russes ont porté sur la reconsidération de l'accord

Établir une base russe au Soudan. L'accord militaire entre le Soudan et la Russie prévoit l'autorisation

la conservation de quatre navires de guerre et la création d'une base navale pouvant accueillir jusqu'à 300 hommes russes

soldats, y compris des navires à propulsion nucléaire à Port-Soudan. Ainsi, la base garantit une présence permanente

prolongation automatique pour dix ans de la marine russe en mer Rouge pour une durée de 25 ans, avec une

ans, en échange de la fourniture au Soudan d'armes et d'équipements militaires, et l'exploitation minière est considérée comme l'un des

des intérêts stratégiques de la Russie au Soudan (24).

En 2019, Mohamed Hamdan Dagalo a signé un contrat d'une valeur de six millions de dollars avec la société Alaqat.

Son propriétaire est Ari Ben Menashe, un ancien officier des renseignements israéliens, étroitement lié aux pressions.

groupes et groupes de pression au Canada, et certains rapports indiquent qu'il travaille pour le Soutien rapide soudanais au sein du

Institutions israéliennes et internationales. En novembre 2022, les médias ont indiqué que les Forces de soutien rapide

avait obtenu d'Israël des systèmes et des technologies d'espionnage modernes. Ils ont également confirmé que le Rapid

Les Forces de soutien ont été parmi les plus importants partisans de la voie de la normalisation et de la signature du

les accords abrahamiques entre le Soudan et Israël (25).

Quatrième : scénarios attendus

Après des semaines de désaccords et d'escalade, Abdel Fattah Al-Burhan, Mohamed Hamdan Dagalo et les Forces de

Liberté et Changement se sont réunis et il a été convenu de former un comité militaire conjoint pour gérer la situation sécuritaire dans le pays.

pays. Ce qui ouvre la porte à l'achèvement du processus politique après l'impasse dans laquelle se trouvent les relations

entre les deux partis militaires, en raison des divergences de vues entre l'armée et le Soutien Rapide (26).

À la lumière de ce qui précède, nous essayons de présenter les scénarios attendus, qui sont les suivants :

Premier scénario

Il s'agit d'achever le processus politique et d'avancer sur le dossier de l'intégration et de la démobilisation, notamment

Révision de l'accord de paix de Juba dans le cadre de Lié aux Forces de Soutien Rapide et aux mouvements armés

Un plan plus large de réforme des institutions du secteur militaire et de sécurité, jusqu'à parvenir à une armée nationale

avec une doctrine de combat. Pour y parvenir, les forces politiques et civiles s'appuient sur une mobilisation internationale croissante.

pressions, qui incluent l'imposition de sanctions contre les dirigeants du Soutien Rapide et leurs sociétés affiliées

opérant dans de vastes secteurs tels que les mines, la construction, les routes, les ponts et autres. Et de

Oh, et c'est via la configuration Dans ce scénario, Mohamed Hamdan Dagalo peut rester politiquement actif

Oh, et gagner les élections Quel pays Oh et au niveau régional Un parti politique qui exploite les alliances qu'il a bâties

À venir.

Deuxième scénario

Cela signifie la survenue d'affrontements armés à grande échelle et de guerres urbaines à Khartoum et ailleurs, après l'arrivée des renforts militaires des Forces d'Appui Rapide, un large déploiement militaire des forces armées forces armées, et une augmentation du nombre de points focaux et de points d'inspection dans les villes de la capitale, Khartoum. Les résultats de cette volonté soit le Soutien Rapide prenne le contrôle du pouvoir dans le pays, et cela ne se fera qu'en contrôlant les forces armées. forces armées et destituer leurs dirigeants actuels qui ont des réserves sur le soutien rapide et sa légitimité, ou sur le la victoire de l'armée sur le Soutien Rapide, puis sa liquidation, l'intégration de certains de ses éléments dans l'armée, et amener ses dirigeants à des procès. Accusations militaires pour atteinte à l'ordre constitutionnel et rébellion contre l'État, comme cela s'est produit lors de la rébellion de l'Autorité opérationnelle du Service de sécurité et de renseignement en janvier. .2020

Troisième scénario

! Oh influent, Non, l'armée peut jouer un rôle politique Le maintien des Forces de soutien rapide signifie une entité indépendante Cela passe par des partenariats et des accords avec certains dirigeants de l'armée, ainsi que par des relations distinguées. Avec les forces politiques et civiles, les ordres soufis et les administrations civiles, surtout après la récente déclaration d'Hemedti que participer au coup d'État du 25 octobre 2021 était une erreur et qu'il l'a regretté ; Cela signifie adopter l'achèvement du processus politique et la remise du pouvoir aux civils. Grâce à cela, Muhammad Hamdan Dagalo vise à gagner légitimité et reconnaissance pour lui-même et pour les Forces d'Appui Rapide, indépendantes de l'armée, afin de préserver son et les acquis des forces alliées avec lui, et pour qu'il puisse affronter les dirigeants des forces armées.

Conclusion

Il convient de souligner que le secteur militaire et de sécurité au Soudan a besoin d'une réforme globale. Le Soudan L'accord de paix de Juba, ainsi que l'accord-cadre, l'ont confirmé, mais il semble que de nombreux dirigeants L'armée et les forces de soutien rapide, voire certaines forces politiques et civiles, ne veulent pas mettre en œuvre cette mesure. La formation d'une armée nationale dotée d'une doctrine de combat qui défend les frontières et assure la sécurité Oui Cela signifie Le nationalisme soudanais et l'intégration du Soutien rapide et d'autres groupes armés dans une armée nationale s'affaiblissent le Soutien Rapide et limite son influence et sa montée en puissance, ce qui signifie la disparition de ses acquis au profit de l'état. De plus, cela fait décliner les projets de certaines puissances régionales et internationales en Afrique, notamment Émirats arabes unis et Russie. . La question de l'intégration du soutien rapide dans l'armée est donc une question complexe dimensions régionales et internationales, et la mise en œuvre de son intégration nécessite de la volonté et de la détermination, ce qui n'est pas le cas toutes les parties à la crise l'ont fait.



(1) Voir : Désaccord entre les deux généraux... Scénarios post-conflit, journal Al-Rakouba

site Internet, 26 février 2023 ( date d'accès : 10 mars, <https://bit.ly/3JGXR0,>)2023

(2) Voir : Rapport du Washington Post : La lutte d'influence s'intensifie entre Al-Burhan et Hemedti au Soudan, site Al-Khaleej Al-Jadeed, 24 octobre 2022 (date d'accès : 10

<https://bit.ly/40dcbvM> mars 2023

(3) Shamael Al-Nur, Comment un chef de milice a-t-il accédé au pouvoir au Soudan, Al-Safir Al-Arabi journal, 17 juillet 2019 (consulté : 10 mars, <https://bit.ly/3IIDRjt> :

)2023

(4) Shamael Al-Nour, même source.

(5) Voir : Après les désaccords entre Hemedti et Al-Burhan... voici les alliés les plus marquants des deux hommes et qui sont les plus forts, et les possibilités d'affrontement entre l'armée et la Support rapide, site Web d'Arabi Post, 21 février, <https://bit.ly/3lc9RXj> (Date d'entrée : 10 mars 2023), (2023).

(6) Même source.

(7) Voir : Efforts visant à boucler le conflit entre l'armée et les Forces de soutien rapide au Soudan, site Internet du journal Al-Arab, 7 mars 2023 (date d'accès : mars

11, [https://bit.ly/3Jt9ZKa,](https://bit.ly/3Jt9ZKa))2023

(8) Muhammad Mustafa Jama, Soudan : Une guerre des mots entre l'armée et le Rapid Support ou une nouvelle pièce ? , 6 mars 2023 (consulté : 11 mars, <https://bit.ly/3ZYj58M> ,)

)2023

(9) Même source.

(10) Voir : Une guerre des mots entre l'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide, Site Web d'Asharq Al-Awsat, 26 février 2023 (consulté le 12 mars 2023).

[https://bit.ly/3JJQMoQ,](https://bit.ly/3JJQMoQ))2023

(11) Même source.

(12) Ismail Muhammad Ali, Le soutien rapide et l'armée soudanaise... Conflit silencieux ou Calme dépendant ?, 10 juin 2021 (Consulté : 12 mars <https://bit.ly/3Lt5CRN>),2023

(13) Même source.

(14) Al-Sadiq Al-Ruzaiqi, L'origine du conflit entre l'armée et le soutien rapide, Al-Journal Daksh News, 28 février 2023 (consulté : mars 12, <https://bit.ly/3Tmfj6u>),2023

(15) Même source.

(16) Voir : L'armée et le soutien rapide... Qui tente de les rassembler ?, Al-Sayha site Internet du journal, 2 mars 2023 (date d'accès : mars 12, <https://www.assayha.net/138508>),2023

(17) Même source.

(18) Voir : Al-Burhan exige l'intégration du soutien rapide dans l'armée... politique, militaire, et messages internationaux, site Internet d'Al Jazeera Net, 17 février 2023 (date d'accès : mars 13, <https://bit.ly/3JGtIN5> :),2023

(19) Même source.

(20) Abdel Hamid Awad, Al-Burhan et Hemedti à propos de la finale de la coupe, Bag News, 28 février 2023 (consulté le 13 mars 2023), [8JJCeW/ 3ly.bit://https://8JJCeW/3ly.bit/](https://8JJCeW/3ly.bit://https://8JJCeW/3ly.bit/)

(21) Même source.

(22) Voir : Quels sont les dossiers qui ont déclenché le différend entre Al-Burhan et Hemedti ?, Soudan Site Internet du journal Tribune, 21 février 2023 (date d'accès : 13 mars 2023). <https://sudantribune.net/article271135>),2023

(23) Même source.

(24) Abbas Muhammad Salih, Signature de l'accord-cadre au Soudan : l'avenir du Règlement politique et défis des prochaines étapes, Centre d'études d'Al Jazeera, 21 décembre 2022 (date d'accès : 14 mars 2023),

<https://studies.aljazeera.net/ar/article/5511>

(25) Même source.

(26) Muhammad Turshin, Le règlement à venir et le soutien rapide

Status, journal Al-Mithaq, 30 avril 2022

(consulté : 15 mars, <https://almeithaq.com/archives/11327> :)2023

Après une crise complexe qui a duré plus d'un an, la composante militaire soudanaise a signé un accord avec un certain nombre de

L'une des forces politiques affiliées à la faction du Conseil Central des Forces de Liberté et de Changement sur

Le 5 décembre 2022 a été appelé « Accord politique-cadre » avec un large soutien international et régional. Contre

Dans le contexte de la complexité de la scène politique soudanaise ces derniers mois, de nombreuses parties concernées au pays et à l'étranger

considérer l'accord signé avec un certain optimisme prudent, étant donné que cette étape constitue le troisième accord élargi

à signer au Soudan depuis le début de la phase de transition en avril 2019, après le document constitutionnel et le

accord. Salam Juba, qui confirme le problème dont souffre la phase de transition au Soudan, qui est un excédent de

les accords et les documents qui en découlent, en échange d'un grave déficit de mise en œuvre et de progrès tangibles

par terre. Et pendant qu'il était enceinte

Le niveau de forme et de contenu, mais il a été révélé dans

Oui L'une des caractéristiques frappantes de... En même temps, le

L'accord-cadre met en évidence un certain nombre de divergences internes importantes pour anticiper l'avenir de l'accord.

#### Soutien et opposition

L'accord-cadre a été signé entre le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan, commandant en chef des forces armées

militaires, et le lieutenant-général Muhammad Hamdan Dagalo, commandant des forces de soutien rapide, des représentants des

l'establishment militaire, ainsi qu'un certain nombre de forces politiques sous l'égide de la faction du Conseil central des Forces pour

Liberté et Changement, publié par le Parti National Umma et le Congrès soudanais. Ainsi qu'un certain nombre de

Partis politiques, mouvements et organisations à orientation ethnique et régionale.

Les interactions précédant la signature de l'accord-cadre ont révélé d'importants changements dans la carte politique soudanaise.

forces qui ont permis à la faction du Conseil central des Forces de liberté et de changement de retrouver sa position influente dans le pays.

tendances de colonisation, qui se sont faites au détriment de la faction de la Charte nationale, formée à l'origine à partir du

factions armées qui ont soutenu les décisions du Président soudanais. Conseil de souveraineté de transition en octobre 2021

La signature de l'accord-cadre a également été précédée par la direction du Parti National Umma, une série de

interactions visant à un rapprochement avec un certain nombre de forces affiliées aux mouvements islamiques traditionnels, menées par le

le Parti du Rassemblement unioniste d'origine, le Parti du Congrès populaire et le groupe Ansar al-Sunna, ce qui s'est reflété dans le

émergence d'un soutien partiel de certains éléments des trois entités de l'accord-cadre.

Mais d'un autre côté, l'accord-cadre jouissait d'un degré limité de compatibilité entre toutes les forces politiques.

les ententes et les accords signés entre les parties au Soudan depuis la destitution d'Al-Bashir en avril 2019.

Ceci est à comparer à l'accord qui a conduit à la publication du document constitutionnel en août 2019, ou à l'accord de paix de Juba.

Accord signé en octobre 2020. La liste des opposants à l'accord s'est élargie pour inclure certaines forces influentes qui

a joué un rôle majeur dans l'opposition aux décisions d'Al-Burhan de dissoudre le Conseil des ministres.

Depuis, en plus

Le Parti communiste, qui a adopté une ligne politique dure en octobre 2021, comme

ainsi que les comités de résistance, qui ont une influence tangible sur le terrain, notamment en milieu urbain, malgré leur manque de

cohésion organisationnelle.

Un certain nombre de partis d'orientation islamique ont également continué à s'opposer à l'accord-cadre car il constitue une extension

de leur exclusion de la participation effective à l'un des principaux accords de la région.

Soudan depuis la chute d'Al-Bashir, et c'est la même position adoptée par un certain nombre d'entités administratives autochtones. De même, le

Les tentatives du Parti National Umma pour parvenir à un rapprochement avec l'un des symboles n'ont pas suffi à attirer un soutien total en faveur du parti.

accord-cadre, car le soutien de Kamal Omar à l'accord a conduit l'instance du parti à publier une déclaration officielle s'opposant

D'accord, c'est quoi il.

Muhammad Al-Hassan Al-Mirghani, qui soutenait l'accord au moment de l'annonce du Parti fédéral, a officiellement réitéré son soutien à l'accord.

opposition à l'accord.

Mais ce qui est remarquable, c'est que la liste des opposants à l'accord-cadre s'est élargie pour inclure le groupe de la Charte nationale,

Pour les décisions l'establishment militaire étant une source majeure de soutien.

Les Forces de Liberté et de Changement, qui ont formé leur

alliance en octobre 2021 et par la suite, lorsque le Mouvement pour la justice et l'égalité, dirigé par Jibril Ibrahim, et le Mouvement de libération du Soudan

La faction du Mouvement, dirigée par Minni Arko Minawi, a annoncé sa vive opposition à l'accord-cadre, qui ajoute le

deux mouvements au Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord, dirigé par Abdel Aziz. Al-Hilu et Abdel Wahid

La faction Muhammad Nour du Mouvement de libération du Soudan, qui sont deux des mouvements armés les plus importants au Soudan en

en termes de capacités militaires, ont refusé de signer tout accord antérieur depuis la chute d'Al-Bashir, chacun d'eux ayant adopté

une liste stricte de revendications.

Cette nouvelle situation renforcerait la polarisation entre le centre et les marges au Soudan, le dernier accord manquant de tout

soutien direct parmi les factions armées influentes dans les régions périphériques du Soudan. Toutefois, l'approbation du cadre

l'accord pour continuer à préserver les résultats intégraux de la constitution qui sera préparée reste l'une des voies

L'accord est considéré comme faisant partie du contrat à durée indéterminée

Accord de paix de Juba pour réintégrer les factions qui ont signé l'accord de Juba de 2020 dans le processus politique consensuel

encore une fois, quelle que soit leur position sur l'accord-cadre.

Décision et report

L'article quatorze de la clause des principes généraux de l'accord politique-cadre au Soudan a approuvé le principe selon lequel « le

l'autorité de transition est une autorité civile démocratique complète, sans la participation des forces régulières », ce qui vient résoudre beaucoup de problèmes.

de la controverse qui a entravé le chemin de transition au niveau des documents antérieurs et au niveau des interactions également. Mais ça

Il est clair que ce principe constituait le seul traitement décisif du document signé, caractérisé par la nature de

report et renvoi des principales tâches de transition.

Aux périodes ultérieures, ou sous réserve de nouveaux progrès politiques au niveau de l'élargissement de la base de consensus ou si le nouveau gouvernement obtiendra des succès tangibles dans un avenir proche.

Même si l'accord-cadre prévoyait une période spécifique estimée à deux ans, au terme de laquelle la phase transitoire allait prendre fin, la rédaction du texte a commencé à compter les deux années qui ont suivi la prise de fonction du nouveau Premier ministre, ce qui signifie que l'extension du différend sur la nomination du Premier ministre entre les différentes forces politiques prolonger automatiquement la durée de la phase de transition. Compte tenu de la vacance du poste de Premier ministre en Soudan depuis environ 14 mois depuis les décisions d'Al-Burhan en octobre 2021 et les profonds désaccords qui ont suivi Concernant la nomination d'un nouveau Premier ministre, la phase de transition au Soudan pourrait s'étendre jusqu'en 2025, ce qui la qualifie pour devenir la phase de transition la plus longue parmi les différentes expériences africaines.

Sur le plan objectif, la manifestation la plus marquante de l'absence de résolution est évidente dans le recours répété à un document ultérieur, la constitution, dans la mesure où l'accord plaçait le processus d'élaboration de la constitution sous le contrôle supervision d'une commission constitutionnelle parmi les questions et tâches de la transition sans les résoudre Pas seulement un consensus sur la constitution Cependant, cela est implicitement prévu suffisamment. Bien que cela ne soit pas explicitement indiqué La nouvelle constitution se chargera également d'un certain nombre de tâches qui s'inscrivent dans le cadre du régime de transition dispositions, telles qu'énoncées dans les articles suivants, telles que celles qui définissent les structures de l'autorité de transition et stipuler que la constitution détermine les tâches La taille et les critères de sélection des membres du Conseil National Conseil législatif de transition, ainsi que les arguments en faveur des gouvernements régionaux, étatiques et locaux, du Conseil de sécurité et Conseil de défense et Conseil judiciaire intérimaire.

En outre, dans sa dernière section, le document reconnaît quatre problèmes qu'il n'a pas été en mesure de résoudre et sur lesquels il reste encore à travailler.

"élaborer l'accord-cadre" selon le texte inclus, qui sont les questions de justice et la justice transitionnelle, la sécurité et la réforme militaire, l'accord de Juba, l'achèvement de la paix et le démantèlement du sauvetage régime, à la lumière de la nécessité de consultations élargies incluant diverses parties prenantes.

Selon cette logique, l'absence de solutions décisives aux quatre questions limite la valeur ajoutée de l'accord-cadre à régler le conflit prolongé entre la faction du Conseil central des forces pour la liberté et le changement et la composante militaire au Soudan, ce qui confirme la nécessité d'une série d'avancées rapides afin d'assurer un niveau minimum de réussite pour l'accord récemment signé.

Continuité et changement

La signature de l'accord politique-cadre au Soudan a révélé de nombreux aspects de la continuité avec le logique générale selon laquelle les accords antérieurs ont été conclus et selon laquelle la phase de transition a été gérée depuis la chute d'Al-Bashir jusqu'à l'heure actuelle. L'accord reposait sur la renaissance de la logique d'un pouvoir global. le partage, qui repose sur des critères multiples, parallèles et croisés, pouvant conduire à

Compte tenu de la complexité du processus de recherche d'un consensus et de sa rédaction sous la forme d'un document contraignant, il assure en fin de compte la

Plus long. représentation d'un grand nombre de parties de manière à garantir la longévité de l'accord.

Entre les forces politiques et civiles de D'une part, l'accord-cadre est apparu comme un accord

D'un côté, l'establishment militaire soudanais avec ses deux branches, le commandement général et les forces de soutien rapide, du côté

de l'autre côté, ce qui signifie que cet accord bénéficie du soutien à la fois des éléments civils et militaires. En revanche, l'accord

reflète la logique du partage politique partisan en renvoyant un certain nombre de décisions influentes à l'accord des « forces révolutionnaires ».

qui a signé la déclaration politique », notamment la nomination du Premier ministre qui occupe le poste exécutif le plus important du pays.

phase de transition et la nomination des membres du gouvernement selon un quota partisan dont les critères n'ont pas été annoncés au

une période de transition. Accord signé.

Enfin, l'accord reflète l'adoption de la logique du partage ethnique à la lumière de la reconnaissance de la validité de l'accord de paix de Juba.

et l'accent mis sur l'importance de mettre en œuvre ses décisions, y compris les articles les plus complexes sur le plan procédural.

Comme par exemple l'intégration de forces affiliées à des factions armées ethniques dans la structure de l'institution militaire.

En outre, la tendance s'est poursuivie vers la formulation de consensus sous la forme de documents détaillés incluant de nombreux aspects procéduraux, à un moment donné.

époque où l'on pouvait se contenter d'une déclaration générale de principes qui rassemblerait le plus grand nombre de forces nationales,

tout en lançant de multiples voies de sous-négociations qui sépareraient les différents dossiers et questions et produiraient des accords. Détails plus tard.

Cette tendance s'explique par la nature du document qui a été adopté pour remédier au déficit constitutionnel existant en raison de l'absence de

complète légitimité de tout Soudan depuis le début de la phase de transition, d'où sont nés les documents convenus entre

les différentes forces politiques, dont aucune n'a été soumise à un référendum qui lui confère légitimité et immunité de juridiction.

procédures. Anti.

Même s'il existe de nombreuses manifestations de la continuité de la logique dominante depuis le début de la phase transitoire en matière de rédaction

Lors du dernier accord, les manifestations les plus marquantes du changement qu'il a provoqué ont été la définition claire des rôles et le maintien du

les forces politiques civiles qui ont signé l'accord sont entièrement responsables de la formation des structures de gouvernance de transition, représentées par le

Conseil des ministres et Conseil. Les commissions législatives, indépendantes et le niveau régional, sans aucune forme de pouvoir organique

participation avec la composante militaire « agences régulières » qui n'exercent aucune des tâches

dont la structure et la compétence ont été définies sous le nom

La gouvernance, qui comprend les forces armées, les forces de soutien rapide, la police et le service général de renseignement, est assurée

que le seul point de rencontre organique dans la structure institutionnelle du gouvernement de transition est le Conseil de sécurité et de défense, qui sera

présidé par le Premier ministre, composé des chefs des services réguliers et des ministres compétents.

Ces nouveaux arrangements créent une nouvelle situation dans laquelle les tensions entre les composantes militaire et civile sont censées s'atténuer.

réduits au minimum après avoir provoqué de multiples revers au fil des ans. Cela a été annoncé dans l'accord, mais cela ne suffit pas

garantir la maîtrise des tensions internes entre passé. Cependant, quel

En l'absence d'un texte explicite sur le mécanisme de quotas et la répartition des postes entre les différents civils composantes parmi ces composantes, et l'absence des factions armées de la signature du dernier accord, contentement d'une stipulation de la poursuite de l'accord de paix de Juba. Cette lacune s'ajoute à l'incapacité de l'accord dans son texte déclaré à aborder le pluralisme de la structure de direction dans l'armée institution en continuant à faire la distinction entre les forces armées soudanaises et les forces de soutien rapide, et stipulant seulement l'objectif d'unifier les entités militaires en intégrant les Forces de Soutien Rapide dans la structure du forces armées selon des « calendriers convenus ». Sans aucune référence à des étapes procédurales spécifiques ou à un délai annoncé cadres, ce qui conduit à davantage de tensions internes entre les composantes militaires entre elles.La porte pourrait aussi s'ouvrir Quelques.

les tenants et aboutissants

Il n'y a pas eu de changement significatif dans l'équilibre des pouvoirs soudanais depuis les décisions d'octobre 2021 qui a renversé le deuxième gouvernement d'Abdullah Hamdok jusqu'au moment de la signature de l'accord-cadre. De profondes divisions affectent toujours la majorité des forces politiques soudanaises et misent sur l'option de la protestation la mobilisation n'a plus aucune valeur effective au vu de sa transformation en une des constantes de la politique soudanaise. équation, qui confirme la crise vécue par les différentes forces politiques au pouvoir, au lieu de constituer un indicateur parallèle. Pour tester sa force relative. Les factions armées qui ont signé l'accord de paix de Juba ont également eu tendance à adopter des programmes de travail plus spécifiques après l'échec auquel ils ont été confrontés dans leur tentative d'occuper l'emplacement central. Au pouvoir, sur la base du fruit de l'expérience de l'alliance entre la composante militaire et la Charte nationale En le divisant en deux composants équilibrés faction des Forces de Liberté et de Changement. Quant à la composante militaire, elle est toujours touchée Des considérations d'intérêt les obligent à adopter des positions coordonnées malgré de profondes divergences persistantes qui existent entre les forces armées et les Forces de Liberté et de Changement.

Face à cette situation, les interactions entre les forces soudanaises n'auraient débouché sur aucune forme de consensus. ou des tentatives fructueuses pour contenir la crise sans la contribution efficace des puissances internationales, dont le rôle est fortement incarnée dans la nature et le contenu du consensus. Le mécanisme tripartite dirigé par le Groupe intégré des Nations Unies Mission d'appui à la phase de transition au Soudan (UNITAMS), aux côtés de l'Union africaine et de l'organisation intergouvernementale l'Autorité pour le développement (IGAD), a contribué à maintenir ouverts les canaux de communication indirecte entre les partis soudanais même au lendemain de la crise d'octobre 2021. Elle a également su construire une solution consensuelle. Sur la base de la nécessité affirmée de confier la gestion du reste de la phase de transition à des civils autorités, tout en conservant un rôle d'influence et de soutien à l'institution militaire, sans soulever de questions controversées avec Ce qui pousserait l'establishment militaire à adopter des positions radicales concernant la voie de la transition.

La variable externe a également contribué à créer un environnement favorable à la conclusion de l'accord-cadre. indirectement, à la lumière de la « vague conciliante » que connaît la région de l'Afrique de l'Est depuis des mois, qui a commencé avec l'élection du nouveau président somalien, Hassan Sheikh Mohamud, en mai, après une période chancelante qui s'est prolongée pendant plus d'un an, selon William Ruto. Au Kenya en août, suite aux élections et à la transition réussie de... En passant par



Dans l'ensemble, cela a créé un rare précédent dans l'histoire du pays en termes de diminution significative des indicateurs de violence électorale, et

s'est terminée par la signature d'un accord pour arrêter les hostilités entre le gouvernement fédéral éthiopien et le parti de libération du Tigré.

Front à Pretoria, en Afrique du Sud, début novembre dernier. Tout comme l'escalade des tensions régionales depuis 2020 a contribué à

l'aggravation de la situation intérieure au Soudan, la récente vague de calme a ouvert la porte à une étape positive dans le complexe

transition, d'autant plus que toutes ces mesures au niveau régional ont reçu un soutien international direct grâce à

les calculs des grandes puissances qui voient... La région de l'Afrique de l'Est est une extension naturelle

Pour les environs

Indo-Pacifique et proximité immédiate du théâtre d'opérations d'Europe de l'Est.

Dans l'ensemble, la signature de l'accord-cadre politique au Soudan a constitué une étape positive et fiable dans le lancement d'une nouvelle phase

de la phase de transition qui pourrait être plus régulière et stable que

Les étapes précédentes se sont produites après la résolution de l'affrontement entre les forces civiles et militaires, qui a déclenché une rivalité.

L'influence et la spécialisation entre les deux composantes se sont accrues et se sont étendues pendant une période dépassant trois ans. mais quoi

La campagne de divergences multiples menée par l'accord-cadre a révélé bon nombre de ses lacunes, qui le qualifient de simple

un premier pas vers une fin réussie de la phase de transition soudanaise, conduisant à un nouveau consensus bénéficiant d'un soutien plus large,

aborde diverses questions à travers des formulations décisives et présente des aspects de changement qualitatif positif. Par rapport à

traitement incomplet des précédents, il reflète également les tendances internes au règlement davantage que les équilibres internationaux.

Un jour après le début du conflit sanglant entre les forces armées soudanaises et les Forces armées soudanaises cent après Forces de soutien, l'espoir d'un règlement pacifique reste insaisissable. Des milliers de personnes ont perdu la vie et et la nature dirigée de la guerre urbaine, elle peut être exposée des millions ont été déplacés. Étant donné le coup- Les deux camps ont subi des revers majeurs, à un moment où les forces armées ont perdu le contrôle de diverses régions du pays. Soudan. Tensions sectaires complexes, intérêts politiques et alliances ethniques entre groupes armés au Darfour, Le Kordofan et le Nil Bleu soulèvent des inquiétudes troublantes quant aux perspectives à travers le Soudan. Si tous les dirigeants du L'escalade du conflit vers une guerre civile globale dans tout le Soudan est le fait de l'élite stationnée au Soudan. au milieu du Nil, la seule exception est le calife Abdullah bin Muhammad al-Taayshi (1885-1898), venu du Darfour à l'époque de l'État mahdiste.

Certains pensent que le commandant des Forces d'Appui Rapide, Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), cherche à répéter l'expérience du calife Al-Taayshi et à restaurer l'autorité des partis soudanais après un siècle, et éloigner le centre du pouvoir des peuples du Nil. Il est clair qu'il existe des tentatives persistantes pour dépeindre Hemedti en tant qu'homme et qu'il travaillera Il a travaillé dur pour réformer l'État de 1956 "Un champion des démunis" "Champion des marginalisés" et Hérité de l'époque coloniale au Soudan. C'est l'idée d'un nouveau Soudan laïc qui a été évoquée par John Garang.

D'un autre côté, l'opinion dominante parmi de nombreuses personnes vivant à la périphérie du Soudan est toujours d'associer les habitants de la vallée du Nil avec les Frères musulmans et d'autres islamistes. Ça aussi s'applique aux commandants des forces armées. Alors Hemedti construit sa campagne de propagande Vers l'extérieur et visant Sur les slogans des combattants islamistes. Ces slogans s'adressent également Gagner la sympathie de l'Occident et de tous les pays opposés au régime islamiste.

Craintes de guerre civile

La menace la plus dangereuse qui se profile à l'horizon après que la guerre au Soudan entre dans son quatrième mois est peut-être la Selon l'envoyé de l'ONU Volker Perthes, la situation au Soudan a atteint... signe avant-coureur de la guerre civile. Selon Un point critique, où un simple désaccord entre deux généraux pourrait se transformer en conflit idéologique et conflit ethnique, poussant le pays plus près d'une guerre civile dévastatrice. Toutes les approches internationales et parties régionales, notamment le mécanisme de négociation de Djeddah, l'Autorité intergouvernementale sur Développement (IGAD) et les pays voisins du Soudan au Caire ont pris conscience de la futilité d'une stratégie militaire. victoire pour toutes les parties concernées et ont appelé à la cessation immédiate des hostilités pour entamer une processus politique nécessaire. Le danger d'une guerre civile s'étend au-delà des frontières du Soudan, où les pays voisins pourraient être attirés

Conflit, qui déstabilise encore davantage la région. Dans ce contexte, nous pouvons souligner deux évolutions importantes :

Premièrement : ouvrir de nouveaux fronts de bataille et de nouvelles lignes de front

Depuis que la faction Abdelaziz al-Hilu, issue du Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord (SPLM-N), a déclaré unilatéralement la cessation des hostilités en juillet 2019 à la suite du renversement de l'ancien président Omar al-Bashir, il est resté relativement inactif sur la scène de violence politique du pays. Puisque pendant la période allant de D'août 2019 à mai 2023, le Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED) n'a enregistré que de juin dernier huit incidents de violence politique dans lesquels le groupe a été impliqué. Pourtant, au début (2023), des rapports ont commencé à apparaître selon lesquels la faction Al-Hilu avait tenté de prendre le contrôle de plusieurs forces armées soudanaises. Bases militaires dans l'État du Kordofan méridional. Ce groupe armé attribue son implication dans le conflit aux l'insécurité qui en résulte, et dans le but de protéger également les civils. Les attaques de la faction Abdulaziz Al-Hilu dans la région du Nil Bleu le 26 juin 2023 sont confirmés.

Pour ses gains stratégiques dans au moins dix endroits au sein de l'État. En réponse, Continuation

Les forces armées soudanaises ont lancé des frappes aériennes dans les localités de Dilling et Kadugli, visant probablement la faction Al-Hilu les forces.

Il convient également de noter qu'un nouveau front a émergé dans l'État du Nil Bleu, où la faction Al-Hilu a réussi à contrôlant les villages de la localité de Kurmuk le 26 juin, après deux jours d'affrontements avec les forces armées soudanaises. Ces affrontements armés mettent en évidence le risque d'escalade dans l'État du Nil Bleu, longtemps marginalisé dans ce contexte. conflit. Il convient de noter que les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu disposent de groupes armés.

Ils souffrent de divisions sociétales complexes. Les rebelles du SPLM-N viennent principalement de ces deux États frontaliers avec le Soudan du Sud. En tant que bloc militairement dominant du groupe, la faction d'Al-Hilu contrôle une vaste zone de...

Les Forces de défense du Kordofan Sud ont mobilisé et recruté leurs forces Terres. En parallèle, le Populaire

Des groupes d'éleveurs arabes tels que les Misseriya et les Hawazma combattent le SPLM-N depuis 2011.

Les forces du Nil Bleu ont également recruté des groupes ethniques Haoussa et Falata pour la même raison.

Deuxièmement : Les Forces de soutien rapide renforcent leur contrôle au Darfour

Au cours du mois dernier, la violence au Darfour s'est intensifiée, s'étendant à de nouvelles zones au-delà des points chauds initialement enregistrés. aux premiers stades du conflit. Ils sont devenus des États du Sud et du Centre

Le Darfour est un nouveau foyer de violence, les Forces de soutien rapide prenant pied dans la région. Et il a

De nouveaux acteurs sont impliqués dans le conflit, avec des affrontements entre les Forces de soutien rapide et le Soudan. Mouvement de libération/faction Abdul Wahid Mohamed Nur au Darfour central et dirigeants des communautés du Darfour méridional

appelant leurs partisans à se joindre à la lutte contre les forces armées soudanaises. Ce n'est un secret pour personne que

Consolider l'influence croissante des RSF au Sud Darfour avec le soutien déclaré des dirigeants de nombreuses communautés tribales pourrait conduire à une augmentation des divisions sectaires et éventuellement à davantage de violence. Un développement inquiétant affectant la sécurité régionale s'est produit lorsque des affrontements entre les milices arabes et le Mouvement de l'Alliance soudanaise dans la région de Shukri ont donné lieu à des tirs d'artillerie par Forces militaires tchadiennes le 30 juin. Cet incident s'est produit lors de l'exode des civils vers le Tchad, et d'autres affrontements ont eu lieu entre des hommes armés inconnus et des soldats tchadiens près de la ville frontalière d'Adekun.

### L'importance de ne pas internationaliser la guerre au Soudan

Face à ce panorama absurde, force est de constater que le conflit au Soudan est considéré comme un conflit du droit international humanitaire, car il s'agit d'une situation dans laquelle des groupes armés combattent Selon un groupe armé non international Au sein du même état les uns les autres. L'approche égyptienne, à travers la conférence des pays voisins du Soudan au Caire, a réussi en contrecarrant le projet d'internationalisation du conflit soudanais du groupe IGAD. On sait que le Soudan a ratifié les quatre accords de Genève Conventions (23 septembre 1957) et les premier et deuxième Protocoles additionnels aux Conventions (7 mars 2006) et 13 juillet 2006).

Ainsi, l'article 3 commun aux quatre Conventions de Genève et au Protocole additionnel II peut être appliqué en ce qui concerne les la régulation des conflits internes.

En ce sens, il convient de préciser que la guerre au Soudan peut être réglementée en vertu de l'article 3 Protocole commun et additionnel II. La différence entre eux réside peut-être dans le fait que le protocole prévoit une réglementation La notion de conflit interne, mais son application à une situation spécifique est soumise à un seuil d'application plus élevé Plus achevé Rigueur. Dans le cas du Soudan, les critères d'utilisation du Protocole additionnel II sont remplis, qui sont les suivants :

1-Les parties en conflit, à savoir les Forces Armées Nationales et la Milice d'Appui Rapide.

2-Les Forces de soutien rapide ont une direction responsable dirigée par Muhammad Hamdan Dagalo.

3-Les deux parties ont un contrôle territorial sur certaines zones du Soudan.

4-Les partis mènent des opérations militaires continues et coordonnées, principalement dans les grandes villes.

5-Les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide ont la capacité de mettre en œuvre les dispositions des

Protocole II.

En relation avec ce qui précède, il est nécessaire de rappeler que les parties belligérantes à un conflit armé sont responsables de la protection des civils dans les territoires et zones sous leur contrôle. Il convient également de noter

Soulignant que le droit international humanitaire n'est pas fondé sur le principe de réciprocité. En ce sens, alors

Le non-respect par l'une des parties belligérantes des dispositions stipulées dans le droit international

réglementant le conflit armé, cela ne signifie pas que l'autre partie puisse ignorer ses obligations dans cette zone.

De plus, les principes de distinction, d'humanité et de proportionnalité doivent être pris en compte. Le premier d'entre eux déclare que il n'y a pas de principe d'humanité. Attaquer des personnes qui ne participent pas aux hostilités. Selon Respectez toutes les personnes (combattants et non-combattants) et traitez-les avec humanité. Enfin, il précise Il faut s'efforcer de trouver un équilibre entre la réalisation des objectifs militaires et les dommages résultant de le principe de proportionnalité. En ce sens, il faut veiller à ce que les actions militaires entreprises causer le moins de dégâts possible en termes de pertes de vies humaines, de nombre de blessés, de dégâts critiques infrastructures, etc

C'est peut-être cette compréhension qui a incité l'assistance transitoire intégrée des Nations Unies à Mission au Soudan à publier sa déclaration, le 28 juin dernier, condamnant les actions de certaines parties, disant : « Les Forces de soutien rapide et leurs milices alliées sont toujours responsables d'actes de violence contre civils, viols et pillages dans les zones qu'ils contrôlent. pays, dont Khartoum, et les groupes ethniques violences contre les civils au Darfour (...).

Correspondance zéro négative

Malgré les tentatives de chaque partie d'obtenir une victoire décisive qui renforce sa position de négociation, le Les complexités du conflit au Soudan et l'imbrication de ses dimensions nous placent face à un manifestation d'un jeu négatif à somme nulle dans lequel tout le monde est perdant. Il est certain que l'évolution de les conflits sur le terrain évoluent. On ne sait pas combien de temps les forces autour des deux adversaires les généraux peuvent tenir sans ravitaillements frais. En supposant la chute du complexe militaire, aussi dramatique que cela puisse être, il se peut que cela ne soit pas le cas. La guerre prend fin parce que l'armée contrôle toujours de vastes zones à la périphérie de Khartoum, dont de vastes zones de la ville d'Omdurman, ainsi que dans le reste du pays, notamment à l'est et au nord. En revanche, les Forces de soutien rapide souffrent de leurs propres faiblesses, notamment des problèmes d'approvisionnement. lignes du Darfour à l'ouest, leur manque de puissance aérienne et la profonde hostilité que leurs pratiques de combat suscitent des inquiétudes chez de nombreux Soudanais, dont la plupart des habitants de Khartoum, ce qui leur fait perdre leur soutien. Popularité.

Et il s'est engagé « La victoire est proche », a-t-il déclaré. Le 17 juillet, Hemedti a publié une déclaration En éliminant les milices liées à l'ancien régime d'Omar el-Béchir, mobilisées aux côtés l'armée. Sinon, il semble que l'infanterie de l'armée ne soit pas en mesure de résoudre la bataille rapidement, et elle revient Quelques-uns de ses soldats viennent des zones fluviales centrales, fief de l'armée. à En partie oui, Le fait qu'il soit inévitable de mettre fin à cette horrible guerre ne cache pas le fait que tout cessez-le-feu ou tout accord entre - Il Soudanais. ces deux parties en guerre seront désagréables pour beaucoup peut être difficile à mettre en œuvre. Des atrocités horribles ont été commises. Le 28 juin, les Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a publié un rapport

La crise humanitaire dont est témoin le Soudan à la suite de cette guerre insensée. Dans la période du 15 avril au

Sur 20 millions de personnes déplacées internes en juin dernier, 2,48 millions de personnes déplacées ont été recensées, dont 1,97

des milliers de personnes déplacées de l'autre côté de la frontière. De même, on estime qu'il y a plus de 140 000

réfugiés et demandeurs d'asile fuyant les principales villes où se déroule le conflit. D'un autre côté, le

Le rapport comprend des informations fournies par le ministère soudanais de la Santé, qui a déclaré qu'il n'y avait pas moins de

que ça. Il convient de noter qu'il existe une possibilité 3 000 décès et 6 000 infections jusqu'à présent. Et avec ,

Le réel est bien plus élevé. Être des chiffres super

En conclusion, la situation stratégique du Soudan en Afrique rend le développement du conflit actuel décisif.

Pour le scénario libyen, cela pourrait De par sa grande taille et sa division possible selon... stabilité du continent. Et en vue

La crise au Soudan a des répercussions désastreuses sur les pays voisins, dont beaucoup souffrent déjà

de leurs propres défis de transition. La communauté internationale ne peut donc ignorer

situation qui s'aggrave et doit prendre des mesures décisives pour empêcher une nouvelle escalade. Il y a un besoin pour le

communauté internationale, en particulier l'Europe et les États-Unis, à soutenir et activement

participer aux démarches égyptienne et africaine appelant à une cessation immédiate des hostilités. Le

La crise humanitaire en cours au Soudan nécessite également une aide importante dans le pays et dans les pays voisins.

des pays comme le Tchad, l'Égypte, le Soudan du Sud et l'Éthiopie, qui accueillent déjà un grand nombre de réfugiés

Soudanais. Jusqu'à ce qu'un règlement négocié soit trouvé, les forces armées et les RSF ont

responsabilités en vertu du droit international humanitaire qui doivent être observées et respectées. Pour

C'est pourquoi il est important que nous tous, en tant que membres de la communauté internationale, restions vigilants

Nous sommes intéressés par ce qui se passe et nous faisons de notre mieux pour comprendre les répercussions de cette situation.

situation dangereuse que traverse le Soudan et pour contribuer à parvenir à un règlement de paix négocié. Le

Cette situation de crise nécessite une action collective et de la solidarité pour éviter de nouvelles effusions de sang et aider le Soudan à élaborer une stratégie

· chemin vers un avenir plus stable et plus prospère.

## Rapprochement soudano-russe : défis et risques

La présence russe au Soudan est liée aux intérêts stratégiques de Moscou, car Khartoum constitue un lien entre les pays du continent, et l'achèvement du projet de base russe en mer Rouge servira de immense entrepôt pour le flux d'armes et d'équipements militaires vers les centres d'influence russe sur le Continent africain.

Depuis le début des années soixante du siècle dernier (à l'époque de l'Union soviétique), les relations soudanaises-russes les relations ont connu un développement constant, grâce à la signature d'un certain nombre d'accords qui ont directement contribué à Dans le développement des relations entre les deux pays à différents niveaux. Au début des années 70, les autorités ont rompu les relations avec l'Union soviétique après que le gouvernement soudanais, dirigé par le président déchu, Jaafar Numeiri, n'ait pas réussi à rompre relations avec le coup d'Etat du major Hashim al-Atta, soutenu par Moscou. Après la chute du régime de May, les relations a commencé à revenir petit à petit. À l'époque du régime du président déchu Omar al-Bashir, les relations ont atteint un point critique. Les tensions ont atteint leur apogée entre les deux pays, lorsque les pays se sont alliés au sein des institutions internationales et ont soutenu le Parti national. Occupation et annexion de la péninsule de Crimée à la Russie par le régime du Parti du Congrès. Cependant, en 2017, Les relations entre les deux pays sont devenues les plus étroites parmi les pays de la Corne de l'Afrique, alors que le gouvernement déchu Le président Omar al-Bashir a demandé au président russe Vladimir Poutine de le protéger publiquement de ce qu'il a appelé Actions hostiles américaines. Durant la période de transition dirigée par Abdel Fattah al-Burhan et Mohamed Hemedti, son député, il y a eu un rapprochement accéléré sur les questions fondamentales que nous suivons dans ce document analytique.

## Soudan : importance géostratégique

La situation stratégique du Soudan, situé dans la partie nord-est du continent africain, joue un rôle ! un lien entre les pays du nord, du sud, de l'est et de l'ouest du continent, en renforçant sa position de Axe O pays importants et nombreux : Egypte, Libye, Tchad et AfriqueDe plus, le Soudan a des frontières Soudan central et du Sud, Éthiopie et Érythrée. Par conséquent, l'importance géopolitique du Soudan inclut l'influence Comme la région du Sahel, le Moyen-Orient et le Golfe sur la régionSur de vastes zones soumises à une concurrence mondiale La mer d'Oman, la mer Méditerranée, notamment la mer Rouge, et la Corne de l'Afrique (1).

Le Soudan représente un point de départ pour la Corne de l'Afrique et la sécurité de la mer Rouge. La région a gagné son importance à travers des approches, des équations et des interactions régionales et internationales cherchant à contrôler la pays de la Corne de l'Afrique. De plus, le Soudan possède le deuxième plus long littoral de la mer Rouge (sa longueur est de environ 720 km). Le Soudan est donc un pays central et essentiel pour assurer la sécurité de la mer Rouge, et ses la sécurité pourrait être menacée en affectant la navigation qui traverse le détroit de Bab al-Mandab au entrée sud de la mer Rouge et du canal de Suez en Égypte : en général, la mer Rouge est considérée comme l'une des plus importantes Les voies maritimes, par lesquelles transitent environ 700 milliards de dollars de commerce international ; Ce qui fait du Soudan étroitement liée aux interactions du système régional et international (2).

Le Soudan gagne son importance en raison de sa taille, car il est le troisième plus grand pays d'Afrique en termes de superficie.

à ses débouchés fonciers qui surplombent sept pays Par ailleurs Après la sécession du sud en !

Elle tire son importance non seulement du fait qu'elle est l'unique débouché du pays. Oh stratégie Une mer 2011, il a une prise

un débouché pour certains pays voisins fermés (Tchad, Soudan du Sud, Centrafrique, Il y a aussi Une branche

et Éthiopie). Le port de Port-Soudan est considéré comme le plus grand et le principal port par lequel les Soudanais

Qu'est-ce qui ne va pas, maman ? Ô et les marchands le commerce et le trafic maritime y transitent, tandis que la ville de Port-Soudan est un centre logistique.

Grande raffinerie de pétrole. Le pétrole du Soudan du Sud est transporté via ce port et les marchandises sont exportées depuis

Ce qui me donne une grande importance Grâce à ce port, la valeur d'environ 8 milliards de dollars par an

Pour l'économie soudanaise. Port-Soudan constitue donc une porte maritime stratégique, un port de premier ordre

ville économique et destination touristique pour les Soudanais (3).

Le Soudan regorge de ressources et de richesses naturelles, telles que l'uranium, l'or, le cobalt,

et du pétrole. Le Soudan possède la troisième plus grande réserve d'uranium au monde et se classe également au même rang

Avec une production annuelle en production d'or au niveau africain et le treizième au niveau mondial.

volume d'environ 300 tonnes, en plus de 220 millions d'acres arables et d'un cheptel estimé à plus de

que ces ressources La nourriture mondiale si elle est exploitée tuberculose active 150 millions de têtes, ce qui le qualifie pour

devenir et atteindre la sécurité alimentaire aux niveaux régional et international (4).

Ambitions et intérêts russes

Depuis le début du nouveau millénaire, la Russie a intensifié ses efforts pour imposer sa présence sur le marché mondial.

continent africain à travers plus d'une fenêtre, car il a réussi notamment, au cours des sept dernières années, à trouver

un pied-à-terre au nord du continent à travers le dossier libyen, qui a servi de point de départ vers le reste du continent.

les régions vitales de l'Afrique. . Depuis les années cinquante du siècle dernier jusqu'à aujourd'hui, les Russes ont les yeux rivés sur le

Mer Rouge afin qu'ils puissent y obtenir une base navale qui les transportera vers les eaux chaudes. La Russie a donc

n'ont pas cessé de s'efforcer de réaliser le rêve ancien et renouvelé, après l'échec de leurs tentatives précédentes pour établir un

base pour eux sur des terres africaines surplombant une étendue d'eau de la taille de la mer Rouge (5) .

Les efforts russes ont abouti à la signature d'un accord de coopération militaire entre Moscou et Khartoum pour établir une base

En mer Rouge, en novembre 2020, cet accord vise à servir les intérêts russes en Afrique.

continent et un point pour faciliter l'accès aux zones d'influence russe en Afrique centrale, au Mali et

Mozambique, ainsi que la liaison de leurs stations navales en Syrie et à Madagascar. La durée du

(6) . l'accord est de 25 ans, sous réserve de renouvellement

L'accord accordait la base (gratuitement) à la Russie et lui permettait d'utiliser les aéroports soudanais pour le transport.

Armes, munitions et équipements militaires nécessaires à la base, en plus de permettre l'envoi

de 4 navires et un maximum de 300 personnes au port. Il s'agit du premier centre naval russe en Afrique. Et malgré

Malgré le déni des autorités soudanaises et les affirmations de certains médias selon lesquelles le processus de transition soudanais

Si l'autorité avait annulé l'accord, Moscou a renforcé son déni avec l'arrivée d'un nouveau navire de guerre en mai 2021. Ce n'était pas le cas.



L'influence militaire et le positionnement stratégique sont le seul objectif des efforts de Moscou pour établir un système militaire. base au Soudan. En effet, le contrôle des richesses minières du Soudan, notamment de l'or et de l'uranium, en plus des énormes ressources énergétiques et un potentiel agricole, est l'objectif principal des efforts des Russes pour renforcer leur influence au Soudan (7).

Bien que la signature de la création de la base navale russe s'inscrive dans le cadre d'une ancienne coopération militaire accord inauguré par le président déchu Omar al-Bashir à Moscou il y a cinq ans, il a été conclu par Soudan fin juin 2019, c'est-à-dire après le crime de dispersion du sit-in et la tentative du conseil militaire d'y parvenir Il est temps de se réfugier en Russie. Il ne semble pas y avoir d'intérêt soudanais pour un rapprochement avec la Russie autre que mort. établir des relations militaires entre les deux pays et soutenir le régime en place. Les accords précédents étaient Oh, et j'achète aussi des armes et du blé à la Russie Une mer Le Soudan a reçu un certain nombre de chars russes et un bateau Elle est réalisée sur une base commerciale et à des prix exorbitants, dont seules la partie russe et les les courtiers de l'ancien et de l'actuel régime soudanais en bénéficient. Il semble que l'objectif de protéger les régimes est la principale porte d'entrée de Moscou vers l'Afrique. Nous notons que l'idée de la base est venue des Soudanais déchus président Omar al-Bashir, qui avait proposé à Vladimir Poutine, dans la station balnéaire russe de Sotchi, la création d'une base militaire russe dans la mer Rouge au Soudan qui serait utilisée par les soldats russes pour protéger Khartoum d'Amérique. Bien que ce soit l'objectif principal de l'autorité actuelle, elle tente d'y répondre en affirmant que les différentes parties actives, notamment la composante militaire, cherchent à diversifier ses relations avec la communauté internationale (8).

Relations après le coup d'État du 25 octobre. Moscou a pu maintenir les accords conclus avec le régime de Bashir parce que le même les généraux sont restés au pouvoir, pendant la période du gouvernement de partenariat entre les Forces de Liberté et de Changement et les militaires au pouvoir, alors que les relations se sont profondément renforcées après la Coup d'État du 25 octobre 2021. ; La Russie soutient désormais le modèle militaire et poursuit ses efforts pour construire sa influence en essayant d'influencer l'opinion publique soudanaise pour qu'elle soutienne ses alliés militaires, et sous la sous prétexte de soutenir la stabilité du pays, il a travaillé et travaille à le légitimer, en diriger les médias sociaux et certains journaux soudanais (9) .

Ces deux dernières années, Moscou a dévoilé quelques projets avec Khartoum dans le domaine sécuritaire. À Lors du sommet de Sotchi en octobre 2019, le président Vladimir Poutine s'est engagé à mettre en œuvre un large éventail de mesures Accords de défense russo-soudanais visant à réformer l'armée et la sécurité soudanaises services et en renforçant leurs capacités et leurs forces. La Russie a également annoncé qu'elle coopérer dans le domaine nucléaire pacifique dans le cadre d'un accord avec le gouvernement soudanais, en mai 2019, une annonce qui semble être de pure propagande. En général, il y a beaucoup à Moscou... Intérêts économiques au Soudan, Khartoum étant autrefois le deuxième importateur d'armes russes deux décennies, et le volume des échanges commerciaux entre la Russie et le Soudan a atteint environ cinq cents millions de dollars.

Avec une balance commerciale fortement penchée en faveur de Moscou ; La Russie importe certains produits du Soudan, comme le coton, le sésame, et des cacahuètes, tandis que le Soudan en importe des armes et du blé (10) .

Il a également doublé

Au fil du temps, les efforts de la Russie pour épuiser l'or soudanais se sont intensifiés, à mesure que les Russes intensifié leurs projets dans ce secteur, les sociétés minières russes MInvest, Marawi Gold et Esimath étant actives dans ce secteur. opérations d'exploration aurifère au Soudan. L'implication de ces entreprises a commencé en 2015 (après l'occupation du Péninsule de Crimée et premières sanctions occidentales, puis Poutine a cherché à fournir des réserves d'or qui le protégeraient de toute sanction ultérieure). Au premier plan, 2015 a produit 46 tonnes de

Notre Q accord a vendu de l'or, et dans l'année les sociétés Cyprin Company, qui un an

En 2017, des entreprises ont commencé à travailler dans les États du Nil, de la mer Rouge et du Nord, comme Marawi Gold Company, qui est lié à l'homme d'affaires russe Eugène Prigojine, patron du groupe russe Wagner (11).

Le groupe Wagner surveille les mines d'or soudanaises dans les zones de Jebel Amer et Senangu en partenariat avec Rapid Forces de soutien dirigées par le vice-président du Conseil de souveraineté, Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti). Dans le cadre de l'alliance entre la Russie et les généraux en général et les Forces de soutien rapide en particulier, la visite de Mohamed s'inscrit dans le cadre Hamdan Dagalo, vice-président du Conseil de souveraineté, a récemment dirigé une délégation de haut niveau à Moscou à la veille du début de...

L'attaque russe contre l'Ukraine et ses déclarations en faveur de l'invasion dans le cadre de ce rapprochement et dans une manière qui sert les intérêts russes et contribue à étendre l'influence russe au Soudan (12).

Le rapprochement soudano-russe : défis et dangers

Le 1er mars 2021, le destroyer américain « Admiral Churchill Winston USS » s'est amarré face à face avec le navire russe. frégate ( Affronter

"Amiral Grigorovich" (Amiral Grigorovich) à Port-Soudan surplombant la mer Rouge. Cette scène, dans sa forme, était un précédent cela ne s'était jamais produit auparavant, et cela rappelait la guerre froide entre l'Amérique et l'Union soviétique. Il portait également taille autant de connotations qui révèlent la rivalité entre Washington et Moscou sur les côtes de la mer Rouge en Soudan (13) .

!

Pour étendre son influence Oh moi Washington a vu le changement survenu au Soudan comme un changement stratégique

Il a affaibli la présence chinoise et russe au Soudan et a adopté une approche basée sur le soutien au régime démocratique. transition civile et levée des sanctions contre le régime de Khartoum. Dans le cadre du soutien américain aux civils gouvernement dirigé par le Premier ministre Abdallah Hamdok, approuvé par le Congrès, en janvier

La loi de transition démocratique, de responsabilité et de transparence financière de 2021, qui comprend la stratégie de Soutien américain au processus d'achèvement de la transition démocratique, qui renforce la surveillance des agences gouvernementales. Militaire et sécuritaire et restauration de sa doctrine (14).

Le soutien américain au gouvernement soudanais dirigé par le Premier ministre Abdallah Hamdok est apparu, décrit comme...

Avec Washington sur Hé; Où tu as signé, politiquement Il est fortement pro-occidental et soutenu économiquement par celui-ci.

a signé un protocole d'accord qui permettrait au Soudan de... Un milliard de dollars et Obtenir un prêt d'une valeur de 2 milliards de dollars de la Banque mondiale. Washington est également devenu le plus grand donateur d'aide humanitaire au Soudan en 2020, avec environ 437 millions de dollars (15) .

Dans un contexte connexe, les États-Unis d'Amérique ont cherché à trouver une approche de coopération avec l'armée soudanaise.

établissement. Après avoir annoncé l'implantation de la base russe en mer Rouge, l'ambassade américaine à Khartoum a annoncé vouloir renforcer une coopération militaire étroite, et l'attaché militaire américain, Jacob Day, a confirmé qu'il communiquait avec l'armée soudanaise pour renforcer les relations bilatérales ; Où le commandant du Les forces navales soudanaises, le contre-amiral Haj Ahmed Youssef, ont rencontré la marine soudanaise en mer Rouge à la base navale et discuté avec lui des cadres de la coopération militaire bilatérale (16).

À la lumière du conflit en cours entre les États-Unis d'Amérique et la Russie, un ministre adjoint a mis en garde Le Département d'État américain pour les Affaires africaines, Molly Vee, a déclaré que la victoire de la Russie au Soudan entraînerait une situation humanitaire désastreuse. conséquences dans la région de la Corne de l'Afrique, et elle l'a déclaré devant la commission des relations étrangères du Congrès américain, en février 2022. Washington cherche donc à reformuler sa politique à l'égard de Khartoum afin qu'elle repose sur la base d'affronter Moscou (17).

Suite au coup d'État du 25 octobre 2021 et au renversement de la partie civile du gouvernement de transition dirigé par Le Premier ministre Abdallah Hamdok a implicitement adopté une position de soutien de la Russie.

Pour les coups d'État ; Le représentant adjoint de la Russie auprès des Nations Unies, Dmitri Polyansky, a déclaré qu'il était l'un des... événements survenus dans d'autres régions ? Était-ce un coup d'État ou non, étant donné qu'il y avait des événements similaires Il est difficile de dire si il y aura un autre coup d'État dans le monde sans que cela soit qualifié de coup d'État. Dans le même ordre d'idées, un ministre est revenu Le ministère russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a évoqué l'état d'instabilité au Soudan en raison des actions qui ont conduit à la l'érosion de l'intégrité territoriale du pays et la déstabilisation par les puissances occidentales et Perturbation et l'imposition de la démocratie, dans une accusation directe contre les pays occidentaux.

La Russie considère les frictions entre le Soudan, les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne qui ont suivi le coup d'État comme une opportunité importante pour renforcer sa présence au Soudan, achever le projet de base Flamingo en mer Rouge et conclure de vastes partenariats dans le secteur de l'extraction de l'or et des ressources brutes (18) .

Scénarios attendus : Le partitions Le danger du rapprochement soudanais-russe est qu'il fait du Soudan une scène de règlement Et des conflits avec d'autres pays, notamment les États-Unis d'Amérique, la France, l'Allemagne et, dans une certaine mesure, la Chine. Tous ces pays ont des ambitions au Soudan, notamment sur la côte le long de la côte de l'Arabie saoudite et d'autres pays de la mer Rouge Il y a aussi une pression régionale de la part du Royaume

L'accord de sécurité de Riyad a été signé en 2014 Les huit surplombant la mer Rouge en 2020, qui

Prévoit l'élimination de l'influence étrangère de la mer Rouge ; Le Soudan fait donc face à la pression des pays

Surplombant la mer Rouge car les bases étrangères ne sont pas autorisées (19) .

De manière générale, à la lumière du rapprochement soudanais-russe, nous tentons ci-dessous de dessiner quelques scénarios pour anticiper le

l'avenir de la présence russe au Soudan comme suit :

Chaque pression exercée sur l'administration américaine amène un relâchement - le rapprochement soudanais-russe pourrait...

Avec les Forces de Liberté et de Changement, il existe un pacte de ton et de sanctions envers la composante militaire alliée.

avec l'Accord National, pour tenter de le contenir si ses tentatives concernaient la restauration du chemin de la transformation démocratique

et la formation d'un gouvernement civil consensuel entre les forces politiques échoue, dans l'espoir de s'assurer de sa loyauté envers elle et de bloquer

Union africaine à travers le Soudan Gateway (20).

la voie à suivre pour toute ambition russe de se développer au cours du siècle. Le

-ÿ Retour à la case des sanctions américaines, de l'influence et des pressions sur les institutions financières internationales

Comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale et ramener le régime soudanais au stade de l'isolement et

siège. Pour y parvenir, les États-Unis d'Amérique ont gelé une aide d'un montant de sept cents millions de dollars, et la Banque mondiale

a stoppé ses subventions au développement d'une valeur de deux milliards de dollars au pays (21).

-ÿ Après le coup d'État du 25 octobre 2021 et la guerre en Ukraine, la Russie estime que le moment est venu de consolider efficacement

sa présence au Soudan pour réaliser ses intérêts stratégiques et bénéficier de l'état de déclin observé dans les relations américano-soudanaises, comme

Washington renforce le siège contre le régime de Khartoum jusqu'à ce que celui-ci revienne sur la voie d'une transition civile démocratique. . Dans ce contexte,

La Russie a opposé son veto à un projet de résolution condamnant les procédures de preuve et les qualifiant de coup d'État. En revanche, le Soudan

a refusé de voter le projet de résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies condamnant l'agression russe contre

Ukraine.

De ce point de vue, je crois que la visite du vice-président du Conseil de souveraineté et commandant de la Force rapide

Forces de soutien, Mohamed Hamdan (Hemedti), en février 2022 aura ses conséquences, comme il l'a déclaré après...

À son arrivée à l'aéroport de Khartoum, il a discuté avec des responsables russes de la coopération dans le domaine de la sécurité nationale,

questions politiques, échange d'expériences, coopération commune, lutte contre le terrorisme et formation. Concernant le sort du Russe

base navale en mer, il a déclaré : Il y a des pays africains qui ont des bases, et je ne connais pas la raison derrière l'augmentation

intérêt pour cette base, et il a souligné que le Soudan doit rechercher ses intérêts stratégiques (22).

## Conclusion

La présence russe au Soudan est liée aux intérêts stratégiques de Moscou, Khartoum étant considéré comme un lien pour protéger les Russes.

présence dans

Il reliait les pays d'Afrique orientale, centrale et occidentale et constituait un axe important

L'Afrique centrale et une tentative de pénétration au Soudan du Sud, au Tchad... etc. Réaliser également un projet

La base russe en mer Rouge servira d'immense entrepôt pour le flux d'armes et de militaires  
équipement aux centres d'influence russe sur le continent africain au Mali, au Mozambique et au Congo, et  
La coopération continue ainsi que le groupe utilisé, car il constitue un événement historique. Entre le soutien rapide et le Wagner  
le flux continu de grandes quantités d'or (et d'uranium) d'une manière qui ne génère aucun gain pour le  
l'économie soudanaise et ne servent qu'à soutenir le projet russe basé sur la fourniture d'énormes réserves d'or et de minéraux.  
Compte tenu de la tendance des deux régimes au totalitarisme et à la guerre, de leur hostilité à l'égard des aspirations du peuple,  
et la prévalence de la corruption dans tous. Parmi eux, je crois que les régimes de Khartoum et de Moscou coopéreront  
de plus en plus dans la période à venir.

Les références

1- Imad Annan, le Soudan entre les mâchoires des Russes et des Américains... Will  
ça dure longtemps ?, 10 juin 2021 (consulté : 11 juin 2022) :

<https://www.noonpost.com/content/40918>

2-Ibrahim Al-Faghouri, Géographie du monde arabe, Amman, 2011, p. 47.

3-Amani Ahmed Al-Minshawi, Géographie régionale, Dar Al-Nahda, Beyrouth, 2010, p. 154.

4- Imad Mutair Al-Shammari, Géographie des mers et des océans, Bagdad, 2012, p. 234.

5- Hamdi Abdel Rahman, Objectifs de la visite d'Hemedti à Moscou à la lumière de la situation ukrainienne  
War, Future Center for Advanced Research and Studies, 7 mars 2022 (date d'accès :  
11 juin 2022) :

<https://futureuae.com/ar-AE/Mainpage/Item/7141>

· 6-Même source

7- Rami Al-Qalioubi et autres, la Russie et le coup d'État soudanais : un parti pris évident en faveur des militaires,  
Site Internet Al-Arabi Al-Jadeed, 28 octobre 2021 (date d'accès : 11 juin 2022) :

<https://bit.ly/39WORhx>

8-Même source.

9- Bushra Jassim Muhammad, L'avenir de la phase de transition au Soudan après le mois d'octobre  
Coup d'État du 25 à la lumière du soutien régional et international, Centre démocratique arabe, novembre  
21 juin 2021 (date d'accès : 11 juin 2022) :

<https://democraticac.de/?p=78660>

10- Nashat al-Imam, Soudan : Un conflit américano-russe va au-delà de la simple confrontation  
militaires et civils, site Al-Nahar, 17 février 2022 (date d'accès : 11 juin 2022) :

<https://www.annaharar.com/arabic/news/arab-world/egypt-sudan/1702202211...>

11- Bushra Jassim, une source précédente.

12- Rami Al-Qalyoubi et autres, source précédente.

13- Ismail Muhammad Ali, Quelles sont les dimensions du gel de la base russe ?,  
Arabie indépendante, 30 avril 2021 (consulté le 11 juin 2022) :

<https://www.independentarabia.com/node/217651>

14- Ahmed Amal, Engagement efficace : le Congrès et la politique américaine envers le Soudan,  
Centre égyptien de pensée et d'études stratégiques, 17 décembre 2020 (consulté : juin  
11, 2022) :

<https://ecss.com.eg/12797/>

15- Ismail Muhammad Ali, source précédente.

16- Ahmed Amal, une source précédente.

17- Wissam Fouad, L'approche de la présence militaire américaine au Moyen-Orient,  
Institut égyptien d'études, 6 mai 2021 (consulté le 20 juin 2022) :

<https://bit.ly/3HQecpX>

18- Ismail Azzam, coup d'État au Soudan, coalition Al-Burhan et soutien régional secret, allemand  
site Internet Deutsche Welle, 27 octobre 2021 (date d'accès : 20 juin 2022).

shorturl.at/inNOW

19- Ashraf El-Shazly, La base navale russe met fin à une trêve temporaire entre Égypte et Hemedti, 12 avril 2022 (Consulté le 14 juin 2022) :

shorturl.at/huyAO

20- Voir : Site Reuters sur les répercussions du coup d'État du 25 octobre 2021 (date d'accès : 13 avril 2022) :

<https://www.reuters.com/world/africa/military-forces-arrest-senior-civi...>

21- Mustafa Jama', L'aggravation du conflit soudanais... L'Amérique soutient Hamdok et ignore Al-Burhan, site Web Noon Post, 26 septembre 2021 (consulté le 14 juin 2022) :

<https://www.noonpost.com/content/41916>

22- Talal Ismail, la visite d'Hemedti à Moscou... Les peurs occidentales et russes expansion en mer Rouge, site de l'Agence Anadolu, 9 mars 2022 (date d'accès :

15 juin 2022) :

<https://bit.ly/3A6FB5c>

Le soir du 2 janvier 2022, le Premier ministre soudanais de transition, Abdalla Hamdok, a mis fin à la polémique sur son avenir politique après avoir officiellement annoncé sa démission dans un discours diffusé.

Télévision officielle soudanaise. Dans son discours, Hamdok a évoqué les problèmes auxquels son gouvernement était confronté, notamment la distorsion de l'économie, l'isolement international, la corruption, la dette et les conflits internes. Il a également énuméré les

initiatives qu'il a annoncées pour résoudre les crises, la plus récente étant l'Initiative Way Forward, soulignant son approche continue d'appel au dialogue et au consensus. Toutefois, il estime que le plus gros problème réside dans

dialogue global avec les composantes politiques, civiles et militaires, appelant à un Le Soudan est le problème. je suis un  
représentant de toutes les forces soudanaises pour élaborer une feuille de route pour achever la transformation démocratique.

Outre le fait que la démission d'Abdullah Hamdok représentait une raison directe de la détérioration de la situation la phase de transition au Soudan d'une manière qui ouvre la porte à des discussions sur de réelles perspectives d'effondrement complet du sur la voie de la transition, cette démission a révélé un certain nombre de problèmes structurels profonds auxquels seront confrontés tous les autres pays. dispositions transitoires qui pourraient être convenues. À l'avenir, il faudra rechercher des mécanismes efficaces pour les surmonter afin d'épargner au Soudan des conséquences extrêmement dangereuses. La liste des problèmes révélés par Hamdok

la démission comprend les éléments suivants :

1 - Fortes distorsions du modèle de partenariat civilo-militaire : Depuis sa création, le partenariat civilo-militaire

Le modèle soudanais a souffert d'un certain nombre de distorsions qui ont entravé sa progression depuis son lancement, à travers un certain nombre de d'aspects, notamment le caractère circonstanciel de l'émergence du partenariat sans précédent d'accord sur les principes et les lignes directrices. Le vaste projet pour la phase de transition, outre le manque de clarté d'un objectif décisif mécanisme de détermination des poids relatifs de chacune des forces civiles, dont aucun ne reposait sur la détermination de ses part du fonds électoral, outre la formation hésitante du Conseil législatif de transition et la participation de la Souveraineté et du Conseil des Ministres dans l'exercice de ses fonctions.

Les composantes civile et militaire au Soudan ont conclu un partenariat qui a débuté en août 2019 En signant le document constitutionnel après environ quatre mois d'escalade des conflits, au cours desquels il a été prouvé que les deux partis n'ont pas pu empêcher l'autre de participer à la direction du pays pendant la transition phase. Depuis lors, les relations entre les deux parties ont connu des étapes répétées de rapprochement et de divergence.

complexe en 2020, Depuis la signature de l'accord de paix à Juba en octobre de l'année Cependant, c'est devenu plus ce qui a abouti à l'intégration des factions armées dans la structure des institutions de gouvernance de transition, ce qui a conduit à l'élargissement du Conseil de souveraineté de transition et la restructuration du Conseil des ministres de transition au début 2021. À cela s'ajoutent les complexités liées à la nature hybride des factions armées, qui

combinent à la fois des caractéristiques politiques et militaires. Un.



L'intégration des factions armées dans la structure de gouvernance au Soudan a fourni une nouvelle marge de manœuvre à l'armée et des composantes civiles, qui ont apporté un certain soutien aux décisions du 25 octobre.

Le passé, qui comprenait la dissolution du gouvernement et l'appel à la formation d'un gouvernement technocratique. Malgré la tentative de rétablir les relations entre les composantes civile et militaire à travers la signature de l'accord-cadre politique

accord entre le président du Conseil de souveraineté, le lieutenant-général Abdel Fattah Al-Burhan et Abdullah Hamdok le 21 novembre dernier, la démission de Hamdok environ cinq semaines après la signature de l'accord a révélé le

érosion de la confiance entre les deux parties d'une manière qui pourrait être difficile à surmonter dans un avenir proche après les nombreuses manifestations de désaccord sur la mise en œuvre des dispositions de cet accord, considéré comme une dernière opportunité de restaurer

consensus entre les partenaires du gouvernement de transition au Soudan, que les deux parties n'ont pas bien exploité.

2 - Un surplus d'accords et un déficit de mise en œuvre : la démission d'Abdullah Hamdok n'est pas venue d'un coup, décision inattendue, car elle a été précédée par un certain nombre d'annonces précoces de son intention de démissionner et accompagnée de multiples organisé avec divers acteurs du gouvernement de transition. La décision de démissionner est due au manque d'engagement lors des réunions qu'il les termes de l'accord politique-cadre signé en novembre, qui s'est traduit par l'incapacité persistante à se mettre d'accord sur le nouveau

déclaration politique, le retard dans l'ouverture d'enquêtes sérieuses sur les événements qui ont accompagné les manifestations et le nombre croissant de désaccord concernant les décisions que Hamdok a commencé à prendre pour nommer de nouveaux vice-ministres et fonctionnaires dans les États. Et son l'annulation des décisions antérieures de suspension du travail d'un certain nombre d'ambassadeurs à l'étranger, outre le différend sur les pouvoirs de

le service de renseignement.

Contourner les termes de l'accord politique-cadre ne constitue pas un précédent dans l'histoire de la phase de transition soudanaise, car tous les

les documents consensuels approuvés étaient auparavant contournés. Bien que le document soit très précis et précis sur

Les stipulations constitutionnelles signées en août 2019 prévoyaient un calendrier pour la prise en charge

toutes les étapes nécessaires pour achever le processus de transition. Ces textes ont été contournés en raison du retard pris dans la formation du parti d'Abdullah Hamdok.

premier gouvernement, et l'absence persistante du Conseil législatif de transition jusqu'à présent. Alors que l'Accord de paix de Juba

a été considéré comme le document le plus complet concernant la nature des relations entre le centre et les parties au Soudan,

ont été dépassées afin de remettre en question la nature des relations entre le centre et les parties au Soudan. des provisions

L'accord a été retardé en raison du retard dans l'achèvement des procédures liées à la restructuration des unités communes de sécurité à

Darfour, ainsi que l'effondrement de la voie Est après une série d'escalades de protestations, qui pourraient

Cela ouvre la porte à des examens structurels de l'accord, du processus de négociation qui y a conduit et de la nature de ses participants.

La démission d'Abdallah Hamdok met en lumière la grande contradiction qui règne à ce stade Sur cette base, repentez-vous

La période de transition soudanaise à la lumière de la présence d'un surplus de documents consensuels réglementant la phase de transition

dans ses différentes dimensions, mais avec un déficit important dans les procédures qui concrétisent ces documents sur le terrain, en raison de la

la multiplicité des centres de décision, les conflits internes entre les différentes composantes et au sein de chaque composante, et

la faiblesse structurelle accumulée de l'État soudanais. Depuis l'indépendance, dont la gravité a été exacerbée par Al-

la politique de Bashir pendant trois décennies complètes.

3- La consommation rapide des fonds politiques : Outre son incapacité à surmonter la grave crise politique

au Soudan, la signature par Abdullah Hamdok de l'accord politique-cadre avec le général Abdel Fattah Al-

Burhan a déclenché une vague de vives divisions entre les partis non militaires représentés par les différents partis.

forces et factions politiques qui ont signé l'Accord de Juba. Pour la paix, comme certains ont soutenu cette démarche à la lumière

de ce qu'il a approuvé de la poursuite du document constitutionnel signé en août 2019 comme base

référence en matière de gouvernance pendant le reste de la phase de transition, et le renversement de la

décisions du 25 octobre dernier. Toutefois, un pourcentage important des forces civiles ont répondu

à l'annonce de l'accord-cadre. Avec beaucoup de rejets virulents. La crise récente n'a pas

a seulement révélé à quel point les divisions sont devenues profondes entre et au sein des forces civiles, mais elle a également révélé l'érosion d'une grande partie des forces civiles.

Les bilans de ces forces au cours des deux dernières années. Les Forces de Liberté et de Changement ont été frappées par un

série de divisions nettes entre ses composantes, incarnées par l'émergence de deux ailes distinctes, à savoir

l'aile du Comité central et l'aile de la Charte du consensus national. C'est une crise que certains partis

tentent de résoudre en signant une charte interne unifiée qui ne bénéficie pas encore d'un consensus complet parmi les

les différents partis. Même si les décisions du 25 octobre dernier ont contribué à modifier l'équilibre

du pouvoir au niveau de la composante civile, pour valoriser le rôle des forces non politiquement régulées, représentées

Dans les comités de résistance, contrairement au déclin des forces du parti en particulier, la crise dans ses partis les plus avancés

l'apparition d'un problème supplémentaire incarné dans les efforts de certaines forces du parti pour **sur** étapes ont abouti à la

imposer leur hégémonie sur les comités de résistance, ce qui a suscité la Coordination suprême de la Résistance

Les comités publieront une déclaration dénonçant les tentatives du Parti communiste soudanais visant à « détourner

Comités de résistance. Ainsi, l'accélération de la crise au Soudan a contribué à une forte érosion des actifs énergétiques.

des forces civiles, une affaire dont les effets négatifs ont été exacerbés par la démission d'Abdallah Hamdok.

4 - Crise du leadership civil : la démission de Hamdok a imposé l'urgence de trouver une alternative, qu'elle soit

au niveau de la présidence du cabinet de transition, ou au niveau de l'émergence d'une figure consensuelle qui

jouit du consensus des différentes forces politiques comme symbole acceptable des forces politiques et civiles. Au

niveau du Premier ministre, de nombreux noms proposés circulent encore, principalement en raison d'un

nombre d'experts soudanais possédant une vaste expérience internationale, comme les Indiens d'Abia Kadouf,

Kamel Idris, Muhammad Hussein Abu Saleh et le ministre des Finances du premier gouvernement Hamdok, Ibrahim Al-

Badawi, dans une tentative de reproduire l'expérience Hamdok. Toutefois, il convient de noter que tous ces noms présentés

ne bénéficient d'aucun soutien de la part des principales forces politiques, ce qui pourrait pousser le comité formé par le

Conseil de souveraineté, présidé conjointement par le lieutenant-général Yasser Al-Atta et Malik Aqar, membres du

Le Conseil recherchera des candidatures pour des postes ministériels, afin de s'orienter vers le choix d'une alternative expérimentée

qui a une base de soutien. La voie politique est la voie dans laquelle Jibril Ibrahim, chef du ministère de la Justice et de l'Égalité

Mouvement et ministre des Finances dans le deuxième gouvernement de Hamdok, a de fortes opportunités, mais il reste

l'une des options difficiles qui pourraient entraîner des complications supplémentaires pour le gouvernement

En plus de diriger le Conseil des ministres de transition, la stagnation d'Abdallah Hamdok le mois dernier a conduit à...

Entre l'acceptation conditionnelle de la décision de dissoudre le gouvernement et la formation d'un gouvernement technocratique,

et puis sa démission éventuelle, il a perdu une partie de sa position auprès des forces politiques, ce qui a exacerbé la situation déjà

crise de leadership existante, que ce soit au niveau des Forces de Liberté et de Changement dans leur ensemble ou au niveau de chacune d'entre elles.

profondément à la lumière de l'influence du grand ouvrier de la génération, Ses principaux composants. Cette crise a une dimension

Les partis soudanais sont incapables de compenser le départ de leurs dirigeants historiques après les politiques de sauvetage du passé

trois décennies ont entravé le processus de montée d'une nouvelle élite de parti au Soudan, une crise dont la réalité de la Oumma Nationale

Parti après le départ de son leader historique, Sadiq al-Mahdi, en est le cas le plus révélateur.

Aux acteurs internationaux : Depuis la chute d'Al-Bashir, l'évolution de la situation au Soudan a joué un rôle confus - 5

Une priorité à l'agenda des puissances internationales aux intérêts multiples en Afrique de l'Est. Mais ce qui est remarquable, c'est que cette

l'intérêt ne s'incarnait que dans quelques mesures limitées et lentes. Même le signe le plus marquant des affrontements du Soudan avec l'étranger

pendant la phase transitoire liée à la suppression du nom du Soudan de la liste américaine des États soutenant le terrorisme, il n'a pas été pris

lieu qu'après des négociations longues et complexes. À la suite de l'annonce par Abdullah Hamdok de sa démission du

Bureau du Premier ministre, l'interaction internationale dans la crise soudanaise a eu de nombreux aspects, mais elle s'est limitée à

en mettant l'accent sur les principes de gouvernance acceptés notamment par les puissances occidentales, sans véritable conflit sur la question.

Niveau procédural. Le 4 janvier, le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan a rencontré Volker Peretz, représentant du

Secrétaire général des Nations Unies et chef de la Mission intégrée des Nations Unies pour soutenir la transition, un Américain

qui comprenait des fonctionnaires du ministère des Affaires étrangères (UNITAMS). Al-Burhan a également reçu une délégation

Le Département d'État et la Central Intelligence Agency, ainsi que le vice-président du Conseil de souveraineté, le lieutenant

Le général Mohamed Hamdan Dagalo, a reçu un appel téléphonique du secrétaire d'Etat adjoint américain chargé des Affaires africaines.

Molly entre.

La position américaine, selon laquelle des déclarations préliminaires ont été publiées par le secrétaire d'État Anthony Blinken et un groupe commun

La déclaration officielle avec la Grande-Bretagne, la Norvège et l'Union européenne est basée sur un appel à un dialogue urgent entre tous les Soudanais.

parties à la lumière de ce que les États-Unis considèrent comme l'incapacité d'une quelconque partie soudanaise à diriger seule la phase de transition, et sur

soulignant qu'il faut éviter que la composante militaire soit seule à nommer le chef du nouveau gouvernement et ses membres, car cela

constitue une violation du document constitutionnel. Malgré le ton vif avec lequel la déclaration commune a été publiée, qui

tenu l'establishment militaire pour responsable de la phase hésitante de la transition, la déclaration elle-même incluait des

des expressions telles que le refus des pays signataires de soutenir un Premier ministre sans une large participation de la population civile

parties prenantes, ce qui va au-delà de toute référence aux Forces de Liberté et de Changement comme principaux représentants du

forces civiles. Le parti qui a signé le document constitutionnel et qui a le pouvoir de nommer le Premier ministre et les membres du

le gouvernement conformément à ses textes. Ce type de situation ambiguë ajoute encore plus de complications à la crise au Soudan, car il

pas bien accueilli que le Conseil de souveraineté assume la tâche de nommer

Le nouveau Premier ministre ne propose pas non plus de mécanisme procédural spécifique pour mener à bien cette tâche difficile au niveau en même temps.

Outre l'attention intense que la question de la formation d'un nouveau gouvernement au Soudan recevra dans les prochains mois période, la durabilité de tout consensus formé pour mener à bien la transition politique ne peut pas être durable.

être garanti sans s'attaquer aux problèmes structurels profondément enracinés qui ont conduit le pays à la crise actuelle.

Tout en abordant les problèmes structurels de la transition politique au Soudan, nous devons prendre en compte la priorité de certains de ces problèmes par rapport à d'autres. Par exemple, il faut travailler à trouver une nouvelle formule

Un rassemblement de forces partisans et civiles avant de parler d'une nouvelle formule de partenariat civilo-militaire. C'est aussi

Il est important que toutes les différentes parties soudanaises commencent à s'attaquer d'urgence aux problèmes les plus faciles à résoudre.

réformer. Par exemple, une influence directe sur le comportement des acteurs externes, notamment des grands pays, fait partie des objectifs irréalisables à l'heure actuelle, ce qui oblige le Soudan à accumuler de nombreuses cartes à jouer sur le terrain.

les scènes régionales et internationales. Tous les succès obtenus par les parties à la crise soudanaise - individuellement ou collectivement - en s'attaquant aux problèmes structurels, on augmentera les chances de vaincre le gouvernement crise de formation qui a été exacerbée par la démission de Hamdok et d'autres problèmes susceptibles d'apparaître dans le phase de transition, qui, au fil du temps, s'avérera être l'une des expériences de transition politique les plus complexes au monde. comparaison. Fort d'expériences soudanaises antérieures ou de multiples expériences dont ont été témoins les pays arabes et

Quartier africain.

Hemedti : Qui est-il et comment est-il devenu un acteur majeur dans l'équation politique au Soudan ?

15 avril 2023

Dernière mise à jour le 17 avril 2023

Ce que craignaient les Soudanais s'est produit lorsque des affrontements militaires généralisés ont éclaté au La capitale soudanaise, Khartoum, et d'autres villes entre les forces de soutien rapide dirigées par Muhammad Hamdan Dagalo, dit Hemedti, et l'armée soudanaise, dirigée par le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan, responsable du Conseil souverain de transition qui dirige le Soudan depuis le

renversement du gouvernement. Abdullah Hamdok en octobre 202

Les tensions se sont récemment intensifiées entre les deux partis, et chaque parti a renforcé ses positions militaires en

La capitale, en raison d'un différend entre les deux parties sur le calendrier du passage au civil

règle en vertu de l' accord-cadre. Qui a été signé à la fin de l'année dernière, intégrant les Forces de soutien rapide

dans l'armée soudanaise et qui dirige l'institution militaire qui aboutit à la fusion des deux forces.

Après le renversement du président Omar al-Bashir lors d'un coup d'État militaire en 2019, après des mois de manifestations de masse, le

Un Conseil militaire de transition a été formé et tous étaient membres de l'institution militaire, à l'exception de

Hemedti, qui n'a jamais été membre de cette institution, même s'il avait le grade de lieutenant général.

La première a été décidée par Al-Bashir lui-même. Il y a des semaines,

Hemedti a critiqué le coup d'État de 2021 et a déclaré qu'il s'agissait d'une « erreur » et qu'il ouvrait la porte au retour du pouvoir.

partisans du président Al-Bashir. Il a expliqué : « Malheureusement, (le coup d'État) est devenu une porte d'entrée vers

le retour du précédent re

Il a averti que les alliés de l'ancien président Al-Bashir, qui a dirigé le pays pendant près de trois décennies, reprenaient pied politique.

Qui est Hemedti ?

Le 13 avril 2019, le lieutenant-général Muhammad Hamdan Dagalo, connu sous le nom de « Hemedti », a été promu à la tête de l'armée.

du Conseil militaire de transition, dirigé par le lieutenant-général

Grade de premier lieutenant général, et nommé adjoint

Coin d'Abdel Fattah Al-Burhan, suite à l'éviction du président soudanais Omar Al-Bashir en avril

11. Cela s'est produit quelques heures après qu'Hemedti ait annoncé son refus de participer au Conseil, « jusqu'à ce que le peuple les exigences sont satisfaites et initiées. Le 20 août de

la même année, le Conseil souverain chargé de diriger la phase de transition a été formé avec 11 membres - six civils et cinq militaires. Un mois Pour 39

ans, Hemedti était le premier vice-président du Conseil, qu'Al-Burhan dirigeait également

De marchand de chameaux à chef d'un puissant

milice, le parcours d'Hemedti sur le devant de la scène politique au Soudan semblait étrange, car il venait de l'extérieur du pays.

L'establishment militaire et les partis politiques traditionnels.

Hemedti est considéré comme l'un des principaux éléments qui ont renversé l'ancien président Al-Bashir, qu'il avait

rapproché, soutenu et légitimé la milice tribale qu'il dirigeait, en l'intégrant dans l'armée

création sous le nom de « Forces de soutien rapide ».

Hemedti est issu de la tribu Rizeigat d'origine arabe qui habite la région du Darfour, à l'ouest du Soudan.

Il a quitté l'école très jeune et a travaillé vers la vingtaine principalement dans le commerce des chameaux entre la Libye, le Mali et Tchad, ainsi qu'à protéger les convois commerciaux des bandits dans les zones contrôlées par sa tribu. Hemedti a fait une grande fortune de ce travail dans les années 1990, qui lui a permis de former une milice tribale avec d'autres milices tribales, et lorsque l'or a été découvert à Jabal Amer, ses propres milices ont pris le contrôle de ses mines. L'histoire d'Hemedti commence en 2003, lorsque le gouvernement Béchir mobilisé des forces d'éleveurs arabes pour combattre les rebelles africains au Darfour. Le noyau de ces forces, qui étaient plus tard connu sous le nom de « Janjawid », était composé d'éleveurs de chameaux des clans Mahamid et Mahriya, du Tribus Rizeigat du Nord Darfour et des zones adjacentes. Elle au Tchad.

Durant la guerre brutale au Darfour entre 2003 et 2005, le chef Janjaweed le plus célèbre et le plus notoire était Musa Hilal, le chef du clan Mahamid. Hemedti, qui travaillait aux côtés de Hilal, a pris de l'importance lorsqu'il a pu élargir la milice Mahariya qu'il dirigeait et inclure d'autres tribus, pour rivaliser avec son ancien chef Hilal, et Bashir a ensuite demandé l'aide de ce dernier. Suite à un litige, Al-Bashir a légitimé cela milice en la baptisant « Forces de soutien rapide » selon un décret présidentiel qu'il a publié en 2013. Ses principaux L'effectif se composait de 5 000 membres, armés et actifs bien avant cela. Le chef de l'armée de le personnel n'aimait pas ça, car il voulait que l'argent soit versé renforcer les forces régulières, mais Al-Bashir se méfiait de donner trop de pouvoir aux mains des forces armées. Service national de sécurité et de renseignement, alors qu'il venait de licencier son directeur, accusé de complot contre lui.

Ainsi, les RSF sont devenues responsables devant Bashir lui-même, et Bashir a donné à Hemedti le titre de « himati », signifiant « celui qui me protège. Les Forces de soutien rapide participé à un certain nombre de conflits régionaux, notamment leur rôle dans les combats au sein de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite forces armées dans le sud du Yémen et le long de la plaine de Tihama, qui comprend la ville côtière de Hodeidah. Hemedti aussi fourni des unités pour aider à garder la frontière saoudienne avec le Yémen. Les rapports indiquent que le nombre de Soutien Les forces dirigées par Hemedti ont atteint plus de 40 Mille personnes en 2019 Troubles au Darfour

Les rebelles du Darfour ont accusé Khartoum en 2003 de marginaliser leurs régions économiquement et politiquement, ce qui a conduit à à l'éclatement d'un conflit armé entre les deux parties. Les Nations Unies ont déclaré que près de 300 000 personnes ont été tués dans ce conflit et des millions de personnes ont été déplacées de leurs foyers. En 2014, suite à ses critiques, le gouvernement soudanais a arrêté Al-Sadiq Al-Mahdi, le chef du parti Umma, parce que des pratiques des Forces de soutien rapide, qui combattaient aux côtés du gouvernement dans la région du Darfour.

Jusqu'en 2017, les Forces d'Appui Rapide étaient affiliées au Service de Sécurité et de Renseignement puis sont devenues affilié à l'armée, même si la plupart de ses membres ne sont pas des militaires. Le duo d'or, de mercenaires et le plus gros « budget politique » du Soudan

La rivalité entre Hemedti et Hilal s'est intensifiée lorsque de l'or a été découvert à Jabal Amer, dans l'État du nord du pays. Darfour en 2012

Cela s'est produit à un moment où le Soudan était confronté à une crise économique en raison de la sécession du Soudan du Sud, prenant 75 ans. pour cent du pétrole du pays. Cela semblait être une aubaine.

Les miliciens Hilal ont pris le contrôle de la zone par la force, tué plus de 800 personnes de la tribu Beni Hussein et sont devenus riches en extrayant et en vendant de l'or. En 2017, les ventes d'or s'élevaient à 40 pour cent des exportations du Soudan. Hemedti tenait à le contrôler. Il possédait déjà quelques mines et créa une société commerciale connue sous le nom d'Al Junaid. Mais quand contesté

Pour encourager une nouvelle fois le président Béchir et empêcher le gouvernement d'atteindre les mines de Jebel Amer, le discours d'Hemedti les forces ont lancé une contre-attaque. Dans

En novembre 2017, ses forces ont arrêté Hilal et les Forces de soutien rapide ont saisi les mines d'or les plus rentables du Soudan. Du jour au lendemain, Hemedti est devenu le plus grand marchand d'or et - en contrôlant le Tchad et la Libye - sa plus grande force de garde-frontières, et Hilal est resté en prison.

Frontières Avec une ascension politique rapide suite au limogeage de Bashir, Hemedti apparaît chaque semaine dans l'actualité distribuer de l'argent à...

Des policiers pour les remettre en service dans les rues, des travailleurs du secteur de l'électricité pour les remettre sur leurs chantiers, les enseignants à retourner dans leurs écoles ou à distribuer des voitures aux chefs de tribus. Les Forces de soutien rapide ont pris le contrôle du camps de la force de maintien de la paix de l'Union africaine, qui a commencé à se retirer du Darfour, avant l'ONU stoppé ce retrait.

Hemedti a déclaré qu'il avait augmenté le nombre de forces de soutien rapide participant au Yémen et déployé une brigade au Yémen. La Libye combattrait aux côtés des forces de Khalifa Haftar.

Avec le "Massacre du Commandement Général" Les Forces de soutien rapide ont été accusées d'avoir participé à ce qui a été rapporté dans les médias Lorsque les forces armées prétendent être affiliées au conseil militaire et aux forces de soutien ont dispersé un sit-in pacifique sur le 3 juin 2019, tuant plus de 120 personnes, et bien d'autres encore ont été tuées à cette époque, affirme Willow Burridge, auteur de Le Nil. Oui le livre « Soulèvements civils en

Le Soudan moderne. Professeur d'histoire à l'Université de Newcastle en Grande-Bretagne, « Les Forces de soutien rapide ont commis des atrocités au Darfour, et leur mouvement après le renversement de Bashir éveille la suspicion de beaucoup, en particulier des rebelles. au Darfour. » Al-Burhan a siégé au Conseil militaire, puis en tant que membre du Conseil de souveraineté Depuis qu'Hemedti a été nommé adjoint

Pendant la période de transition dirigée par Al-Burhan, les médias ont fait état de temps à autre de désaccords. entre les deux hommes.

Malgré les nombreuses déclarations faites par le Conseil pour confirmer qu'il n'y a pas de conflit, et la même preuve que les Forces armées (de dont Al-Burhan est le commandant en chef) et les Forces de soutien rapide (dirigées par Hemedti) sont « au cœur d'un seul homme », il y avait échos de désaccords entre eux sur un certain nombre de questions. , y compris le mouvement et le déploiement de forces de soutien dans Khartoum et d'autres États, en plus de ce qui a été rapporté sur la tentative du Soutien Rapide de conclure des accords à caractère économique

**Nombre de** avec des entreprises internationales à l'insu de l'État.

Les médias, citant des sources militaires, ont également déclaré que le conflit se concentre principalement autour...

Entre les forces armées et le soutien rapide, cela semble être le cas L'influence personnelle est plus qu'un combat

Ce qui a conduit à une récente intensification du conflit entre les deux hommes.



Le Soudan est confronté à une crise étouffante renforcée par l'impasse politique, exacerbée par le déclenchement de affrontements armés le 15 avril 2023 dans plusieurs États et villes soudanais entre les forces armées dirigées par

Le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan et les forces de soutien rapide dirigées par le lieutenant-général Mohamed Hamdan Dagalo (Hemedti), au milieu de l'échec de... à contenir le conflit malgré les pressions régionales et internationales.

mouvements pour trouver une issue à la crise dans le pays.

L'évolution de la scène opérationnelle sur la scène soudanaise révèle l'insistance des deux parties au conflit et ! ignorant les appels de la communauté internationale à mettre fin aux combats qui font rage dans le pays. Sur sa décision, Askar

En espérant entamer des négociations sur un règlement définitif du conflit, ce qui renforce mes craintes

Les pays directement voisins du Soudan de la poursuite du conflit qui menace la stabilité de la région dans son ensemble.

#### Caractéristiques de la scène soudanaise actuelle

Le contexte général au Soudan se caractérise par une plus grande complexité, une caractéristique qui a accompagné au déclenchement du conflit militaire actuel en scène depuis le renversement du régime Ingaz en avril 2019

Le pays. Les caractéristiques les plus marquantes de la scène actuelle au Soudan peuvent être notées comme suit :

1- Une bataille d'influence entre deux projets opposés : deux projets menés par Al-Burhan et Hemedti « Rasin »

après la chute de Même le Soudan est considéré comme doté d'un système de gouvernement de transition

Le régime de sauvetage en 2019 et le début de la phase de transition, qui a conduit au déclenchement d'une crise politique conflit qui s'est rapidement transformé en affrontement militaire entre les deux partis les plus influents au Soudan au cours de la dernière quatre années.

Chaque parti aspire à renverser l'autre parti dans le but d'imposer sa vision sur la scène soudanaise et façonner son avenir en vue de prendre le pouvoir dans le pays après la fin de la phase de transition actuelle.

Compte tenu de la difficulté de rencontrer les deux projets dans un espace commun de dialogue, du moins dans un avenir prévisible À l'avenir, la confrontation militaire risque de se poursuivre jusqu'à ce qu'une des parties au conflit exclue l'autre du conflit. Toute la scène politique.

2- Poursuite des affrontements armés : Depuis leur éclatement dans la capitale Khartoum, les affrontements armés entre les L'armée soudanaise et les Forces de soutien rapide se sont concentrées sur un certain nombre de points stratégiques, tels que

Aéroports et certains quartiers généraux souverains, pour tenter de les contrôler afin d'affirmer une supériorité qualitative au niveau  
aux frais de l'autre partie. Les affrontements se sont rapidement étendus à un certain nombre d'États et de villes soudanaises, de manière attendue.  
<sup>[1]</sup> escalade du conflit.

Cela a causé la mort d'environ 387 personnes et en a blessé 1 928 autres, selon les déclarations des autorités soudanaises.  
Syndicat des médecins. Malgré les tentatives de la communauté internationale pour parvenir à des trêves humanitaires entre les deux parties  
conflit depuis le début, les combats se sont poursuivis entre les forces belligérantes dans certaines régions soudanaises comme Khartoum,  
<sup>[2]</sup>  
Omdurman et Darfour, sur fond d'accusations mutuelles des deux parties de violation de la trêve.

3- Guerre de l'information : Il s'agit d'une bataille parallèle au conflit militaire qui se déroule dans le pays, à travers laquelle les deux parties  
le conflit, en particulier le soutien rapide, tentent de cacher la vérité sur l'évolution du théâtre opérationnel dans le but de  
A de faire plus d'exercice tromper l'opinion publique soudanaise et neutraliser la communauté internationale par peur.  
Pressions exercées de part et d'autre du conflit, en plus d'affaiblir le moral des soldats soudanais en préparation de leur  
un éventuel retrait et la résolution définitive du conflit.

D'un autre côté, l'armée soudanaise a prêté attention aux efforts des Forces de soutien rapide pour déformer son image auprès des autorités locales.  
et international en diffusant des informations trompeuses, et a lancé une contre-campagne en publiant plusieurs  
déclarations visant à nier les allégations formulées par les Forces de soutien rapide concernant l'évolution du conflit sur la  
Cela mine la confiance et suscite la peur chez les gens terrain et de rassurer l'opinion publique soudanaise face à la peur.  
Citoyens.

4- L'absence des forces politiques sur la scène : Les deux côtés du conflit soudanais continuent d'ignorer les appels répétés  
par la plupart des forces et partis politiques soudanais d'arrêter immédiatement les combats et de commencer  
Cela a conduit à l'internationalisation du conflit <sup>[3]</sup> Dans un processus de négociation pour mettre fin et régler le conflit

Les tentatives internes d'endiguement, car le poids de ces forces diminue à l'heure actuelle car elles sont considérées  
Au milieu des développements du conflit militaire actuel. L'avenir pourrait en être affecté le parti le moins influent  
Les forces politiques et civiles de la scène politique soudanaise au cours de la prochaine étape et les conséquences du conflit actuel.

5- La poursuite des évacuations de ressortissants étrangers : Il s'agit d'un indicateur important qui reflète l'ampleur des  
évolutions au niveau du théâtre de campagne dans les zones de combat. Cela laisse également présager une escalade des affrontements armés entre  
les deux parties au conflit à court terme. Un certain nombre de pays ont annoncé l'évacuation de leurs ressortissants de  
Soudan au cours des derniers jours, comme les États-Unis d'Amérique, la Chine, la France, la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Italie, le  
Pays-Bas, Suède, Danemark, Finlande, Turquie, Japon, Espagne, Grèce, Libye, Jordanie, Afrique du Sud, Kenya et autres.

6- Détérioration du système de santé : Le conflit a fait des dizaines de victimes et des centaines de blessés, ce qui a mis  
71% d'entre eux sont absents arrêté à propos pression sur les hôpitaux soudanais, qui  
du travail dans les zones de combat, selon les déclarations du Syndicat des médecins soudanais, en raison d'une pénurie

Médicaments et aide médicale, qui menacent l'effondrement du système de santé du pays, et ses répercussions

sur la sécurité sociale là-bas.

### Récits d'Al-Burhan et Hemedti dans le conflit

Les tactiques et politiques des deux parties depuis le début des affrontements armés dans le pays reflètent la transformation du conflit en un jeu à somme nulle qui pourrait en prolonger la durée au cours de la période à venir. Chaque parti a

ses propres calculs stratégiques dans ce conflit en cours dans le pays. D'un côté, l'armée soudanaise

G lui à l'intérieur, se rend compte de la nécessité de monopoliser la force militaire et de ne pas permettre la présence d'une grande armée

En faveur de l'armée soudanaise, il lui donne plus de légitimité et d'influence

Le conflit a été résolu par des moyens militaires

à l'intérieur du Soudan.

C'est pourquoi l'armée renforce ses efforts, au milieu de ce conflit, pour dépouiller la légitimité politique sur laquelle repose le

Les Forces de soutien rapide comptent légitimer leur présence dans la réalité soudanaise et pousser à son démantèlement ou à son retrait.

l'obligeant au moins à s'intégrer dans les forces armées soudanaises aux conditions de ces dernières, ce qui pourrait aboutir à l'exclusion

d'Hemedti de la scène. L'ensemble du processus politique au cours de la prochaine étape, en plus de l'élimination des

et des incubateurs internationaux soutenant ses forces, en plus de protéger le Soudan du dilemme des conflits régionaux et

l'alignement international et devenir une arène ouverte aux tensions entre les pays, tout en

soutenir l'ambition politique de l'institution aspirant à jouer un rôle régional dans la région. L'armée soudanaise

a demandé de présenter un candidat ayant des chances de remporter les prochaines élections présidentielles au

pays sera renforcé.

D'un autre côté, Hemedti cherche fermement à confirmer sa légitimité et celle de ses forces en tant que figure difficile.

dans les équations politiques et militaires au Soudan, dans le contexte de l'ambition politique croissante du Rapid

Commandant de soutien, peut-être pour diriger le pays à l'avenir après la fin de la phase de transition, qui est

Qu'est-ce qui l'a poussé à justifier son implication dans ce conflit par ses prétentions à défendre la démocratie, à protéger

la transition démocratique dans le pays et le transfert du pouvoir aux civils. Hemedti est également bien conscient que

renforcer sa puissance militaire et l'équilibrer avec l'armée soudanaise servira ses ambitions futures en

la scène soudanaise.

Hemedti tente donc d'ébranler la confiance d'une grande partie des citoyens dans les forces armées et de transformer

l'opinion publique contre ses dirigeants à la lumière des accusations croissantes portées contre eux d'appartenance à l'ancien régime et

ciblant les civils lors de bombardements aériens, en profitant du mécanisme médiatique dont disposent les Forces de soutien rapide.

Depuis le début du conflit, ce qui laisse présager la possibilité de recourir à un réseau d'experts dans le domaine des médias pour

gérer la bataille à travers les médias et les réseaux sociaux aux niveaux local et international. Même si le conflit est

pas résolu, la communauté internationale pourrait faire pression pour des négociations entre les deux parties au conflit, ce qui

pourrait représenter une opportunité pour Hemedti de négocier son maintien sur la scène politique sans prendre de décisions majeures.

concessions, et d'obtenir des garanties sur l'avenir de ses forces et son avenir lors de la prochaine étape.

Récits des pays voisins dans le conflit

Les pays voisins du Soudan ont leurs calculs stratégiques concernant l'escalade du conflit militaire et la possibilité dont certaines s'étendent au-delà des frontières soudanaises, menaçant la sécurité et la stabilité régionales, d'autant plus que le Soudan est en pleine croissance. importance stratégique grâce à sa situation géographique, qui en fait un point de contact stratégique entre les pays d'Afrique de l'Est. région - y compris la Corne de l'Afrique et la mer Rouge. - Et les régions du Sahel et de l'Afrique centrale, où le Soudan est en contact avec cinq pays d'Afrique subsaharienne : Érythrée, Éthiopie, Soudan du Sud, Afrique centrale et Tchad. Les calculs de ces pays envers le conflit soudanais peut être désigné comme suit :

1- Soudan du Sud : Il est considéré comme le plus touché par la poursuite du conflit à l'intérieur du Soudan, d'autant plus qu'il menace environ 800 000 réfugiés du Soudan du Sud stationnés sur le territoire soudanais pour retourner à nouveau à Juba, ce qui représente une pression croissante sur eux compte tenu de la faiblesse des infrastructures et de l'augmentation

Les taux de pauvreté et la fragilité des conditions politiques et sécuritaires. Juba craint l'expansion du conflit pour atteindre la frontière entre elle et Khartoum, qui pourrait voir l'infiltration de certains éléments armés dans les territoires du sud pour échapper aux combats, qui pourraient encore les déstabiliser.

La poursuite du conflit affecte également négativement l'industrie pétrolière, car elle entrave le processus de transport du pétrole depuis... Oh, ce qui exacerbe Au sud jusqu'à Port-Soudan, à l'est du Soudan - 170 000 barils par jour les pertes économiques et financières pour les deux pays. Alors que les craintes du Soudan du Sud s'accroissent quant à l'avenir du fragile accord de paix conclu en 2018, d'autant que le Soudan est l'un des garants de cet accord, ce qui pousse il s'agit de rapprocher les points de vue des parties belligérantes à Khartoum dans l'espoir d'un cessez-le-feu et de commencer à régler le conflit.

2- Ethiopie : Addis Abeba craint une activité accrue des mouvements armés à la frontière avec le Soudan en cas d'expansion du conflit dans le pays. Elle craint également l'éventualité d'une présence de la milice Wagner dans Soudan dans la période à venir, car il n'accepte pas la présence de davantage de puissances internationales dans son environnement immédiat. voisinage en raison de la menace qu'ils représentent pour sa stabilité et l'influence éthiopienne dans la région. Addis-Abeba est également de plus en plus préoccupé par le retour des réfugiés éthiopiens déplacés au Soudan au milieu de la récente crise éthiopienne. la guerre dans leur pays, ce qui représente une pression sur le gouvernement fédéral éthiopien et pourrait exacerber les conflits.

Et des conflits ethniques dans certaines régions éthiopiennes.

Le conflit soudanais affecte les routes vitales menant à l'Éthiopie, d'autant plus qu'il dépend fortement du port de Port-Soudan. pour le commerce avec le monde extérieur via la mer Rouge.

L'Éthiopie pourrait considérer le conflit au Soudan comme un nouveau point de départ pour une influence régionale en Afrique de l'Est, grâce à ses efforts pour jouer un rôle un rôle de médiation dans l'espoir de mettre un terme aux combats entre les deux parties. Le conflit, dont Addis-Abeba pourrait profiter pour désengager le Soudan et l'Égypte concernant...

Le dossier du barrage éthiopien dans la période à venir, en plus d'atténuer la position soudanaise envers la région contestée de Fashqa  
crise entre les deux pays et parvenir à des accords amicaux à ce sujet.

3- Érythrée : L'inquiétude des Érythréens augmente quant à la possibilité du retour de plus de 234 000 réfugiés érythréens du Soudan  
en raison de l'aggravation du conflit. Asmara craint les menaces des mouvements armés - qui pourraient être actifs en raison de la  
Conflit soudanais - à l'intérieur de l'Érythrée. Certains éléments érythréens pourraient être impliqués dans le conflit - si la situation s'aggrave  
dans l'étape suivante - en combattant aux côtés de l'une des parties belligérantes, en particulier du Soutien rapide, dans le cadre d'une tentative du président érythréen  
Isaias Afwerki pour renforcer son influence dans l'équation du règlement.  
C'est à l'intérieur du Soudan qu'il faut prendre part au conflit en  
l'avenir.

4- Tchad : Il est également plus vulnérable aux risques, d'autant qu'il partage plus de 1 400 kilomètres de frontières avec le Soudan, qui  
renforce les craintes d'une infiltration accrue de rebelles sur le territoire tchadien et la possibilité que certains mouvements rebelles tchadiens s'y joignent.  
le conflit au Soudan au profit de l'un d'entre eux. Sa périphérie, qui pourrait constituer le noyau de futurs groupes rebelles menaçant  
l'État tchadien. N'Djamena craint la possibilité d'un déclin rapide du soutien à la région du Darfour et de la sécurité  
conséquences qu'elle pourrait imposer et qui menacent la sécurité et la stabilité de la partie tchadienne, qui craint également les dangers de la  
Le groupe de sécurité russe Wagner s'implique dans le conflit, se plaçant aux abords de la frontière tchadienne de trois côtés :  
Libye, Soudan et Afrique centrale. Outre l'inquiétude croissante quant à la possibilité d'établir des relations de coopération  
entre Wagner et certains mouvements armés tchadiens actifs dans la région.

Le conflit soudanais empêche également l'État tchadien de bénéficier des ports soudanais, notamment celui de Port Soudan,  
ce qui pourrait constituer une crise économique pour le Tchad étant donné qu'il s'agit d'un pays enclavé au Sahel. Pendant ce temps, les craintes des Tchadiens sont  
croissante du conflit qui s'étend jusqu'à ses frontières dans les zones d'accueil des réfugiés, d'autant plus que le Tchad a jusqu'à présent reçu davantage de réfugiés.  
plus de 20 000 réfugiés soudanais, ce qui pourrait accroître les pressions économiques et sécuritaires sur le gouvernement de N'Djamena pendant la  
période à venir.

5- Afrique Centrale : Craint l'exode d'un grand nombre de réfugiés soudanais vers le pays, et la pression que cela exerce sur la  
la faiblesse des infrastructures et de l'économie nationale. Outre la crainte de l'activité de nombreux mouvements armés à la frontière  
entre les deux pays, et la possibilité que certains d'entre eux soient impliqués dans le conflit soudanais, ce qui pourrait exacerber  
avec la situation sécuritaire sur place ainsi que les relations tendues avec Khartoum. En revanche, l'implication de Wagner  
dans le conflit et son déploiement au Soudan peut représenter un message de réassurance pour le régime au pouvoir à Bangui, qui utilise  
Les forces de Wagner pour affronter les mouvements armés rebelles dans le pays et y sécuriser l'élite dirigeante.

6- L'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD) : L'Autorité a présenté une initiative le 27 avril 2023, en  
une tentative de sortie de la crise soudanaise, et dans le cadre du travail sur le principe de l'Afrique  
solutions aux crises africaines adoptées par l'Union africaine. L'initiative comprenait deux propositions

Il est essentiel de prolonger la trêve humanitaire de 72 heures supplémentaires dans le pays dans le but de poursuivre les évacuations de ressortissants étrangers dans le pays et la poursuite des efforts pour parvenir à un cessez-le-feu. En plus d'envoyer des représentants de l'armée soudanaise et un soutien rapide au Soudan du Sud pour les négociations.

Ô Soudan (le Conseil de souveraineté de transition au pouvoir) et profitez L'Initiative Ejad - que vous présidez actuellement - vise à...

Dans lequel l'Éthiopie exerce une forte influence - pour renforcer sa présence sur la scène soudanaise afin de tenter d'amener le les points de vue des deux parties au conflit se sont rapprochés en vue de parvenir prochainement à un accord de cessez-le-feu, surtout après

Ce qui se passe est une question interne soudanaise qui peut être résolue par le biais d'organisations. La sécurité de l'ONU

Le Conseil a reconnu que ce qui est régional, qui ferme la portée d'une intervention internationale - du moins au stade actuel - et élargit la portée des parties régionales africaines pour contenir le conflit et ses parties dans l'espoir de trouver

Par conséquent, l'un des problèmes auxquels se heurte cette initiative est celui d'un règlement global à court terme. Malgré la ambiguïté de ses voies possibles, se limitera-t-elle à un consensus sur la prolongation de la trêve humanitaire ou aura-t-elle réellement un rôle dans la conclusion d'un règlement politique ?

Riques potentiels

La poursuite du conflit militaire actuel au Soudan pourrait compromettre les acquis de la phase de transition qui a suivi

la chute du régime de sauvetage en avril 2019, qui ramènera l'État soudanais à la case départ et menacera son

l'avenir avec davantage de tensions et de troubles politiques et sécuritaires, d'une manière qui exacerbe les craintes régionales des pays voisins.

pays sur l'expansion du conflit et la menace qui pèse sur leur sécurité et leur stabilité. court terme.

Compte tenu de l'expansion du conflit et de l'insistance des deux parties à poursuivre les combats jusqu'à ce que la bataille soit résolue, ! Oh, il pourrait être difficile de laisser la place à une quelconque médiation de la part de la communauté internationale à cet égard. Askar

Dans un avenir proche, à moins que les grandes puissances ne menacent d'appliquer des sanctions dissuasives - dans un court laps de temps - contre les deux parties belligérantes pour les forcer à se conformer aux appels régionaux et internationaux visant à mettre fin immédiatement aux combats.

Les données actuelles sont comme une bombe à retardement régionale, en particulier

Dans l'ensemble, le Soudan est en bonne santé

Au sein d'une ceinture régionale truffée de crises et de conflits, ce qui peut rendre...

Il est situé géographiquement

La poursuite et l'aggravation du conflit constituent un tournant dans la transformation du Soudan en un point chaud régional pour les

attirant davantage de mouvements armés et d'organisations terroristes actives dans des régions géographiquement voisines telles que le

Région du Sahel et Libye. Ce qui menace à son tour la sécurité régionale des pays voisins immédiats.

---

[1]. Ce qu'il faut surveiller alors que la violence au Soudan s'intensifie, RANE, 21 avril 2023, disponible sur : <https://bit.ly/41Vm4zh>

---

[2]. Alind Chauhan, Pourquoi le dernier conflit au Soudan a suscité l'inquiétude de tant de pays à travers le monde, 24 avril 2023, disponible sur : <https://bit.ly/41vsCop>

[3]. Michelle Gavin, Soudan en crise, Council on Foreign Relations, 20 avril 2023, disponible sur : <https://on.cfr.org/3oHfsGi>

[4]. Le point de vue du Guardian sur le conflit au Soudan : général contre général contre le peuple, The Guardian, 18 avril 2023, disponible sur : <https://bit.ly/3H9cZdZ>

Coup d'État au Soudan : pourquoi Hemedti était-il absent de la scène politique ?

• Somaya Nasr • BBC

Actualités en arabe

4 novembre 2021

Face aux pressions internes et externes auxquelles est confronté le général Abdel Fattah al-Burhan pour qu'il remette le pouvoir à un gouvernement civil, des questions se sont posées au sujet d'un autre commandant militaire qui a joué un rôle de premier plan depuis... Pour renverser l'ancien président Omar el-Béchir, ce leader est le général Mohamed Hamdan Dagalo, dit « Hemedti », le commandant des Forces de soutien rapide. Pourquoi est-il absent de la scène depuis le coup d'État ? Quelle est la nature du relation entre cela et la preuve ? Le 13 avril 2019, le lieutenant-général Muhammad Hamdan Dagalo a été promu au grade de lieutenant-général et chef de le Conseil militaire de transition, dirigé par le lieutenant-général Abdel Fattah, a été nommé Le nommant adjoint Al-Burhan, à la suite de l'éviction du président soudanais Omar al-Bashir le 11 avril. Cela s'est produit quelques heures après qu'Hemedti a annoncé son refus de participer au Concile, « jusqu'à ce que les exigences du peuple soient satisfaites et initiées ». Un jour avant l'arrestation de plusieurs ministres et responsables civils au Soudan, dont le Premier ministre Abdallah Hamdok et le commandant de l'armée, le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan, annonçant la dissolution de la souveraineté et du Conseil des ministres, imposant l'état d'urgence dans le pays et suspendant les travaux sur articles du document constitutionnel, le Conseil de Souveraineté Selon les mots de son premier vice-président, Hemedti, il affirme le soutien au processus de transition démocratique, jusqu'au bout Pour les élections générales dans le pays. Al-Burhan était le visage du coup d'État et sa seule personnalité, tandis qu'Hemedti disparaissait de la vue. Un rôle non déclaré dans coup d'État dont les citoyens de tout le Soudan ont parlé voir des membres des Forces de soutien rapide aux côtés des forces de sécurité lors des manifestations qui ont suivi le coup d'État. Et elle dit Des rues côte à côte Kholoud Khair, un analyste soudanais résidant à Khartoum, a déclaré : « Il est probable qu'Hemedti et les dirigeants du Soutien rapide aient joué un rôle dans le coup d'Etat." Un aspect majeur de la sécurité dans La politique soudanaise depuis son arrivée On sait qu'Hemedti est devenu un joueur Khartoum En 2013, Al-Bashir a légitimé les milices dirigées par Hemedti dans la région du Darfour, qui combattaient les rebelles d'origine africaine. là-bas, les appelant les « Forces de soutien rapide ». Mesures de sécurité massives, y compris la détention de militants et de politiciens Le récent coup d'État comprenait un « élément Au Président du Conseil Adjoint Et des journalistes », selon l'avis de Kholoud Khair, qui laisse entendre qu'Hemedti le décrit également Le souverain dissous a joué un rôle majeur dans le coup d'État, « même s'il ne l'a pas annoncé ». Le support rapide Avec le "Massacre du Commandement Général" Les forces ont été accusées d'avoir participé à ce qui a été rapporté dans les médias Lorsque les forces armées, prétendument affiliées au Conseil militaire et aux forces de soutien, ont dispersé un sit-in



Pacifique le 3 juin 2019, tuant plus de 120 personnes, dont de nombreux morts ont été jetés dans le Nil. Ces des accusations, qu'Hemedti considère comme injustes, pourraient ont joué un rôle dans sa décision de disparaître de prison.

La scène politique soudanaise à l'heure actuelle. L'enquête en cours sur ce massacre n'a pas encore permis d'identifier les personnes tout ce que responsable, mais il a été « reconnu coupable par le tribunal de l'opinion publique », comme l'a dit Khair, et il se garde bien de le faire. pourrait mettre en péril son avenir politique. En même temps, sur la relation entre Hemedti et Al-Burhan, de nombreux observateurs estiment que la relation entre Hemedti et Al-Burhan est complexe. Bien qu'ils appartiennent au entité militaire qui contrôle les rênes du pouvoir au Soudan, leurs antécédents et leurs sources d'influence sont différents. Hemedti vient du Tribu Rizeigat d'origine arabe qui habite la région du Darfour, à l'ouest du Soudan. Il quitte l'école très jeune et travaille dans son années vingt principalement dans le commerce des chameaux entre la Libye, le Mali et le Tchad, ainsi que dans la protection des convois commerciaux contre les bandits dans les zones contrôlé par sa tribu. Hemedti a fait une grande fortune grâce à ce travail dans les années 1990, ce qui lui a permis de former une milice tribale avec d'autres milices tribales, et quand l'or a été découvert à Jabal Amer, ses propres milices ont pris le contrôle de ses mines. Quant à Al-Burhan, ses racines remontent au Nil État, situé au nord de la capitale, Khartoum. Il est né dans le village de Qanduto dans une famille religieuse qui suit la Ordre Khatmiyya, qui en est un des principaux ordres soufis au Soudan et a joué un rôle dans la vie politique soudanaise, représenté par le Parti unioniste démocratique, le concurrent traditionnel. Pour la fête Umma. Al-Burhan est diplômé du Collège militaire et a travaillé comme officier dans le forces d'infanterie et autres unités de l'armée. Il a participé à la guerre du Darfour, ainsi qu'aux batailles qui ont précédé la sécession du Sud. Soudan du Nord Soudan.

Al-Burhan a siégé au Conseil militaire, puis en tant que membre du Conseil de souveraineté Depuis qu'Hemedti a été nommé adjoint Durant la période de transition dirigée par Al-Burhan, les médias font état de temps à autre de désaccords entre les deux hommes. Malgré de nombreux déclarations publiées par le Conseil, pour confirmer qu'il n'y a pas de conflit et pour confirmer la même preuve que les forces armées (dont Al-Burhan est le commandant en chef) et les Forces de soutien rapide (dirigées par Hemedti) « sont au cœur d'un seul homme », des désaccords ont été repris entre eux sur un certain nombre de questions, notamment le mouvement et le déploiement des troupes. forces de soutien à Khartoum et dans d'autres États, ainsi que ce qui a été rapporté sur la tentative du Soutien rapide de conclure des accords

Nombre de de nature économique avec des entreprises internationales à l'insu de l'État.

Les médias, citant des sources militaires, ont également déclaré que le conflit se concentre principalement autour... Entre forces armées et soutien rapide. L'influence personnelle est plus qu'un combat

Parce qu'il y en a beaucoup Mais il semble que les deux hommes aient réussi jusqu'à présent à mettre de côté leurs différences.

Leurs objectifs communs. Les deux hommes n'ont pas caché leurs ambitions de se maintenir au pouvoir et ont vivement critiqué le Premier ministre.

Abdallah Hamdok dans la période précédant le coup d'État. Ils craignent également d'être tenus pour responsables

les droits de l'homme et les violations financières si les affaires sont rétablies dans le giron d'un gouvernement civil dans le pays. Ces abus concernent

le conflit au Darfour, le « massacre du commandement général » et les empires commerciaux qui seraient détenus par de hauts généraux de l'armée.

Pour atteindre leurs objectifs communs consistant à éviter toute responsabilité juridique, à rester au pouvoir et à préserver leur économie

intérêts, les deux puissants chefs militaires se sont alliés. Al-Burhan est également confronté à un défi majeur,

qui maintient la paix fragile avec plusieurs mouvements

Rébellion armée dans la région du Darfour et dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu, ainsi que menaces

Sécession possible dans l'est du Soudan. Il doit donc maintenir son alliance avec Hemedti et ses forces, pour

maintenir la paix avec les mouvements armés, d'autant plus que les forces armées soudanaises souffrent de fragmentation et

l'opinion de nombreux Soudanais, y compris Hamdok, est divisée. Mais le politologue Kholoud Khair estime que ce n'est pas clair

dans quelle mesure cela tiendra-t-il du fait de son rejet international, mais aussi et surtout de son rejet

La coalition, « étant donné que le coup d'État semble désormais chancelant

intérieurement".

Relations avec les puissances régionales Médias

les rapports parlent depuis longtemps des relations étroites entre Hemedti et les Émirats et l'Arabie Saoudite. Hemedti

a fourni à la coalition dirigée par l'Arabie saoudite au Yémen des mercenaires de ses forces. Il a également été signalé qu'Hemedti avait fourni des unités

pour aider à garder la frontière saoudienne avec le Yémen. Même si la preuve est devenue de plus en plus importante pour ces deux

pays récemment, ainsi que...

Parce que l'Egypte entretient une amitié avec son président Abdel Fattah El-Sissi, Khair estime que s'il continue à grandir, Etre un allié

Avec la pression populaire exercée sur Burhan pour qu'il démissionne, Hemedti pourrait devenir un meilleur allié de certaines puissances régionales. "Personne

fiducies

Le silence d'Hemedti, et certains disent qu'il pourrait faire à Burhan ce qu'il a fait à Bashir. Ils ne sympathiseront pas avec

Pour la dynamique raciale dans lui dans ce cas... et étant donné En 2019, mais personne

Il n'a pas terminé ses études et vient d'une région Soudan, il est peu probable qu'un homme relativement jeune

Le Darfour sera accepté par les élites politiques et sociales de Khartoum.

Lundi 25 octobre 2021, l'armée soudanaise a pris une mesure attendue pour dissoudre le gouvernement de transition

institutions et mettre fin au partenariat avec les Forces de liberté et de changement, ce qui suscite des inquiétudes quant à la

l'avenir de la réforme politique dans le pays. Cette décision intervient quelques semaines seulement après l'échec d'une tentative de coup d'État visant à s'emparer du pays.

pouvoir par des loyalistes au régime du président déchu Omar al-Bashir, et au milieu d'avertissements répétés selon lesquels les tensions

entre les dirigeants civils et militaires au Soudan était au bord de l'effondrement. Peut-être que tout cela soulève

de nombreuses questions sur l'avenir de la transition politique au Soudan dans un contexte extrêmement complexe et imbriqué

environnement régional.

Il est clair qu'il existe des signes de soutien de la part des secteurs populaires au mouvement correctif de l'armée, comme

décrit par le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan, commandant en chef de l'armée soudanaise

Les forces. Le Mouvement pour la Justice et l'Égalité a accusé le gouvernement d'Abdalla Hamdok de

constitue la principale raison de l'intervention de l'armée. Elle a dit que quelques fonctionnaires monopolisaient la décision.

faire et a refusé d'engager le dialogue. Le groupe, dirigé par le ministre des Finances Jibril Ibrahim, était le

d'abord à exprimer publiquement son soutien à l'armée, mais il l'a également exhorté à mettre fin à l'état d'urgence et à libérer les prisonniers.

détenus et nommer un gouvernement civil pour gérer les activités quotidiennes.

Plus tôt en octobre (2021), le groupe a participé à un sit-in de masse pro-militaire à Khartoum qui exigeait

le limogeage du gouvernement de transition. Un autre groupe pro-militaire qui s'est détaché du Freedom

et le Mouvement pour le Changement a également salué ces mesures exceptionnelles, affirmant qu'elles étaient organisées par

J'espère que le palais présidentiel soutiendra l'armée car sa mission est accomplie. D'autre part,

le Conseil All-Beja des Lunettes, dirigé par M. Turk dans l'est du Soudan, mettra fin au sit-in.

Les défenseurs les plus éminents de l'armée étaient la réouverture de Port-Soudan et la fin de la fermeture en

les villes de l'Est.

### Double leadership dans l'institution militaire

Il est important de souligner la nature de l'institution militaire au Soudan, car elle comprend, outre le

forces régulières fondées sur la discipline et les valeurs de professionnalisme militaire, les Forces de soutien rapide, une

unité paramilitaire issue des milices Janjawid précédemment soutenues par le régime de Bashir et qui

Elle a été accusée d'avoir commis des violations pendant le conflit du Darfour. On retrouve ici une double direction militaire : le lieutenant-général Abdel

Fattah al-Burhan, commandant en chef des forces armées soudanaises, d'une part, et le lieutenant-général Muhammad

Hamdan Dagalo (Hemedti), commandant du soutien rapide, en revanche. Le rapport officiel d'al-Burhan semble être

que le doigt accusateur est pointé contre lui par la Cour pénale internationale de La Haye. , où, et cela ne s'est pas produit

Bashir et d'autres ont été accusés d'avoir commis des crimes contre l'humanité pendant le conflit au Darfour en

Début des années 2000. La preuve n'est pas non plus comptée en lignes

Les islamistes, ce qui est rare parmi les généraux de haut rang sous le régime de Béchir, fidèle aux Frères musulmans.

Cela a peut-être aidé le Soudan à sortir de l'isolement international dont souffrait le régime de Béchir. Derrière Burhan

Il s'agit du général Hemedti, commandant des Forces de soutien rapide. Al-Burhan entretient une longue relation avec Hemedti. Al-Burhan

était commandant au Darfour, où il a lancé l'armée et les forces de soutien

des milliers de personnes ont été déplacées et environ 2,7 millions de personnes ont été déplacées Campagne violente et rapide pour contrer l'insurrection. 300

En outre, un million de personnes ont été éloignées des campagnes militaires et des conflits sanglants dont a été témoin le Darfour. Et

avec "Je ne suis responsable d'aucune action Al-Burhan lui-même a parlé des atrocités qui ont été commises et a déclaré un jour :

« Comme toutes les forces régulières. » C'est honteux au Darfour... Pour moi, je combattais un ennemi

En 2015, Al-Burhan et Hemedti ont coordonné le déploiement des forces soudanaises et des combattants de soutien rapide au Yémen pour

combattre avec les forces de la coalition dirigée par l'Arabie saoudite contre les rebelles Houthis alliés à l'Iran. Les deux hommes sont crédités du

fait que lors du soulèvement contre Al-Bashir, ils ont refusé les ordres

Ils ont dispersé les manifestants par la violence, mais ils les ont rencontrés dans le camp de sit-in.

### La dialectique de la correction de cap et de la révolution corrective

La polémique surgit sur la description du mouvement de l'armée soudanaise le 25 octobre, comme le message envoyé par

En raison de l'état de chaos et de la grave division entre... Le lieutenant-général Al-Burhan a déclaré qu'il s'agissait d'une correction de cap donnée

Composantes du gouvernement de transition. Al-Burhan n'a pas suspendu les travaux sur l'ensemble du document constitutionnel, mais il l'a fait

Mettre en œuvre certains articles qui stipulent un partenariat avec les Forces de Liberté et de Changement. Il a annoncé le

suspension des dispositions des articles 11 et 12 relatives à la formation et aux pouvoirs de la Souveraineté de Transition

Conseil. Cela signifie qu'Al-Burhan deviendra le chef incontesté de l'État et commandant en chef des forces armées.

Forces de liberté et de changement. Al-Burhan était censé céder la présidence du Conseil souverain à un

président civil le 17 novembre 2021. L'un des articles les plus importants annulés était l'article 15 concernant le

nomination et pouvoirs du Conseil des ministres de transition, les Forces de la liberté et du changement ayant le pouvoir de le faire.

nommer le président du Conseil. Grâce à cette perturbation, Al-Burhan devient en mesure de nommer un gouvernement

de chiffres qualifiés, article 24 Une organisation nationale dotée d'une large base populaire et caractérisée par son efficacité et son indépendance. Comme c'était

Le paragraphe 3, qui stipule que le Conseil législatif de transition sera composé de 67% des personnes choisies par le

Forces de la Déclaration de Liberté et de Changement et 33% des forces autres que celles qui n'ont pas signé la Déclaration

de liberté et de changement. Ainsi, l'armée devient libre de former le conseil législatif de transition, qu'Al-Burhan

promis serait composé de jeunes.

Ce qui mérite un examen attentif, c'est qu'Al-Burhan a aboli l'article 71 concernant la dissolution du Conseil militaire,

ce qui signifie qu'il peut à nouveau exercer un rôle de surveillance efficace dans la gestion du processus de transition. Le paradoxe

qui rappelle l'expérience du président tunisien Kais Saied dans l'interprétation du texte constitutionnel est une confirmation

La preuve en est qu'il a fondé ses décisions sur le document constitutionnel, puisque l'article 78 stipule que ce document constitutionnel

Le document ne peut être modifié ou annulé qu'à la majorité des deux tiers des membres du Conseil législatif. Et en

En cas d'absence de ce conseil, le Conseil de Souveraineté et le Conseil des Ministres ont provisoirement adopté

législation et lois.

Dans la tradition africaine, c'est le moment où la scène politique atteint un état de blocage, où le potentiel est épuisé.

Pour candidature Dans toutes les autres voies démocratiques légitimes, il ne s'agit peut-être pas d'un « coup d'État correctif ».

Non seulement cela, mais c'est peut-être la seule option. Le Congrès national africain en Afrique du Sud a pris les armes contre le régime d'apartheid dans leur pays des années 1970 jusqu'au début des années 1990. Thomas Sankara a également réalisé une coup d'État révolutionnaire contre l'élite fanatique au Burkina Faso en 1983. Le scénario de « coup d'État correctif » le plus marquant C'est l'expérience ghanéenne sous la direction du lieutenant-colonel John Jerry Rawlings (1981-2001). Le Ghana était capable, avec l'aide des institutions financières internationales, d'établir un nouveau départ. Aujourd'hui, le pays est considéré comme un modèle

Son approche de la bonne gouvernance et de la démocratie est imitée par la plupart des autres pays d'Afrique. Ancien président américain Barack Obama l'a confirmé lors de sa visite historique dans la capitale, Accra, lors de sa première tournée africaine. Le comportement de Burhan est-il de vrais objectifs, alors que l'Union africaine a gelé le Soudan conformément à ces traditions ? Cela peut sembler quel que soit le l'adhésion jusqu'à ce que les institutions du régime civil soient rétablies.

Introductions et raisons de l'intervention de l'armée

Les Forces pour la Liberté et le Changement et le Conseil Militaire de Transition ont conclu des accords de partage du pouvoir dans un délai d'un mois pour former un conseil souverain au Soudan, dont il a été convenu qu'il se poursuivrait pendant une période de transition de 39 mois. Un mois Cependant, lors de la première Le règlement de l'arrangement prévoyait également qu'à compter du 20 août 2019, 21 des depuis période susmentionnée, un président militaire serait choisi par l'armée, qui lui succéderait ensuite pour une durée de 18 ans.

La prochaine élection sera celle d'un président civil, à condition que les élections aient lieu après la période de partage convenue. Un mois

Autorité. Le Premier ministre, qui sera nommé par les Forces de Liberté et de Changement, assume la présidence du Conseil des ministres, à l'exception des ministres qui dirigent les ministères de la Défense et de l'Intérieur, où le gouvernement de transition dirigé par Abdalla Hamdok est le premier depuis sa nomination par l'armée. Le

Coup d'État de 1989 qui ne reflète pas les traditions du régime militaire dominant.

Le gouvernement de Hamdok a accepté diverses réformes progressistes, comme l'abolition de toute loi restreignant les droits des femmes à étudier ou s'habiller comme ils le souhaitent. Il a également criminalisé la pratique de la mutilation génitale

Cependant, il n'a pas réussi à redresser une économie chancelante. Le Féminisation à travers la coutume de l'excision féminine. diverses politiques de l'administration Hamdok ont fait l'objet de sévères critiques, comme l'annulation des subventions sur les carburants,

l'augmentation des tarifs d'électricité et l'augmentation des dépenses consacrées aux forces de sécurité et aux agences gouvernementales. Cependant, le Les désaccords au sein du Conseil de souveraineté ne portaient pas sur l'économie, mais plutôt sur la structure de l'économie.

Guerre du Darfour. Armée soudanaise et forces armées. Crimes de sécurité et de guerre commis pendant la

La Cour pénale internationale demande de juger Al-Bashir et d'autres membres de son administration pour entre crimes contre les droits de l'homme au Darfour à partir de 2003. La division est devenue claire

a coopéré avec les partis du gouvernement de transition, où la faction civile du gouvernement

2021 dans les affaires contre La Cour pénale internationale doit aller de l'avant. Ils ont tous deux signé un accord en août

Les accusés, dont le président déchu Omar al-Bashir. Cela n'est certainement pas conforme à la vision de l'armée, car

à cause du procès d'Al-Bashir, de nombreux militaires eux-mêmes seront dénoncés et accusés d'avoir commis des crimes

contre l'humanité. Le lieutenant-général Al-Burhan a explicitement refusé de livrer Al-Bashir à l'Internationale.

Cour criminelle. Ainsi, alors que le Conseil des ministres a accepté de remettre les suspects à la CPI, la Sécurité de l'État

La Cour, qui comporte une composante militaire, ne l'a pas fait.

Une autre source de division pourrait être représentée par l'enquête sur le massacre de Khartoum en juin.

« Voleurs et meurtriers », selon les récits des Forces de liberté , 2019, qui est également représenté

Et changer. En effet, le chef de la commission d'enquête, Nabil Abed, a lui-même déclaré le 4 mai 2021, que « le

le résultat pourrait conduire à un coup d'État ou à des troubles massifs dans les rues.

21 septembre Une tentative des restes du régime précédent de prendre le pouvoir. dans Il y avait aussi le

passé, lorsque le gouvernement soudanais a annoncé qu'il avait déjoué une tentative de coup d'État menée par des forces toujours fidèles à

Béehir. Les putschistes ont tenté de prendre le contrôle du bâtiment de la radio à Omdurman, mais ils ont échoué. Quarante soldats étaient ,

Après que le Premier ministre Hamdok ait insisté sur le fait que arrêté Oh

En raison des tentatives des restes depuis la chute du régime précédent d'avorter La tentative de coup d'État manquée n'était qu'une extension

Transformation démocratique civile.

Implications et questions pour l'avenir

1- Répercussions économiques et sécuritaires : L'intervention de l'armée risque d'avoir de graves conséquences.

Le Soudan a récemment été retiré de la liste américaine des États soutenant le terrorisme.

Les États-Unis ont promis de fournir un soutien financier au gouvernement de transition. Le Fonds monétaire international

et le gouvernement Hamdok a convenu d'un accord d'allègement de la dette d'une valeur de 50 milliards de dollars. Tout cela a été mis en péril après

les décisions exceptionnelles et la dissolution du partenariat avec les Forces de Liberté et de Changement. Là

On craint que le Soudan ne sombre aujourd'hui dans un état de chaos, si les masses sont mobilisées et si l'intensité des mouvements populaires

les manifestations dans les rues soudanaises s'intensifient.

Depuis 2019, les mesures prises par le gouvernement de transition pour relancer l'économie malmenée du pays se sont multipliées.

profondément impopulaire auprès de certains larges secteurs de la population. En conséquence, le sentiment sur le terrain est divisé selon

Certaines personnes, confrontées à des difficultés croissantes en raison des réformes soutenues par le FMI, sont favorables à la chute des

Le gouvernement Hamdok. Fin septembre, la Banque mondiale a effectué sa première visite au Soudan depuis près de 40 ans.

années où

Avec le Premier ministre Abdallah Hamdok et le président du Conseil David Malpass engagés dans des négociations sur le gel de l'aide, son

Excellence Abdel Fattah Al-Burhan et Ministre des Finances Jibril Ibrahim. Avec le ministère des Affaires étrangères, après l'armée

pris le pouvoir, cela aura des répercussions majeures sur l'économie, et le Soudan pourrait connaître une autre « révolution du monde ».

estomacs. Le sénateur américain Chris Coons a écrit sur...

Twitter : « En tant que président du comité sénatorial chargé de financer l'aide étrangère, je me suis battu dur pour obtenir de nouveaux  
assistance au Soudan pour soutenir la transition du pays vers la démocratie et un régime entièrement civil. Ce  
l'assistance prendra fin si l'autorité du Premier ministre Hamdok et de l'ensemble du gouvernement de transition  
n'est pas restauré.

2 - Redessiner la carte des équilibres régionaux : Les événements au Soudan pourraient avoir des conséquences géostratégiques  
répercussions au niveau régional et au-delà. La direction militaire de Khartoum va probablement changer  
la dynamique politique en cours entre le Soudan, l'Égypte et l'Éthiopie dans le conflit sur le territoire éthiopien.  
Barrage Renaissance avec un rôle plus actif. L'Éthiopie s'inquiète également de la possibilité que le Soudan  
Dans le conflit éthiopien en se rangeant ouvertement du côté des forces du Tigré.

3 - L'avenir de la relation avec Israël : Comment la prise du pouvoir par l'armée au Soudan  
affecter la normalisation avec Israël ? Certains diront peut-être que si l'objectif de l'armée soudanaise en signant l'accord  
l'accord de normalisation avec Israël visait à se débarrasser des sanctions américaines, puis le récent accord de l'armée  
ces décisions sont susceptibles d'entraîner le retour de ces sanctions et le report de l'accord.  
Les différences idéologiques les plus marquantes entre la composante civile étaient Israël ou l'abandonner complètement  
La composante militaire des autorités du gouvernement de transition au Soudan est représentée par la normalisation avec Israël, et par  
États-Unis, et donc l'annulation des accords abrahamiques négociés par les États-Unis. Le Soudan va devenir membre des Nations Unies  
La loi de 1958 interdisant toute relation diplomatique avec Tel-Aviv. Bien que le processus de normalisation  
Cependant, cela a tourmenté les dirigeants soudanais, a été lent en raison des conflits chroniques qui existaient  
Le processus de normalisation a connu des progrès notables au cours de l'année écoulée, notamment une visite au Soudan de  
L'ancien ministre du Renseignement Eli Cohen a accepté la visite d'une délégation de sécurité soudanaise de haut niveau  
en Israël. S'il est trop tôt pour savoir quelles conséquences les troubles au Soudan entraîneront dans la normalisation  
processus, certains scénarios futurs peuvent déjà être élaborés. Il est peu probable que l'Occident accepte le contrôle militaire de  
pouvoir, et si le contrôle de l'armée continue, les États-Unis pourraient réimposer des sanctions au Soudan. Ensuite nous  
Nous pourrions voir Khartoum se retirer de l'accord de paix négocié par les États-Unis avec Israël.

En conclusion, la plus grande crainte est que le Soudan ne sombre dans un état de chaos et de violence si l'état de  
une grave polarisation politique se poursuit. Il n'est pas non plus possible d'exclure la possibilité de groupes non affiliés  
avec l'Accord de paix de Juba revenant au port des armes. Au Darfour, il y a le Mouvement de libération du Soudan,  
dirigé par Abdel Wahid al-Nur, et dans les monts Nouba au Kordofan méridional, il y a le Parti populaire soudanais.  
Mouvement de Libération-Nord, dirigé par Abdel Aziz al-Hilu. Tous deux bénéficient du soutien populaire et ont démontré  
une force militaire considérable. Ils étaient tous deux engagés dans des pourparlers de paix avec le gouvernement et avaient confiance en Abdullah.  
Hamdok. Les récentes actions de l'armée pourraient annoncer une reprise du conflit.

Les problèmes les plus urgents au Soudan restent peut-être l'économie, la démocratie et la paix.  
L'absence de consensus national conduit à davantage de violence et d'effusion de sang. En juillet 2019, au lendemain

événements violents, le « Quatuor » international composé des États-Unis, du Royaume-Uni, du Royaume-Uni

En collaboration avec l'Union de l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, ils ont travaillé ensemble

L'Union africaine, pour faire pression en faveur d'une solution négociée, ce qui a été fait après le renversement de Béchir

régime. Il pourrait s'avérer nécessaire de mettre en place un processus similaire, même s'il implique de nouvelles parties civiles, pour parvenir à un accord national.

consensus et ramener le Soudan sur la voie d'une transition politique saine.



Dans le contexte de la poursuite de la guerre qui a éclaté entre l'armée soudanaise, dirigée par le lieutenant Le général Abdel Fattah al-Burhan et les Forces de soutien rapide, dirigées par le lieutenant-général Muhammad Hamdan Dagalo, connu sous le nom de « Hemedti », en raison de l'incapacité de l'une ou l'autre des parties à résoudre la guerre en sa faveur le 15/04/2023. Jusqu'à présent, cette guerre est devenue ouverte à toutes les possibilités, surtout à la lumière de l'ambiguïté qui entoure la situation militaire sur le terrain, car on ne sait pas précisément qui contrôle quoi, surtout à la lumière du grave conflit dans les déclarations et déclarations émises par les deux parties, et de la difficulté de vérifier sa validité sur la base de sources futures.

Dans cette optique, l'objectif de cette étude est de suivre et d'anticiper les scénarios futurs de guerre entre les l'armée et les Forces de soutien rapide, surtout à la lumière de l'échec des paris des deux parties sur la réalisation d'un accord rapide et décisive, car il apparaît que les données militaires et les faits sur le terrain n'ont pas changé ! B le 15/04/2023 jusqu'à maintenant. L'étude s'appuiera sur le déclenchement des chaleurs beaucoup dans leur approche de la question sur la base de scénarios conditionnels, où les conditions et les exigences pour la réalisation de chaque scénario sont suivis et analysés, identifiant le ou les scénarios les plus probables.

Plusieurs observations générales doivent être prises en compte comme cadre général de réflexion sur les perspectives d'avenir. de la guerre entre l'armée et les Forces de Soutien Rapide :

Premièrement, la guerre a lieu cette fois entre les deux plus grandes forces militaires du Soudan, à savoir les Et les Forces de soutien rapide. Ensemble, ils constituaient les deux éléments de la composante militaire, comme le Rapid Les forces de soutien sont juridiquement subordonnées aux forces armées et sont soumises aux ordres du commandant. Compte tenu des capacités militaires et des capacités possédées par chaque partie, cela renforce la... et le supérieur. La possibilité que la guerre se poursuive pendant une période plus longue, ce qui rendrait ses répercussions catastrophiques pour l'État et la société.

Deuxièmement, la guerre se déroule pour la première fois à l'intérieur de la capitale, Khartoum, dans ses trois villes, et quelques autres villes, tandis que les guerres dont le Soudan a été témoin dans le passé se sont déroulées à la périphérie et les zones rurales, que ce soit dans le sud, au Darfour ou à l'est du Soudan. Sachant que la capitale compte trois villes C'est le centre du pouvoir et de la gouvernance, où se trouvent les sièges des agences et autorités officielles, le les principaux sièges des entreprises et des banques, la plupart des grandes usines et les sièges des missions diplomatiques. Le déclenchement de la guerre à l'intérieur de la capitale peuplée entraîne des résultats catastrophiques en termes de nombre de morts et blessés et l'ampleur de la destruction des structures, des infrastructures et des biens. Public et privé, ainsi que les blessures

L'État est dans un état de paralysie, isolé en quelque sorte du monde extérieur. Avec le déclenchement de la guerre entre l'armée et les Forces de soutien rapide, de nombreux pays ont rapidement évacué leurs diplomates. Les missions et sponsors du Soudan, et ont fermé leurs ambassades et consulats. De plus, les guerres urbaines sont généralement complexes et difficiles à résoudre.

Troisièmement, les expériences de guerres internes dont le Soudan a été témoin dans la phase post-indépendance, au Sud, le Darfour, le Nil Bleu ou le Kordofan Sud confirment clairement que ces guerres ont duré de nombreuses années, grâce à des facteurs internes et externes. Par exemple, et c'est là que réside le danger de la guerre actuelle, la guerre dans le sud dure depuis des décennies. L'armée et les Forces de soutien rapide, comme elles peuvent se poursuivre pendant une longue période, surtout si elle s'étend à d'autres États, aux forces tribales et ethniques et aux forces armées. Les mouvements s'impliquent, ainsi que l'intervention des Certaines puissances extérieures, qu'elles soient régionales ou internationales.

Quatrièmement, quelles que soient les causes directes de la guerre entre l'armée et les forces de soutien rapide, cette la guerre ne peut être comprise indépendamment d'un certain nombre de défis et de problèmes majeurs dont le Soudan a souffert - et souffre - dans la phase post-indépendance, plus particulièrement : du processus hésitant de construction de l'État national. Dans les temps modernes, les élites post-indépendance n'ont pas réussi à construire un État national démocratique fondé sur les fondements et les principes de la citoyenneté, et capable d'absorber le pluralisme sociétal, ethnique, tribal, religieuse, et régionale, et en la transformant en une source de force et d'enrichissement, au lieu d'être une source de Conflits et guerres. Dans ce contexte, il est possible de comprendre les nombreuses guerres internes dont le Soudan a été témoin la phase post-indépendance, dont l'une s'est terminée par la sécession du sud en 2011. Parmi les défis sont également Élargir le rôle politique de l'armée. Depuis l'indépendance du Soudan en 1956 à 2023, l'armée a dirigé le pays pendant plus de 55 ans, ce qui a conduit à la dégradation de la situation politique, économique et sociale. Dédié au phénomène de politisation de l'armée. À cela s'ajoutent de nombreuses divisions au sein des élites. la politique, et son incapacité chronique à construire un niveau minimum de consensus national, sans parler d'un consensus profond. L'élite est contrôlée par l'élite. Différences et contradictions entre le centre et les marges ou périphéries. Historiquement, le Nil Sur les clés du pouvoir et de la richesse, qui ont conduit à un approfondissement de la situation politique, économique et sociale marginalisation dans de nombreuses régions du Soudan, ce qui a contribué à l'émergence de mouvements de rébellion armée et alimenté des guerres civiles et des conflits prolongés.

Cinquièmement, les guerres internes nécessitent généralement des interventions extérieures, qu'elles soient de la part d'États ou d'acteurs armés non étatiques. Le Soudan a connu ce phénomène lors des guerres qui ont éclaté après l'indépendance, surtout la guerre dans le sud. Si la guerre en cours en soutien aux Forces rapides se poursuit longtemps, il est probable que des interventions extérieures se produiront en faveur de cela entre l'armée et les forces armées. Actuellement, l'un ou l'autre parti, selon les agendas et les intérêts des intervenants, ce qui alimente la poursuite de la guerre.

Compte tenu des observations précédentes, il existe plusieurs scénarios pour l'avenir de la guerre entre...

Et avec

L'armée et les Forces de soutien rapide. La première est de résoudre la guerre en faveur de l'une des parties. Deuxièmement, les deux parties acceptent un cessez-le-feu permanent et engagent des négociations menant à une solution politique. Troisièmement, la guerre continue par intermittence à court terme. Quatrièmement, le glissement vers une guerre civile généralisée.

L'étude aborde chacun de ces scénarios de manière assez détaillée.

#### Premier scénario : La guerre se résout en faveur de l'une des parties

Ce scénario semble peu probable, car aucun parti n'a jusqu'à présent réussi à remporter une victoire décisive. Il ne semble pas non plus que d'entre eux ont la capacité d'y parvenir dans un avenir proche. Et la raison

La principale raison en est la nature et la spécificité de l'équilibre des forces entre les deux camps en guerre, qui leur permet de continuer à se battre plus longtemps. Si l'armée possède une supériorité en termes d'aviation, d'artillerie et autres armes lourdes, alors les Forces de soutien rapide possèdent en premier lieu la capacité de manœuvre et de vitesse.

Mouvement basé sur des armes légères et moyennes. Le théâtre d'opérations est également représenté

Dans la capitale Khartoum, avec ses trois villes, et dans la région du Darfour, elle fait valoir la capacité de mettre fin à la guerre en faveur de tel ou tel ' fête plus difficile et complexe.

Même s'il est difficile d'imaginer la capacité des Forces de soutien rapide à vaincre l'armée, cette dernière ne peut pas facilement résoudre la confrontation en sa faveur, car les combats à l'intérieur des villes limitent sa capacité à utiliser ses armes lourdes à grande échelle. C'est pourquoi certains observateurs de terrain ont souligné que l'équation de la guerre au Soudan repose désormais sur le contrôle de l'armée. de l'espace aérien et le contrôle au sol des Forces de soutien rapide, alors que l'armée utilise la puissance aérienne pour bombarder le quartier général et les rassemblements des Forces d'Appui Rapide, tandis que ces dernières se propagent au sein des quartiers peuplés et pratiquent les coups et blessures. courir. La confrontation entre les deux camps apparaît donc proche d'une guerre mobile au sein des villes et des quartiers résidentiels. quartiers [1].

Par ailleurs, l'apparition d'une scission majeure au sein des Forces d'Appui Rapide, dans un sens qui est dans l'intérêt de l'armée et lui permettre de résoudre l'affrontement en sa faveur est peu probable, compte tenu de la structure tribale de ces forces, d'une part, et la fidélité de ses membres à Hemedti d'autre part. Mais même à supposer que l'armée soit capable, pendant une certaine période temps, d'imposer une sorte de contrôle sur la capitale, Khartoum, cela ne signifie pas la fin de la guerre, comme l'affirme le Rapid Les forces de soutien peuvent poursuivre une guérilla à l'intérieur de la capitale par le biais de petits groupes, tout en ouvrant d'autres fronts. affrontement avec...

L'armée, notamment dans la région du Darfour, où appartiennent les tribus auxquelles appartiennent de nombreux membres des Forces de soutien rapide sont basés. La région a déjà été témoin - et est témoin - d'affrontements entre l'armée et le Soutien Rapide.

militaires, causant des centaines de morts et de blessés, en plus du déplacement de milliers de personnes.

En plus de ce qui précède, la composition ethnique et tribale de la région du Darfour et l'héritage du conflit sanglant dont il est témoin depuis des années, en font un environnement propice à la poursuite d'un état de guerre, qui ne sera pas se limitera à l'armée et aux Forces de soutien rapide uniquement, mais impliquera des forces tribales et ethniques, et c'est ce que s'est réellement produit entre les deux tribus. Le peuple Masalit d'origine africaine et certaines tribus arabes du Darfour occidental. Les affrontements dans la région rappellent la guerre du Darfour qui a éclaté en 2003 et ses conséquences désastreuses. répercussions [2].

Deuxième scénario : les deux parties acceptent un cessez-le-feu permanent et entament des négociations menant à un

solution politique

Ce scénario est également jugé peu probable, en raison du manque de conditions pour sa réalisation sur le terrain. La réalité, au premier rang de laquelle se trouve la conviction des deux parties de la difficulté de remporter la victoire dans cet affrontement, et il n'y a donc pas d'autre alternative que la négociation, et la présence d'une réelle pression internationale les obligeant à mettre fin aux combats et accepter des négociations sérieuses pour mettre fin à la guerre. En outre, il existe d'autres facteurs qui font que ce scénario est peu probable, notamment : les deux parties sont entrées dans la confrontation, échangeant de vives accusations, et la guerre entre eux est devenue un match à somme nulle. Chaque parti essaie au moins de parvenir à une réalisation militaire tangible qui renforcera sa position de négociation au cas où elle serait contrainte de négocier pour mettre fin à la guerre.

Ce qui indique la faiblesse de la possibilité de ce scénario, c'est le fait que les deux parties n'ont pas respecté les nombreux accords de trêve qu'ils ont acceptés, chaque partie commençant à accuser l'autre de violer ces trêves, ce qui confirme leur refus d'entamer des négociations politiques sérieuses qui mettraient un terme à la guerre, comme celle-ci l'a fait devenir, à leur avis, l'équivalent d'une lutte fatidique. L'incapacité de l'armée à résoudre la guerre en sa faveur met son rôle et son statut sont en jeu. La défaite des Forces de soutien rapide signifie aussi sa fin.

Dans le cadre de la médiation saoudo-américaine, qui s'est accompagnée d'une menace américaine d'imposer sanctions contre les individus responsables de menaces à la sécurité et à la stabilité au Soudan, l'armée et le Soutien rapide

Les forces ont accepté des négociations dans la ville saoudienne de Djeddah. Les résultats de ces négociations, entamées le 06/05/2023, a révélé le manque de sérieux entre les deux parties pour parvenir à une solution politique qui mettrait un

fin à la guerre. Le 11/05/2023, les délégations de négociation des deux parties ont signé la « Déclaration de Djeddah », qui n'est qu'une déclaration de principes, qui stipulait ce qui suit : « Nous, soussignés, les Soudanais

Forces armées et Forces de soutien rapide, confirment, à travers cette déclaration, nos obligations fondamentales au titre

la loi internationale." "[3] . Aux termes de la Déclaration de Djeddah, les deux parties s'engagent à assurer la protection des civils.

à tout moment, notamment en leur permettant de passer en toute sécurité pour quitter les zones d'hostilités actives sur une base volontaire dans le direction de leur choix et de s'abstenir de toute attaque susceptible de se produire.

Elle provoque des dommages civils accidentels, et l'obligation d'évacuer, de s'abstenir de prendre le relais, de respecter et de protéger tous les particuliers. et les installations publiques telles que les installations médicales, les hôpitaux, les installations d'eau et d'électricité, s'abstenir de les utiliser à des fins à des fins militaires et permettre le passage rapide de l'aide humanitaire sans aucun obstacle. La déclaration interdit les deux parties de recruter des enfants, de détenir arbitrairement des civils et de toutes formes de torture[ 4].

Malgré l'importance des principes contenus dans la Déclaration de Djeddah, celle-ci n'impliquait pas que les deux parties conviennent d'un accord. une trêve humanitaire ou un cessez-le-feu temporaire afin de mettre en œuvre ces principes. Après un deuxième cycle de négociations entre représentants de l'armée et des Forces de soutien rapide, ont annoncé les deux pays parrains des négociations dans une déclaration commune publiée le 20/05/2022, la signature d'un accord de cessez-le-feu à court terme entre l'armée et le Soutien Rapide Forces, qui entrera en vigueur 48 heures après le début des négociations. La signature dure sept jours et peut être prolongé pour une autre période avec l'accord des deux parties.

Bien que l'armée et les Forces de soutien rapide aient annoncé leur attachement à l'accord de cessez-le-feu à court terme, il s'agit toujours d'un engagement partiel, qui aboutit à un état de calme relatif.

Parce que les deux parties continuent de le violer. Cela a été confirmé par les deux pays parrains des négociations de Djeddah, le Royaume d'Arabie saoudite et les États-Unis d'Amérique, dans une déclaration commune publiée le 27/05/2023, dans laquelle le déclaration indiquait que « les deux parties au conflit ont informé Riyad et Washington de leur engagement à faciliter que, l'aide humanitaire et le rétablissement des services de base au profit du peuple soudanais. Les interdictions ont gêné ceux efforts. Consciente que le cessez-le-feu actuel n'a pas été pleinement respecté, l'armée soudanaise Les forces ont pris en compte les actes commis par les Forces de soutien rapide et les Forces armées soudanaises. « Les deux parties conviennent de le prolonger, même s'il n'est pas pleinement respecté, afin de donner plus de temps aux acteurs humanitaires pour mener à bien cette mission. œuvre vitale » [5]. Dans ce contexte, l'armée et les Forces de soutien rapide ont convenu de prolonger l'accord à court terme cessez-le-feu, qui se termine le lundi 29/05/2023 au soir, pour 5 jours supplémentaires. Cependant, les violations du cessez-le-feu ont continué[6].

Avant la fin de la période de cinq jours, plusieurs développements importants liés au cours de la guerre se sont produits. Sur Le 31 mai 2023, l'armée soudanaise a annoncé la suspension de sa participation aux pourparlers de Djeddah, sous prétexte de le manque d'engagement des Forces de soutien rapide à mettre en œuvre les exigences de la « Déclaration de Djeddah ». Dans ce contexte, le porte-parole officiel des forces armées soudanaises, le général de brigade Nabil Abdullah, a souligné que les forces armées sont prêts à mettre en œuvre leur engagement constitutionnel et national d'éliminer la rébellion et de sécuriser la patrie et le citoyen, et cela se produira dans les prochains jours [7] .

Al-Burhan avait anticipé cette décision avec des déclarations frappantes qu'il avait faites lors de sa deuxième comparution depuis le début de l'année. guerre, lors de son inspection de certains sites des forces armées, au cours de laquelle il a souligné que « les forces armées n'ont pas encore utilisé toute leur force meurtrière pour ne pas détruire le pays, mais si l'ennemi (les forces de soutien) n'obéit pas... (ou ne répond pas), nous serons obligés d'utiliser notre force maximale... et les forces armées resteront

Il est prêt à se battre jusqu'à la victoire, et qu'il contrôle complètement tous les sites militaires au Soudan, et que les rebelles ne le feront pas. pouvoir prendre le contrôle de ce pays, et cette victoire est inévitablement proche » [8]. Cette déclaration révèle un aspect de la complexité de la guerre au Soudan, car l'objectif d'une victoire rapide de l'armée est devenu farfelu. Beaucoup s'interrogent également sur la force meurtrière que l'armée soudanaise n'a pas encore utilisée, d'autant plus qu'elle a déjà eu recours à l'aviation et à l'artillerie. Selon ces déclarations, l'expansion de l'usage des armes lourdes par l'armée signifie davantage de destructions dans la capitale.

Suite à la suspension par l'armée de sa participation aux pourparlers de Djeddah, les deux pays parrains des négociations pourparlers, le Royaume d'Arabie saoudite et les États-Unis d'Amérique, ont annoncé dans une déclaration commune émise le 01/06/2023 la suspension des pourparlers de Djeddah entre l'armée et les Forces de soutien rapide en raison de violations graves et répétées du cessez-le-feu par les deux parties. . La déclaration considérait que les deux côtés de le conflit « prétend représenter les intérêts du peuple soudanais, mais leurs actions ont accru les souffrances » des Soudanais et a mis en danger l'unité nationale et la stabilité régionale. Dans leur déclaration commune, les deux Les pays ont affirmé qu'ils étaient prêts à reprendre les négociations dès que les deux parties auraient pris les mesures nécessaires pour construire confiance. Ainsi, cette déclaration condamne les deux belligérants et les tient tous deux responsables de la poursuite de la guerre.

Guerre[9].

Ces évolutions ont conduit les États-Unis d'Amérique à imposer, le 01/06/2023, des sanctions à la fois à l'armée et les Forces de soutien rapide, dans le but de demander des comptes aux responsables des atteintes à la sécurité, la paix et la stabilité au Soudan en raison des violations répétées de l'accord de cessez-le-feu. Ces sanctions incluait l'imposition de restrictions sur l'octroi de visas d'entrée à des personnes spécifiques, y compris des responsables des forces armées. militaires, les Forces de soutien rapide et les dirigeants du régime de l'ancien président Omar al-Bashir, ainsi que sanctions économiques qui incluaient - selon le site Internet du Département du Trésor américain - deux entreprises affilié aux Forces de soutien rapide et à deux sociétés affiliées. Pour les forces armées[10].

Quoi qu'il en soit, les sanctions américaines contre le Soudan représentent une sorte de pression qu'ils exercent Washington a approché les deux côtés de la guerre dans le but de les forcer à entamer des négociations sérieuses afin d'aboutir à un accord. Pour parvenir à une solution un accord de cessez-le-feu permanent avec un engagement à mettre en œuvre ses dispositions en prévision de cet accord. Conflit politique. Malgré cela, certains pensent que ces sanctions pourraient ne pas atteindre les objectifs escomptés. objectif, à la lumière de la longue expérience du Soudan et d'autres pays face aux sanctions américaines. Bien que Washington ait imposé sanctions contre le régime de Béchir depuis le milieu des années 1990, ces sanctions n'ont pas porté atteinte au régime. Économique les sanctions peuvent également affaiblir l'armée et les forces de soutien rapide à des degrés divers, mais elles peuvent pouvoir les contourner de diverses manières, comme l'a fait le régime de Bashir. Même si l'imposition de sanctions supplémentaires contre les deux parties belligérantes par les États-Unis d'Amérique pourraient les pousser à accepter des trêves temporaires pour livrer l'aide humanitaire à ceux qui en ont besoin, cela ne s'attaque pas aux racines du conflit, car cela nécessite de s'engager dans des négociations sérieuses. négociations, menant à un cessez-le-feu global.

Le feu ouvre la voie à un règlement politique global qui mettrait un terme à la guerre et prévoit une route

plan pour faire face à ses effets et réaliser une transition vers un régime civil démocratique [11]. Sans cela, il est probable

que la guerre actuelle se transformera en un conflit long et prolongé qui pourrait conduire à la désintégration du pays.

État soudanais.

Malgré la suspension des pourparlers de Djeddah et l'escalade des combats entre l'armée et le Soutien Rapide

Forces armées, les délégations de négociation des deux parties sont restées à Djeddah et ont engagé des pourparlers indirects avec les

encouragement des deux pays parrains des négociations. Le 09/06/2023, les deux pays ont annoncé que le

les délégations de négociation des Forces armées soudanaises et des Forces de soutien rapide sont parvenues à un accord de cessez-le-feu

dans tout le pays pendant une période de 24 heures, à partir de six heures (heure de Khartoum) du matin chaque samedi,

correspondant au 10/06/2023. Selon l'accord, « la nouvelle trêve sera sous stricte surveillance. Pour les deux parties

pour respecter cette trêve, les deux facilitateurs seront contraints d'adhérer aux intentions des deux parties... et dans le cas où ils ne le feraient pas

Pourparlers [12] en raison de la courte période de temps pour cette trêve, il n'est pas prévu d'examen. Compte tenu du report de la conférence de Djeddah

Pour avoir des effets tangibles sur le cours de la guerre, surtout depuis les affrontements armés entre les

deux fêtes se déroulaient à la veille de l'armistice dans la zone militaire stratégique au sud de la capitale,

Khartoum, qui comprend le commandement du corps blindé et le complexe des industries de défense de Yarmouk,

qui est considérée comme l'installation de fabrication militaire la plus importante du Soudan. D'où le contrôle des installations

pour les deux belligérants. Alors une fois que ça se termine

C'est un objectif important pour l'industrialisation militaire

Lors de la trêve, les affrontements reprennent entre les deux parties [13].

Ainsi, les négociations de Djeddah et les résultats qu'elles ont donnés jusqu'à présent ont révélé l'existence d'un large fossé

entre l'armée et les Forces de soutien rapide, et leur refus de faire de véritables concessions,

d'autant plus qu'Al-Burhan avait anticipé les négociations en soulignant que leur objectif était d'arrêter les combats

seulement, et qu'il n'y avait pas de place pour parler d'une quelconque action politique à ce stade. Il a estimé que le

le retrait des forces de soutien rapide des zones résidentielles et de service constitue la base correcte d'un cessez-le-feu,

et sans cela, aucune négociation ne sert à rien, comme il le dit [14]. Il est toutefois inconcevable que le

Les Forces de soutien rapide quitteront les zones résidentielles de la capitale et de ses trois villes, car cela leur permet

avec des avantages de combat contre l'armée, d'autant plus que leurs membres sont formés à la guerre urbaine.

L'insistance de l'armée à retirer les forces de soutien rapide des villes est également perçue par le commandement de soutien rapide.

Artillerie lourde. Ajoutée

Il s'agit d'un plan de l'armée visant à le cibler en dehors des villes en utilisant

Par ailleurs, la multiplicité et le chevauchement des points et zones d'affrontement armé entre les deux parties dans la capitale et

ses trois villes rend difficile la mise en œuvre d'un mécanisme garantissant un contrôle efficace du cessez-le-feu.

Mais même en supposant qu'un cessez-le-feu à plus long terme soit conclu ultérieurement, l'objectif principal sera probablement de

aborder les problèmes et les situations humanitaires. Par conséquent, des questions fondamentales resteront en suspens, telles que

comme l'évacuation rapide des villes, surtout après une guerre contre l'armée, et la localisation des villes.

Les forces armées et l'avenir du soutien

forces armées, l'accord-cadre concernant les modalités d'une solution politique après un cessez-le-feu, comme le souligne Hemedti,

Il est nécessaire de revenir à l'accord-cadre, alors qu'Al-Burhan voit la nécessité de formuler un nouvel accord, comme l'ancien

L'accord consolide le statut des Forces de soutien rapide comme l'une des agences régulières, tandis qu'Al-Burhan l'a dissoute après

C'est une force rebelle. L'ancien accord n'inclut pas non plus certaines forces politiques le déclenchement de la guerre, compte tenu

Et les mouvements armés, un sujet que l'armée souligne sur la nécessité d'aborder dans un nouvel accord [15].

#### Troisième scénario : La guerre continue par intermittence à court terme

Ce scénario est considéré comme le plus probable à court terme, surtout compte tenu de l'absence continue

Les facteurs qui obligent les deux parties à accepter un cessez-le-feu permanent et à engager des négociations sérieuses pour parvenir à un accord global solution politique, ainsi que l'incapacité de l'un ou l'autre d'entre eux à remporter une victoire décisive.

En conséquence, cela met fin à la guerre. Dans ce scénario, la guerre restera largement confinée à...

L'armée et les Forces d'Appui Rapide, et qu'elles resteront essentiellement stationnées dans la capitale et ses trois villes, et

un certain nombre d'autres villes, notamment dans la région du Darfour [16].

Les violences sont moins intenses, notamment en cas d'épuisement. Dans ce scénario, il est probable que les forces des deux parties deviendront plus fortes.

épuisés, et les ressources et capacités nécessaires à la guerre diminueront pour chacun d'eux. Il n'est pas non plus improbable que

des partis extérieurs interviendront pour apporter un soutien militaire à tel ou tel parti, selon ses priorités et ses intérêts, ce qui

alimenter la poursuite de la guerre. Mais dans un pays comme le Soudan, avec sa composition complexe et la présence de nombreux

mouvements armés sur son territoire, tribaux, ethniques et régionaux, il est peu probable que la guerre reste confinée entre l'armée

et les Forces de soutien rapide, et centré sur la capitale et ses trois villes, car il pourrait sombrer dans le pire ou le pire.

pire scénario. Plutôt catastrophique, un scénario de guerre civile totale.

#### Quatrième scénario : glisser vers une guerre civile généralisée

Si les affrontements armés entre l'armée et les Forces de soutien rapide se poursuivent pendant une période relativement longue, alors...

Cela pourrait se transformer en une guerre civile globale, surtout à la lumière de la profondeur des divisions verticales de la société soudanaise sur le plan politique.

d'une part, et l'héritage des guerres civiles prolongées dont le pays a été témoin dans la phase post-indépendance, les répercussions

qui se poursuivent encore aujourd'hui. Ce scénario repose sur plusieurs éléments, dont : l'absence d'un

autorité civile centrale, car il n'y a pas eu de gouvernement au Soudan depuis le coup d'État mené par Al-Burhan contre les civils.

composante de l'autorité de transition, représentée par

Dans le gouvernement d'Abdullah Hamdok du 25/10/2021, le Conseil de souveraineté de transition était préoccupé par la guerre avec

les Forces de soutien rapide, outre la fracture des appareils et des institutions de l'État due à l'état de guerre, et ce

Cela entraîne le chaos et l'insécurité.

Ce scénario implique également de transférer les affrontements entre l'armée et les Forces de soutien rapide vers d'autres États et villes,

et l'intervention de forces tribales et ethniques, de milices armées et d'organisations politiques pour soutenir tel ou tel parti. L'état

Le chaos sécuritaire peut pousser les forces tribales et ethniques à s'engager dans des affrontements armés, à l'instar de ce qui s'est passé lors de la Seconde Guerre mondiale.

Région du Darfour. De plus, les mouvements rebelles



Les forces armées, dont beaucoup devaient être intégrées à l'armée soudanaise, pourraient redevenir actives. Certains d'entre eux pourront peut-être imposer leur contrôle sur certaines zones du Soudan, d'autant plus que les deux forces qui étaient en place coopérant pour faire face à ces mouvements (l'armée et les Forces de soutien rapide) sont devenus des ennemis jurés et engagés dans une guerre d'usure qui risque d'être longue.

En plus de ce qui précède, l'expansion de la portée de la guerre permettra aux puissances extérieures d'intervenir en soutien tel ou tel parti en fonction de ses intérêts et de ses agendas, ce qui alimentera la poursuite de la guerre.

L'histoire des guerres civiles au Soudan, en Somalie, au Liban, en Libye, au Yémen et en Syrie en est le meilleur témoignage [17]. Il On sait que les parties impliquées dans les guerres civiles recherchent généralement un soutien militaire et économique auprès de parties extérieures, notamment en afin de renforcer leur capacité à affronter leurs adversaires et à poursuivre la guerre. Les guerres soudanaises font également suite à un modèle horrible

Cette guerre lui arrivera. Cela commence par des affrontements. Jour après jour familial, le sort qui s'annonce devient clair . Comme il s'avère C'est féroce et chaque parti promet une victoire rapide et décisive. Cela n'arrive jamais

Avant, il était difficile de parvenir et de maintenir un cessez-le-feu. Les deux parties ne veulent pas se retrouver dans une situation critique, ou si « Son allié » [18]. Arrêtés ci est temporaire se produira

Quant au Soudan, cela conduira à un état de chaos qui pourrait conduire à... Ce scénario est désastreux

L'État est fracturé et déchiré, à l'instar de ce qui s'est produit en Somalie, en Libye et au Yémen, où il n'y a pas d'État.

l'autorité centrale et certaines parties du territoire de l'État deviennent sous le contrôle de milices et de mouvements armés. Ce

Ce scénario entraînera également une aggravation de la situation humanitaire en raison de l'ampleur des destructions et des dévastations.

dans les infrastructures, ce qui entraînera une escalade des déplacements massifs et des déplacements forcés, et peut-être des massacres fondés sur des critères ethniques, ainsi que la transformation du pays en une arène de polarisation régionale.

et internationale [19]. Cette situation aura également de graves répercussions négatives au niveau régional, en particulier dans les pays voisins du Soudan. Ces significations ont été exprimées par l'ancien Premier ministre soudanais

Ministre Abdallah Hamdok en déclarant : « Si le Soudan devait en arriver au point d'une véritable guerre civile, la Syrie, le Yémen et la Libye ce ne seraient que de petits duels »[20].

Conclusion

Les données et les développements de la guerre qui a éclaté entre l'armée et les Forces de Soutien Rapide le 15 avril 2023 suggèrent la possibilité que cette guerre se poursuive pendant une longue période, et elle pourrait se transformer en une guerre qui comprend d'autres États et les forces tribales y sont impliquées. Éligibilité complète si étendue géographique

Des mouvements ethniques et armés, ainsi que des partis extérieurs, régionaux et internationaux, y sont intervenus selon leurs agendas et leurs intérêts. Ainsi, cela rappellera l'héritage des guerres internes au Soudan, qui se sont poursuivies pendant des années, voire des décennies. Ce scénario aura des répercussions catastrophiques, non seulement sur l'État et société soudanaise, mais aussi au niveau régional. La désintégration de l'État soudanais, l'absence de pouvoir central l'autorité, la militarisation de la société et l'expansion des acteurs armés non étatiques, tout cela

Et d'autres auront un impact sur les pays voisins du Soudan, d'autant plus que la plupart d'entre eux souffrent de conditions internes fragiles.

Ce scénario catastrophique peut-il être évité ? C'est là le véritable défi.

---

[1] . Pour plus de détails, voir : Ahmed, « Observateurs : le soutien rapide contrôle le terrain... et l'armée contrôle l'espace aérien », journal Asharq Al-Awsat, basé à Londres, 9/05/2023. Disponible sur le lien <https://aawsat.com/> :le suivant

[2] . Pour plus de détails, voir : D. Amani Al-Taweel, « Quel avenir attend le Soudan au lendemain des combats ? », M Arabie indépendante, 18/04/2023, disponible sur le lien

Goule Wael; <https://www.independentarabia.com/node/442501> :le suivant

"La région soudanaise risque d'exploser... Que se passe-t-il au Darfour ?" Al-Hurra, 023/5/1, disponible.

Au lien suivant : [/05/01/2023sudan.com.alhurra.wwwhttps://](https://05/01/2023sudan.com.alhurra.wwwhttps://) ; Au moins 90 morts dans des affrontements entre les Masalit et les tribus arabes du Darfour occidental, Soudan Tribune, 26/04/2023. Disponible à le lien suivant :

<https://sudantribune.net/article273380/>

[3]. Voir : « Déclaration de Djeddah »... 7 clauses dans l'armée soudanaise et « Accord de soutien rapide », Londres-  
[com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) M journal Asharq Al-Awsat, 12/05/2023, disponible au lien suivant :

[4]. Voir : référence précédente.

[5]. Voir : Préparation au Soudan pour prolonger la trêve, Asharq Al-Awsat, basé à Londres journal, 28/05/2023. Disponible sur le lien suivant : [com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) Voir aussi : Les deux parties au M. Les combats soudanais continuent de violer la trêve, selon le journal londonien Asharq Al-Awsat, 24/05/2023, disponible.

Sur le lien suivant : [com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/); Calme relatif, entrecoupé de bruits de coups de feu, la journée après l'entrée en vigueur de la trêve au Soudan, Al-Hurra, 23/05/2023. Disponible sur le lien.

Suivant : [/2023/05/23sudan.com.alhurra.www://https/](https://2023/05/23sudan.com.alhurra.www://https/) ; Malgré la trêve... de violents affrontements avec des forces lourdes et armes légères à Khartoum Bahri et Omdurman, Al Arabiya. Net, 24/05/2023 <https://www.alarabiya.net/>

arab-and- Le lien suivant est disponible

[/monde/soudan/24/05/2023](https://monde/soudan/24/05/2023)

[6] . Pour plus de détails, voir : Affrontements au Soudan : l'armée et les forces de soutien rapide conviennent de prolonger la trêve actuelle de cinq jours, NEWS BBC Arabic, 29/05/2023. Disponible sur:

<https://www.bbc.com/arabic/middleeast-65743073> :Suivant lien

[7] . Voir : Soudan.. L'armée explique la raison de la suspension de sa participation aux pourparlers de Djeddah, Al-

Hourra, 01/06/2023. Disponible sur le lien suivant :

<https://www.alhurra.com/mark-alswdan/2023/06/01/>

Il a brandi une « force meurtrière » pour affronter le Soutien rapide, selon le journal Asharq Al-Awsat[8] . Voir : Al-Burhan Yal

[com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/)

M.  
Londres, 31/05/2023, disponible au lien suivant :

[9]. Pour plus de détails, voir : Affrontements au Soudan : Washington et Riyad annoncent la suspension des  
les pourparlers de Djeddah entre les deux parties au conflit, NEWS BBC Arabic, 6/1/2023. Disponible sur le lien.

le suivant:

<https://www.bbc.com/arabic/middleeast-65784299>

[dix] . Pour plus de détails, voir : En raison de « violations graves »... suspension des pourparlers de Djeddah  
et les sanctions américaines contre les partis soudanais, Al Jazeera. Net, 02/06/2023. Disponible sur le lien  
Suivant : /6/2/2023/net.aljazeera.wwwhttps/ ; L'Amérique utilise l'arme des sanctions contre les deux  
côtés du conflit au Soudan, Arabie indépendante, 6/2/2023. Disponible sur le lien.

<https://www.independentarabia.com/node/458131> :le suivant

[11] . Pour plus de détails, voir : Mona Abdel Fattah, « Les sanctions américaines changent-elles le cours de la  
Guerre soudanaise ? », Independent Arabia, 6/5/2023, disponible sur le lien suivant :

<https://www.independentarabia.com/node/459181/>

[12]. Voir : Muhammad Al-Amin Yassin , « Soudan... Contrôle strict des tests de la trêve des intentions »

[com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/)

M.  
Journal londonien Asharq Al-Awsat, 10/06/2023, disponible au lien suivant :

complexe industriel dans

[13] . Pour plus de détails, voir : Affrontements et incendies à proximité d'une base militaire  
Khartoum, Al-Hurra, 08/06/2023, disponible sur le lien M. .

Suivant : /2023/06/08sudan/com.alhurra.www://https/ ; Muhammad Al-Amin Yassin, « Confrontations

sur les zones militaires stratégiques de Khartoum », le journal Asharq Al-Awsat [com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/) ; M.

Après le début d'une trêve pour la période de Londres, le 8/06/2020, il était disponible au lien suivant :

24 heures.. Calme à Khartoum et peu d'espoir pour les civils, Al-Hurra, 10/06/2023. Disponible sur

Lien suivant :

<https://www.alhurra.com/sudan/2023/06/10/>

[14]. Voir : Al-Burhan met en garde contre la possibilité que la guerre s'étende à d'autres États du Soudan, basé à Londres

[com.aawsat://https/](https://com.aawsat://https/)

M.  
Journal Asharq Al-Awsat, 8/05/2023, disponible au lien suivant :

Plutôt, la détermination militaire [15]. Pour plus de détails, voir : Samir Ramzi, « La solution négociée est précieuse ».

Initiatives de cessez-le-feu et avenir du conflit au Soudan », Emirates Policy Center,

04/05/2023. Disponible sur le lien

<https://epc.ae/ar/details/scenario/mubadarat-waqf-itlaq-alnar-the> suivant

[alsuwdan-fi-alnizae-wamustaqbal](#) ; Aidaroos Abdel Aziz, « Hemedti à Asharq Al-Awsat : Nous contrôlons la capitale... et il n'y a aucune crainte d'ingérence extérieure », le journal londonien Asharq M.

Al-Awsat, 03/05/2023, disponible sur le lien suivant :

<https://aawsat.com/home/article/4305061/>

[16]. Pour plus de détails, voir : Muhammad Al-Arabi, « Les scénarios de choc au Soudan... Sont-ils suivis ?

les traces de la Libye et du Yémen ? Al-Jazeera.net, 19/04/2023. Disponible sur le lien suivant :

<https://www.aljazeera.net/midan/reality/politics/2023/4/19/>

Stratfor, « À surveiller alors que la violence s'intensifie au Soudan »

Évaluations, Stratfor.com,

21/04/2023. <https://worldview.stratfor.com/article/what-watch-violence-sudan-escalates>

[17]. Pour plus de détails, voir : Jamal Abdel Qader Al-Badri, « Les craintes de guerre civile menacent le Soudan avec

M. « Chapitre sept », Arabie indépendante, 22/04/2023, disponible sur le lien

Bou Kamil ; <https://www.independentarabia.com/node/443766> :le suivant

Raphael, « Le cauchemar de la guerre civile au Soudan... Un coup dévastateur qui pourrait prolonger la violence », Al-

Hourra, 17/04/2023. Disponible sur le lien

<https://www.alhurra.com/sudan/2023/04/17> :le suivant

International Crisis Group, « Arrêter la descente du Soudan dans une guerre civile à grande échelle »

Déclaration, 20/04/2023. <https://>

[www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/stopping-sudans-descent-](https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/stopping-sudans-descent-)

[guerre civile à part entière](#)

[18]. Regarder:

Alex de Waal, « La descente du Soudan vers le chaos », Foreign Affairs, <https://>

[www.foreignaffairs.com/sudan/sudans-descent-](https://www.foreignaffairs.com/sudan/sudans-descent-) 4/27/2023

[chaos](#)

[19]. Pour plus de détails, voir : D. Hamdi Abdel Rahman Hassan, « The Battle for Sudan : Prospects de confrontation entre l'armée et le soutien rapide », articles, Centre d'études Al-Ahram

Politique et stratégie, 19/04/2023, disponible sur le lien  
Pourquoi », Al-Fattah Abd Mona ; <https://acpss.ahram.org.eg/News/18861.aspx> :le suivant

La crise soudanaise semble insoluble ? », Arabie indépendante, 25/05/2023. Disponible sur : <https://www.independentarabia.com/node/455221> : Suivant lien

[20] . Pour plus de détails, voir : Hamdok : Le déclenchement de la guerre civile au Soudan constituera un  
29/04/2023. Disponible sur le lien suivant : Au monde, le journal londonien Asharq Al-Awsat, "cauchemar."

<https://aawsat.com/home/article/4302171/>

Malgré l'optimisme qui a accompagné le processus politique entamé le 5 décembre 2022 pour supprimer le Soudan du cycle de stagnation politique dont le peuple soudanais a souffert au cours de la période récente, et le 11 septembre 2023, il a notamment tenté d'inclure divers partis qui n'ont pas adhéré, un certain nombre de forces civiles ainsi que des mouvements armés. , dans la préparation de l'accord-cadre et de la signature.

Sa version définitive a été achevée au cours du mois d'avril 2023. Cependant, l'éclatement du conflit entre le Parti National (SAF) et les Forces de soutien rapide (RSF) depuis le 15 avril 2023, sur fond d'absence d'accord sur le contenu des dispositions de réforme sécuritaire et militaire incluses dans l'accord-cadre, ont conduit à une diminution des espoirs de surmonter l'accord. Une étape difficile résultant des mesures exceptionnelles adoptées par le Conseil de souveraineté de transition en octobre 2021, plaçant le peuple soudanais face à un sort inconnu au vu de l'escalade des combats entre les deux parties, d'une manière qui soulève d'importantes questions sur les positions de nombreuses forces internes face à la crise, en particulier la présence de mouvements armés, car ils sont nombreux. Les mouvements se sont étendus à toutes les régions soudanaises.

### Mouvements armés et conflit actuel au Soudan

Le Soudan regorge d'un grand nombre de mouvements armés, car l'armée nationale n'a pas le monopole de l'usage de la force, mais aussi parce que des griefs et des désaccords historiques surgissent sur des questions de marginalisation, de racisme et de luttes pour le pouvoir et la richesse dans de nombreuses régions. Ce dilemme est considéré comme l'une des raisons les plus importantes de la persistance des facteurs d'instabilité et le grand nombre de revendications séparatistes qui exercent une forte pression sur les idées de l'État national et l'harmonie et l'unité que le peuple soudanais recherchait à travers sa glorieuse révolution.

L'idée de créer une armée nationale unifiée au Soudan représentait l'un des objectifs fixés par le Parlement de décembre 2018. que la révolution cherchait à atteindre, et des mesures ont été prises pour atteindre cet objectif, car l'Accord de paix de Juba mettait l'accent sur la sur l'intégration de ces mouvements et des Forces d'Appui Rapide au sein de l'armée nationale, comme stipulé dans l'accord-cadre, issu de consultations et d'ateliers entre les deux composantes du gouvernement (civil et militaire), à intégrer ces mouvements et les Forces de soutien rapide dans le cadre de la réforme sécuritaire et militaire, tout en soulignant l'importance pour l'institution militaire de devenir une institution professionnelle et s'éloigner du travail politique, car cet objectif est l'une des raisons qui ont conduit à parvenir à un consensus entre un grand nombre de parties de la composante civile et de la composante militaire au cours des derniers mois, après les militaires.

L'institution a annoncé sa volonté de s'éloigner du processus politique et de retourner dans ses casernes.

Avec le déclenchement des affrontements entre l'Armée Nationale et les Forces d'Appui Rapide, les mouvements armés ont pris position. s'est engagé à la neutralité, et aucun mouvement n'a déclaré son soutien à l'Armée Nationale ou au Soutien Rapide.

Les forces. Cette position pourrait être due aux raisons suivantes :

1- L'éclatement soudain du conflit : Malgré l'escalade des différends au cours de la période récente entre le Président du Conseil de souveraineté, le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan, et le commandant du soutien rapide militaires, le lieutenant-général Muhammad Hamdan Daglo et les deux partis ont cherché à accroître et à étendre leurs forces armées dans certaines régions, les modalités du processus politique n'ont pas connu de problèmes majeurs, sauf lors des discussions procédures de réforme sécuritaire et militaire, mais atteindre le stade des affrontements n'était pas un scénario envisageable, j'ai donc joué la carte de la sécurité. De nombreuses forces politiques et mouvements armés ont refusé de réagir rapidement à ces affrontements.

2- L'implication de certains mouvements armés dans les dispositifs de la phase de transition : Nombreux les mouvements armés cherchent à obtenir des gains de pouvoir et de richesse au cours de la période post-Bashir, et malgré la tendance de certains mouvements à recourir à la violence dans leurs régions est principalement due à des raisons tribales. Alors que ces mouvements étant organisé dans le pays après la révolution, continuer à vouloir participer au processus politique qui est en cours ces mouvements craignent que leur participation à ce conflit ne leur fasse perdre les acquis obtenus après la révolution.

Plusieurs mouvements armés ont eu lieu le 3 octobre 2020. Le Conseil de souveraineté de transition a signé un accord de paix accord en octobre 2020, où les négociations de Juba reposaient sur cinq pistes : la piste de la région du Darfour (ouest), la trace des États du Kordofan méridional (sud) et du Nil Bleu (sud-est). La voie de l'Est du Soudan, la voie du Nord du Soudan et la voie du Soudan central, mais de nombreux mouvements se font encore à l'extérieur. Parce que certains mouvements n'ont pas accepté d'adhérer à l'accord, cet accord est dû à Son incapacité à accepter les organismes qui représentent ses intérêts dans l'accord, ce qui exacerbe les tensions tribales et conflits régionaux, notamment au Darfour, à Abyei, au Kordofan méridional et au Nil Bleu, en plus du chemin l'Est, ce qui suscite de temps à autre des tensions supplémentaires, et celles-ci se sont produites en février dernier. Le gouvernement soudanais et les mouvements armés se sont mis d'accord sur une formule actualisée pour mettre en œuvre l'accord de paix de Juba. en présence du Président du Conseil de transition, Abdel Fattah Al-Burhan, et du Président du Soudan du Sud, Salva Kiir Mayardit. Parmi les mouvements armés signataires de la nouvelle version de l'accord figurent le mouvement Justice et Égalité. [1] Mouvement, l'Armée de libération du Soudan, le Front populaire pour la libération et la justice et le Congrès de Beja, parti d'opposition.

Avec la présence de mouvements armés refusant d'adhérer à l'Accord de paix de Juba, de nombreuses tentatives ont été faites pour inclure ces mouvements, en particulier le Mouvement populaire de libération du Soudan-Nord, dirigé par Abdul Aziz al-Hilu, et le Mouvement de libération du Soudan, faction Abdul Wahid Nur, au processus de paix. Ce sont les deux plus grandes armées mouvements en dehors de l'Accord de paix de Juba. Trois groupes armés ont également été formés en décembre dans les régions centrale et l'est du Soudan, car ces groupes rejettent l'accord de paix de Juba, qui devrait être révisé lors du [2] accord-cadre.

Certains mouvements armés ont participé aux discussions organisées par les ateliers pour rédiger la version finale du cadre. accord, dont les composantes civiles et militaires ont réussi à lancer les principes le 5 dernier décembre (2022), alors que divers efforts ont été déployés au cours de la période récente pour attirer les mouvements qui rejettent le cadre accord, et le plus important de ces mouvements est le Mouvement pour la justice et l'égalité

Dirigés par Jibril Ibrahim, et le Mouvement de l'Armée de libération du Soudan dirigé par Mona Arko Minawi, les deux mouvements refuser de discuter de l'accord de Juba car cela pourrait entraîner une redistribution du pouvoir qui n'est pas conforme aux intérêts des deux mouvements.

3- La présence de nombreux mouvements armés soutenant l'Armée Nationale : Malgré le rejet du principales forces civiles et un certain nombre de mouvements armés des mesures exceptionnelles adoptées par la Transition Conseil de souveraineté en octobre 2021, certains mouvements armés ont soutenu l'institution militaire, et n'a pas rejeté ces mesures, et parmi elles figurent Ces mouvements sont : le Mouvement de libération du Soudan - dirigé par Minawi, le Mouvement pour la justice et l'égalité - dirigé par Jibril Ibrahim, ainsi que le Conseil suprême des Lunettes Beja, dirigé par Muhammad Al-Amin Turk. Ces mouvements estiment que les forces armées nationales peuvent faire face aux attaques des Forces de soutien rapide.



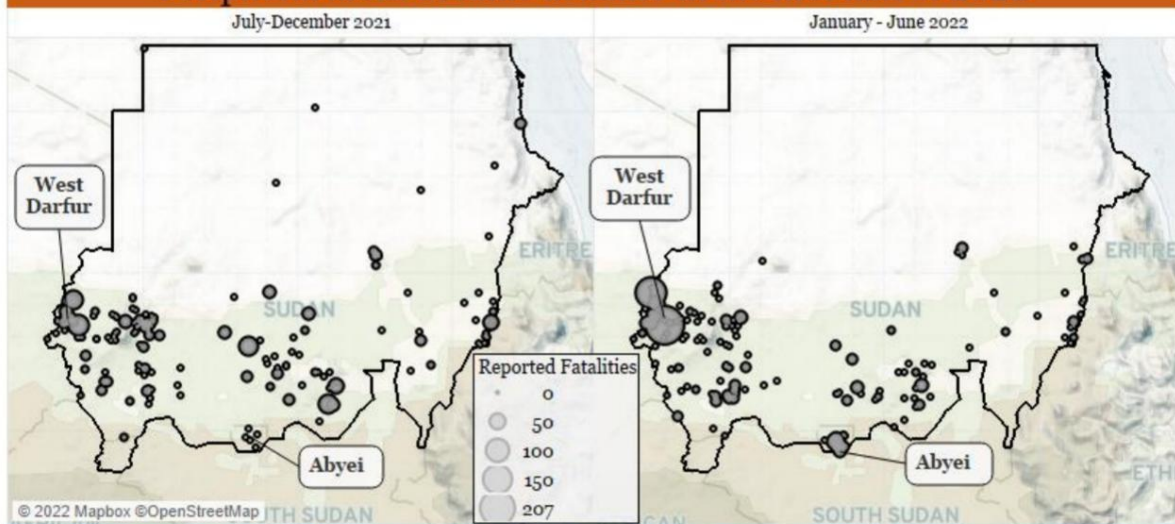
# SUDAN

## Military Factions Enhance Their Power Amid Spreading Violence



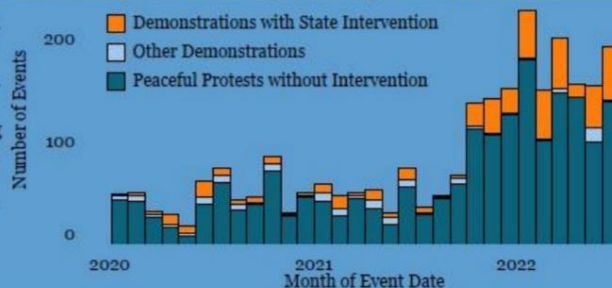
Two developments have characterized violence in Sudan in recent months: an increase in peripheral violence and the rising involvement of paramilitary forces in ongoing conflicts. Further, demonstrations against the governing cabal continued in Khartoum. Violence in Sudan's peripheries – especially in Darfur and the disputed Abyei area – persisted, as did internal power struggles between the multiple military and paramilitary factions. West Darfur state remains the focal point of violence in Darfur, though violence has continued to climb in South Darfur state as well.

## Peripheral areas became deadlier in the first half of 2022



## Increase in intervention by security forces against protesters

Ongoing protests against military rule were frequently met with violent intervention from security forces during the first half of 2022, particularly in Khartoum. The paramilitary Central Reserve Police forces (a.k.a Abu Tira) became increasingly involved in suppressing demonstrations, intervening in about 8% of all events recorded during the first half of 2022, up from just over 1% last year. As political instability continues, so too will demonstrations and the heavy-handed state crackdown.



Source, Mise à jour de mi-année au Soudan, Les factions militaires renforcent leur pouvoir au milieu de la propagation de la violence, <https://acleddata.com/10-conflicts-to-worry-about-in-2022/sudan/mid-year-update/>

---

#### Développements dans la région du Darfour en raison de l'impact du conflit

Les affrontements armés qui ont éclaté entre l'armée et les Forces d'appui rapide jettent une ombre sur les tensions dont la région du Darfour est constamment témoin, alors que les combats reprennent au Darfour occidental État, qui souffre de conflits persistants entre tribus. De violents combats ont éclaté entre l'armée et les Forces de soutien rapide à El Geneina, la capitale de l'État du Darfour occidental. Le vingt-quatre avril 2023, mais cela s'est rapidement transformé en un conflit civil dans lequel des armes lourdes ont été utilisées, et deux batailles ont eu lieu en El Geneina : la première bataille a eu lieu entre l'armée et les Forces d'Appui Rapide, tandis que la seconde guerre a été se déroulant entre tribus arabes et tribus africaines, dirigées par la tribu Masalit. Le 27 avril 2023, des milices armées a lancé une violente attaque contre El Geneina, dans un nouveau développement.

Le conflit entre les tribus Masalit et arabes s'est poursuivi pour la quatrième journée consécutive.

Des affrontements entre l'armée et le soutien rapide ont éclaté après qu'ils soient devenus actifs. À la suite du vide sécuritaire qui a laissé Pillage, vol et attaques contre les citoyens et leurs biens. Dans les premiers jours du début des combats militaires entre l'armée et les Forces d'Appui Rapide, El Fasher a été témoin d'affrontements sanglants dans différents quartiers de la ville, faisant 61 morts. civils, avant une médiation menée par le gouverneur du Nord Darfour, Nimr Abdel Rahman, et les dirigeants communautaires réussi. En exhortant les deux parties à un cessez-le-feu permanent.

Depuis la cessation des combats, des groupes armés sont apparus à bord de motos et de véhicules tout terrain dans le quartiers de la ville, se livrant à des pillages généralisés et à des agressions contre les citoyens. Ils ont également attaqué une prison. Il a libéré tous les détenus, y compris ceux accusés de meurtre et de trafic de drogue. "Shaal"

Certains craignent que ces combattants soutiennent l'armée si les affrontements entre elle et l'armée reprennent. Forces de soutien rapide (RSF) à El Fasher, transformant le conflit en un conflit tribal similaire à celui en cours à El Geneina, dans l'État voisin du Darfour occidental, qui a coûté la vie à plus de 100 personnes.

Une force conjointe de cinq mouvements armés, dotée de 120 véhicules militaires, a également été constituée pour œuvrer à la sécurisation du territoire. sièges des institutions gouvernementales et des organisations internationales et toutes les zones à l'ouest d'El Fasher, pour sécuriser la ville d'El Fasher, la capitale de l'État du Darfour Nord. Les mouvements qui composent cette force sont le Soudan Les Forces de libération dirigées par Minni Arko Minawi, le Conseil de transition dirigé par Al-Hadi Idris, outre le Mouvement pour la justice et l'égalité dirigé par Jibril Ibrahim, les Forces de libération du Soudan et l'Alliance soudanaise, qui sont les mouvements qui ont signé l'accord de paix de Juba en octobre 2020, là où cette force est arrivée. Dans le suite à l'intensification des combats entre les forces des deux camps au Darfour occidental, le chef du Mouvement militaire confie

Libération du Soudan Minni Arko Minawi a déclaré que les dirigeants des mouvements armés ont décidé de déplacer une force militaire vers les autorités locales,

Pour élargir un cercle pour prévenir

Des forces conjointes pour séparer les parties belligérantes en coopération avec les

éclatement de violence après l'escalade des affrontements armés à Khartoum et leur propagation à plusieurs régions, notamment

<sup>[3]</sup>  
Darfour.

À la fin , il semble que le Soudan soit entré dans un cercle vicieux de violence et de combats qui permet à la situation sécuritaire d'exploser en

nombre de ses régions, à la lumière de ce à quoi ces régions sont témoins de l'escalade de la lutte pour le pouvoir infranational entre

des élites politiques et des milices locales en compétition, pour établir un contrôle local sur la terre ou pour affirmer le pouvoir par la force, et ces conflits

ne dépendent pas uniquement du soutien de groupes et d'organismes internes, mais s'étendent également aux renforts qu'ils reçoivent des autorités régionales.

quartier, ce qui rend difficile de les contenir et de réaliser leurs revendications qui ne sont pas unifiées et n'expriment pas tous les groupes qui en font partie

à la région dans laquelle ils vivent, ce qui crée des cycles de violence. De façon continue.

Cela s'ajoute à la présence d'affrontements entre l'Armée nationale et certains mouvements armés dans le passé.

En outre, les Forces de soutien rapide ont combattu aux côtés de l'armée ou seules contre des tribus et des mouvements armés dans de nombreuses régions. Est-ce que certains

les mouvements armés, notamment ceux qui n'ont pas adhéré à l'accord-cadre ou à l'accord de paix de Juba, autorisent l'utilisation de leurs zones

dans le conflit entre les deux parties, comme c'est le cas au Darfour, ou le sera-t-il dans les jours à venir... La période à venir pourrait connaître une escalade de plusieurs

des mouvements armés

Pour éloigner ses régions des conflits, qui accroissent l'armement des mouvements armés existants et leur émergence en...

Son cadre crée de nouveaux mouvements armés et ouvre également la voie au renforcement des revendications séparatistes dans certains pays.

régions, comme l'est du Soudan ou la région du Darfour.

avec Ici, le conflit entre l'armée et les forces de soutien rapide doit être décrit avec plus de précision, afin de clarifier les véritables enjeux.

objectifs des deux parties au conflit. Les deux partis recherchent-ils de plus grands gains politiques et économiques au cours de la prochaine étape ?

Est-ce que chaque partie accepte de partager les gains avec l'autre ? Ou bien les deux parties mènent-elles un jeu à somme nulle dans lequel chacune cherche à

effacer l'autre ? Les deux partis permettent-ils un retour au processus politique avec la participation de la composante civile ? Ou est-ce que l'une ou l'autre des parties

imaginez-vous qu'il accèdera au pouvoir sans partenaire ? La composante civile du gouvernement permettra-t-elle la participation de l'armée ou des forces rapides

Soutenir les forces dans le processus politique ? Ou les dirigeants de cette composante considéreront-ils que les crimes commis effacent toute

participation de la composante militaire à la détermination de l'avenir du Soudan ? Enfin, est-il possible de lancer

Un processus politique pour gouverner le Soudan sans la participation de l'armée face à la présence de ce grand nombre de forces armées

mouvements armés, qui, selon certaines estimations, s'élèvent à environ 87 mouvements armés.

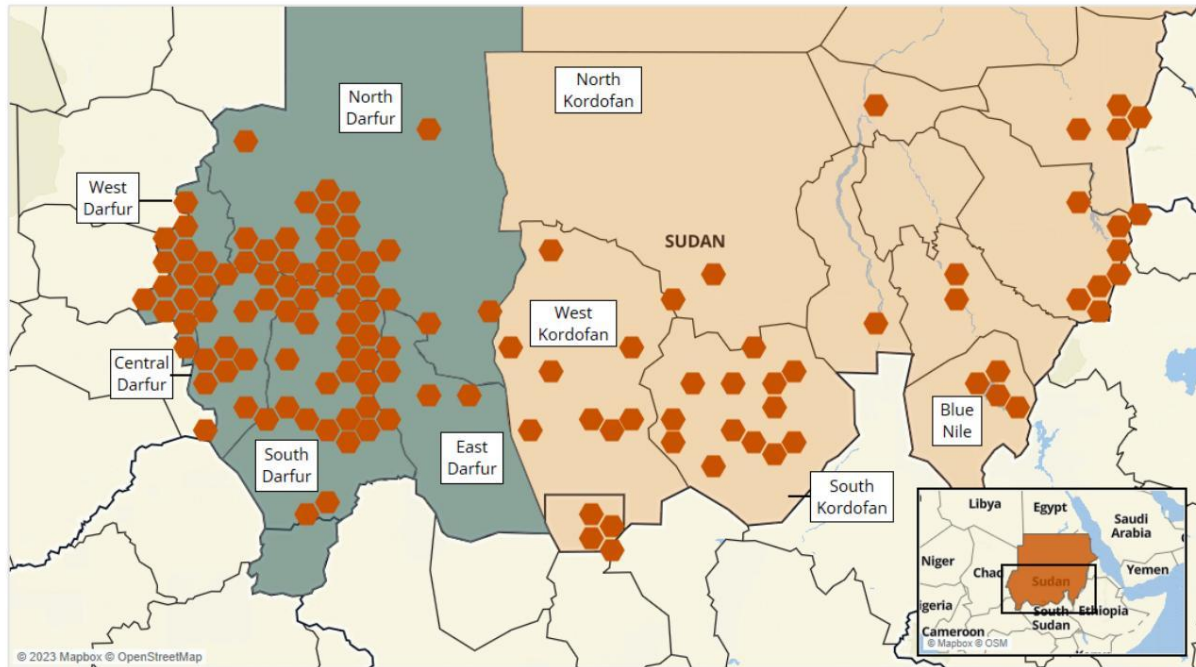
Nombreux sont ceux qui comptent sur les rôles régionaux et sur l'ampleur de leur impact pour restaurer la stabilité au Soudan et pousser les deux parties au conflit à

mettre en œuvre la trêve, qui a été violée à plusieurs reprises sans tenir compte des conditions humanitaires catastrophiques des Soudanais

les gens ont atteint.

## Areas of Operation of Identity Militias in Sudan

2022



Source, évaluation du contexte.. Nouvel accord politique au milieu d'un désordre croissant au Soudan, 3 mars 2023, <https://acleddata.com/2023/03/03/context-assessment-new-Political-deal-amidst-rising-Political-disorder-au-soudan/>

---

[1] Mise à jour de mi-année au Soudan, les factions militaires renforcent leur pouvoir au milieu de la propagation de la violence, <https://acleddata.com/10-conflicts-to-soucis-en-2022/soudan/mise-à-jour-de-mi-année>

[2] De nouveaux groupes armés émergent au centre du Soudan, 18 décembre 2022, <https://sudantribune.com/article268405/>

[3] Stopper la descente du Soudan vers une guerre civile à part entière, 20 AVRIL 2023, <https://www.crisisgroup.org/africa/horn-africa/sudan/stopping-sudans-descent-full-blown-civil-war>

---

Hemedti : vice-président du Conseil de souveraineté soudanais, entre évvasion et parti pris pour le changement

Mahomet Mahomet

Othman • BBC News arabe - Khartoum

4 août 2022

L'entretien réalisé par BBC News Arabic avec le vice-président du Conseil de souveraineté soudanais, le lieutenant

Le général Mohamed Hamdan Dagalo, connu sous le nom de Hemedti, a suscité de nombreuses réactions à l'intérieur et à l'extérieur du Soudan.

en raison de ses déclarations inhabituelles et franches, dont la plus marquante était peut-être sa reconnaissance de l'échec du

la mesure de « correction de cap » prise par l'armée en octobre dernier et ses assurances que les problèmes sécuritaires et économiques

les conditions étaient devenues pires qu'avant le déménagement. Soudan : Al-Burhan a-t-il mis le

les forces civiles en « difficulté » en se retirant des négociations politiques ? L'armée soudanaise annonce son retrait du

dialogue politique

Une porte ouverte.

Hemedti se décrit lors de ses discours et conversations comme étant clair et honnête et n'aime pas esquiver, se retourner,

mais lorsque je lui ai posé directement des questions sur la possibilité qu'il se présente à l'avenir au poste de président,

Sa réponse fut évasive. Il a dit qu'il était ascétique au pouvoir, qu'il ne voulait pas se présenter aux élections et qu'il détestait la politique et

politiques, mais il a ajouté que cette question est liée à l'existence d'un gouvernement qui représente tous les Soudanais et n'est pas

enclin à la politique des axes, « mais si cela n'arrive pas et que le pays se dirige vers le chaos et l'effondrement, je le ferai ».

intervenir."

Sa position sur cette question apparaît ambiguë, contrairement à la position du président du Conseil de souveraineté, le lieutenant-général Abdel

Al-Fattah Al-Burhan, qui a confirmé à plusieurs reprises qu'il céderait le pouvoir, ne se présentera pas aux élections et se consacrera

lui-même à

l'agriculture, qui

il aime. Une plaisanterie politique pour moi est sa position sur leurs anciens partenaires au pouvoir, les Forces de Liberté et de Changement.

Qu'est-ce qui était surprenant ?

"Nos frères." Révélant que les communications entre eux se poursuivent, il a déclaré que les différences entre eux sont

mineur, et eux et lui sont prêts à conclure toutes les ententes possibles afin de surmonter le

crise actuelle. Ces déclarations semblent être une manipulation politique, d'autant plus que Hemedti, jusqu'à récemment, attaquait cette alliance.

avec une grande férocité et en la portant avec les conséquences de la sécurité et de l'effondrement économique.

Qu'en est-il après qu'Hemedti ait reconnu l'échec du régime militaire au Soudan ?

Hemedti à la BBC : L'armée n'a pas réussi à corriger le tir et le Soudan se dirige vers le pire

Les Forces de Liberté et de Changement, devenues opposition après le coup d'État militaire après avoir été l'incubateur politique du

gouvernement de transition, a relevé le défi et a salué les engagements du vice-président du Conseil de souveraineté

concernant son départ du travail politique. Le chef de la coalition, Al-Wathiq Al-Barir, a déclaré à BBC News Arabic que le projet d'Hemedti

les promesses sont positives et aident à trouver une solution à la crise, mais il a exigé

La preuve en est de faire le même pas et de s'engager explicitement à retourner à la caserne et à quitter le travail politique.

aux forces civiles. L'avenir

des unités des Forces de soutien rapide

des Forces de soutien rapide protègent le bâtiment du Palais de l'Hospitalité dans la ville d'El Geneina, au Darfour occidental, où

Hemedti réside depuis des mois. Quand je me suis dirigé vers le bâtiment

là où j'ai mené l'entretien, j'ai remarqué un important déploiement de ces forces dans la ville. Ils sont équipés des meilleurs

d'armes et disposent de véhicules à quatre roues motrices entièrement préparés pour les situations d'urgence. Manœuvre ou conversation sérieuse : comment le

Les Soudanais voient-ils ce qu'Hemedti a dit à propos de la remise du pouvoir aux civils ? Qui sont les membres de la tribu Haoussa au Soudan

et quelles sont les raisons des violences qui les ont touchés récemment ? Ces forces - dont le nombre est

estimé à plus de cent mille combattants et répartis dans presque toutes les régions du pays - sont restés

sous le feu des accusations successives d'implication dans la dispersion du sit-in au commandement de l'armée, qui a laissé des centaines de personnes

morts et de s'être rangés du côté des groupes arabes lors des conflits tribaux sanglants au Darfour. Manifestants contre le coup d'État militaire

a continué à exiger son

dissolution, tandis que les politiques réclamaient son intégration dans l'armée. Le commandant de ces forces, Hemedti - qui préférerait

porter

son uniforme lors de l'entretien - confirme toujours que ses forces font partie des forces armées, et donc des militaires

système, mais il a exprimé sa volonté dans le dialogue de les intégrer dans le cadre de la réforme du système de sécurité et

institutions militaires, et a déclaré : « Personne ne rejette l'idée de la présence d'une armée nationale et professionnelle, et dans ce contexte

nous n'avons aucune objection à l'intégration des Forces de soutien rapide.

Il ne semble pas qu'il ait approuvé la démarche d'intégration de ses forces dans l'armée avec une entière conviction, car

il a ajouté : « Je crains qu'un jour vienne où certains d'entre eux regretteront d'avoir intégré les Forces de soutien rapide dans l'armée. »



Dagalo: Les militaires ne resteront pas silencieux face aux attaques en cours contre eux

26 septembre 2021 - 12h46, heure d'Abu Dhabi Kamal Abdel Rahman

- Khartoum - Sky News Arabie

Mohamed Hamdan Dagalo, dit Hemedti, a déclaré que l'armée ne resterait pas silencieuse face à la poursuite des attaques contre eux; Il a menacé de publier des enregistrements dénonçant les réunions du Conseil de souveraineté.

[Hemedti](#) a confirmé sa capacité à affronter la rue en mobilisant une autre rue qui lui est fidèle, et il a souligné que la société civile Les administrations et le reste des forces politiques ne peuvent être exclus de leur participation sous prétexte d'appartenir au [parti Omar](#) .

régime d'Al- Bashir.

Cependant, les hommes politiques ont estimé que ces déclarations confirmaient l'existence d'une crise profonde dans le pays, qui exige la nécessité pour accélérer la restructuration des [forces régulières](#).

[Menaces internationales](#)

[la communauté](#) et l'avertissement d'Hemedti ; Dans les déclarations qu'il a faites samedi lors d'un événement social dans une zone proche de la capitale soudanaise, [Khartoum](#) ; De la menace contre la communauté internationale ; En référence aux vives réactions du [Conseil de sécurité](#) Soutien des pays européens. [civils délivrés par les Nations Unies Et les États-Unis](#) La Grande-Bretagne, la Norvège et un certain nombre

[Il a critiqué les accusations selon lesquelles l'armée chercherait à bloquer l'achèvement de la transformation civile](#) .

processus dans le pays en soutenant la fluidité sécuritaire actuelle que connaît le pays dans le contexte de la [événements qui se déroulent depuis une dizaine de jours dans l'est du Soudan. Qui est dirigé par Muhammad Al-Amin Turk](#) , Chef de la tribu Beja ; Une des composantes de la population de l'est du Soudan ; Il est l'un des éléments du déchu Omar el-Béchir [régime, renversé par une révolution populaire en avril 2019](#)

Alors que les rapports considèrent que le laxisme sécuritaire face à Turk, dont les partisans ont fermé le principal port du pays dans la ville de [Port-Soudan](#), ; C'était un prélude au coup d'État contre l'autorité civile ; Hemedti a qualifié [ces accusations d'« hypocrisie »](#).

[Des conflits constants](#)

Hemedti a laissé entendre qu'il y avait des désaccords entre les composantes militaires et civiles au sein [du Conseil de souveraineté](#).

[Soudanais](#), Ce qui comprend 6 militaires et 6 civils.

En réponse aux déclarations dans lesquelles des civils indiquaient que leur participation à la faction militaire était une déduction de leur crédit politique; Hemedti a déclaré : « Assez, c'est assez. C'est nous qui leur avons donné le pouvoir, et nous ne resterons pas silencieux. [sur la vérité.](#) »

Il a ajouté, révélant qu'il avait déjà présenté à trois reprises sa démission du Conseil de souveraineté : « Ils ont dit que nous avons été déduits de leur capital politique, où ont-ils trouvé le pouvoir ? C'est nous qui leur avons donné le pouvoir. Et à la fin, ils voulaient que nous soyons leurs gardes.

[Crise profonde](#)

Les politiciens pensaient que les déclarations d'Hemedti indiquaient une véritable crise. Madani Abbas Madani, l'ancien ministre de Commerce et membre du comité de négociation avec le [Conseil militaire](#), souligné Suite au succès du révolution; Ces déclarations font partie d'une escalade planifiée qui semble vouloir aggraver la crise.

au sein [des Forces de Liberté et de Changement](#) En soutenant des groupes dissidents.

Il a déclaré à Sky News Arabia : « C'est une évasion face aux vraies questions liées à l'étendue de l'intervention militaire. le sérieux de la composante dans [la réforme de l'institution militaire](#). Sécurité et formation d'une armée unifiée avec un commandement national doctrine et soumis à la souveraineté civile.

Il a ajouté que l'échec en matière de sécurité a continué de les accompagner au cours des deux dernières années, même si la sécurité était la priorité.

justification de leur participation au pouvoir.

Dans le même contexte, Amjad Farid, ancien conseiller du Premier ministre soudanais, souligne le

[nécessité de réformer les institutions de sécurité.](#)

« Les déclarations de mobilisation et de polarisation doivent cesser », a déclaré Farid à Sky News Arabia.

Pour sa part, Hisham Abu Raida voit : Leader du Front National Large et chef du Bureau des Droits de l'Homme à l'Association des avocats et juristes de Grande-Bretagne. Les déclarations d'Hemedti montrent clairement qu'il y a quelque chose ·Que peut-il arriver, car la situation sécuritaire est très fragile, ce qui peut ouvrir la porte à de nombreuses possibilités faux



## Mourir à terre ou dans la rue : accoucher en pleine guerre au Soudan



Un bébé d'un jour est traité pour le syndrome de détresse respiratoire aiguë à l'hôpital Al Nada d'Omdurman (Nouveau

York Times)

La guerre dans ce pays, situé au nord-est de l'Afrique, a contraint les femmes enceintes à traverser « l'enfer » pour atteindre un nombre toujours croissant d'hôpitaux et de cliniques, ou recourir, épuisée par le surmenage, à accoucher à leurs enfants à la maison.

Sages-femmes

Quelques jours après le début des combats au Soudan, Amna Ahmed a reçu un appel de détresse urgent d'une femme enceinte

Un an, je lui ai dit qu'elle était sur le point de mourir. Mme Amna Ahmed, une sage-femme de 42 ans, a déclaré :

Elle a traversé les tirs qui ont balayé son quartier d'Omdurman, au nord de la capitale,

Khartoum, pour rejoindre le domicile de la femme. Arrivée en pleine nuit, elle se rend vite compte que le bébé

était coincé dans le canal génital de la mère. Cependant, il n'y avait ni ambulances ni taxis.

Pour l'emmener à l'hôpital.

La sage-femme a déclaré lors d'un entretien téléphonique : « Nous avions le choix entre la mort au sol ou la mort dans les airs,

avec la femme gémissant : « La dame m'a dit que la douleur avait inondé les rues », notant que le mélange des sons

des bombardements ont forcé son âme à quitter son corps.

Plusieurs heures plus tard, Mme Amna Ahmed a aidé la femme à monter sur une moto et l'a emmenée d'urgence dans une clinique voisine, où elle a pu donner naissance à sa fille.



Hôpital Al Nada à Omdurman (New York Times)

Les femmes enceintes sont victimes de la guerre

Dans tout le pays, la guerre qui a éclaté au Soudan a forcé les femmes enceintes à éviter les bombardements d'artillerie et à marcher, à travers les points de contrôle pour atteindre le nombre décroissant d'hôpitaux et de maternités qui restaient ouverts. Les Nations Unies estiment que des dizaines de milliers d'autres ont été déplacées, coincées dans leurs maisons, ou ont eu leur bébé accouché par des sages-femmes, des membres de leur famille ou personne du tout.

Le conflit entre dans son deuxième mois, entre l'armée soudanaise dirigée par le lieutenant-général Abdel Fattah al-Burhan et les forces paramilitaires de soutien rapide dirigées par le lieutenant-général Mohamed Hamdan Dagalo. Sur Samedi, les deux parties ont convenu d'un cessez-le-feu de 7 jours, qui est entré en vigueur lundi soir, malgré les des bruits de tirs sporadiques et d'explosions se font entendre dans certaines parties de la capitale et des villes voisines.

Mardi.

Les médecins et les travailleurs humanitaires affirment que la situation au Soudan, l'un des plus grands pays africains, se dirige vers une catastrophe humanitaire. Le Soudan avait déjà enregistré l'un des taux de mortalité maternelle les plus élevés au monde

Le monde avant le déclenchement des combats.

On estime que plus de 1,1 million de femmes soudanaises sont enceintes. De ceux qui sont en détresse  
besoin d'aide humanitaire, 29 000 femmes devraient accoucher le mois prochain et 4 300 femmes  
risquent de mourir et ont besoin de soins obstétricaux d'urgence.  
Pour le Fonds des Nations Unies pour la population. On pense qu'au moins

Missions suicides pour sauver les femmes enceintes

Le Dr Muhammad Fath al-Rahman (33 ans), pédiatre et directeur général de « l'hôpital », a déclaré :  
Al-Nada » à Omdurman, et supervise la maternité : « Les parents conduisaient leur voiture à travers  
Enfer pour nous atteindre, comme s'ils étaient en mission suicide. L'hôpital Al-Nada est l'un des rares qui restent  
installations du Grand Khartoum où les bébés naissent encore et où les salles sont remplies de femmes enceintes  
femmes.

« Les voitures arrivent à notre hôpital couvertes d'impacts de balles », a déclaré Fath al-Rahman lors d'un entretien téléphonique. "Ces  
les femmes sont très anxieuses, soumises à beaucoup de stress et beaucoup d'entre elles sont en travail avancé.

Il a déclaré qu'il venait de sortir de l'hôpital une femme arrivée dans un état inversé, après avoir passé  
heures à un poste de contrôle contrôlé par les forces paramilitaires, qui interrogeaient son mari. Dr Fath al-  
Rahman a ajouté : « Malheureusement, il ne nous est pas parvenu à temps et il n'a pas été écrit.

L'enfant est sauvé.



Une infirmière en pédiatrie soigne un nouveau-né à l'hôpital Al Nada d'Omdurman (New York Times)

Augmentation du nombre de naissances

Il a ajouté que le nombre de bébés nés prématurément à l'hôpital avait augmenté de près d'un tiers.

Depuis le début des combats le 15 avril, avec un effectif réduit, on estime que la maternité a été endommagée

600 nouvelles naissances le mois dernier, soit 20 fois le nombre habituel. Et en plus de

Durant les premières semaines du conflit, ils ont pratiqué jusqu'à 50 césariennes avec deux

nouveau-nés partageant le même incubateur.

Aujourd'hui, souvent

Fath al-Rahman a déclaré qu'il était en mesure de faire fonctionner l'hôpital grâce au financement international des Soudanais.

Association médicale américaine. L'association a financé chaque césarienne depuis le début

Top pour les empêcher de se disputer et a permis au Dr Fath al-Rahman de fournir les salaires de ses employés restants

S'échapper.

Son récit a été soutenu par des travailleurs humanitaires des Nations Unies, de CARE, d'International Medical

Corps, Médecins sans frontières et Save the Children, qui ont déclaré au New York Times que la crise

affectant les femmes enceintes représente un symbole de l'effondrement d'un système

Dans tout le Soudan depuis le début des combats. La santé publique en tout



« Cela va empirer », a déclaré Adif Joseph Eji Seriki, conseiller mondial en matière de sexualité et de violence. santé reproductive à l'International Medical Corps, qui forme des agents de santé à travers le Soudan.

Le mauvais état de santé des mères a également des conséquences sur les enfants à naître

Couleurs. « Les bébés prématurés sont plus susceptibles de développer des anomalies permanentes, notamment déficiences intellectuelles, paralysie cérébrale et déficiences auditives et visuelles », a déclaré Seriki.

Même avant le déclenchement du conflit actuel, le Soudan disposait d'un système de santé fragile, dépourvu de moyens adéquats.

infrastructures et équipements, une pénurie de professionnels de santé qualifiés et une chaîne d'approvisionnement limitée.

270 décès pour 100 000 naissances vivantes, contre 21 décès pour 100 000 naissances vivantes en les États Unis.



60 pour cent des hôpitaux ont été fermés

Dans l'État de Khartoum, qui abrite environ 10 millions d'habitants, environ 60 pour cent des soins de santé les établissements de soins sont désormais fermés, avec seulement 20 pour cent des établissements pleinement opérationnels, selon Aux Nations Unies. À El Geneina, la capitale du Darfour occidental, toutes les installations ont été fermées à

La santé est ouverte.

Les hôpitaux eux-mêmes se sont transformés en scènes de combats intenses. Les groupes armés ont été expulsés 8  
Les patients étaient soignés dans un centre de santé de Khartoum afin de l'utiliser comme base,  
selon l'organisation à but non lucratif Save the Children. De nombreux médecins et infirmières  
restés dans le pays ont été menacés et arrêtés.

Les pillages et les vols se sont également répandus et de nombreux hôpitaux, pharmacies et magasins ont été pillés.  
Le Syndicat médical soudanais a déclaré que les patients souffrant de maladies chroniques, telles que  
atteints de cancer, de maladies cardiaques ou de diabète, n'ont pas pu obtenir de médicaments pendant des semaines, tandis que des dizaines de personnes  
des centres de dialyse ont fermé leurs portes.

Mais peu de domaines du système de santé soudanais ont été aussi gravement touchés que les réseaux de soins de santé.  
partout au pays pour recevoir des appels de soins de maternité. Dès le début des combats, les sages-femmes  
a commencé à aider les femmes enceintes.

« Ces femmes deviennent de plus en plus une bouée de sauvetage vitale pour celles qui sont coincées à la maison », a déclaré  
Rania Hassan, chef de l'équipe de santé reproductive des Nations Unies au Soudan, qui contribue à soutenir  
un réseau d'au moins 400 sages-femmes communautaires dans le pays. Elle a ajouté que leur travail « est  
particulièrement important dans la région de Khartoum et ses environs, où les combats ont été les plus intenses.  
intense et où de nombreuses femmes préfèrent accoucher dans des établissements de santé.

Les sages-femmes sont réparties dans les villes et les villages et entrent au domicile des femmes pour accoucher des nouveau-nés,  
et répondant souvent aux demandes des groupes de discussion ou des lignes d'assistance téléphonique du quartier.  
Pour urgence.

Mme Amna Ahmed, qui accompagnait la femme enceinte sur la moto, est assistée par une sage-femme à  
enfants depuis le début des combats. Elle a rejoint une équipe de 20 personnes. ont aidé 200 personnes

Elle a souligné que les sages-femmes non seulement bravent la violence, mais sont souvent contraintes de travailler sans travail.  
À cause des affrontements L'accès au téléphone ou à Internet, des services qui se sont considérablement dégradés

Mme Amna Ahmed a déclaré qu'elle avait eu huit enfants pendant le conflit, mais que le chaos rendait difficile l'accès aux femmes  
et l'obtention de fournitures médicales.

Son histoire a été reprise par d'autres femmes, comme Ahlam Abdullah Hameed, une sage-femme de 27 ans.  
Elle a 6 enfants dans la ville de Bahri, au nord de Khartoum.

"La situation est très difficile", a déclaré Hamid lors d'un entretien téléphonique, ajoutant qu'elle avait décidé de venir en aide après avoir  
a suivi une série de demandes de femmes enceintes sur la chaîne WhatsApp du quartier où elle habite.

Bien que tous ses parents aient réussi, elle a dit qu'elle commençait à se sentir anxieuse à l'idée de déménager.

au milieu de combats de rue qui s'aggravent et deviennent plus imprévisibles la nuit, alors qu'elle a l'habitude de le faire.

répond aux appels.

Mais elle est toujours prête à prendre des risques, dit-elle, ajoutant qu'elle ressent un fort sentiment de responsabilité envers

de l'aide chaque fois qu'elle entend un appel d'une femme dans un état critique.

« Les prières des femmes pour que je réussisse me rendent triste », se demande-t-elle : « Comment puis-je enfin partir alors que  
ils demandent constamment de l'aide ?

Dagalo : « Nous ne retournerons pas à Khartoum tant que nous n'aurons pas trouvé une solution aux problèmes tribaux au Darfour occidental. »

mardi 21/06/2022 17:13 | Écrit par : Juma Hamdallah | Le vice-président de

le Conseil de souveraineté de transition au Soudan, le lieutenant-général Muhammad Hamdan Dagalo, a critiqué ces

il a décrit comme des habitués des hôtels et des appartements en Europe qui prétendent lutter en son nom, affirmant que ces

gens ne proposeront rien parce qu'ils sont préoccupés par leurs propres intérêts. Dans son discours aux étudiants d'El Geneina, les

Université au siège de l'université aujourd'hui, en présence des membres du Conseil de souveraineté, Al-Taher Abu

Bakr Hajar et le Dr Al-Hadi Idris Yahya, ainsi que le Gouverneur du Darfour occidental, Khamis Abdallah Abkar, et le Dr Suleiman Sandal,

le vice-président du Conseil de souveraineté a souligné l'importance du rôle des universités dans la contribution à

parvenir à la paix. stabilité et éduquer la société sur les dangers des conflits tribaux et régionaux, en notant l'engagement du gouvernement

intérêt et parrainage des institutions scientifiques, notamment universitaires,

En cela, les étudiants sont le pilier de l'avenir.

Dans son discours, diffusé par les médias du Conseil de souveraineté de transition au Soudan, le lieutenant général

Muhammad Hamdan Dagalo a appelé les étudiants à former des comités représentant toutes les facultés pour siéger avec le

composantes d'El Geneina, et discuter des causes des conflits et des conflits qui ont frappé l'unité de la société et trouver une solution permanente

Les élèves doivent refléter ce qu'ils ont appris au sein de leur famille et les inciter à oublier le passé et à surmonter les blessures.

et résoudre les différends et les conflits, dans l'intérêt d'une paix durable et stable. Le vice-président du

Le Conseil de souveraineté a déclaré : Nous sommes venus de Khartoum pour résoudre tous les problèmes tribaux dans l'État du Darfour occidental, et

nous ne reviendrons pas tant que nous n'aurons pas trouvé de solution.

Il a appelé les étudiants à prêter attention à ce que sont les opprimés qui gèrent l'agenda depuis l'extérieur du Soudan.

complot, et de veiller à l'intérêt public, en contribuant à la récupération de leurs droits, au retour des déplacés dans leurs

leurs zones d'origine, et en les rassurant sur le fait que les forces conjointes les protégeront, en soulignant

Le retour des camps doit être définitif et non temporaire durant l'automne.

Il a ajouté : « Rejetons la haine, la rivalité et la méchanceté de ceux qui sont à l'extérieur et résolvons nos problèmes. »

seuls ensemble".

Le lieutenant-général Dagalo s'est engagé à soutenir l'Université d'El Geneina et à contribuer à la création des

environnement scientifique lui permettant de mener à bien sa mission éducative. Il a fait don de la construction d'une salle moderne au

université qui accueillerait le plus grand nombre d'étudiants, un laboratoire intégré, dix véhicules administratifs et deux bus pour le transport

L'étudiant, créant un environnement dans des complexes résidentiels pour l'étudiant, et dix opportunités de master en dehors du Soudan.





Bonne salutation

Les articles de loi relatifs à l'affaire sont les suivants :

Effet rétroactif de la loi.

4 (1) Nonobstant les dispositions de l'article 2, la loi en vigueur au moment de la commission de l'infraction est applicable.

(2) Dans le cas de crimes pour lesquels un jugement définitif n'a pas été rendu, les dispositions de la présente loi s'appliquent si elles conviennent le mieux à l'accusé.

(3) Le fait de ne pas appliquer une peine de hudud avant l'application de la présente loi est considéré comme un soupçon qui annule la peine de hadd, et l'évaluation de la peine est révisée pour ceux contre lesquels un jugement définitif a été rendu, conformément aux dispositions de cette loi.

(4) Tout jugement définitif concernant le prix du sang rendu avant l'entrée en vigueur de la présente loi sera

révisé conformément à ses dispositions relatives à sa collecte.

-----

-----

-----

Crimes commis au Soudan.

5 (1) Les dispositions de la présente loi s'appliquent à tout crime commis, en totalité ou en partie, au Soudan.

-----

-----

-----

Crimes commis en dehors du Soudan.

6 (1) Les dispositions de la présente loi s'appliquent à toute personne qui :

(A) Absent du Soudan dans un acte qui en fait le principal ou le complice dans l'un des crimes :

(i) dirigé contre l'État,

(ii) concernant les forces régulières,

(Troisième) lié à la contrefaçon de monnaie ou à la contrefaçon de timbres fiscaux si le contrevenant se trouve à l'intérieur du Soudan.

(B) Au Soudan, un acte conjoint dans un acte commis à l'extérieur du Soudan est considéré comme un crime au Soudan et un crime selon la loi du pays dans lequel il s'est produit.

(2) Nul ne sera puni en dehors du Soudan pour l'un des crimes pour lesquels il peut être puni au Soudan s'il est prouvé que cette personne était jugé par un tribunal compétent en dehors du Soudan et a purgé sa peine, ou a été acquitté par ce tribunal.

-----

-----

-----

## Responsabilité criminelle

Le fondement de la responsabilité pénale.

8 (1) Il n'y a de responsabilité que pour la personne désignée.

(2) Aucune responsabilité, sauf pour un acte illégal commis intentionnellement ou par négligence. a fait le petit.

-----

-----

-----

coercition.

13-(1) Une personne qui a été contrainte d'agir par la force ou par menace de mort, ou par un préjudice grave immédiat à elle-même ou à sa famille, ou de graves dommages à ses biens, ne sera pas considérée comme ayant commis le crime d'un

Une personne qui a été contrainte d'agir par la force ou par la menace de mort et qui n'était pas en mesure d'éviter cela par d'autres moyens.

(2) La coercition ne permet pas de causer la mort ou un préjudice grave ni de commettre l'un des crimes contre l'État passibles de la peine de mort.

-----

-----

-----

Il n'a pu l'éviter par aucun autre moyen.

(2) La coercition ne permet pas de causer la mort ou un préjudice grave ni de commettre l'un des crimes contre l'État passibles de la peine de mort.

Verbes involontaires.

14- Ne sera pas considérée comme ayant commis l'acte celui qui, au moment de commettre l'acte, n'était pas volontaire et n'était pas en mesure de contrôler ses actes en raison d'un cas de force majeure ou d'une maladie soudaine, qui l'a rendu incapable d'éviter cet acte. crime.

nécessité.

15- La personne à qui vous avez eu recours à un acte de nécessité pour se protéger, protéger son honneur ou son argent, ou la vie, l'honneur ou l'argent

d'autrui d'un danger grave et imminent qu'il n'a pas provoqué intentionnellement et qu'il n'était pas en son pouvoir de l'empêcher par d'autres moyens, n'est pas considéré comme ayant commis un crime, à condition que l'acte n'entraîne pas de préjudice tel qu'un préjudice Il s'agit d'une protection contre elle, ou d'une protection supérieure, à condition que la nécessité ne permette de tuer que dans l'exercice de ses fonctions.

Accident accidentel.

16- N'est pas considéré comme un délit celui qui a été causé accidentellement par un acte légitime commis de bonne foi et qui a entraîné un préjudice inattendu.

la satisfaction.

17. (1) N'est pas considéré comme un crime un acte s'il porte atteinte à l'intégrité physique ou à l'argent d'une personne lorsqu'il repose sur le consentement exprès ou tacite de cette personne.

(2) Les dispositions du paragraphe (1) ne s'appliquent pas aux actes susceptibles de causer la mort ou des blessures graves.

Erreur factuelle.

18. Celui qui croit de bonne foi, en raison d'une erreur de fait, qu'il est autorisé à

acte, n'est pas considéré comme ayant commis une infraction.

Chapitre trois

Tentative criminelle et participation

chapitre un

Commencer

Définition de l'initiation.

19- La tentative consiste à accomplir un acte qui indique clairement l'intention de commettre un crime, si le crime n'a pas été commis pour une raison indépendante de la volonté de l'auteur.

Punition pour initiation.

20- (1) Quiconque tente de commettre un crime sera puni d'une peine supérieure à la moitié de la peine maximale prévue pour cela. Si la tentative d'acte constitue un délit indépendant, l'auteur de l'infraction sera puni de la peine prévue à cet effet.

(2) Si la peine pour un crime est la mort ou l'amputation, la peine pour la tentative est une peine d'emprisonnement pour une période n'excédant pas sept ans.

## Chapitre II

### implication criminelle

Participation en exécution d'un accord criminel.

21- Si deux ou plusieurs personnes commettent un crime en exécution d'un accord criminel entre elles, chacune d'elles en sera responsable comme si elle l'avait commis seul et sera punie de la peine prévue à cet effet.

Participation sans accord pénal.

22- Si deux ou plusieurs personnes commettent un crime sans accord criminel entre elles, chacune d'elles sera responsable de son acte et sera punie de la peine prévue pour le crime qui constitue cet acte.

Ordonner la commission d'un crime et y contraindre.

23. Quiconque ordonne à une personne non inculpée ou de bonne foi de commettre un acte qui constitue un crime ou contraint une personne  
personne à



commet cet acte, il en sera responsable comme s'il l'avait commis seul et sera puni de la peine prévue pour ce crime.

Accord criminel.

24 (1) Un accord criminel est l'accord entre deux ou plusieurs personnes en vue de commettre un crime.

(2) À l'exception du meurtre prémédité, de l'inimitié et des crimes contre l'État passibles de mort, l'accord criminel n'est pas un crime punissable, sauf en cas de tentative de commettre le crime, et dans tous les cas, l'accord rétracté n'est pas un crime.

(3) Quiconque commet le crime d'association criminelle sera puni d'une peine d'emprisonnement d'une durée n'excédant pas cinq ans, et si le crime est commis ou tenté, il sera puni de la peine prévue pour la commission de ce crime ou la tentative, selon le cas. 2

agitation.

25. (1) L'incitation est la tentation d'une personne envers une autre de commettre un crime ou l'ordre donné à une personne accusée sous son autorité de le commettre.

(2) Sous réserve de ne pas dépasser la peine prévue pour le crime, quiconque encourage le

la commission d'un crime sera punie comme suit :

(A) Dans le cas où le crime n'a pas été commis ou tenté, une peine d'emprisonnement n'excédant pas cinq ans

(B) Dans le cas où le crime a été commis ou tenté, une peine d'emprisonnement d'une durée n'excédant pas dix ans ou une amende ou les deux. Si la peine prévue pour le délit est la flagellation, il sera puni d'une peine de flagellation n'excédant pas la moitié de la peine.

(3) Est considéré comme ayant commis celui qui incite à la commission d'un crime et qui est présent au moment de sa survenance.  
crime.

(4) Quiconque incite une personne à commettre un acte particulier est responsable de la commission de tout autre acte qui constitue une infraction commise par cette personne si cet autre acte est une conséquence probable de l'incitation.

auxiliaire.

26- Quiconque aide à commettre un acte qui constitue un crime dans l'intention d'en faciliter la commission, les dispositions de l'article 25 lui seront applicables et il sera puni de la peine prévue pour l'instigateur, selon le cas.

## Chapitre quatre

### Les sanctions

#### chapitre un

#### Pénalités

exécution.

27- (1) L'exécution se fera par pendaison, lapidation ou similaire à celle avec laquelle le délinquant a été tué, et elle peut être accompagnée d'une punition, de représailles ou de représailles, et elle peut être accompagnée d'une crucifixion.

(2) À l'exception des délits de hudud et de qisas, une personne âgée de moins de dix-huit ans ou de plus de soixante-dix ans ne peut être condamnée à mort.

(3) Il n'est pas permis de condamner à mort avec crucifixion, sauf à Haraba.

châtiment.

28- (1) Le Qisas est la punition du délinquant prémédité par le même acte.

(2) Le droit à réparation est établi dès le départ de la victime puis transféré à ses tuteurs.

(3) En cas de meurtre, la punition est la pendaison à mort, et le délinquant peut être tué avec la même somme avec laquelle il a été tué.

si le tribunal le juge approprié.

(4) En cas de blessures, les représailles seront conformes aux dispositions de la première annexe jointe à la présente loi.

Conditions de rétribution.

29 Conditions d'application de la distribution sur les plaies :

(A) Atteindre la similitude entre les deux membres en termes de sexe, de sécurité et de quantité, de sorte que seul l'équivalent du membre de la victime soit remboursé, et que le bon ne soit pas pris avec l'infirme ou le défectueux, le complet avec le manquant ou l'original avec l'ajout, et la place entière sera prise dans son intégralité et une partie ensemble, quelle que soit la rétribution requise.  
Et le

(B) La possibilité de remplir l'exemple sans injustice afin que le châtiment n'entraîne pas la mort du contrevenant ou la

Transgression du mal qu'il a infligé à la victime.

Peines multiples.

30- (1) Un sera tué par le groupe, et le groupe sera tué par un.

(2) Le châtement pour les blessures est multiplié par le nombre de parties asymétriques, et la plus petite est incluse dans la plus grande, à moins que le coupable n'ait l'intention de se venger de la victime, il est donc récompensé par les parties plus petites, puis par les plus grandes.

(3) Si l'auteur de l'infraction coupe des locaux identiques à plusieurs victimes et que toutes entraînent des représailles, il sera puni de représailles si l'une d'entre elles l'exige, sans préjudice du droit des autres d'exiger la totalité du prix du sang ou En partie, selon le cas.

(4) Si le contrevenant coupe trois locaux ou plus d'une ou de plusieurs victimes et que tous entraînent des représailles, il peut se venger de lui avec ce qui a été coupé.

ou le condamner à mort.

La rétribution diminue.

31- Le Qisas tombe dans l'un des cas suivants :

a) Si la victime ou son tuteur est une branche du délinquant,

b) Si la victime ou certains de ses tuteurs ont gracié, avec ou sans contrepartie,

c) Si les blessures sont survenues avec le consentement de la victime,

(D) Désespéré de récupérer le délinquant s'il devient fou après avoir été condamné à des représailles,

(E) La perte du lieu de rétribution dans le cas du chirurgien.

Les parents de la victime qui ont

Le droit à la punition.

32- (1) Les tuteurs de la victime qui ont le droit de redistribuer ses cheveux au moment de son décès.

(2) Si la victime n'est pas un adulte, un aliéné ou un dément, son tuteur, gardien ou tuteur peut agir en son nom, et le tribunal peut attendre que la puberté atteigne l'adolescent s'il le juge approprié.

(3) L'État est le tuteur d'une personne qui n'a pas de tuteur, ou dont le tuteur est inconnu ou absent, et dont il n'y a aucun espoir de retour.

(4) Le tuteur de la victime, en cas d'assassinat ou de blessures avec préméditation, peut exiger

en cas de châtement, de prix du sang, de réconciliation contre de l'argent ou d'un pardon complet et, dans les deux cas, d'homicides ou de blessures semi-intentionnels ou injustifiés, il a le droit d'exiger le prix du sang, la réconciliation ou le pardon. Celui qui n'est pas majeur, et quiconque l'est selon son jugement, peut pardonner, sauf en échange d'un paiement qui ne diminue pas sur le prix du sang.

(5) Il est prouvé que le tuteur de lieu inconnu ou absent a droit au châtement, au prix du sang ou au pardon s'il se présente avant l'exécution du châtement ou le paiement du prix du sang.

(6) Une grâce ne peut être révoquée s'il s'agissait d'une grâce expresse accordée par consentement.

-----

-----

-----

Emprisonnement et aliénation.

33- (1) L'emprisonnement comprend :

(A) L'emprisonnement à vie pour une durée de vingt ans, ou

(B) L'exil, qui est l'emprisonnement loin de la zone où le crime a été commis et du lieu de résidence du délinquant.

(2) L'occidentalisation, qui consiste à définir la résidence du délinquant loin de la zone où le crime a été commis.

(3) À l'exception de la limite de Haraba, une peine de prison ne peut être imposée à une personne qui n'a pas atteint l'âge de dix-huit ans.

(4) À l'exception de la peine de Haraba, une peine de prison ne peut être imposée à une personne qui a atteint l'âge de soixante-dix ans, et si la peine de prison est annulée ou perdue jusqu'à ce que l'âge de soixante-dix ans atteigne l'âge de soixante-dix ans, la peine d'aliénation s'applique à la peine d'emprisonnement prescrite.

(5) Lors du calcul de la durée totale d'emprisonnement d'une personne condamnée lors d'un procès pour plusieurs crimes, la durée totale d'emprisonnement ne doit pas dépasser la période d'emprisonnement à perpétuité.

(6) Si le délit est passible d'une seule amende, la durée de l'emprisonnement décidée par le tribunal comme alternative au paiement de l'amende ne peut excéder :

4

a) deux mois, si le montant de l'amende n'excède pas un livre soudanaise,

(B) Quatre mois, si le montant de l'amende n'excède pas cinq livres soudanaises.

c) Six mois, dans tout autre cas.

l'amende.

34- (1) Le tribunal estime l'amende en fonction de la nature du délit commis, de la



L'étendue du gain illégal, le degré de participation du contrevenant et sa situation financière.

(2) Le tribunal peut ordonner que l'amende soit payée en totalité ou en partie à titre d'indemnisation à toute personne lésée par le crime, à moins qu'un jugement indépendant ne soit rendu pour indemnisation.

(3) Lorsqu'une amende est infligée, une peine alternative est infligée, l'emprisonnement pour non-paiement. Si le condamné paie une partie de l'amende, la peine alternative d'emprisonnement est réduite proportionnellement à ce qu'il a payé par rapport à l'amende totale.

(4) L'amende est annulée en cas de décès.

Peau .

35- (1) À l'exception des délits de hudud, la flagellation ne peut être imposée comme une peine à une personne ayant atteint l'âge de soixante ans, ni à un patient dont la flagellation met fin à sa vie ou aggrave sa maladie.

(2) Si la peine de flagellation tombe en raison de l'âge ou d'une maladie, le contrevenant sera puni d'une peine alternative.

confiscation et extermination.

36- (1) La confiscation est le jugement qui confère de l'argent privé à la propriété de l'État sans contrepartie ni compensation.

(2) L'extermination est la destruction d'argent sans contrepartie ni compensation.

Fermez la boutique.

37- La fermeture du magasin est le jugement interdisant l'utilisation du magasin ou l'exécution de tout travail dans celui-ci pendant une période d'au moins un mois et d'au plus un an.

pardonnez la punition.

38- (1) L'exécution du hudud ne peut être levée par amnistie.

(2) L'exécution du châtement ne peut être abolie qu'avec la grâce de la victime ou de son tuteur.

(3) La peine punitive peut être supprimée par grâce de l'autorité publique, en tout ou en partie, conformément au Code de procédure pénale, sans préjudice des droits de toute victime du délit gracié d'obtenir réparation.

Chapitre II

Attribution d'une sanction disciplinaire

Appréciation, multiplicité et promesse

Détermination et évaluation de la sanction disciplinaire.

39- Le tribunal, pour déterminer la peine punitive appropriée et l'évaluer, prend en compte toutes les circonstances atténuantes ou aggravantes, notamment le degré de responsabilité, les mobiles du délit, la gravité du fait, la gravité du préjudice, la gravité de la personnalité du contrevenant, sa position, son casier judiciaire et toutes les autres circonstances entourant l'incident.

Crimes multiples et leur impact sur la punition.

40- (1) Si un seul acte constitue plus d'un crime, les sanctions se chevauchent et une seule peine est imposée, qui est la peine la plus sévère.

(2) S'il y a plusieurs délits, la condamnation à mort pour l'un d'eux entraînera toutes les autres peines autres que la confiscation.

Oud.

41- (1) Si une personne est reconnue coupable d'une infraction passible d'une peine d'emprisonnement et qu'elle a déjà été reconnue coupable de cette infraction à deux reprises, le tribunal la condamnera à une peine d'emprisonnement.

(2) Si une personne est reconnue coupable d'un crime passible d'une peine d'emprisonnement et qu'elle a déjà été condamnée à deux reprises à une peine d'emprisonnement, le tribunal la condamne à une peine d'emprisonnement avec obligation de lui donner un avertissement. Dans ce cas, le tribunal le condamnera à une peine d'emprisonnement d'une durée au moins égale à la peine d'emprisonnement maximale prévue pour ce crime.

### Chapitre III

compensation

le prix du sang.

42- (1) Le prix du sang est de cent chameaux ou son équivalent en argent, selon ce qui est estimé, de temps à autre, par le juge en chef après consultation des autorités compétentes.

(2) Le prix du sang pour ceux qui ont infligé des blessures et des blessures sera estimé selon le deuxième barème annexé à la présente loi.

(3) Le prix du sang est multiplié par le nombre de victimes, mais il n'est pas multiplié par le nombre de victimes.

nombre d'auteurs du crime qui le nécessite.

Au contraire, elle est répartie entre eux à parts égales si leur participation vise à mettre en œuvre un accord criminel entre eux. Sinon, chacun selon son crime.

(4) Il n'est pas permis d'exiger, avec le prix du sang, une quelconque autre compensation pour meurtre ou blessure.

(5) En cas de négligence, telle que meurtre et blessures, le montant du prix du sang sera réduit dans la mesure de la participation de la victime à la commission du crime.

Jugement par l'argent du sang.

43- Le tribunal statuera sur le prix du sang conformément au deuxième barème annexé à la présente loi dans l'un des cas suivants :

cas :

a) En cas de meurtre ou de blessure intentionnelle, si les représailles tombent,

(B) Dans le cas de meurtres et de blessures quasi intentionnels,

c) En cas d'homicides et de blessures injustifiés,

(D) Dans les meurtres et les blessures causés par un non-adulte ou une personne manquant de discernement.

Celui qui prouve son prix du sang.

44- Le prix du sang est initialement établi pour la victime puis lui est transféré

héritiers selon leurs parts dans l'héritage. Si la victime n'a pas d'héritier, l'argent revient à l'État.

Qui doit payer le prix du sang et comment y parvenir.

45- (1) Le prix du sang est obligatoire pour le seul délinquant dans les crimes prémédités de meurtre ou de blessures.

(2) L'argent du sang est exigé du délinquant et de la femme saine d'esprit en cas d'homicide ou de blessure semi-intentionnelle ou négligente.

(3) La justification inclut l'association des proches du délinquant ou de la partie assurée avec lui, de la partie financièrement avec lui ou de la partie pour laquelle il travaille si son crime a eu lieu dans le cadre de son travail.

(4) Le prix du sang volontaire résultant d'un meurtre ou d'une blessure est obligatoire dans ce cas et peut être reporté ou déduit avec le consentement de la victime ou de ses tuteurs.

(5) Le prix du sang sera collecté conformément aux dispositions de la loi sur la procédure civile de 1983.

Remboursement d'argent, avantage ou compensation.

46- Lorsque l'accusé est reconnu coupable, le tribunal ordonnera la restitution de toute somme d'argent ou avantage qu'il a obtenu et il pourra, à la demande de la victime ou de ses tuteurs, ordonner l'indemnisation de tout préjudice résultant du délit, conformément aux Dispositions de la loi sur les transactions civiles et la procédure civile. 5

-----  
-----  
-----  
  
Le meurtre et ses types.

129. Le meurtre est le fait de causer la mort d'une personne vivante, intentionnellement, semi-intentionnellement ou par erreur.

Meurtre.

130- (1) Le meurtre est un meurtre avec préméditation si le délinquant l'avait intentionnel, ou s'il avait l'intention de commettre l'acte et que la mort était une conséquence probable de son acte.

(2) Quiconque commet le crime de meurtre avec préméditation sera puni de la peine de mort et, si le châtiment expire, il sera puni d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de dix ans, sans préjudice du droit au prix du sang.

Meurtre semi-intentionnel.

131. (1) Un meurtre est considéré comme un meurtre semi-intentionnel si le délinquant l'a causé par un acte criminel sur le corps humain et s'il n'avait pas l'intention de tuer et si la mort n'était pas une conséquence probable de son acte.

(2) Nonobstant les dispositions de l'article 130 (1), le meurtre est considéré comme un meurtre quasi-intentionnel dans l'un des cas suivants :

a) Si un agent public ou une personne chargée d'un service public de bonne foi dépasse les limites de l'autorité qui lui est conférée par la loi et estime que son acte qui a causé

la mort est nécessaire pour accomplir son devoir ;

b) Si l'auteur commet un meurtre en dépassant de bonne foi les limites légalement fixées pour l'exercice du droit de légitime défense,

c) Si le délinquant a commis un meurtre sous l'influence de la contrainte de tuer,

d) Si le délinquant commet un meurtre alors qu'il se trouve dans l'état de nécessité pour se protéger ou protéger autrui de la mort,

e) Si l'auteur du meurtre a commis le meurtre avec le consentement de la victime,

f) Si l'auteur de l'infraction, alors qu'il perd le contrôle de lui-même à la suite d'une provocation soudaine et grave, tue par erreur la personne qui l'a provoqué ou toute autre personne ;

(g) Si le contrevenant est allé trop loin ou a dépassé le montant autorisé de l'acte licite et que la mort en est survenue,



h) Si l'auteur du meurtre a commis le meurtre sans préméditation lors d'une bagarre soudaine sans profiter des circonstances ni se comporter de manière cruelle ou inhabituelle ;

i) Si l'auteur du meurtre a commis le meurtre sous l'influence d'un trouble mental, psychologique ou nerveux à un degré qui affecte clairement sa capacité à contrôler ses actes,

(3) Quiconque commet le crime de meurtre semi-intentionnel sera puni d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de sept ans, sans préjudice du droit au sang.

argent.

-----

-----

-----

Pétition contre :

- Mohamed Hamdan Dagalo, surnommé Hemedti, vice-président de la Transition  
Conseil militaire
- Dirigeants du soutien rapide soudanais  
Forces (anciennement Janjaweed)
- Membres de l'organisation Janjaweed  
au Soudan

Accusation:

Le soi-disant Muhammad Hamdan Dagalo (Hemedti) et les dirigeants des Forces de soutien rapide (Janjawid) ont commis les crimes suivants, qui sont punis par les articles du Code pénal dans plus de huit paragraphes des articles de cette glorieuse loi contre les criminels professionnels. les personnes impliquées dans cette , et affaire comptent parmi les plus grands criminels professionnels d'Afrique et du Soudan.

Les crimes des personnes mentionnées dans la pétition et des personnes concernées par l'accusation susmentionnée, à savoir Dagalo, le  
Les Janjaweed et les dirigeants des Janjaweed variaient comme suit :

1- Les manifestants ont été tués en grand nombre de 2020 à maintenant dans les rues de la ville de Khartoum par des tirs aveugles avec des fusils et des pistolets Janjaweed, sur ordre de Dagalo.

2- Plus de 2 000 martyrs de diverses catégories de manifestants sont enterrés périodiquement dans plusieurs cimetières de la ville de Khartoum et sous la vue et l'audition de tous, et la tromperie de la justice dans les tribunaux sur tous les crimes attribués à Dagalo et aux Janjaweed.

3- Le viol d'un grand nombre de filles dans la ville d'Omdurman sur ordre de Dagalo et des dirigeants des Janjaweed, et un grand nombre de femmes violées ont été enterrées dans les cimetières de la ville de Khartoum.

4- Torture des manifestants contre le Janjaweed dans les prisons de la ville de Khartoum sur ordre de Dagalo, tuant un grand nombre de manifestants et les enterrant sans véritable raison ni accusation dans le

Cimetières de la ville de Khartoum.

5- Vol de fonds publics, estimés à des milliards, lors d'incidents répétés, sur ordre de Dagalo, par les forces Janjaweed dans la ville de Khartoum.

6- Incitation au meurtre périodique de manifestants sous les ordres des dirigeants Dagalo et Janjaweed dans la ville de Khartoum.

7- Le conflit avec les dirigeants du

L'armée soudanaise opposée au pouvoir et aux

l'assassinat d'un grand nombre d'entre eux lors des disparitions constatées dans les dossiers de la police et l'enterrement d'un grand nombre de chefs de l'armée dans les cimetières de la ville de Khartoum.

8- Empêcher les élections au Soudan sur ordre de Dagalo et des dirigeants des Janjaweed pour élire l'autorité civile à laquelle aspirent les leaders d'opinion, les politiciens et le grand public au Soudan.

9- L'alliance avec le Mouvement pour la Justice et l'Égalité, fondé par Khalil Ibrahim, et l'intimidation du grand public dans l'exercice de ses droits civiques et l'empêchement des élections générales au Soudan.

10- L'alliance avec les restes de l'ancien régime du président Bashir et les symboles du régime du Front islamique et d'autres mouvements terroristes au Soudan.

réclamer:

J'appelle les organes des Nations Unies chargés des droits de l'homme et les autorités supérieures  
La Cour suprême va démettre de ses fonctions le criminel Mohamed Hamdan Dagalo

Vice-Président des Militaires de Transition

Conseil et le renvoyer de force devant la justice et lui faire subir un procès équitable devant une justice militaire ou civile indépendante et impartiale et sa décision avec le degré de peine le plus élevé, qui est la peine de mort pour le

les crimes et méfaits commis par les mains de l'intéressé. Qui est reconnu coupable de meurtre et d'autres accusations, et l'exécution des personnes reconnues coupables et responsables du meurtre de manifestants non armés dans les rues et du rôle joué dans la ville de Khartoum.

J'exige également que les familles des victimes  
être indemnisés avec l'indemnisation appropriée approuvée par la loi et  
que les auteurs soient sévèrement punis, comme le permet la loi.

Je remercie votre organisation estimée pour  
Bien écouter les revendications des opprimés, et j'espère aussi justice pour tous.

pétitionnaire

Avocat général